



Wednesday in St. Augustine
p. 262

Wednesday at Rio de Janeiro
pp. 268/269

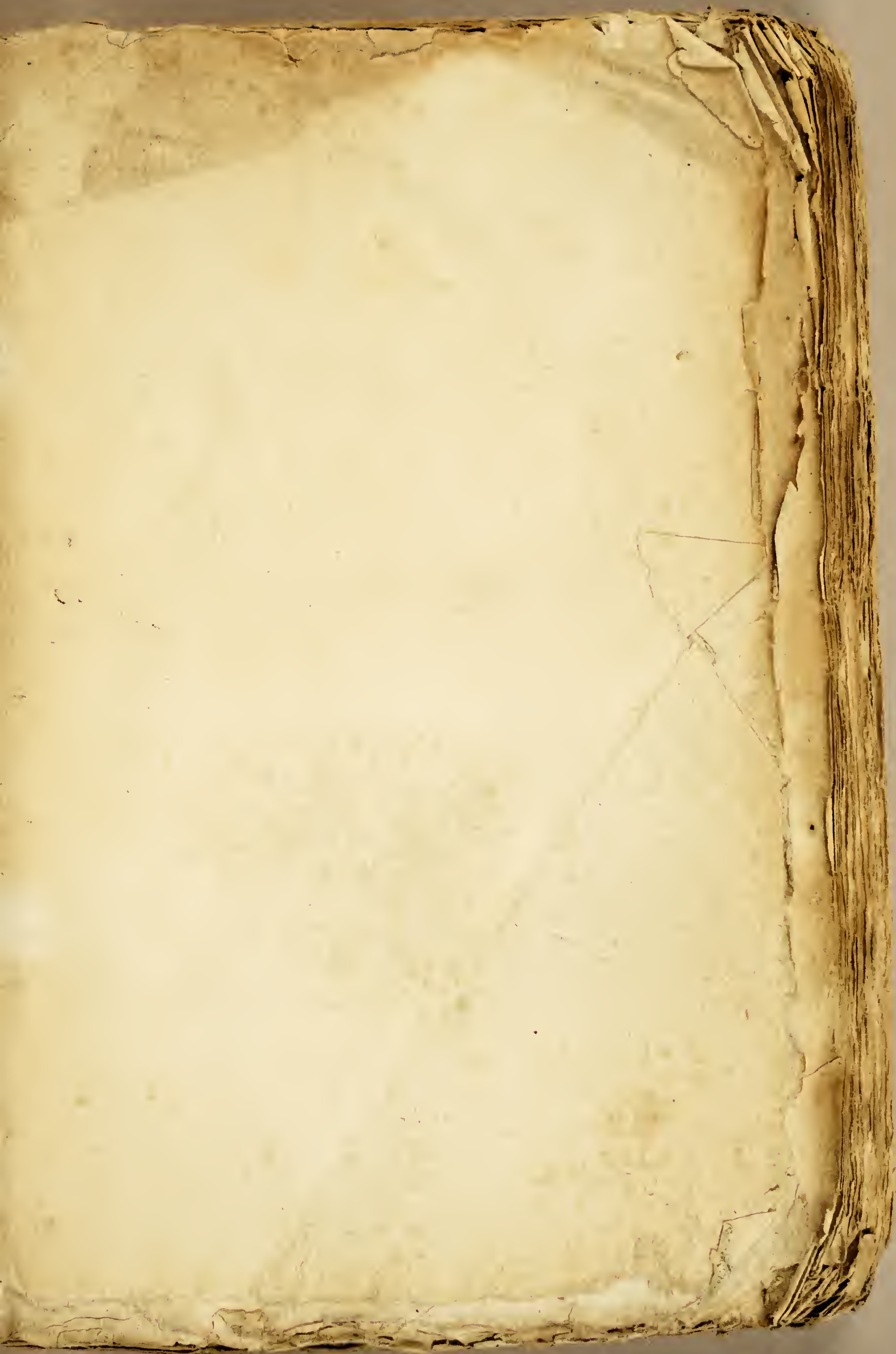
The John Carter Brown Library

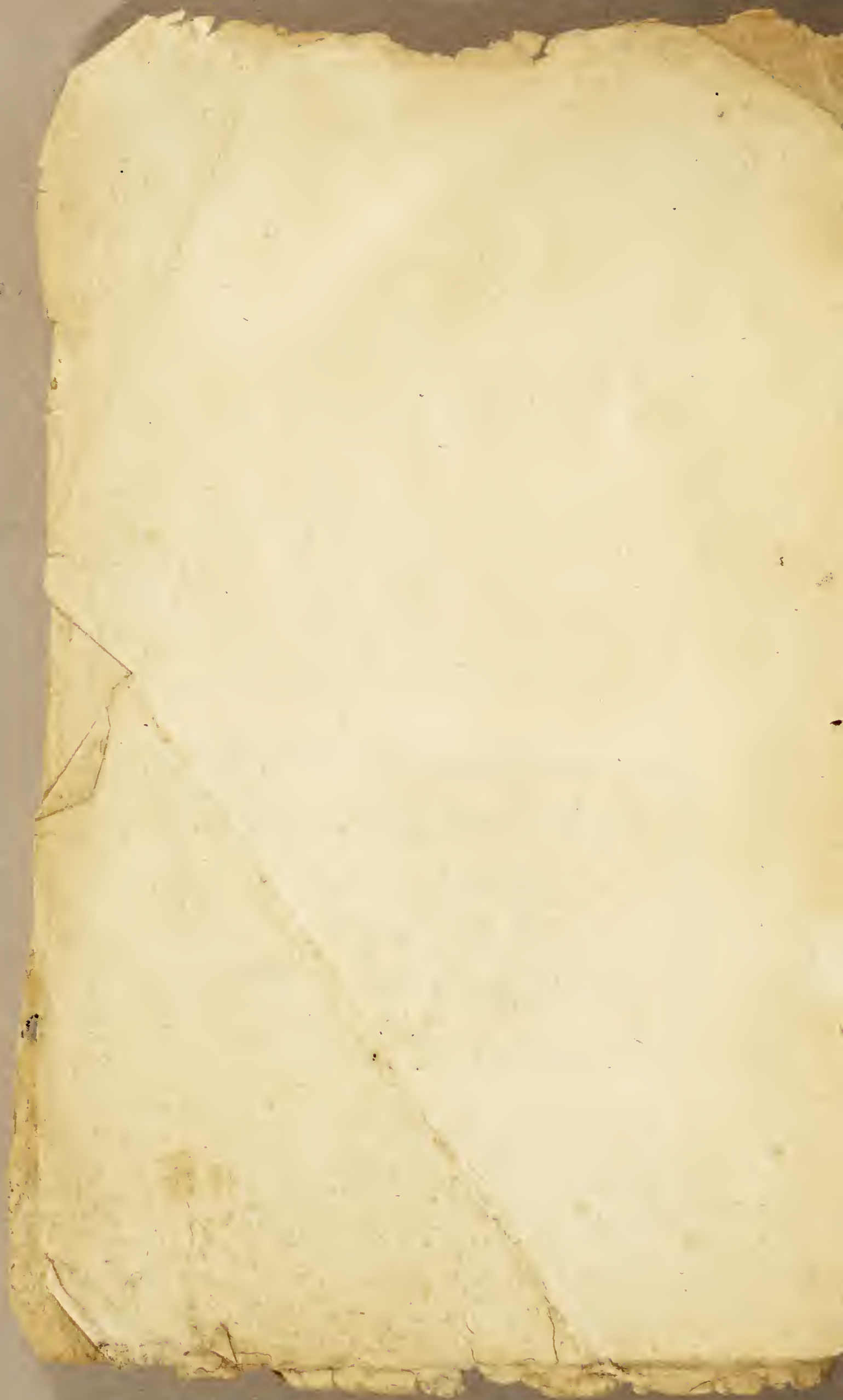
Brown University

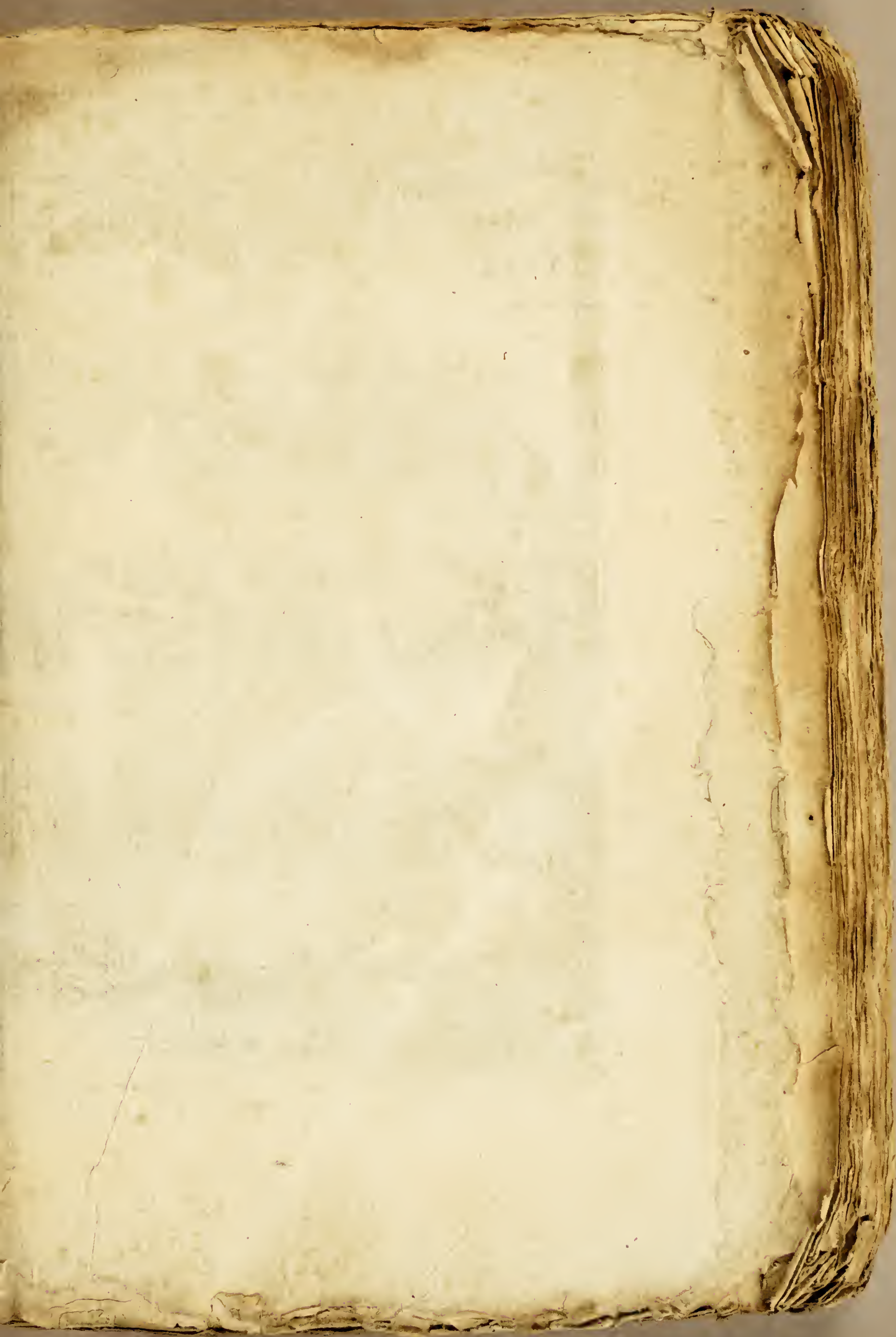
Purchased from the

Louisa D. Sharpe Metcalf Fund

C. D. 19









A UTRECHT, Chez G: van POOLSUM. 1716.

HISTOIRE DU CONGRES

ET DE LA

PAIX D'UTRECHT,

COMME AUSSI DE CELLE DE

RASTADT & de BADE.

CONTENANT

*Les particularitez les plus remarquables &
les plus interessantes desdites Negociations,
depuis leur premiere Ouverture jusqu'à
la conclusion de la Paix Generale.*



A UTRECHT,
Chez GUILLAUME van POOLSUM.

M DCC XVI.

AUX NOBLES

ET VENERABLES SEIGNEURS,

MESSEIGNEURS

LES BOURGMAITRES

JEAN VAN NELLESTEYN,


LAURENS VAN LANKEREN,

ET

SENATEURS

DE LA VILLE D'UTRECHT.

MESSEIGNEURS,

e tant d'Ornemens qui
rendent V^ôtre Ville si
illustre, si florissante &
si belle, bref, qui la
font l'Admiration des
Etrangers, ce Grand Ouvrage de
Paix y conclu l'année passée est
le plus éclatant. C'est un honneur
dont d'autres puissantes Villes sont
jalouses.

* 3

V^ôtre

DEDICACE.

Vôtre Maison de Ville, MESSIGNEURS, a été jugée digne d'être le Rendez-Vous de l'Illustre Assemblée des Plenipotentiaires: ce fut dans ce Palais, où le Divin Ouvrage de la Paix a été traité, où comme dans un autre Aréopage les differens qui avoient causé la dernière longue & sanglante guerre, furent decidez, où les Interêts des plus Grandes Puissances de l'Europe furent reglez.

Tout le monde sçait, MESSIGNEURS, quelle facilité il Vous a plû d'apporter à l'avancement de cette Paix. Les Ministres mêmes qui ont assisté au Congrès, publient des grandes loüanges du doux & honête accueil que Vous leur avez fait à leur entrée, de Vôtre Hospitalité genereuse, dont ils ont ressenti avec plaisir les effets durant leur séjour en cette Ville, de Vos bons
soins

DEDICACE.

soins de leur y faire trouver & à leurs Cortéges, toutes les commoditez du monde, l'abondance, & par dessus tout une grande liberté d'agir & de correspondre. Mais ce qu'on admire davantage, ce sont les sages Reglemens de Police que Vous aviez établis, pour conserver l'ordre & la paix parmi une si grande affluence de différentes Nations que les affaires & les charmes de cette Ville y avoient attirées.

Quand je considere, MESSEIGNEURS, tant d'avantages que toute la Nation Belgique & sur tout Vôte Ville reçoivent de ce grand Evenement & de Vôte noble Conduite, je me sens saisi d'une joie inexprimable & d'une profonde Veneration pour un Magistrat qui nous a procuré tant d'honneur & de bien, sous le sage & doux Gouvernement de qui & sous l'ombre

* 4

de

DEDICACE.

de la Protection j'ai le bonheur de vivre en cette Ville, comme à la source de la paix même.

C'est en très-humble reconnoissance de ce grand bien, que j'ose Vous offrir, MESSEIGNEURS, un Livre qui en conservera la Memoire. C'est une *Histoire du Congrès & de la Paix d'Utrecht*, un recit des faits les plus memorables qui s'y sont passez : un Livre qui n'appartient qu'à Vous. J'avoüe qu'il ne contient rien de singulier qui merite Votre curiosité, & que Vous ne scachiez déjà beaucoup mieux; mais MESSEIGNEURS, si Vous voudriez le daigner d'un regard tant soit peu favorable, je ne desespere pas, que Vous y prendriez peut-être quelque goût, pour l'ordre chronique, pour l'arrangement & le fidèle raport des matieres selon les Memoires & Instructions suggerez de bonne part à
l'Au-

DEDICACE.

l'Autheur, qui n'ayant eu pour but que de plaire à la verité, se flâte que son travail ne Vous fera non-plus defagréable.

Recevez, MESSEIGNEURS, ce petit present des mains d'un de Vos plus fidèles fujets : c'est un gage du profond refpét & obeïffance qu'il vous doit, un monument de l'amour fincère qu'il a pour l'honneur & le bien de fa chere Patrie. Oui, MESSEIGNEURS, fi jamais Dieu daigne exaucer mes prieres, on verra en peu d'années cette Ville élevée par cette paix à un luftre, à une magnificence & opulence dignes des plus celebres villes du monde. Que Vôtre Palais demeure le féjour perpetuel de la Juftice & de la Paix, qu'elles y aient à jamais fixé leur Throne, où tendrement s'embraffant elles prefident à Vos Affemblées, Vous infpirent dans Vos deliberations, de-

DEDICACE.

cident de Vos affaires, & les conduisent toujours à ces deux Grands Buts, sçavoir A LA GLOIRE DE DIEU ET AU BIEN DE LA PATRIE! Puissiez Vous, Ô BONS & SAGES REGENS goûter à longs traits les Douceurs de cette Paix, & en ressentir les agréables effets, sçavoir les riches Benedictions que le Dieu de la Paix veuille abondamment verser sur Vous, & sur Vos Familles, sur tous les habitans de cette ville & sur leurs posteritez les plus reculées! Ce sont les vœux ardens & sincères de celui qui est toute sa vie avec une parfaite soumission & un profond respect:

MESSEIGNEURS,

Utrecht le 8. Novembre. 1715.

*Votre très-humble, très-obeïssant & très-fidèle
Serviteur.*

GUILLAUME VAN POOLSUM.

P R E F A C E.

Il y a peu de personnes raisonnables dans le monde, qui ne considerent la Paix comme le plus grand bien qui puisse arriver à la société humaine, & la Guerre comme un des plus grands maux qui la puissent affliger. Il faut de l'artifice & des raisons pour colorer & justifier celle-ci: mais les souhaits des hommes sages vont sans violence & contrainte à la Paix, comme à une chose desirable par elle même, & qui fait le bonheur de l'Univers. Cette Paix cependant ne se trouve pas toujours, ni même fréquemment dans le monde, du moins pour y faire un bien long séjour: malheur qu'il faut attribuer aux principes corrompus, dont nôtre humanité est pêtée, & qui inclinent l'homme à mille choses, dont la poursuite est sujette à beaucoup de desordres, lesquels, quand la difficulté est entre des Souverains, causent ou sont la guerre même.

Le tems des Heros est principalement celui de la guerre, parceque la force extraordinaire de leur genie ne pouvant se

P R E F A C E.

resserrer dans les bornes des occupations ordinaires de l'Etat où ils sont placés, ils s'étendent, pour ainsi dire, & se répandent à des entreprises d'autant plus ruineuses, que la grandeur des forces dont ils peuvent disposer, leur donne lieu de concevoir de plus grands desseins, & de les executer par des moyens plus efficaces. La Guerre est le Théâtre le plus éclatant, où ils s'efforcent de briller: soit parce qu'étant à la tête des armées ils se voyent suivis & obéis par un plus grand nombre de personnes: soit parce qu'au moyen des conquêtes que les armes leur donnent lieu de faire, ils s'aggrandissent eux-mêmes, & en dominant sur un plus grand nombre de sujets & en une étendue plus grande de Païs, ils acquièrent plus de commodité & un plus grand nombre de moyens de satisfaire leurs desirs; ce qui est le Souverain bien de la vie humaine, quand elle n'est pas rapportée à Dieu & aux choses du Ciel.

Mais comme tous les moyens que l'homme se peut procurer, pour executer ses desseins, & pour se rendre heureux dans ce monde, ont une force limitée, les Heros les plus braves & les Rois les plus

P R E F A C E.

plus puissans ne peuvent pas toujours faire la guerre & se maintenir par un usage continuel des moyens qu'ils employent, ou pour s'aggrandir, ou pour se conserver dans l'élevation où ils sont parvenus; alors ils sont obligés de faire la paix & d'interrompre leurs desseins, du moins pour quelque tems: le repos dont la constitution des choses humaines a besoin pour subsister, devenant nécessaire. Il en est de même qu'avec les ressorts, qui servent aux mouvements des grandes machines: quand ils s'usent & se consomment, il est indispensable de leur rendre la force & de les renouveler, en leur accordant quelque relâche.

Ce n'est pas néanmoins la seule source, d'où nous peut venir la Paix. Dieu en inspire quelquefois le desir & oblige les Combattans les plus acharnés de mettre bas les armes: mais ceci est bien rare. Si nous en croyons les Placards & les Préambules de tous les Traités de paix, c'est à la pitié des maux que les peuples souffrent pendant le cours de la guerre, qu'on doit presque toujours la Paix. En effet cette pitié étant très-raisonnable & Chrétienne, elle devroit tou-

P R E F A C E.

jours concourir non-seulement à finir les guerres, mais aussi à empêcher qu'on ne les commençât point ; puisque les maux dont on témoigne de la Compassion, sont mieux prévûs avant que de prendre les armes, à moins qu'on ne veuille, que les Princes ne sont obligés à cette pitié, qu'après que les Peuples ont souffert une certaine mesure de maux.

C'est un grand reproche à nôtre humanité, qu'elle se montre si acharnée à sa propre destruction : ce qui ne se remarque pas même dans les bêtes les plus farouches. Dieu est la première source de la Paix ; comme il ne peut rien faire que de bon, & qu'il a tout créé dans l'ordre ; & dans la subordination nécessaire, pour la conservation de ses ouvrages, c'est dans cette subordination & dans cet ordre que consiste la paix. Outre cette disposition pacifique qu'on remarque dans toutes les Creatures, Dieu a encore établi une source de paix dans le cœur des Hommes, en les doüant de la raison, qui est une connoissance de l'ordre & de l'harmonie, dans laquelle consiste cette paix, & un soin de ne la point troubler. Car enfin tous les desor-

P R E F A C E.

desordres ne sont que des deffauts de cette subordination, & des troubles déraisonnables de cette paix.

Le même Dieu s'étant dans la suite des siècles revêtu de la chair, & fait homme, voulut qu'on annonçât la paix à sa Naissance. Il continua toute sa vie de la prêcher, en inspirant l'éloignement des vices qui la peuvent troubler : il n'a pas dédaigné de porter entre ses titres les plus glorieux celui de Prince de paix, & il a marqué au coin d'amateurs de la paix tous ceux qui feroient une profession particulière de L'imiter & de Le suivre.

Il est vrai, que dans le tems du Vieux Testament il prit le titre de Dieu des Armées; mais on peut dire, que ce ne fut que pour encourager le Peuple Juif à se mettre en possession de la Terre promise, & à faire de son côté ce qu'il devoit, pour la conquérir. Les Juifs devoient combattre ceux qui occupoient alors cette Terre : & pour animer leur confiance, il voulut, qu'ils recourussent à lui, comme à celui qui dispose des Royaumes & qui a en sa main toute la force des armes. Aussi ne peut-on pas dire, qu'il il y eut alors d'autres

P R E F A C E.

tres guerres , dans lesquelles il eût pris un intérêt si particulier pour sa gloire , & où il eût dû avec raison prendre le titre de défenseur & de soutien de l'une ou de l'autre des parties.

Dieu ayant donc fait de la Paix & de l'amour pour elle le caractère particulier des Chrétiens , & voulant être obéi dans le commandement qu'il a donné , d'aimer & de procurer la Paix , il est étonnant de voir , que les guerres soient si fréquentes entr'eux , & plus encore , que le gros des Chrétiens s'intéresse si peu à les voir finir par des recours à celui , qui étant le Dieu des Armées , & tenant en sa main les cœurs des Rois , peut tout ce qu'il daignera vouloir. Parmi les Peuples qui souffrent les incommodités de la guerre , (car pour les autres , ils la regardent ordinairement avec une entière indifférence) on n'entend que des souhaits , que le parti qu'on suit , remporte des avantages & des victoires : ou des plaintes poussées jusqu'au ciel , dans le ressentiment des maux que la guerre produit. Ce chagrin éclate ensuite en des murmures contre les Princes , sous l'autorité desquels la guerre se fait : sans pen-
ser

P R E F A C E.

ser aucunement à Dieu. Le Clergé même chargé (entantque ses Ministres) du soin de prier pour les Peuples, se contente de faire quelques prières publiques ordonnées par les Magistrats, où d'y assister; & c'est là où aboutissent uniquement des soins, qui devroient être les plus ardens & les plus continuels : puisque le besoin qu'on a de la Paix, (mère du repos & de tous les biens qui nous viennent par son canal) est continuel & inséparable de la nature des hommes.

La connoissance du Droit & de la Justice devroit être une autre source, d'où il faudroit attendre la Paix, si les hommes étoient raisonnables. C'est le droit qui assure à chacun ce qui lui appartient : & c'est dans cette possession legitime & paisible, que consiste le repos & la Paix. Mais comme les biens de ce monde ont ce malheur attaché à leur possession, qu'ils font des envieux, & qu'en excitant la convoitise des autres qui ne les possèdent pas, ils font naître des disputes & des guerres. Rien n'est plus sujet à être contesté, que ce Droit & la justice de la possession de biens prétendus à la fois par plusieurs, qui pour s'en saisir & pour s'en rendre maîtres, prennent
les.

P R E F A C E.

les armes les uns contre les autres. Entre les particuliers & pour des biens de peu d'importance cette guerre se fait avec la langue & la plume des Avocats, qui plaident pour en faire ájuger la possession à certains particuliers, à l'exclusion des autres. Mais pour les differens qui naissent entre les Princes, pour des Villes, Provinces & pour des Royaumes, (comme ils n'ont aucun Tribunal superieur qui ait droit ou pouvoir d'en juger) les armes en decident ordinairement, & tout au plus, pour se décharger de la haine publique, & pour éviter le reproche de ce qu'ils abusent de leur force, on fait courir des Manifestes, où chacun déduit ses raisons : mais personne ne s'en veut tenir au sentiment de ce Public.

Il y a une troisième source de Paix, mais toujours malheureuse, & souvent peu efficace, savoir la force de la nécessité, qui avant ou après les efforts & les moyens violens employés pour se faire raison, contraint les impuissans à demeurer cois, & à se contenter d'une Paix desavantageuse. Cette Paix vaudroit souvent mieux que plusieurs victoires : mais ne satisfaisant point la partie qui se croit
le.

P R E F A C E.

l'esée, elle ne fait que couvrir, au lieu d'éteindre, le feu de la guerre, qui se rallume à la première occasion. On ne laisse pas de s'applaudir quelquefois de cette sorte de Paix, au moins le Peuple, qui pour le coup se trouve déchargé des maux qui lui sont toujours sensibles pendant le cours de la guerre. Mais la joie que le Prince en ressent, n'est pas toujours si pure; car rien ne le flatte, que l'espérance de se relever un jour, & de pouvoir ramener les choses au point, où il ne les a pas pû conduire.

Il y a une quatrième sorte de Paix qui a beaucoup de ressemblance à la précédente & qui est la pire de toutes. C'est lors que le Prince victorieux manque de sincérité, qu'il offre ou donne la main à la Paix, pour désarmer son ennemi, ou pour rétablir ses propres affaires, résolu de se prévaloir de la confiance qu'on prend dans ses paroles, pour mieux tromper, & pour recommencer une guerre plus cruelle. Ce qui se reconnoît par la facilité, avec laquelle il en embrasse les premières occasions. Prescrire des conditions, sous lesquelles on offre de consentir à la Paix, est une marque assez parlante, que

P R E F A C E.

que la Paix qu'on fera là-dessus, est de cette dernière espece. Aussi la flatterie n'a-t-elle point de langage plus ordinaire dans les louanges qu'elle donne aux Princes victorieux, que celui de leur faire honneur d'avoir donné la paix à leurs ennemis; quoique l'experience du passé ait souvent fait connoître, qu'ils n'ont mis bas les armes, que pour rétablir leurs forces, & pour se servir ensuite de celle-ci, pour travailler plus efficacement à la ruine des ennemis, avec lesquels ils avoient feint de se reconcilier.

On peut dire, que le siècle passé a vu des Paix de toutes ces especes: mais comme l'application qu'on feroit de ceci, iroit peut-être à chagriner quelcun, on se contentera de donner l'Histoire des dernières Paix qui ont été conclues, & dont on espere de jouir.

TABLE

T A B L E

D E S

Actes, Lettres & Memoires con-
tenus dans cet Ouvrage.

D u Sujet de la dernière Guerre, & une Idée de celles qui l'ont précédée dès la moitié du Siècle passé. Pag. 1	
Idée Generale des succez de la Guerre née au sujet de la Succession d'Espa- gne, jusqu'au commencement du Trai- té d'Utrecht.	47
Inscription sur la Journée de Hochstat.	67
Premieres Ouvertures de Paix.	81
Contenu de la Réponse des Deputez de l'Etat à l'Ele- cteur de Baviere sur ce sujet.	83
Contenu de la Réponse du Duc de Marlborough au dit Electeur sur le même sujet.	84
Lettre du Roi de France au Pape Clement XI.	86
Adresse de la Chambre des Seigneurs à la Reine, sur l'Ouverture de la Paix.	98
Declaration des Ministres de France à ce sujet.	101
Articles Preliminaires proposez par la France.	107
Lettre du Comte de Bergheik au Duc de Marlborough.	132
Contenu d'une Lettre du Marquis de Torci présentée par Mons. de Pettekum à l'Assemblée des Etats & des Ministres Alliez.	136
Contenu de la Declaration de LL. HH. PP. sur ladite lettre.	138
Nouvelles Propositions de Paix présentées de la part de la France par Mons. de Pettekum.	141
Rapport des Ministres Deputez de l'Etat, au sujet de leur premiere	

premiere Conference tenue à Gertrudenberg avec les Ministres de France.	150
Lettre des Ministres de France à Mons. de Pettekum.	158
Réponse du Resident au nom des Etats Generaux.	159
Rapport de leurs Deputez touchant les Negociations de Gertrudenberg.	160
Autre Declaration des Ministres de France donnée auxd. Deputez.	163
Lettre des Plenipotentiaires de France au Grand Pen- sionnaire Heinsius, pour lui notifier leur depart de Gertrudenberg.	168
Resolution de LL. HH. PP. à la continuation de la guerre avec la France, donnée en réponse aux obje- ctions de ses Ministres.	181
Nouvelles Propositions de Paix, faites par la France à la Reine d'Angleterre.	226
Detail plus specifique desd. conditions de Paix.	229
Contenu d'une Lettre Circulaire donnée par le Secretaire d'Etat de la Grande Bret. aux Ministres des Alliez residans à la Cour de Londres.	233
Liste ou noms des Plenipotentiaires qui ont assisté au Congrès d'Utrecht.	241
Explication specifique des offres de la France pour la Paix generale, &c.	255
Demands ou Pretensions de l'Empereur presentées au Congrès.	266
Demands de la Grande Bretagne.	267
Demands du Roi de Portugal.	271
Demands du Roi de Prusse.	272
Demands du Duc de Savoïe.	276
Demands des SS. Etats Generaux.	279
Demands de l'Electeur de Trèves.	287
Demands des Cercles Associez.	ibid.
Demands de l'Electeur Palatin.	288
Demands du Landgrave de Hesse-Cassel.	289
Demands de l'Evêque de Munster.	290
Deman-	

<i>Demandes du Duc de Wurtemberg.</i>	291
<i>Memoire touchant les Interêts de S. A. R. le Duc de Lorraine &c.</i>	292
<i>Replique du Comte de Sinzendorff au Maréchal d'Huxelles.</i>	300
<i>Conclusion de l'Assemblée des Ministres des Alliez communiquée aux Ministres de France.</i>	301
<i>Chefs d'accusation publiez de la part de la Chambre des Communes contre tous les Alliez.</i>	303
<i>La desapprobation decretoriale du Traité de la Barriere conclu à la Haïe.</i>	305
<i>Substance d'un Memoire présenté par le Comte de Straffort au nom de la Reine, touchant la continuation de la guerre.</i>	307
<i>Réponse de la Reine donnée sur ce sujet par Mons. de St. Jean son Secrétaire d'Etat, à l'Envoyé de LL. HH. PP. à Londres.</i>	309
<i>Representations des Etats Gener. à la Reine de la Grande Bret. touchant sa Cessation des operations Militaires & sa Paix particuliere avec la France.</i>	314
<i>Réponse de S. M. à la dite Lettre.</i>	327
<i>Harangue de la Reine aux deux Chambres du Parlement, concernant les propositions auxquelles S. M. veut faire la Paix.</i>	331
<i>Harangue du Roi Philippe à son Conseil, contenant une Communication des conditions de la Paix conclue entre l'Espagne, la France & l'Angleterre.</i>	350
<i>Abregé de l'Acte de Renonciation du Roi Philipe.</i>	351
<i>Demande de satisfaction du Roi de France aux Etats Gener. touchant le demêlé de Mons. le Comte de Rechteren avec Mons. Ménager.</i>	363
<i>La Declaration que LL. HH. PP. ont donnée là-dessus.</i>	365
<i>Les principaux Articles du Traité de l'Assiento.</i>	369
<i>Discours du Comte de Straffort tenu à l'Assemblée de LL. HH. PP. servant en même tems d'intimation des conditions, auxquelles S. M. Brit. leur a voulu procurer la Paix.</i>	383

Recapitulation de l'essentiel de ce discours.	388
Lettre de LL. HH. PP. à S. M. Brit. où elles témoignent d'accepter ses propositions.	391
Réponse de S. M. sur ladite Lettre.	395
Substance du Traité d'Union & Alliance conclu entre S. M. Brit & LL. HH. PP. pour la défense de la Succession Protestante au Trône de la Gr. Bret. & de la Barrière	399
Traité d'Armistice pour l'évacuation de la Catalogne : conclu par la Mediation de la Grande Bret. entre l'Empereur, le Roi Philippe & la France.	407
Representations des 4. Cercles Associez, en forme de Requête adressée aux Ministres de la Gr. Bret. à Utrecht, pour obtenir quelque dedommagement des pertes & depens qu'ils ont faits durant & pour la dernière Guerre.	416
Preliminaires ou Projet de paix proposé à Utrecht par la France aux Plenipotentiaires de l'Empereur.	425
Harangue de la Reine de la Grande Bret. aux deux Chambres du Parlement : touchant l'Ouvrage de la Paix, qu'elle avoit achevé par sa Mediation, & quelques reglemens pour le bien de la Nation.	434
Abregé de la Deduction imprimée à Utrecht, où les Ministres de S. M. I. prouvent les raisons, pourquoi Elle n'a pas pu souscrire à la Paix signée par la France, l'Angleterre & la Hollande : & les préjudices qu'elle Lui causoit.	439
Lettre de Protestation du Chevalier de St. George, ou du prétendu Roi d'Angleterre Jaques III. contre les Traitez de Paix faits & signez, à son exclusion.	445
Traité conclu à Utrecht par les Plenipotentiaires de France & de la Grande Bretagne, pour le Transport de l'Imperatrice, de sa Cour & des Troupes Imperiales hors de Catalogne en Italie.	450
Points de Reserve, ou Protestations du Roi Philippe contre deux articles de la Paix qu'il avoit faite avec le Duc de Savoie : touchant la Cession du Royaume de Sicile.	457
Contenu d'une lettre du Prince Eugène à la Diète de l'Empire, au sujet des Conférences de Rastadt.	472
Contenu des Articles Preliminaires de Rastadt.	476

D U S U J E T

de la dernière

G U E R R E,

*Et une Idée de celles qui l'ont
précédée dès la moitié du
Siècle passé.*

Le Roi d'Espagne Philippe IV. ayant eu deux filles & un fils qui lui survécurent, il maria ces deux filles, l'ainée Marie Therese à Louis XIV. Roi de France & la Cadette Marguerite, à l'Empereur Leopold I. Bien des gens trouvèrent le premier mariage étrange & dangereux, parceque la Paix de l'Europe ne subsistant que par une espece d'équilibre de forces entre les deux Couronnes de France & d'Espagne, c'étoit exposer cette Paix au danger de ne se pouvoir plus soutenir, s'il arrivoit une fois que la France vint à unir, ou le tout ou une grande partie des Etats de la Couronne d'Espagne, à la sienne: ce qui pouvoit arriver si le Roi Charles qui ne faisoit alors que
A de

de naître, venant à mourir sans succession, donnoit lieu ou prétexte à la France de s'en saisir. Il est certain que dans le Traité des Pyrenées on eut beaucoup d'égard à ce danger, qu'on consulta beaucoup là dessus, & que le Roi Philippe ne paroissoit point disposé à donner sa fille ainée au Roi de France. Mais enfin le mariage fut conclu par l'adresse du Cardinal Mazarin, premier Ministre du Roi de France, qui à ce qu'il paroît par quelques unes des lettres que cette Eminence écrivoit alors, & qui ont enfin été rendües publiques, avoit déjà la vûe sur ce qui est arrivé, & qui a été cause de la dernière guerre.

Ou crut alors remedier à tout, & prévenir toute sorte de danger en obligeant le Roi de France à faire une Renoncia-tion à tous les droits qui pourroient jamais écheoir à lui & à sa posterité, en vertu de son mariage avec l'Infante Marie Therese, & on eut soin de la rendre la plus solennelle & la plus forte, que puisse être aucune promesse entre des souverains. Elle fut confirmée par des sermens qui prenoient à témoins le Ciel & la Terre de sa sincerité. Elle fût ap-
prou-

prouvée, & autorisée par le consentement & le plein pouvoir du S. Siège : Enfin on y employa tout ce qu'on pût imaginer de capable de lui donner de la fermeté & de la force, & de la rendre inviolable : tant de la part du Roi, que de la part de l'Infante, & de la posterité qui pourroit naître de leur mariage.

Ces précautions ne furent pas cependant suffisantes pour empêcher le mal qu'on avoit crû éviter. Car aussi tôt après la mort du Roi Philippe IV. arrivée en l'an 1668. & le Roi Charles étant encore mineur, & à l'âge seulement de 10. ans, le Roi de France se mit en possession par la force d'une partie des Pais-Bas, qu'il reclama comme lui appartenante en vertu de son mariage avec l'Infante, qui à son gré devoit succeder à ces Provinces pour une troisième partie, comme un des trois enfans laissés par le Roi Philippe, sous prétexte que le Droit Municipal de ces Provinces admettoit à portions égales tous les Enfans à la succession de leurs Pères. On donna déjà dès lors atteinte à la Monarchie toute entière ; l'Archevêque d'Ambrun, qui avoit été à Madrid Ambassadeur du Roi de France, ayant

publié un livre pour prouver l'invalidité de la Renonciation : Et qui mit en campagne plusieurs autres Ecrivains qui traitèrent la même matière, & un entre autres dont l'écrit avoit pour titre : *soixante & quatorze raisons qui prouvent l'invalidité de la Renonciation de la Reine.*

Il fut répondu à ces Ecrits, en faveur du Roi d'Espagne, mais ce n'étoit pas au Tribunal des Jugemens publics, que la chose devoit être décidée. Le Roi Louis parut dans l'occupation, faisant renforcer plusieurs places dans les Pais-Bas & de la Franche Comté de Bourgogne, l'an 1668. fondé davantage sur la force de ses armes, que sur celle de ses raisons. Car quoique, comme on a dit, il eût publié quelques écrits pour lui servir de Manifeste, il n'attendit pas les réponses qu'on y pouvoit faire, pour commencer la guerre, & fit même marcher ses troupes dans le temps qu'il fit notifier son entrée aux Pais-Bas à la Reine veuve du Roi Philippe & Tutrice du Roi Charles son Pupille.

Ce fut alors qu'on vit pour la première fois ce qu'il avoit obligé le Roi d'avoir de belles troupes, & quel plaisir il prenoit à la guerre. Toutes ces Trou-
pes

1668. *& de la Paix d'Utrecht.* Ses
pes étoient vêtues proprement & toutes
d'une façon, avec une différence de cou-
leurs du drap ou des paremens qui faisoit
connoître les Corps & les Regimens
qu'elles composoient. Tous les Officiers
étoient magnifiques dans leurs équipa-
ges, jusques là que chaque Regiment de
Cavallerie avoit des chevaux d'un même
poil : Ce qui joint à la beauté & à la ri-
chesse des étendards, aux ornemens des
Trompettes & Tambours faisoit la plus
belle vûe du monde. On vit dès je dès
lors le plaisir que le Roi encor jeune &
boüillant prendroit aux armes, suivant
l'inclination que le Cardinal Mazarin lui
avoit inspirée, afin de manier par là
d'autant mieux son esprit, & de conser-
ver sa fortune. Car ce Ministre rusé con-
siderant que quand le Roi passoit sa vie
dans sa Cour, au milieu d'une foule de
gens devoüés à lui procurer des plaisirs,
ils deviendroient maîtres de son esprit,
& que toute la faveur de ce Prince seroit
pour eux, avoit adroitement tourné ses
inclinations du côté de la guerre dès le
commencement, & se chargeant lui seul
du soin de la rendre facile & heureuse,
il lui avoit ouvert un champ de victoires,

pour l'amour desquelles le Roi étoit fortement attaché au maniment des armes, & ne vouloit presque entendre parler que de sièges & de Batailles.

Ainsi on vit que la Paix des Pyrenées ne s'étoit faite que pour donner quelque relâche aux Peuples, dont le Cardinal avoit commencé à disposer des moyens, comme de choses appartenantes à la Majesté Royale, & pour donner une Epouse au Roi, du chef de laquelle il eut un champ de prétentions, sur lesquelles il pût fonder une longue suite de guerres. Le bonheur des premières armes du Roi, la pitoyable disposition de ceux qu'il alloit attaquer & le bon ordre que le Cardinal avoit mis dans les affaires, pour continuer de vaincre, étoient de puissans motifs pour disposer l'esprit de S. M. à pour suivre ses conquêtes. Aussi en se saisit elle dans la suite de toutes les occasions & prétextes qui se présentèrent, ou qu'elle voulut faire naître: comme l'Europe n'a vû dès un demi siècle aucune Paix qui ait duré plus qu'un petit nombre d'années.

L'Invasion des Pais-Bas ayant réveillé la jalousie & la crainte des Puissances Maritimes, de l'Angleterre & de la Hollande,

1668. & de la Paix d'Utrecht. 7

lande , celles-ci communiquèrent leurs sentimens à la Suede , & l'attirèrent dans une Ligue avec elles pour s'opposer aux progrès d'un Roi qui ayant affaire à un ennemi desarmé , auroit bien tôt tellement accru sa puissance, que la seule crainte n'auroit pu dans la suite en arrêter le Cours. Cette Ligue apellée la Triple-Alliance , à cause des trois Puissances , qui étoient unies pour la défense des Pais-Bas , arrêta en effet les conquêtes du Roi de France qui voulut bien paroître donner la Paix , non pas aux instances des Ligués , mais aux bons offices du Pape Clement IX. de qui la Reine d'Espagne avoit demandé les intercessions pour cet effet. La difficulté du Traité de Paix qu'on étoit prêt de conclurre, étoit de reconnoître les raisons pour lesquelles le Roi avoit pris les Villes , qu'on laisseroit à la France , & les motifs qui avoient obligé la Reine de les lui céder. Car si on admettoit les raisons & prétentions du Roi comme bonnes & bien fondées , la Cession , qu'on lui feroit de quelques Villes seroit un consentement on approbation tacite de ces raisons & par conséquent une reconnoissance du droit d'en

demander d'autres en vertu de ce même titre.

L'expedient qu'on trouva fut de ne parler de rien , & de dire simplement, qu'ils étoient convenus de choisir la Ville Imperiale d'Aix la Chapelle, pour y traiter de Paix, par l'entremise du Plenipotentiaire de Sa Sainteté: Et cette Paix qui y fut conclüe le 6^{me} Mai de l'an 1668. coûta aux Espagnols la Forteresse de Charleroi, les Villes de Binch, d'Ath, Doüai, avec le fort d'Escharpe, Tournai, Oudenarde, Lille, Armentiers, Courtrai, Mons, Furnes, & tout l'étendüe de leurs Baillia- ges, Châtelénies, Territoires, Gouvernan- ces, appartenances, *DEPENDANCES* & annexes, de quelques noms qu'elles puis- sent être appellées.

Le Roi de France avoit endormi les Fran- Contois sous l'esperance d'une Neutralité entre les deux Bourgognes, la- quelle avoit eu lieu dans quelques autres rencontres. L'esperance de cette Neu- tralité leur avoit fait negliger le soin de pourvoir à leur défense, ce qui fut cause qu'elle fut prise quasi sans aucune oppo- sition. Il voulut bien la restituer par cet- te Paix, en consideration de tant de riches places.

& de la Paix d'Utrecht. 9

places qu'on lui accordoit dans les Pais-Bas. C'est pourquoi il s'obligea par le V. Article de cette Paix *de retirer aussi tôt après sa publication, ses garnisons de toutes les places, Villes, Châteaux & forts de la Comté de Bourgogne, & de restituer réellement, effectivement & de bonne foi à S. M. Catholique toute ladite Comté de Bourgogne, sans s'en rien réserver ou rétenir.* Cependant cette restitution réelle, effective & Debonne foi fut terriblement altérée, non seulement par la démolition faite après le Traité signé, de toutes les places & forteresses de cette Province, & par l'enlèvement de toute l'Artillerie & des Munitions qui se trouvoient dans leurs Arcenaux, mais encore des armes particulières, que possédoient tous les habitants, lesquelles les Gouverneurs des Villes se firent consigner, & transporter en France.

Le Roi T. C. ayant reconnu d'où lui étoit venu l'obstacle qui l'avoit empêché de subjuguier les Pais-Bas, pensa à y apporter du remède pour l'avenir, & en même temps à se vanger de ceux, qui l'avoient traversé : le Roi d'Angleterre Charles II. étoit un Prince doux, facile,

& adonné à ses plaisirs , & par conséquent non chaland , à l'égard de ce qui pouvoit le plus contribuer à la seureté & à l'éclat de son Regne. Rien n'étoit plus important à celui ci que de conserver la gloire qu'il s'étoit acquise en s'opposant à l'agrandissement d'un Roi , qui jeune & plein d'espérances , venoit de donner un essai des vastes desseins qu'il a executé dans la suite , en entreprenant de s'approprier un païs qui par ses richesses lui devoit fournir les moyens de faire la guerre & de vaincre long temps. Le Roi d'Angleterre ne s'y étoit pas apposé par un esprit de quelque animosité ou d'envie particulière ; mais pour l'interêt de ses propres Royaumes , auxquels les Païs-Bas fervent de Barrière naturelle contre la France , qui ne peut porter ses armes au delà de la Mer , sans se rendre maîtresse des pas qui y conduisent. Ainsi la Conservation de ceux-ci entre les mains d'un Prince foible & mal servi , comme l'étoit le Roi d'Espagne Charles II. étoit d'un interêt inséparable dela conservation de ses propres Royaumes.

La honte de depouïller un Roi Pupile & son parent si proche , avoit peut-être

con-

contribué quelque chose à faire abandonner au Roi de France la conquête des Pais-Bas Catholiques, laquelle il avoit si heureusement commencé de faire. Mais il meditoit celle des Provinces unies de la Republ. d'Hollande, se flattant que comme elles étoient d'une autre Religion que la sienne & entièrement séparées d'intérêts avec lui, & d'ailleurs encore plus opulentes & plus riches que les Pais-Bas Catholiques, elles lui fourniroient les mêmes moyens de s'enrichir & de se mettre en état de porter ses conquêtes de quelque côté où il voulût s'agrandir; outre le beau nom qu'il s'acqueroit dans l'Eglise Romaine, de l'avoir vengée sur des Peuples, qui l'avoient abandonnée, & de les avoir contraints par la force à s'y soumettre de nouveau.

Pour exécuter ce projet, il y avoit deux choses à faire, dont il vint à bout avec un bonheur égal: l'une fut de desunir l'Angleterre d'avec la Hollande, & d'empêcher que les Anglois ne prissent pas la protection des Hollandois; ce qui étoit d'autant plus naturel de craindre, que les deux Peuples étoient de la même Religion, & par conséquent portés à s'entre-

secourir mutuellement : l'autre point fut , d'astoblir les uns & les autres en allumant une guerre entre eux. Le Roi Charles d'Angleterre ayant, comme nous venons de dire un esprit facile, on le put aisément tourner à faire querelle aux Hollandois, sous prétexte du Pavillon & de la souveraineté des Mers, laquelle on prétendoit lui appartenir, & que les Hollandois se soumissent par tout à saluer les premiers. La main qui fit jouër ce ressort étoit invisible, & le secret en étoit si profond, qu'on vit dans la guerre, qui s'alluma un peu après pour maintenir cette prétension, les forces du Roi de France unies à celles de la Hollande, pour la combattre.

Ce fut par l'effët des mêmes intrigues, que quelques uns en Hollande se prétendans animés du zèle pour la liberté de la Patrie, après la mort du Prince d'Orange Guillaume II. avoient fait passer un *Edit* qu'ils appellèrent *perpetuel & irrevocable*, par lequel les Provinces declaroient de ne jamais nommer ou reconnoître un *Capitaine General* apellé *Stadhouder* : excluant ainsi son fils Guillaume III. de toute esperance de jamais remplir une charge

charge qui paroïssoit heréditaire dans la Maison, & qui sembloit dûë, au gré de plusieurs autres, à l'heritier des Princes, dont l'heureuse conduite avoit procuré & affermi la liberté de ces Provinces. La malheureuse fin de ceux qui avoient été les plus ardents à appuyer & à maintenir cette exclusion, & les choses qui furent renduës publiques, dans la suite, ont fait voir que la France avoit eu la première part dans le zèle prétendu pour le bien & pour la liberté de la patrie. En effet c'étoit son intérêt le plus pressant de faire en sorte, que quand les Provinces unies seroient attaquées, elles se trouvaissent sans Chef, & qu'il arrivât ce qui avint en effet, sçavoir que la Republ. destituée de bons Officiers & de bonnes troupes, se trouvât dans la Confusion & dans l'ébloüissement à la vûe du peril, & donnât ainsi lieu, à sa propre rüine.

Les choses étant ainsi préparées, le Roi de France se présenta sur les rangs & ayant fait delarer pour son parti le Roi d'Angleterre qui y étoit, quoi qu'en cachette, depuis long-temps, l'Archevêque de Cologne & l'Evêque de Munster qui prétendirent avoir des sujéts particuliers

mécontentement : il déclara la guerre aux Provinces Unies l'an 1672. & entrant dans leur país avec quatre armées, il les eût bien tôt réduits à la nécessité de tout craindre & de tout souffrir, sans une révolution qui changea entièrement la face des affaires.

Les esprits avoient été jusqu'alors partagés sur l'équité des dernières dispositions, sçavoir sur l'Edit perpetuel. Les uns le soutenoient juste & nécessaire, & les autres le jugèrent injuste & ruineux. Mais à la vûë présente du danger & de la ruine, dont on n'étoit plus comme autrefois menacé, mais effectivement frappé & opprimé, tous les esprits se réunirent, particulièrement après que le Peuple de la Haie eût massacré les deux Frères Corneille & Jean De Wit, comme les premiers Autheurs & principaux soutiens de l'Edit perpetuel. Le Jeune Prince d'Orange fils du dernier Guillaume II. fut mis à la tête des affaires, & en suite de cette rehabilitation tous les Officiers & les Braves qui étoient affectionnés à la Maison de Nassau s'étant appliqués, de leur mieux au rétablissement des affaires, celles ci reprirent tellement le dessus,

1672. *Et de la Paix d'Utrecht.* 15
dessus, que le Roi de France (qui dans la
vûe de l'heuraux succès de son entrepri-
se, avoit refusé tous les partis qu'on lui
avoit offerts dans le premier faissement
de crainte, où on s'étoit vû) fut con-
traint de se departir lui même de la plus
grande partie de ses conquêtes, & de dis-
puter le terrain pour la possession de quel-
ques places qu'il vouloit rétenir pour la
reputation de ses armes.

Mais si la conquête de la Hollande, sur
laquelle on contoit alors en France com-
me sur une chose indubitable, échappa au
Roi T. C. à une seule place près: il n'en
fut pas de même des Pais-Bas Espagnols,
sur lesquels il se jetta comme sur un pais
moins défendu, & dont la conquête
avoit été l'objét de son premier armement.
Le Roi d'Espagne ayant reçu (comme on
a vû) du secours des Etats Generaux
l'an 1664. lors que le Roi faisant valoir
les droits que la Reine son Epouse avoit
sur les Provinces: ceux ci par droit de
prêt, & peut-être en vertu d'un contrat
particulier, demandèrent aux Espagnols
une assistance reciproque. Selon le stile
ordinaire des Paix & des Alliances, on
se reserve ordinairement dans les enga-
gemens

gemens de secourir les Alliez, cette clause : sans s'exposer pour cela à avoir une guerre particulière avec leurs ennemis. Les Espagnols vouloient jouir de cette exception, (comme la France avoit fait au sujet du Portugal, quoi qu'elle eût fait à l'Espagne une promesse particulière de ne se point mêler dans cette querelle) mais le Roi qui connoissoit la facilité de faire des conquêtes aux Pais-Bas Espagnols, prit pour une rupture manifeste & pour une declaration de guerre faite à soi-même, le secours que le Gouverneur Espagnol donna aux Hollandois : & se jettant sur la Flandre il en emporta avec le bonheur qui l'accompagnoit par tout, & avec l'activité ordinaire de sa manière de faire la guerre, quantité de places qui le dommagerent en quelque sorte de celles qu'il abandonnoit dans la Hollande.

Il est vrai qu'il parut céder aux Anglois, qui ayans remué à la vûe de ce prodigieux enlèvement de tant de Places dans les Provinces unies, & craignant pour eux-mêmes, avoient obligé leur Roi Charles II. de renoncer à l'Alliance de la France. l'Empereur Leopold d'autre côté avoit intéressé l'Empire dans la perte
des

des Hollandois , & l'avoit fait se déclarer contre la France. Mais comme le Roi Louis savoit par la connoissance qu'il avoit des uns & des autres , jusqu'où il les devoit craindre , il tourna ses plus grandes forces du côté des Pais-Bas , après avoir semé une broüillerie entre le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg qui montroit le plus de zèle pour la défense des Hollandois & de l'Empire.

On voulut en un Congrès tenu à Cologne trouver les moyens de rétablir la paix : mais ceux qui n'y trouvoient pas leur conte , firent en sorte qu'il n'y fut rien conclu. C'est pourquoi le Roi de France , se soutenant seulement ailleurs , poussa sa pointe dans les Pais-Bas Espagnols , où pendant l'espace de trois ans de guerre qu'il y fit en personne , il emporta les plus belles places. Les Espagnols enfin lassés de la mauvaise conduite de leurs Ministres (qui sous le nom de la Reine gouvernoient leur Monarchie & laissoient tout à l'abandon , pour avancer leurs affaires particulières ,) forcèrent cette Princesse à remettre le Gouvernement à D. Jean d'Autriche frère naturel du Roi , Prince très capable de la
meille

18. *Histoire du Congrès,* 1678.
meilleure direction par l'expérience,
qu'il avoit acquise. Celui ci ne sçachant
point de meilleur expedient dans l'état dé-
plorable où les forces de la Monarchie
étoient reduites, fit proposer une Paix
qui fut traitée & Conclüe à Nimégue le
9. d'Août. de l'an 1678. Les Etats Ge-
neraux, (parmi lesquels il y eut plu-
sieurs envieux de la Gloire du Prince
d'Orange) y ayans recouvré le leur, à la feu-
le place de Maestricht près: y donnoient
les mains dès le Commencement. Ce
Traité cependant dura environ deux ans,
par les difficultés que la France y appor-
toit laquelle voyant interrompre le cours
de ses Conquêtes, disputoit tantôt sur le
nombre des Ministres, tantôt sur la for-
me des Pleins-pouvoirs, tantôt sur les ti-
tres des Princes, pour en suspendre la
Conclusion. Enfin cette Paix se conclut,
& par les articles qui regardoient l'Espa-
gne, on lui restitua, comme par aumône,
les Villes de Gand, de Limbourg, de
Charleroi, de Binch, de S. Guilain,
d'Ath, d'Oudenarde & de Coutrai dans
la Flandre, & celle de Puicerda en Ca-
talogne.

Mais la fin de cette guerre donna com-
men-

1681. & de la Paix d'Utrecht. 19
mencement à une autre , qui ne fut pas
moins utile au Roi de France , quoi qu'elle
se fît sans effusion de sang. Ce fut
par des sentences (suivies immédiatement
de leur execution) qui furent rendues à
Metz , à Brisac , & à Besançon , à l'in-
stance des Procureurs Generaux du Roi ,
& par des Juges ses sujets qu'il avoit lui-
même revêtus du pouvoir de décider , s'il
pourroit legitimement se saisir de telle &
telle place ou Etat , sur lesquels ses Pro-
cureurs ou Avocats Generaux asseuroient
qu'il avoit droit. Le Roi de Suede pour
lequel on avoit eu tant d'égard au Trai-
té de Nimégue , & à qui le Roi de
France avoit voulu que l'Electeur de
Brandebourg rendît toutes les conquêtes
qu'il avoit faites sur lui , fut le premier
qui ressentit le contrecoup de ces Tri-
bunaux extraordinaires , ayant été con-
damné à perdre le Duché de Deux-Ponts ,
parce qu'il n'avoit pas voulu , en consé-
quence d'une Citation , en faire la recon-
noissance , & le relever en hommage de
la Couronne de France , à qui la Cham-
bre de Metz avoit ájugé le domaine
souverain de cet Etat. Le Roi d'Espa-
gne fut cité l'an 1681. c'est à dire quel-
ques

ques mois après l'affaire du Roi de Suède, à faire la même reconnaissance de la souveraineté du Roi T. C. pour le Comté de Chini que le même Tribunal avoit jugé être une dépendance du Duché de Bar. Le refus ou plutôt l'inaction du Roi d'Espagne donna lieu à la saisie du Fief prétendu, lequel étant par la même sentence déclaré étendre ses dépendances ou limites jusques aux portes de la Ville de Luxembourg : le Roi envoya des troupes se placer autour de cette Ville, qui empêchèrent qu'aucuns vivres de la Campagne voisine y entraissent.

Le Gouverneur de Luxembourg ayant une fois voulu ouvrir par la force le chemin aux denrées nécessaires à la subsistance de sa garnison, & de la Ville, la chose faillit à faire naître une déclaration de Guerre dans les formes : car tout se faisoit sans prétendre de faire la moindre violence à la Paix. Mais si cette Déclaration ne se fit pas alors, le Roi n'en devint pas moins quelque temps après maître de cette Ville, une des plus fortes & des plus importantes de l'Europe.

Le Roi trouva bon en continuant de réunir ailleurs tout ce qu'il vouloit bien
lui

lui appartenir, de se faire un mérite de sa Moderation à l'égard de Luxembourg, & de ne se pas saisir par force de cette place. Les François sçavoient déjà (quoi que tout le monde l'ignorât alors) que les Turcs se préparoient à faire la guerre contre l'Empereur. Le Roi en suite de cette connoissance fit protester à Madrid qu'il laissoit au Roi d'Espagne la liberté de secourir Sa M. Imperiale, & qu'il s'abstiendrait des voyes de fait dans la poursuite de ses prétentions, pourvû seulement qu'on lui accordât de gré la seule Ville de Luxembourg pour tout le territoire qui avoit été jugé lui appartenir.

Le moyen d'acquiescer par des sentences étoit le plus commode du monde dès qu'on seroit persuadé qu'il étoit juste. Car il n'y a guere d'apparence que les Conseillers de ces Tribunaux nouvellement érigés pour declarer reüni tout ce qui se trouveroit à la bienveillance de la France, manquaient de matière pour cela, particulièrement du côté de l'Allemagne, où la moisson se présentait beaucoup plus, abondante : néanmoins comme le grand but étoit de s'aggrandir, & le plus tôt qu'il se pourroit, l'on vit cette

te

te même année, que le Roi sans se plus mettre en peine ni de titres, ni de sentences, se saisit de Strasbourg en Alsace, & de Casal en Italie. Ces nouvelles occupations faisoient craindre que le mal ne devint tous les jours plus grand : car le Roi continuoit de demeurer armé au lieu que l'Empire & l'Espagne voulans profiter de la dernière Paix de Nimégue, avoient licencié la plus grande partie de leurs troupes, & n'étoient point en état d'arrêter par la force ses invasions.

Les Espagnols en particulier demandèrent une conférence à Courtrai, pour y convenir de quelque chose, quand on auroit examiné les fondemens des prétentions, suivant lesquelles on se faisoit ainsi des Villes & des Provinces l'une après l'autre. Il fut produit par ceux ci une liste de plus de sixcent, tant Villes que Châteaux, Bourgs ou lieux considérables dont le Roi de France s'étoit saisi dans les seuls Païs-Bas, à titre de *dépendances* des places qui lui avoient été cédées par la dernière Paix. Mais les François défendant fort sérieusement toutes ces occupations, comme si les titres en eussent été les plus legitimes du monde, la chose

se

1684. *O de la Paix d'Utrecht.* 23
se traina sans décision & sans convenir
de rien jusqu'à l'an 1683. que le Roi fit
entrer une armée formidable par quatre
endroits, dans les Pais-Bas, sous la con-
duite du Maréchal d'Humières. Ce qu'il
y eut de singulier dans cette invasion,
fut que les François se couvrans encore du
beau nom d'amis ne demandoient au com-
mencement, que leurs entretiens, dans la
vûë, disoient-ils, d'obliger le Gouverneur
Espagnol de reconnoître les droits du Roi
& de lui rendre Justice. Cette manière
de faire sentir à un Pais la violence, sans
vouloir que cela fût pris pour une guer-
re, ayant obligé les Espagnols à deman-
der du secours aux Hollandois, le Maré-
chal d'Humieres fit assiéger & prit Cour-
trai & Dixmude, pendant que le Maréchal
de Créqui fit le siège de Luxembourg.
Vienne étoit alors assiégée par les Turcs, &
tout le monde étoit étonné de ce que le
Roi de France prit ce tems là pour faire
la Guerre au Roi d'Espagne si intéressé à
secourir l'Empereur contre les Infidèles:
lui qui avoit retiré ses Troupes du Blo-
cus de cette place, deux ans auparavant,
lors que le Turc ne faisoit que menacer,
& n'avoit encore commencé aucune hosti-
lité.

lité. Le Pape fit au commencement de l'année suivante 1684. proposer par les Nonces une suspension d'armes entre les deux Couronnes, qui n'eut lieu qu'après la prise de Luxembourg. Car alors on arrêta une Trêve de 20. ans, par laquelle cette place & beaucoup d'autres dans les Pais-Bas, & Strasbourg en Alsace demurerent entre les mains du Roi de France, qui en restitua quelques autres, & demeura ainsi en possession d'une grande partie de ce qu'il avoit pris sous l'apparence de réunion, ou de résistance qu'on avoit fait à ses desseins.

La guerre d'Hongrie, (où l'Empereur miraculeusement delivré du siège de Vienne, avoit repoussé les Infidèles) tenoit occupé l'attention de toute l'Europe. Les Venitiens reveillés au point de l'heureux succès dont elle étoit soutenüe, s'allièrent avec l'Empereur & partagèrent avec lui les conquêtes qu'on fit, aussi bien sur les rivages de la Dalmatie, & dans la Morée, qu'en Hongrie, dont tout le Royaume fut reconquis.

Ce fut pendant le cours de ces prosperités, que le Roi de France rentra dans la Carrière de ses prétentions contre l'Es-
l'Es-
pa-

1687. & de la Paix d'Utrecht. 25

l'Espagne & l'Empire. Il fit proposer au commencement de l'an 1687. aux cours de Vienne & de Madrid, de changer en une Paix perpetuelle la Trêve de 20. ans, & par consequent de declarer inaliénablement cédé tout ce dont on lui avoit laissé la jouissance pendant la Trêve. Il demanda aussi qu'on lui remit tout ce qu'il dit lui appartenir de la succession Palatine, & qu'on cassât & déclarât comme non faite la Ligue que l'Empereur & l'Empire venoient de faire à Augsbourg. On avoit effectivement tenu une Diète en cette Ville, pour prévenir les disputes qui naissoient d'ordinaire sur le nombre des troupes & sur la qualité des subsides, lors qu'il falloit armer pour la défense de l'Empire, & on avoit renouvelé l'Alliance qui doit être naturellement entre les membres d'un même corps. Rien n'est plus nécessaire & plus juste que de prévoir les dangers, de pourvoir aux remèdes qui peuvent sauver l'Etat, & de préparer en tems de Paix ce qui est indispensable en tems de guerre. Et il semble qu'on ne peut s'en offenser, sans témoigner une volonté disposée à attaquer & à se prévaloir de

B

l'in-

l'incertitude , & de l'indisposition qu'on remarque dans les autres.

Comme les Alliez ne croyoient pas avoir lieu de se repentir de ce qu'ils avoient fait à cet égard , & que les deux autres demandes , que le Roi faisoit faire , donnoient lieu de juger que l'union étoit alors en danger plus que jamais, ils ne répondirent point comme le Roi le prétendoit : ce qui fut cause qu'on crût dès-lors la guerre déclarée, & que l'Empereur se vit contraint de partager ses forces & d'en employer une partie dans l'Allemagne contre la France.

Le Roi de son côté fut aussi obligé de partager les siennes , les Anglois ayant appelé le Prince d'Orange contre le Roi Jaques , qui ayant suivi des regles de conduite qui ne plaisoient pas à la Nation , avoit aliené les Esprits & s'en vit abandonné après 4. ans de regence. Le Roi de France , sur l'amitié duquel les Anglois rejettoient une partie de la haine qu'ils avoient contre le Roi Jaques , se crût obligé de le soutenir & de lui prêter des forces qui l'aidassent à remonter sur le throne. Le Roi déthroné secouru d'un reste de parti qu'il avoit encore en Ecosse
&

& en Irlande, fit quelque temps la guerre dans ces deux Royaumes-là : mais à la fin ayant tout perdu, il se reduisit à S. Germain que le Roi de France lui donna pour son séjour & pour celui de sa famille desolée qui y étoit déjà venue dès le commencement des troubles.

Dans le tems que le Roi T. C. protestoit de vouloir assister le Roi Jaques de toutes ses forces, il envoya ses meilleures troupes dans le Palatinat, dont il se saisit, en consequence des droits prétendus à la succession du dernier Electeur Palatin, du chef de la Duchesse d'Orleans sa Belle-sœur. Cette saisie ne dura que jusqu'à ce que l'Empereur & l'Empire se furent mis en état de l'empêcher de faire d'autres conquêtes en Allemagne. Car alors contraint de se retirer sur ses Frontières, il fit ruiner, (sans aucun égard aux Capitulations que le Dauphin avoit accordées aux Villes qui s'étoient renduës à lui, & lesquelles il ne put garder) *Offenbourg*, & *Spire*, qui n'avoit rien de commun avec la succession Palatine, & qui étoit le séjour du Tribunal de l'Empire; *Franckenthal*, *Worms*, qui n'étoient non plus comprises dans le Pa-

latinat; *Openheim*, *Manheim*, & *Heidelberg*, furent saccagées & brûlées, & les soldats François poussèrent dans la destruction de la dernière de ces places, leur cruauté à tel point, qu'ils ouvrirent & rasèrent les tombeaux des Electeurs Palatins qui y étoient enterrez, pour profiter de quelques ornemens, avec lesquels les corps de ces Princes avoient été ensevelis.

Le Roi d'Espagne n'ayant pû obtenir du Roi de France de demeurer neutre dans cette guerre, à cause de la facilité qu'il y avoit de conquerir sur lui plus que sur tout autre, se souûtenoit dans la Flandre, comme il pouvoit, par le secours des Etats Generaux, & en Italie par celui du Duc de Savoye, qui ayant été engagé dans le commencement au parti du Roi de France, le quitta cette année 1690. pour se joindre à celui de la Maison d'Autriche. Il en coûta cette même année à Son A. R. la perte de Suze qui ouvrit le pas aux François dans le Piémont, où ils gagnèrent encor la bataille de la Staffarde. Les Espagnols & les Hollandois perdirent celle de Fleury dans les Pais Bas; ces derniers s'étant joints

jointes aux Anglois perdirent aussi la bataille Navale qui se donna dans la Manche, par la faute qu'on reprocha à l'Amiral Anglois Torrington de n'y avoir eu que très-peu de part, & d'avoir laissé tomber tout le fort de ce choc sur les Hollandois.

Les François emportèrent au commencement de l'année suivante la Ville de Mons dans les Pais-Bas, celles de Nice, de Savillan & de Carmagnole dans le Piémont, & celle d'Urgel en Espagne. Mais ils ne purent pas prendre Coni ni Oneglia; & ce qui parut les devoir davantage mortifier, fut qu'ils furent entièrement chassés des trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, où le Roi de France avoit soutenu avec ses troupes, le Roi Jacques, dès le commencement de la Revolution.

Le Duc de Bavière passa cette même année en Italie au secours du Duc de Savoie, pendantque l'Electeur de Bavière fut déclaré Gouverneur perpetuel des Pais-Bas Espagnols. La France s'étoit ouvertement opposée à cette nomination, lorsque le Roi Charles l'avoit voulu faire quelques années auparavant; ce qui marquoit

allés dés lors qu'il esperoit de posséder un jour toutes ces Provinces, & que comme la vie du Roi Charles ne promettoit pas une si longue durée que celle de l'Electeur de Bavière, il ne vouloit pas trouver celui-ci en poste & saisi d'un Gouvernement à vie, lors que la mort du Roi Charles arriveroit. Comme la guerre étoit alors déclarée, on n'eut aucun égard aux protestations que le Roi de France avoit fait faire autrefois contre ces dispositions, & le Roi Charles étoit bien aise de commencer à mettre la Maison de Bavière en possession d'une partie la plus litigieuse de la Monarchie, qu'on avoit résolu de laisser toute entière à son fils, afin qu'il s'y établît, avant que le cas échût qu'on la lui vouloit disputer.

L'année suivante 1692. il prit & demolit la forteresse de Montmelian dans la Savoye, après avoir obligé ses troupes de passer l'hyver dans les fatigues de ce siège qui dura quinze mois. Il se rendit maître de Namur dans les Pais Bas. Mais sa flotte fut maltraitée dans la Manche, où le Comte de Tourville qui la commandoit, ayant fait l'attaque dans la Confiance que beaucoup d'Officiers Anglois qui étoient

1693. & de la Paix d'Utrecht. 31
étoient secrettement dans le parti du Roi
Jaques, ne feroient pas leur devoir, il
trouva que tous ces Officiers avoient été
changés (dés qu'on eut decouvert ce
Complot) & que ceux qu'on leur avoit
substitués, n'étoient pas disposés à user en-
vers lui d'aucun ménagement.

Steenkerke dans la Flandre fut le lieu,
où se donna une autre bataille, dont
les François s'attribuerent la Victoire,
pour être restés les derniers sur le champ,
quoiqu'ils eussent perdu autant & plus
de monde, & des Officiers en plus grand
nombre que les Espagnols & les Hollan-
dois, à la tête desquels le Roi Guillau-
me s'étoit venu mettre, après s'être de-
gagé de la guerre qu'il avoit soutenue jus-
ques alors dans ses propres Royaumes.

Les Anglois qui étoient en garnison
à Furnes & à Dixmude, livrèrent ces
deux places au Roi de France dès le com-
mencement de l'année 1693. c'est à di-
re, dans le tems même des quartiers
d'hyver & au mois de Janvier. Ils se
laissèrent encore battre cette même Cam-
pagne par le Duc de Luxembourg près
de Tirlemont, où cet habile General
ayant feint de vouloir assiéger diverses

places, les contraignit d'en venir aux mains, aussi bien que les Espagnols & les Hollandois leurs Alliés, avec qui ils faisoient la guerre, mais avec très peu de confiance reciproque. La flotte Françoisse sous le General de Tourville dissipa encore cette année celle des deux Puissances Maritimes, toujours foibles par la même raison du peu d'intelligence qui étoit entre leurs Commandans. Ce qui obligea le Roi Guillaume à demettre les Commandans Anglois de leurs charges, au commencement de l'année suivante, quoique ceux-ci (animez par la malice d'une cabale qui ne voyoit plus de bon oeil ce Prince sur le throne auquel la Nation l'avoit apellé avec tant d'empressement) les justifiaient dans leurs jugemens publics & dans leurs discours particuliers.

Le Roi de France pendant le cours de tant de prosperités ne laissa pas d'offrir la Paix à ses ennemis, pour se faire honneur d'une moderation très-loüable, quand elle part d'un principe vraiment Chrétien, sçavoir de l'horreur de voir répandre tant de sang pour des querelles si souvent inutiles. Mais les conditions sous lesquelles il offrit cette Paix, n'ayant pas

paru

paru suffisantes, la guerre continua. Il ne se passa rien cependant toute cette année, digne d'une fort grande attention, soit que les avantages mêmes que le Roi de France remporta par ses armes, contribuassent à ruiner son propre Royaume, ou que la bonne posture dans laquelle se mirent les ennemis, l'empêchassent d'en profiter, comme il avoit fait. En effet l'an 1695. il perdit Namur que le Roi Guillaume & le Duc de Bavière reprirent à la vûe du Maréchal de Villeroi, avec aussi peu d'honneur pour ce General, qu'on avoit crû que ces Princes là en avoient mérité, lors qu'ils avoient laissé prendre cette place à leurs yeux quelques années auparavant. Toutefois le Maréchal se consola un peu de cette perte, par le bombardement de Bruxelles, qu'il fit executer par forme de diversion pendant ce siège, nonobstant que Madame l'Electrice de Bavière fut dans la Ville. Mais le Roi eut un autre déboire à la prise de Namur, de voir qu'on retint prisonnier de guerre le Maréchal de Boufflers qui avoit défendu cette place, en reprefailles des garnisons de Furnes & de Dixmude, que le Roi n'avoit point voulu relâcher, com-

34 *Histoire du Congrès* 1696. 1697.
me il y étoit obligé par les loix du Cartel
établi.

Le Duc de Savoye pénétra encore dans
le Dauphiné du côté de l'Italie ; cette
irruption pouvoit avoir de plus fâcheuses
suites , si une maladie n'étoit pas fort à
propos survenue au Duc , qui l'empêcha
de passer outre & de prêter la main aux
Mécontents des Sevennes, qui ont mon-
tré en toute occasion que la liberté de
conscience que le Roi leur a ôtée par la
revocation de l'Edit de Nantes, les em-
pêchera long-tems de lui être affection-
nés.

En effet dès l'année suivante 1696. ce
Duc se separa du parti des Alliés & fit
sa Paix particulière avec le Roi qui prit
une des filles de S. A. R. pour femme
du Duc de Bourgogne. Cette separa-
tion obligea les Espagnols d'accepter la
trêve ou plutôt la paix pour l'Italie , où
ils n'étoient plus en état de résister aux
forces unies de la France & de la Savoye,
à la tête desquelles le Duc s'étoit mis,
après avoir commandé au commencement
de la Campagne celles des Alliez.

L'année suivante 1697. vit enfin la
Paix Generale, dont le Roi de Suede fut
le

1698. *& de la Paix d'Utrecht.* 35
le mediateur , & le château de Ryswick
près de la Haie le lieu des conferences.
Par cette Paix le Roi rendit tout ce qu'il
avoit occupé sur l'Empire & l'Espagne ,
à quelques places près. On declara par
cette voye invalides toutes les reünions
& occupations autorisées par les senten-
ces des Tribunaux de Metz & de Brisac :
& on établit de nouveau pour fondement
& pour l'équilibre des Puissances , l'état
de l'Europe , tel qu'il avoit été réglé par
les Paix de Munster & de Nimegue. L'Em-
pereur ne donna les mains à la Paix par-
ticulière de l'Empire, que l'année suivan-
te 1698. à cause que sa seureté ne pou-
voit subsister avec la detention de Stras-
bourg, dont le Roi s'étoit demeuré saisi
par la Trêve de l'an 1684. Mais comme
de son coté le Roi de France ne vouloit
point entendre parler de cette restitution,
l'Empereur & l'Empire , pour se tirer
d'affaire, consentirent à l'alienation de cet-
te place , au lieu de laquelle le Roi pro-
mit de restituer Brisac à l'Empire ; ce
qu'il ne fit néanmoins que plus d'un an
après , & ayant bâti une autre Ville à la
vue de celle-ci, sous le nom de nouveau
Brisac, qui rendit cette restitution com-
me inutile.

B. 66

On

On prit bientôt garde que ce qui avoit rendu le Roi de France si docile, & l'avoit disposé à rendre tant de places (que les Alliez auroient eu bien de la peine à reprendre dans la continuation de la guerre) étoit l'esperance de profiter en faveur de sa Maison de la mort de Charles II. Roi d'Espagne, dont les maladies & la foiblesse allant toujours augmentant, firent desesperer de la vie de ce Prince. Car pour réussir plus facilement dans une invasion, le Roi T. C. jugea à propos d'alarmer toute l'Europe, & de defarmer ceux qui seroient les premiers à s'y intéresser. Et il semble qu'on peut bien s'exprimer ainsi, en considerant qu'il ne parut jamais avoir démordu de l'esperance de s'attirer cette belle succession, quelque Traité & quelque Renonciation qu'il eût fait, pour faire croire à l'Europe qu'il n'y pensoit pas. Si le Roi d'Espagne fût venu à mourir pendant la guerre, il est indubitable, que les Alliez auroient porté un des fils de l'Empereur Leopold en Espagne, où étant une fois reconnu, (comme il n'y avoit aucune raison de douter, qu'il le seroit) il auroit été bien difficile au Roi de France

cc

1698. *Et de la Paix d'Utrecht.* 37

ce d'exécuter le dessein de se rendre maître de tous les Grands Etats de cette succession. Mais enfin il reprit ses premières brisées quelque tems après, en faisant proposer à l'Angleterre & à la Hollande un Traité de Partage de la Monarchie d'Espagne, par lequel, dans la vûe (disoit-on) de prévenir les maux qui pouvoient suivre à la mort du Roi Charles, sans successeurs nez de lui, on accordoit à la France une partie de la succession pour les prétensions qu'elle pouvoit former sur les Etats de ce Prince. Cette partie de la succession qu'on accordoit au Dauphin, étoit: les Royaumes de Naples & de Sicile: les places de la Côte de Toscane, le Marquisat de Final & la Province de Guipuscoa. Le Duché de Milan étoit pour l'Archiduc Charles second-fils, de l'Empereur, & le reste de la Monarchie étoit donné au fils de l'Electeur de Bavière & de l'Archiduchesse Antoinette fille de l'Imperatrice Marguerite, puînée du Roi d'Espagne Philippe IV.

Ce partage se fit sans aucun aveu ou consentement de S. M. Imperiale ou du Roi d'Espagne Charles II. & il est étonnant que le Roi d'Angleterre & les Etats

Generaux des Provinces Unies , qui vivoient en amitié & en bonne intelligence avec l'un & l'autre, se laissent aller à le complotter , sans avoir l'approbation de ces Princes , dont on partageoit ainsi les droits & la succession ; mais enfin l'opinion commune étoit, qu'eux mêmes s'étoient disposés à céder l'Espagne au Prince Electoral , & à anter cette branche étrangère dans le tronc de la Maison d'Autriche, dont elle prendroit les armes & le nom, en étant habilitée à cette succession. La chose n'auroit point paru si extraordinaire, si toute la Monarchie d'Espagne avoit été destinée à ce nouvel héritier, qui étant (du moins du côté maternel) petit fils de Philippe IV. pouvoit avec quelque justice succéder à ses droits : mais les Traitans de cette succession avoient substitué au Prince déclaré héritier, (au cas qu'il mourût sans successeurs) tous les autres enfans de S. A. Electorale de Bavière , qui n'étoient en aucune manière sortis de la Maison d'Autriche ; ce qui faisoit voir qu'on avoit principalement en vûe de l'exclurre de cette succession , quelque droit qu'elle y pût avoir.

Le Prince Electoral étant mort quelque tems avant le Roi d'Espagne Charles II. dont on vouloit qu'il fût l'heritier, les mêmes Puissances firent un second Traité de partage, qui substituoit au Prince défunt, pour successeur au gros de la Monarchie, le second Fils de l'Empereur, & donnoit encore au Dauphin ce qu'on lui avoit déjà assigné par le premier Traité; & parceque le Duché de Milan qui avoit été le lot de l'Archiduc, se trouvoit vacant par la même mort, on craignoit que cet Etat ne rendît celui-ci trop puissant, & on le donnoit à la Maison de Lorraine: bien entendu que les Etats de ce Duc demeureroient incorporez au Royaume de France. On vouloit bien qu'en cas que l'Archiduc Charles devenu Roi d'Espagne, decedât sans enfans, cette Monarchie passât à une des filles de S. M. Imp^{le}. & jamais au Roi des Romains: avec declaration expresse, qu'en cas que l'Empereur n'agreoit pas ce Partage dans l'espace de trois mois, on donneroit la Monarchie d'Espagne à un autre Prince, tel qu'il plairoit aux Faiseurs du Partage, sans s'embarasser aucunement, si leur nomination

tion étoit suffisante ou non, pour lui conférer le Droit de posséder cette succession.

Ni l'Empereur Leopold, ni le Roi d'Espagne Charles II. ne purent être portez à approuver ces partages : soit parce qu'ils avoient été faits sans leur participation, soit par ce qu'ils s'y croyoient tellement lésez qu'ils ne jugeoient pas y devoir donner les mains. Mais ces desagréments n'allèrent pas loin, & la mort du Roi d'Espagne Charles II. qui survint le 3. de Novembre de la même année 1700. ouvrit la scène où il a été depuis versé tant de sang; laquelle on convint enfin de refermer par un Traité de Paix, qui reglant cette grande succession fit mettre bas les armes & rendit le repos à l'Europe. On s'étoit déjà aperçû que le Roi de France, dans l'intention (comme on peut croire) de faire panacher la balance de son côté, avoit entretenu à Madrid un Ministre, dont les soins s'étendoient beaucoup au de là de celui de maintenir la bonne intelligence entre les deux Couronnes. Ce Ministre étoit le Marquis de Villars, qui aussi bien que sa femme, qu'il avoit emmenée en cette Ambassade,

1700. *de la Paix d'Utrecht.* 41
baflade , n'oublioit rien pour gagner
les cœurs de la Nation , & particulière-
ment pour s'infinner dans l'esprit de ceux
qui approchoient de S. M. C. regalans de
tous côtez, & l'un & l'autre versans à plei-
nes mains des présens sur tous ceux qui
pouvoient en quelque manière seconder
leurs projets. L'Empereur avoit aussi
envoyé un Ministre pour s'asseurer des
dernières dispositions du Roi Charles, &
pour s'opposer aux batteries qu'on voyoit
bien que le Marquis d'Harcourt tenoit
pointées contre les intentions du dit Mi-
nistre Imperial, afin de tourner ces dispo-
sitions à l'avantage de la France. Ce Mi-
nistre étoit le vieux Comte de Harrach,
qui à la verité fit quelque chose de ce
qu'il étoit venu faire ayant (à ce qu'on
veut) tiré de la bouche du Roi plusieurs
protestations, que S. M. C. ne se desti-
noit aucun autre heritier que l'Archiduc
Charles, comme elle en avoit constam-
ment assure l'Empereur par ses lettres.
Mais comme le Roi Charles avoit quel-
quefois des intervâles assés longs, pendant
lesquels il paroissoit se mieux porter &
être delivré de son mal : le Comte re-
tourna à Vienne laissant son fils à Ma-
drid,

drid , du consentement de l'Empereur , pour continuer les contre-batteries à celles de l'Ambassadeur de France ; ce qu'il fit avec moins de succès que son Père , soit que son âge ne l'autorisât pas assez pour cela , ou que le parti de l'Ambassadeur de France fut déjà si bien établi & fortifié qu'il ne pût le détruire , ni détourner ce qui suivit à la mort précipitée du Roi , laquelle rompit toutes les mesures du Comte.

A peine le Roi Charles fut-il expiré (ce qui se fit à la vûe & entre les bras de ceux là seuls qui étoient dans les intérêts de la France ; le Comte de Harrach ayant été positivement exclu de la présence du Roi pendant les derniers jours de sa maladie) qu'on fit la lecture d'un Testament qu'on dit avoir été fait par le Defunt , un mois avant sa mort , par lequel il nommoit le Duc d'Anjou , second fils du Daupin , héritier universel de tous ses Royaums. Immédiatement après cette publication du Testament , la Reine , le Cardinal Portocarrero & quatre autres Ministres nommés Gouverneurs du Royaume jusqu'à l'arrivée du nouveau Roi , écrivirent au nom d'eux tous une dépêche

1701. & de la Paix d'Utrecht. 43
che au Roi de France, pour lui donner
part de cette mort & du Testament que
le Roi avoit fait en faveur du Duc d'An-
jou, prians Sa Maj. d'envoyer au plûtôt
ce Prince pour prendre possession du
Royaume. Deux jours après ils écri-
virent au Roi une seconde lettre & le 7.
du même mois une troisième, toutes deux
remplies des mêmes instances & prières
réitérées, d'envoyer sans delay en Espa-
gne le Prince son petit-fils. Cependant le
Roi T. C. avoit (apparemment pour la
forme) fait semblant de mettre en deli-
beration, s'il accepteroit ce Testament,
ou s'il s'en tiendrait au Traité de Parta-
ge: & enfin le 12. du mois il répondit
aux lettres & aux instances qu'on lui fai-
soit, déclarant qu'il acceptoit le Testa-
ment tel qu'il étoit couché, & promet-
tant en même tems, de leur envoyer au
plûtôt le Duc d'Anjou, vû qu'ils pa-
roissoient le souhaiter avec tant de pas-
sion.

Ce Prince alla & arriva en Espagne dès
le commencement de l'année suivante, où
il fut reçu avec des acclamations que les
nouveautés d'éclat ont coûtume de pro-
duire, sans doute dans l'esperance dont

la Nation se flatoit que les grandes forces du Roi de France la mettroit à couvert de toutes les entreprises de ceux qui pourroient dans la suite trouver à redire à ce qui se faisoit. On ne peut guères s'imaginer, que les Espagnols qui de tout tems ont été nouris en une grande antipathie contre les François, ayent pu changer si-tôt de panchant & d'inclination, s'ils n'avoient crû se procurer par là l'assurance de voir par cet acquiescement desarmés leurs ennemis les plus anciens & les plus redoutables, que ces mêmes François, & d'être mis par leur amitié & secours en état de ne craindre plus les attaques de quelque autre ennemi, qui que ce soit. Il n'y a non plus point d'apparence, qu'ils se feroient si légèrement resignés à la condition, à laquelle ils se sont soumis en acceptant un Roi étranger, s'ils avoient crû de voir en peu d'années leur Monarchie délabrée par le département de ces riches Provinces, qui la formoient, & que les Grands de leur Nation seroient privez pour toujours des moyens d'acquérir de grandes richesses en gouvernant ces riches Provinces, & que toute la Nation seroit reduite à la
ne-

nécessité de recevoir la loi d'un pouvoir despotique, dont ils n'ont aucun lieu de se promettre les mêmes douceurs qu'ils avoient goûtées sous la Regence de leurs Rois précédens. Aussi assure-t-on que le Cardinal Portocarrero (qui avoit présenté le Testament au Roi Charles, quand il fut au lit de la mort & dans les dernières heures de sa vie) s'est servi des considérations suivantes, pour le porter à l'approuver, savoir: que si S. M. C. déclaroit autre heritier que le Duc d'Anjou, le Royaume seroit ruiné & perdu par l'invasion du Roi de France, qui ayant des forces supérieures à celles de l'Empereur & des Alliez, n'auroit aucun égard à quelque autre disposition qu'il eût pû faire. On ne sçait point, comment le Roi Charles reçût cette proposition, ni s'il jugea cette raison assez forte pour se déterminer à prendre une résolution contraire à celle qu'il est sûr qu'il avoit, conservée jusqu'alors: mais comme S. M. C. ne put depuis long tems, à cause de sa foiblesse, signer aucun papier que par le moyen de la Stampiglia qui est une espece de chiffre d'or, lequel étant trempé dans de l'encre & appliqué sur le

pa-

papier, y laisse imprimés les mots de *Jo
el Rey* : ce qui veut dire, *moi le Roi*.
Le Testament muni de cette formalité
passa pour authentique, & eût son effet
dans toute son étendue.



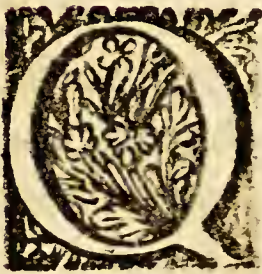
IDÉE GENERALE

Des succez de la

G U E R R E

née au sujet de la succession
d'Espagne

*jusqu'au commencement du
Traité d'Utrecht.*

 uoi qu'il soit de la disposition des Espagnols à l'égard de leur nouvel Etat, il ne fut parlé de rien jusqu'à ce qu'on eut appris que l'Empereur Leopold avoit conclu à la Haïe le 7. de Septembre une Alliance offensive & défensive avec le Roi d'Angleterre Guillaume III. & avec les Etats Generaux des Provinces Unies, par la quelle ceux-ci s'obligeoient de retirer par leurs armes communes, la Monarchie d'Espagne d'entre les mains du Roi de France, dont les forces particulières s'étoient saisis au nom du

du Duc d'Anjou son petit-Fils. Quoique dans le Traité ce dessein ne fût pas exprimé dans toute son étendue, c'est à dire, jusques au recouvrement entier de toute la Monarchie d'Espagne, telle qu'elle avoit été possédée par le dernier Roi Charles II. & qu'il fût seulement dit, qu'on prénoit les armes, pour procurer à S. M. Imperiale une satisfaction juste & raisonnable, touchant ses prétentions à la Monarchie d'Espagne. Cependant, comme l'Empereur protestoit qu'elle lui appartenoit toute entière, & que dans la suite les Puissances Alliées, & particulièrement la Nation Angloise, s'étoient déclarées plusieurs fois par la bouche de la Reine & de son Parlement, de ne mettre bas les armes, qu'elle, n'ayent obtenu la restitution entière de la susdite Monarchie à la Maison d'Autriche; on peut dire que ce fût là le but de cette Alliance, & qu'on entendoit ainsi l'engagement, où ces Puissances entroient à cet égard.

L'Empereur avoit dès le commencement de cette campagne ouvert la scène de la Guerre en Italie, y faisant passer un Corps de Troupes sous la conduite du Prince Eugène de Savoye. Celui-ci y entra

entra , non obstant les efforts des François , qui se servans des Etats de la République de Venise , s'étoient fortifiez devant les frontières du Tirol sur le chemin Royal qui conduit de l'Allemagne en Italie. Le Prince Eugene après quelques feintes de vouloir forcer ces Barrières, se détournâ un peu à gauche & prenant sa route vers un autre côté, il leur donna le change & passa sans opposition avec toute son armée & l'artillerie. Il trouva ses ennemis qui bouchaient le passage des rivières de l'Adése , du Mincio , & de l'Oglio , lesquelles toutefois il traversa & battit ses ennemis par tout où ils se présentèrent pour lui faire obstacle. Comme l'Italie jouit d'un air fort temperé, la guerre s'y fit pendant tout l'hiver , que le Prince employa à forcer les passages ou à tromper la vigilance des François , à la vûë desquels il passa encore le Po , le plus grand fleuve de l'Italie, & se saisit de la Mirandole, la première place considérable qu'il conquit dans la Lombardie.

Peu s'en falut même qu'il n'eût achevé en quelque façon la guerre en ces quartiers-là, par une entreprise qui n'eut que la moitié de son succès. Car il en-

C

léva

léva à Cremone le Maréchal de Villeroi, General de l'Armée de France, avec une centaine d'Officiers & 400. Soldats, ayant scû faire entrer la nuit du premier de Fevrier quelques troupes dans la Ville, par un trou de la muraille qui servoit d'égout à quelques eaux qui se dechargeoient par là dans les fossés ; ces troupes s'étant emparées d'une porte, donnerent le moyen d'y faire entrer quantité d'autres, & se battirent tout le jour contre la grosse garnison qu'il y avoit dans la Ville ; mais puisqu'elles ne furent pas assez à tems soutenues par un autre detachment à qui le Prince avoit commandé de s'approcher de l'autre côté du Po, & qu'il fût arrêté au delà de ce fleuve, par la precaution que les François avoient eüe de faire rompre le pont dès la premiere alarme qui s'émût dans la Ville : le Prince Eugène n'y put point se soutenir, à cause du peu de monde qu'il avoit, & fut obligé de fortir sur le soir avec le Maréchal & les autres gens qu'il y avoit fait prisonniers.

Quoique par l'Alliance conclüe entre l'Empereur, le Roi Guillaume & les Etats Generaux, ces Puissances se fussent en.

engagées à reprendre la Monarchie d'Espagne sur la France; elle n'avoit cependant été suivie jusqu'alors d'aucune déclaration de guerre, ni d'aucune autre sorte d'hostilitez dans leurs Etats particuliers. Et comme l'Electeur de Cologne avoit mis des Garnisons Françoises dans ses Places, sous le nom de Troupes du Cercle de Bourgogne: le Roi Guillaume & les Etats des Provinces Unies firent de même entrer du monde dans les leurs, sous le nom de Troupes auxiliaires de l'Empereur, à qui ils avoient resolu d'en prêter en cette qualité. Mais le Roi d'Angleterre Jaques II. étant venu à mourir le 16. de Septembre 1701. au Château de S. Germain, où il avoit demeuré depuis qu'il avoit vû échoïer les efforts qu'on avoit fait pour le retablir sur son throne, le Roi de France reconnut le fils de ce Prince pour Roi d'Angleterre sous le nom de Jaques III. Le Roi Guillaume prit cette reconnoissance pour une infraction de la Paix de Rysvic & pour une contrevention à la promesse qu'il y avoit faite de ne donner aucune atteinte à son droit, ni du secours à qui que ce fût, qui lui voulût disputer la Couronne, & se déclara

ra alors plus ouvertement , soutenu en cela du Parlement & de la Nation , qui se crurent offensés par cette déclaration du Roi de France.

La Guerre se declara donc dans la Flandre , quoi que la mort du Roi Guillaume , laquelle arriva le 14. de Mars , par une chute de cheval que ce Prince fit à la chasse , semblât devoir faire prendre d'autres mesures. La Princesse de Danemarck , connue depuis sous le nom de Reine Anne , ayant été reconnue Souveraine des trois Royaumes , envoya à la Haie dès le 28. du même mois le Comte de Marlborough , à qui feu le Roi Guillaume avoit déjà donné le Commandement des Troupes Angloises destinées pour agir contre la France. Ce Comte eut ordre d'asseurer les Etats Generaux , qu'Elle maintiendrait tous les engagements que le Roi défunt avoit pris avec eux , & qu'on La trouveroit toujours dans toutes les dispositions qui seroient jugées nécessaires pour soutenir la cause commune & le but de l'Alliance. Le Roi de France fit néanmoins encore un pas pour prévenir la guerre avec les Etats en particulier. Monsieur d'Avaux s'étant retiré de la Haie ,
dés

dès qu'il vit que les Etats ne vouloient point ecouter les persuasions qu'il leur fit de demeurer neutres : son Secretaire leur presenta un Memoire plein de raisons, d'exagérations de la puissance du Roi & de meances, pour les porter à la même chose. Mais les deux Puissances s'étant enfin déclarées, & le Duc de Bourgogne à la tête de l'Armée de France ayant tenté inutilement de surprendre la Ville de Nimègue, on fit le siège de Kaiserswerth, place de l'Electeur de Cologne, laquelle non obstant les secours que le Maréchal de Boufflers y fit plusieurs fois entrer de l'autre côté du Rhin où il avoit son camp, fut enfin emportée le 15. de Juin & demeura presque entièrement ruinée de la quantité de bombes, & des coups de la nombreuse Artillerie qui fut employée à ce siège.

Du côté de l'Allemagne le Prince de Bade General de l'Armée de l'Empereur assiégea Landau, qu'il réduisit à l'extrémité. Après quoi il fit venir le Roi des Romains au Camp, où il eut l'honneur de prescrire la Capitulation aux Troupes Françoises, qui en sortirent. L'Electeur de Bavière, pour détourner les Imperiaux de ce Siège, ayant levé le masque surpris

la Ville d'Ulme sur le Danube, se déclarant par cette surprise ennemi découvert de l'Empereur, avec lequel il avoit jusqu'alors gardé quelques mesures. On réussit d'ailleurs, tant par raisons, que par force, à persuader au Duc de Wolfembutel de demeurer dans les Interêts de S. M. Imperiale, desquels il s'étoit détaché par un Traité particulier, qu'il avoit fait avec la France. Mais l'Electeur après la prise d'Ulme continuant ses hostilités, se saisit encore de Memmingen & de quelques autres postes dans la Souabe, par où il espéroit que le Maréchal de Villars conduiroit l'Armée de France & lui viendrait donner la main. Le Prince de Bade dégagé du siège de Landau, fit mine de vouloir s'opposer à cette jonction. Il alla au devant du Maréchal qui le battit, ce qui fit que le pais demeura comme abandonné de ce côté là, & que l'Armée de France s'unit enfin à celle de l'Electeur dès le commencement de l'année suivante: comme on verra ci-après.

Le Duc de Bourgogne ayant manqué son entreprise sur Nimegue, voulut se venger de la mauvaise fortune en laissant vivre son Armée à discretion dans le Duché

ché de Cleves. Le Comte de Marlbouroug lui presenta jusqu'à deux fois la bataille qu'il refusa, & de peur d'y être contraint il se retira, laissant ces frontières là en repos. Ce fut après son depart que le Comte emporta Venlo & Ruremonde, deux places de la Gueldre Espagnole, & que remontant la Meuse il se rendit maître de Liège, dont ses troupes emporterent la Citadelle l'épée à la main: comme celles du Prince de Hesse-Cassel prirent Traarbach sur la Moselle.

Le Prince Eugene ayant en Italie manqué son coup sur Cremone, s'étoit attaché au blocus de la Ville de Mantoüe, dont le Duc, quoi que Vafal de l'Empire, s'étant laissé gagner aux cajoleries des François, leur avoit abandonné son Etat & sa Capitale. Mais le Duc de Vendôme s'étant approché de lui, il se donna entre eux le 15. d'Aout la Bataille de Luzzara, dans l'Etat du Duc: l'un & l'autre parti s'en attribuoit la victoire, quoique le champ de bataille, eût demeuré au Prince Eugene, de qui les partis firent des courses jusque dans la Ville même de Milan: pendant que le Duc de Vendôme se fit reconnoître à Guastalle, place

demantelée, & dans quelques autres lieux sans défense, appartenans aux petits Princes de la Lombardie.

Les Flottes Angloise & Hollandoise s'étant mises cette année en Mer, avoient formé le dessein de surprendre la Ville de Cadix & de porter la guerre en Espagne. Les milices qu'on y débarqua, se faisoient en effet de quelques forts qui étoient aux environs: mais puisqu'elles n'avoient pas trouvé le terrain propre à se couvrir & à faire des aproches dans les formes, elles furent obligées de se rembarquer. Les Generaux Anglois & Hollandois crurent qu'ils alloient finir la Campagne sans aucun fruit de leur expedition, lorsque s'étant remis en Mer, ils scûrent que Monsr. de Châteaurenault avoit relâché à Vigos en Gallice avec les Vaisseaux où Galions qu'il ramenoit des Indes Occidentales, richement chargés pour le compte du Roi Philipe. Cela fut cause qu'ils entrèrent par l'embouchure de cette rivière & poussèrent jusqu'à Redoudillo, où les Galions s'étoient retirés. Leurs troupes s'étant là débarquées attaquèrent les forts qui fermoient l'abri, où la flotte Françoise étoit au nombre de 58. Vaisseaux.

1703. & de la Paix d'Utrecht. 57

seaux de guerre ou Galions. Il n'échappa pas un seul de ce nombre, une partie en ayant été prise & l'autre brulée ou coulée à fond par ceux des Alliez, & par les François mêmes, quand ils se virent hors d'état de les pouvoir défendre.

La guerre étant ainsi allumée de tous côtez, on vit dès le mois de Février de l'année suivante les Armées en action, & la Ville de Rhinberg prise par les Troupes Prussiennes. Bonne qui apartenoit au même Electeur de Cologne, fut assiegée & prise par le Comte de Marlbouroug, que la Reine avoit revêtu de la qualité de Duc pendant le séjour qu'il fit à Londres depuis son retour de la Campagne précédente. Il presenta même la bataille après cette prise au General François qui trouva bon de la refuser: ce qui fut cause que le Duc divisa son Armée en divers Corps pour agir séparément. Le Duc de Bavière déclaré ennemi pour ses premières hostilités, & se fiant au secours des François qui avoient promis de le joindre, prit Neubourg sur le Danube & donna quelque échec au General Schlik qui se laissa surprendre près de Passau. Mais le Comte de Styrum qui commandoit un

C 5

autre

autre Corps d'Armée lui enleva peu à peu presque tout le haut Palatinat, de quoi l'Electeur parut se moins soucier qu'il s'assureoit sur la Ville de Ratisbonne, d'où il auroit fait fuir tous les Deputés à la Diète, s'il ne les avoit un peu rassurez par des protestations qu'il fit faire de s'abstenir de toute sorte de violence de ce côté là.

Le Maréchal de Villars, pour le soutenir & pour porter la guerre dans le cœur de l'Allemagne, passa le Rhin le 13. de Février, & fit retirer le Prince de Bade qui ne crut pas lui pouvoir faire tête. Il avoit pris le Fort de Kehl & refait le pont de Strasbourg, afin de recevoir plus sûrement par cet endroit-là les secours de la France, desquels il auroit besoin. Il eut quelque pensée d'attaquer même le Prince de Bade campé derrière ses lignes de Stolhoffen, pour ne point laisser à son dos un ennemi, qui pût empêcher la communication avec la France dont il avoit affaire; mais ayant sçu que le Prince avoit reçu un renfort de troupes Hollandoises, il prit son chemin par la Forêt-Noire, & joignit effectivement son Armée à celle de l'Electeur de Bavière

1703. & de la Paix d'Utrecht. 59
vière, avec lequel il s'avança vers Dona-
werth, Ville autrefois Imperiale, mais que
l'Empereur Ferdinand II. avoit laissée à
la maison de Bavière, pour la recompen-
ser de l'exécution du Ban que cette Ville
s'étoit attiré, pour avoir insulté aux Ca-
tholiques dans une action solennelle de
leur religion.

Les François ayant ainsi un pié dans
l'Empire, par la possession de cette place
où l'Electeur les avoit mis : celui-ci après
avoir fait diverses feintes d'en vouloir au
haut Palatinat, aux Villes de Passau, & de
Nuremberg, tourna tout à coup ses trou-
pes vers le Tyrol dont il emporta d'em-
blée les petites places ; il fut reçu à inspruck
qui en est la Capitale, avec une facilité qui
eut beaucoup des apparences d'une trahi-
son : puis qu'au lieu de se défendre, la Re-
gence de la Province le prévint & envoya
au devant de lui des Deputez, avec offre
de se soumettre. La pensée de l'Electeur
étoit de donner les mains au Duc de Ven-
dôme, qui s'avançoit du côté de l'Italie,
& d'ouvrir encore de ce côté-là l'Alle-
magne aux ennemis de l'Empereur. L'E-
lecteur avança avec ses troupes jusqu'à la
vallée du Brenner sur le chemin d'Italie,

mais il n'y trouva pas les François qui ne purent forcer les passages du Trentin : & outre cela il se trouva lui-même si enveloppé par la résolution que les Peuples du Tirol, beaucoup plus zelés que leur Regence, prirent de se maintenir sous la domination de l'Empereur ; de sorte que tout ce qu'il pût faire , après avoir perdu tout ce qu'il avoit pris dans cette Province , fut de regagner le Danube en habit deguisé & de se rejoindre au Maréchal de Villars , avec lequel il prit la Ville d'Augsbourg qu'il laissa encore au pouvoir des François. Le Prince de Bâde se croyant toujours trop foible pour resister à l'ennemi , appella à soi le Comte de Styrum qui achevoit de reduire tout le haut Palatinat , lui designant la marche qu'il devoit tenir pour faire cette jonction. Et ce fut l'obeissance que le Comte rendit à cet ordre , laquelle fut cause qu'il fut battu par l'Electeur & le Maréchal , qui lui prirent son Artillerie & se Bagages. Et ce fut aussi ce qui fit encore plus murmurer contre la conduite du Prince , qui n'auroit quasi pû en user autrement qu'il avoit fait jusqu'alors , s'il avoit été d'accord avec les ennemis de l'Empire.

Le

1703. *et de la Paix d'Utrecht.* 65

Le Rhin ne fut pas mieux défendu cette année que le Danube contre les entreprises de la France. Le Duc de Bourgogne s'étant mis à la tête d'une Armée tira vers Landau, où l'on decouvrit à tems qu'il y avoit une conspiration, pour faire retomber cette importante place dans ses mains. Mais le complot n'ayant pû avoir son effet, le Duc conduisit son Armée vers Brisac, qui se rendit honteusement le 10. jour du siège. Le Duc de Bourgogne glorieux de cette conquête, laissa l'Armée au Maréchal de Tallard, qui quoi qu'on fût alors dans l'arrière saison, ne laissa pas de former encore le siège de Landau. On fit un detachement considerable des Troupes des Pais-Bas pour secourir la place, devant laquelle le Maréchal fit ouvrir la trenchée le 19. d'Octobre. Mais ce secours s'étant amuse à celebrer dans la débauche la fête de S. Leopold, il fut surpris & défait entièrement par les François près de Spierbach : ce qui obligea la place de capituler le 19. du mois de Novembre.

Il ne se passa rien de fort important dans les Pais-Bas, où le Duc de Marlborough étant retourné après le siège de

Bonne, ne prit que les Villes de Hui, Limbourg & Gueldre, trois places incapables de faire grande resistance. Comme le Roi de France avoit des forces considerables en ce Pais-là, on crut qu'il s'y pourroit donner quelque bataille. Mais soit que le Roi content de ce que ses troupes faisoient en Allemagne, ne voulut pas qu'on hasardât rien en Flandres, ou pour quelque autre raison: ce grand Theatre de Guerre ne donna point d'autre spectacle que les prises dont on vient de parler.

L'Italie vit quelque chose de plus interessant. Non seulement le Duc de Vendôme ne pût penetrer en Allemagne par le Tirol, mais aussi il fit même desarmer & arrêter près de 6000. hommes des troupes du Duc de Savoye, qui servoient dans l'Armée des deux Couronnes, sur le simple avertissement ou soupçon, que S. A. R. avoit quelque pensée de quitter le parti de la France. Cet arrêt fut suivi de la declaration du Duc qui passa ouvertement au parti de l'Empereur; le General Visconti amena vers lui un gros detachement de Cavallerie Imperiale jusqu'à Turin, pour le soutenir dans son nouvel engagement.

1704. & de la Paix d'Utrecht. 63
gagement : qui ne fut suivi cette année
d'aucun événement considerable.

Ce fut pendant le cours & vers la fin
de cette même année, que l'Empereur Leo-
pold declara son second Fils l'Archiduc
Charles, heritier des droits qu'il préten-
doit lui appartenir sur la Monarchie d'E-
spagne. Ce Prince partit de Vienne, au
mois de Septembre il arriva en Hollande
où il demeura jusqu'à la fin de l'année,
les vents l'ayant empêché de passer en
Angleterre, où une nouvelle flotte l'at-
tendoit pour le conduire en Portugal. Ce
fut au commencement de l'année suivan-
te, que la Reine Anne le reçût à Londres
avec toutes les marques d'estime & d'a-
mitié possible : d'où continuant sa route
avec la flotte combinée d'Angleterre &
d'Hollande, il arriva en Portugal au com-
mencement du mois de Mars.

Le Roi de France resolu de faire ses
plus grands efforts du côté de l'Allema-
gne, où le Duc de Bavière étoit à sa di-
sposition, y envoya les Maréchaux de Tal-
lard, & de Marfin. L'Electeur s'étoit
retrenché auprès de la Ville de Dona-
wert, sur une montagne apellée le Schel-
lenberg, qui par la situation favorisoit
mer-

merveilleusement son camp. Comme il s'étoit déjà saisi de quelques places, & que les nouveaux secours qu'il attendoit encore, donnoient lieu de craindre qu'il n'exécutât le dessein, dont on l'avoit entêté, de joindre bien d'autres Païs à ses Etats hereditaires: la Reine & les Etats Generaux, à la vûë de ce danger, consentirent que le Duc de Marlboroug se rendît avec un détachement de leurs troupes au secours des Imperiaux. Ceux-ci encouragés à leur tour par les Troupes Auxiliaires, attaquèrent les Bavarois dans leurs retrenchemens, avec une telle vigueur qu'une partie y resta massacrée, & l'autre fut mise en fuite, abandonnant aux victorieux toute leur Artillerie & Bagage.

L'Electeur de Bavière fit après cette deroute mettre le feu aux Magazins qu'il avoit à Donawerth, & rompre après soi le pont qui y est sur le Danube, afin qu'on ne pût si tôt poursuivre les restes de son Armée delabrée. Les Alliez néanmoins empêcherent l'incendie de la plus grande part de cette Ville là & du pont dont ils se servirent pour pénétrer en Bavière où ils soumirent plusieurs places, & le Prince
de

de Bade en particulier s'attacha au siège de la Ville d'Ingolstat qui est la principale forteresse de la Province. L'Electeur s'étoit retiré avec ses troupes sous le Canon d'Augsbourg, où l'Empereur le fit encore solliciter de quitter le parti des Ennemis de l'Empire & de se réunir à lui. Il est vrai qu'il sembla prêter l'oreille à ces propositions, tandis que les grands secours que le Roi de France lui avoit promis, n'étoient pas encore arrivés; mais ayant appris que le Maréchal de Tallard s'avançoit avec 40. Escadrons & 60. Bataillons, il rompit le traité, & prenant pour prétexte les desordres que les Alliez commettoient en Bavière, il vrisa la negotiation, en protestant que dès qu'on l'avoit obligé de tirer l'épée, il en avoit perdu le fourreau.

Le Prince Eugene, qui étoit demeuré en arrière pour garder les frontières, voyant le Maréchal de Tallard engagé en Allemagne, le suivit pour renforcer de son côté les Alliez, & pour se trouver à l'Action, en cas qu'il s'en donnât quelque une, comme il-y-en avoit bien de l'apparence. Le Marechal arriva en effet à Ulme avec son Armée où l'Electeur l'alla
ren-

rencontrer & le joignit. Tous deux croyant alors que la partie étoit à peu près égale, & qu'on pouvoit tenter le sort d'une bataille generale, ils en vinrent à une après quelques marches & contre-marches, le 13. du mois d'Août: premièrement en une plaine près de Plintheim, & en suite à Hochstet peu éloigné du Danube, où non seulement les François & les Bavarois furent battus, mais le Maréchal de Tallard lui même fut fait prisonnier sur le bord du Danube, où une partie des fuyards de son Armée se précipita & perit, en voulant se sauver, à la nage & le reste au nombre de 12000. hommes se rendit prisonniers de guerre. Comme cette victoire est des plus grandes & des plus famenses, dont l'Histoire ait jamais parlé, & digne d'être recommandée à la posterité par quelque chose de plus durable, que par des simples Relations; l'Empereur a fait dans la suite ériger sur ces lieux-là une pyramide avec une Inscription qui fait voir des marques éclatantes de la reconnoissance de S. M. I. envers ses Alliez, qui l'ont si fidèlement secouru en cette rencontre. La voici:

MO-

de la Paix d'Utrecht.

67

MONUMENTUM.

æterna memoria sacrum

Anno M D. CC. IV. die XIII. Augusti

in hac Regione

ingente Clade fusus est exercitus

Gallo-Bavarus,

ductus ab EMMANUELE ELECTORE.

et Franciæ Mareschallis

de Tallard et Marsin,

quorum alter in prælio captus

cum XL. Præfectis Belli primariis.

IXC. minoris Ordinis

et XII. M. Gregariis

et IV. M. in flumen præcipitatis.

Exercitui Victori cum Immortali Gloria.

imperavit

JOHANNES DUX de MARLBOROUGH

Anglus,

qui

sub auspiciis ANNÆ Reginæ.

et Fœderati Belgii Ordinum,

strenuum militem

à Tamisi et Mosa ad Danubium adduxerat,

ut Germaniæ periclitanti succurreret.

Quam expeditionem

iunctis cum LUDOVICO Marchione

Badensi Copiis

ex-

*expugnato ad Donaverdam monte
Vallo. & aggere munitissimo,
summa cum fortitudine incœpit
& post*

*sociatis iterum armis,
cum EUGENIO è Sabaudia Principe,
decretorio conflictu
in campo inter Plintheim & Hochstætt
pari constantia & felicitate perfecit.*

*Erat adversa acies
& numero & loci situ superior :
neque alius ad victoriam patebat
quam per paludes aditus.*

*Sciant Fœderati Duces,
viam virtuti nullam esse inviam.*

*Discant Proceres,
Conjuratorem cum Patria Hostibus
rarò esse impunem;*

*Et agnoscat tandem LUDOVICUS XIV.
neminem ante obitum debere
aut Felicem aut Magnum
prædicari.*

Cette bataille rendüe fameuse par la dé-
route entière du parti Bavarois en Alle-
magne , fut décisive pour les affaires de
l'Electeur , qui fut contraint d'abandon-
ner sa famille & ses Etats à la merci de
l'Em-

1705. *Et de la Paix d'Utrecht.* 69

l'Empereur, pour se retirer aux Pais-Bas, dont le Roi de France lui avoit ôté le Gouvernement, pour le faire agir avec ses troupes dans l'Empire. En Espagne les Alliez prirent Gibraltar, que le Comte de Toulouse Amiral de France & le Marechal du Thessé voulurent reprendre dans la suite, en faisant ce siège par terre & par Mer, sans en pouvoir venir à bout. En Italie les François prirent sur le Duc de Savoye Verceil & Jurée : S. A. R. s'y soutint contre eux, comme Elle put, ayant encore perdu l'année après Verrüe & Montmelian, de même que Nice & Ville-Franche sur les côtes dela Mer, & s'étant vû reduite à la seule Ville de Turin délivrée, (comme on le dira en son endroit) du siège des François, par une entière défaite de ceux-ci, qui furent peu après contraints de quitter l'Italie.

Le Roi de France ne voulant au commencement de cette année plus souffrir que le Duc de Lorraine demeurât neutre, mit Garnison dans toutes ses places, parce qu'on avoit obligé la Ville de Cologne à renoncer à la Neutralité, dont elle avoit jouï dès le commencement de la guerre. En Espagne la Cour de Madrid se trou-

va en une situation qui fit craindre un mécontentement general de la Nation contre les François , & les suites fâcheuses qu'il pouvoit avoir. Le Roi de France y avoit envoyé le Maréchal du Thessé, pour y avoir le commandement des Armées. Le Marquis de Villadarias en étoit déjà revêtu & faisoit le siège de Gibraltar lorsque le Maréchal vint pour prendre , possession du Generalat, ce qui déplût au Marquis : il quitta l'Armée, & retourna à Madrid, pour y communiquer son mécontentement à ceux qui prenoient intérêt dans sa fortune. D'Ailleurs la Princesse des Ursins élevée au rang de première Dame & quasi Gouvernante de la Reine & du Royaume, usant de sa faveur & de son credit avec un empire qui ne se pouvoit pas accommoder à l'humeur de la Nation , fut contrainte de se dérober pendant quelque tems aux yeux de la Cour de Madrid , & de venir à celle de France, où elle fut reçue avec tout l'honneur & les agrémens possibles : mais enfin les Espagnols étant un peu revenus de l'aversion qu'ils avoient pour elle , elle repassa cette même année les Pyrenées & rentra en possession de sa première faveur.

Il n'y eut pas un seul, jusqu'au Confesseur que le Roi Philippe avoit amené de France, qui n'ait été obligé de ceder le poste & de retourner à Paris.

La Cour d'Angleterre eut encore ces agitations. La Nation Angloise ayant déclaré la succession à la Couronne en faveur de la Ligne Protestante de la Maison d'Hanover, les Ecoissois n'y vouloient point donner la main, & avoient fait plusieurs declarations contraires; & comme ils avoient un Parlement qui parloit au nom de la Nation, il n'y avoit point d'autre moyen de les attirer dans le sentiment des Anglois, ou du moins, (ce qui valoit autant) de rendre inutiles leurs oppositions, que de supprimer ce Parlement, puisqu'on ne pouvoit pas esperer de le gagner. La Cour forma donc alors le dessein d'unir les deux Nations Angloise & Ecoissoise en une, à qui on donneroît le seul nom de Grande Bretagne. L'effét qu'on s'en promit, sçavoir, d'ôter aux Ecoissois les moyens de suivre leurs propres sentimens, étoit immanquable. Car quoi qu'on leur accordât le pouvoir de nommer des Deputés à l'une & à l'autre Chambre du Parlement, qui seroit ce-
lui

lui des deux Nations unies : neantmoins les Anglois étant de beaucoup plus nombreux que les Ecossois , & la pluralité des suffrages devant décider de ce qui seroit proposé , les derniers seroient entraînés par les autres à consentir à tout ce qu'ils voudroient.

Le Duc de Marlboroug ayant élevé si haut la gloire de la Nation Angloise, par la victoire qu'il avoit remportée en Allemagne, la Cour & la Ville firent à l'envy, dès qu'il fut de retour, tout ce qu'elles purent, pour lui temoigner leur estime & leur reconnoissance. La Ville lui fit présenter des lettres de Bourgeoisie en une boîte d'or du prix de 1800. livres sterlings : elle le regala très-splendidement avec tous ceux qu'il voulut admettre à ce festin, qui fut préparé dans la Maison de Ville, avec toute la magnificence possible ; les Chambres du Parlement l'ayant fait congratuler & remercier en leur nom de ce qu'il avoit fait pour la gloire de la Nation, prièrent la Reine de l'en récompenser ainsi qu'elle le jugeroit à propos. Cette récompense fut le don de deux belles Terres où Seigneuries, dont la Reine le gratifia pour lui & ses heritiers :
bref,

1705. *Et de la Paix d'Utrecht.* 73
bref, tout le monde témoigna à l'envi qu'on
ne pouvoit pas assez récompenser les servi-
ces d'un si Grand Homme. Le Duc com-
blé de tous ces honneurs retourna de
bonne heure aux Pais-Bas, où il se trou-
va à la tête de l'Armée confederée, avec
la même disposition de bien faire. En
effet l'Electeur de Bavière à la tête de
celle de France ayant pris Hui, & ayant
été reçu à Liège, n'eut pas plutôt appris
que le Duc s'approchoit & le venoit cher-
cher pour lui livrer bataille, qu'il aban-
donna le siège de la Citadelle ou Châ-
teau de Liège, qu'il avoit commencé. Et
si des Troupes Allemandes avoient été
aussi diligentes à se mettre en campagne,
que le Duc étoit zélé pour leur faire ac-
querir une nouvelle gloire, il n'auroit
pas fait cette année de moindres choses
qu'il avoit fait la précédente. L'Empe-
reur Leopold étoit mort à Vienne dès le
23. de Mai, & quoique le Roi des Ro-
mains son fils eût été reconnu sans aucune
opposition de la part de l'Empire, les
choses n'en allèrent pas mieux en Alle-
magne, où le Duc de Marlboroug s'étant
avancé jusqu'à Trevés & n'ayant rien
trouvé en état de le seconder, fut con-
D traint

traint de rebrousser chemin vers les Pais-Bas. Il y força les Lignes des François & les battit en quelques rencontres de peu d'importance, parce qu'ils ne voulurent jamais venir à une bataille.

Il ne se frapa guère de plus grand coups en Italie, où le Prince Eugene ayant fait sémer des Manifestes dans le Milanois pour attirer les Peuples à la devotion de l'Empereur, n'en put retirer aucun avantage : parce que les Milanois bridés par les Milices Françoises n'osèrent pas prendre son parti, quoique leur inclination les y portât assez. Il attaqua & prit Sorcino petite Ville du Cremonois que le Duc de Vendôme reprit quelque tems après, & il donna une bataille près de Cassano, dont l'avantage ne fut nullement considerable.

Les François qui agissoient avec une autre armée dans le Piémont contre le Duc de Savoye, lui prirent Chivas, & se disposoient à faire le siège de Turin : mais ils remirent la partie jusques à l'année suivante, parceque les petites pertes qu'ils avoient fait cà & là dans la Lombardie, où on étoit sur le *qui vive* de toutes parts, avoient tellement diminué leurs troupes qu'el-

qu'elles ne furent plus en état de fournir à un siège si considerable.

L'Espagne eut des revolutions plus importantes. Le Marquis de Leganez devenu suspect au Gouvernement, fut arrêté & conduit en France où il est mort, justifié, à ce qu'on dit, plus qu'en partie de la conspiration dont on l'avoit accusé, contre la personne du Roi Philippe. Cette conspiration dont le Roi Philippe fut alarmé, lui fit prendre des precautions extraordinaires pour assûrer sa personne. Il se fit environner d'une nouvelle garde de Gentils-hommes Wallons: Il fit un changement general dans les Charges les plus considerables, & il introduisit une garnison Françoisse à Madrid & dans les places les plus importantes du Royaume. La flotte des Alliés ayant porté le Roi Charles en Catalogne, les Peuples des Royaumes d'Arragon & de Valence se declarerent pour lui, aussi bien que les Catalans. Ceci fit redoubler les precautions & la crainte du Roi Philippe; l'Ambassadeur de France fut admis dans le Conseil d'Etat, & la Princesse des Ursins, qu'on avoit obligé une autre fois de s'éloigner, retourna à la Cour avec plus de faveur

& d'autorité que jamais. Cette Princesse, qui avoit acquis un très grand ascendant sur l'esprit de la Reine, comme celle-ci en avoit beaucoup sur celui du Roi, a beaucoup contribué dans la suite aux événemens de la plus grande conséquence qui sont arrivés en Espagne jusqu'à la paix : comme on le dira dans la suite.

L'année suivante vit une double révolution en Espagne, qui rétablit en quelque manière le Roi Philippe sur le throne, d'où il faillit être culbuté par une secousse qui paroïssoit decisive, & chassé sans ressource. Dès le commencement de l'année on vit, jusqu'aux Ecclesiastiques mêmes, entreprendre sa défense avec un zèle incroyable. Les Evêques d'Origuella & de Murcie non contents de prêcher la fidélité à leurs-peuples envers ce Prince, monterent eux-mêmes à cheval, & se firent Generaux d'armée, amassant des troupes & les conduisant contre les soulevés. Comme le Roi Charles avoit été reçu à Barcelone, le Roi Philippe resolut d'y aller le combattre : & le Roi de France ayant fait armer une flotte considérable, l'envoya sous la conduite du Comte de Toulouse, pour former par mer le siège
de

de cette Ville, pendant que le Roi Philippe l'assiégeroit par terre. On voulut persuader au Roi Charles de prendre la campagne & d'agir comme il pourroit avec l'Armée du Comte de Peterboroug, commandant les troupes Alliées qui étoient venues à son secours. Mais soit qu'il ne trouva pas le parti assés seur, au cas que la Ville fût prise, ou qu'un présentiment de son bonheur l'affermît dans sa résolution, il volut attendre le sort du siège, ne doutant point que sa presence ne contribuât beaucoup à encourager la Garnison. En effet la Ville fut assiegée par terre & par mer dès le 2. d'Avril, & l'attaque en fut extrêmement vive. Mais l'Amiral Leake ayant conduit la flotte combinée d'Angleterre & d'Hollande au secours des assiégés, le Comte de Toulouse n'osant pas l'attendre, se retira à Toulon la veille même de l'arrivée de l'Anglois: & celui-ci ayant débarqué des bonnes troupes, le Roi Philippe qui avoit continué le siège par terre, le leva le 10. du même mois, & par une terreur, qu'on peut appeler panique, il abandonna en se retirant son Artillerie de 106. pieces de Canon, un nombre prodigieux de Muni-

tions de toute sorte , la plus grande partie de ses Bagages , & près de 2000. malades ou bleffez qu'il avoit dans son camp. Comme ce Prince se crût perdu , il prit le chemin de Madrid , d'où il sortit incontinent après en avoir tiré la Reine & ses enfans , lesquels il fit conduire à Vittoria dans la Biscaïe , & après avoir emporté les joyaux de la Couronne & tous les meubles du Palais Royal , qu'il pût sauver comme dans le dernier desespoir de ses affaires.

Il semble qu'on ne puisse pas douter que si le Roi Charles s'étoit servi habilement de la conjoncture , & si les Portugais de leur côté , après avoir batu le Duc de Berwick s'étoient avancés dans la Castille , & l'avoient fait proclamer & reconnoître Roi à Madrid même , il se feroit vû maître de tout ; d'autantque la consternation qu'il y eut entre les partisans du Roi Philippe , ne pût être plus generale ni plus accablante. Mais des Conseils pleins d'une trop grande confiance l'ayant empêché de profiter de l'occasion , le Roi Philippe qui de Pampelune , où il s'étoit retiré , remarquoit l'inaction du Roi Charles , reprit le chemin de Madrid ,
où

où il fut reçu sans opposition, après que les Portugais s'en furent retirés, quand ils virent que le Roi Charles ne se hâtoit point d'y venir : & soutenu par de nouvelles troupes que le Roi de France lui avoit envoyées avec une promptitude merveilleuse, il reprit le dessus & se vengea à son aise de ceux, qui s'étoient prêtés au changement, & en avoient témoigné quelque satisfaction, jusqu'à la Reine Douairiere, qu'il fit releguer à Bayonne, où elle est encore à present.

D'un autre côté les affaires tomberent & ne se releverent point pour le Roi Philippe, & en Italie & en Flandres; quoique le Duc de Vendôme eût eu quelque petit avantage sur les Troupes du Prince Eugene, qui avoient été obligées de repasser les Rivières pour n'avoir point pû gagner de place considerable qui les eût pû assurer, quand ils avoient perdu leur station. Le Prince étant arrivé à son Armée, il falut parler autrement, & malgré tous les obstacles que les François y eussent apportez, il repassa toutes les Rivières, & ayant forcé tous les pas, il s'unit au Duc de Savoye, avec qui il battit le Duc d'Orleans qui avoit entrepris & poussoit le siège de

Turin. Cette delivance de la Capitale des Etats du Duc assiégée dans toutes les formes & avec tout l'appareil possible, ne se fit que par le moyen d'une bataille que que le Duc & le Prince Eugene de Savoye livrerent aux lignes de circonvallation, qu'ils avoient forcées. Les François y perdirent $\frac{m}{12}$ homm. 5400. prisonniers, 158. pièces de Canon, 55. Mortiers, toutes leurs provisions & Bagages: les débris de leur Armée s'étant sauvés vers Pignerol; excepté 2000. deserteurs qui abandonnerent leurs enseignes. La prise de Casal fut encore une suite de cette victoire, aussi bien que la reduction de la Ville de Modène, & le retablissement du Duc dans ses Etas. Le Château de Tortone fut emporté d'assaut & la garnison passée au fil de l'épée, à cause de l'obstination des Commandans à vouloir se défendre: les François abandonnerent encore Guastalla, & divers autres postes pour se mieux défendre en un plus petit nombre de places; mais toutes ces précautions ne servirent que pour retarder quelque tems la nécessité qui les reduisit, au commencement de l'année suivante, à céder tout ce qu'ils avoient enco-

re.

1706. *Et de la Paix d'Utrecht.* 81
re en Italie & à quitter entièrement cette Province, comme on le dira dans la suite.

Les affaires allerent encore pis en Flandre, où la Bataille de Ramelies gagnée par le Duc de Marlborough, & par le Velt-Maréchal d'Ouwerkerke, sur l'Electeur de Bavière & les Généraux François, leur fit perdre tout le Brabant, dont toutes les places, jusqu'à Bruxelles même, ouvrirent les portes aux armes victorieuses des Alliez, en reconnoissant le Roi Charles.

Les premières ouvertures de Paix.

Les importantes revolutions, arrivées cette année dans les affaires, furent cause que le Roi de France commença de penser à la Paix. L'Electeur de Bavière qui s'étoit retiré à Mons, en écrivit en date du 20. d'Octobre au Prince & Duc de Marlborough, à qui il avoua ingénument, que le Roi de France avoit déjà fait indirectement & par des voyes particulieres, quelques ouvertures pour la paix: mais qu'on les avoit prises pour des pièges, pour desunir les Alliez, & pour profiter de la mésintelligence qu'on pourroit exciter entre eux: mais

qu'il proposoit alors, en renonçant à toute négociation secrète, des Conférences publiques, dans lesquelles on pût trouver les moyens de rétablir la tranquillité de l'Europe. Il proposoit qu'on choisît dès lors un lieu entre les deux Armées, ou après leur separation, entre Mons & Bruxelles, où avec les Deputés que Messieurs les Etats Generaux voudroient nommer, & ceux que le Roi T. C. chargeroit de ses pouvoirs, on pût commencer à s'expliquer sur une matière si importante. Il pria le Duc de rendre conte à la Reine d'Angleterre de cette proposition, protestant que le Roi en auroit usé de même à l'égard des autres Puissances qui étoient en guerre avec lui, si elles avoient des Ministres à portée pour recevoir de pareils avis, & que son dessein n'étoit point d'exclurre aucune des dites Puissances, de la Negotiation qui seroit commencée dans ces Conférences qu'il proposoit.

L'Electeur écrivit à peu près dans le même tems aux Deputés des Etats Generaux qui étoient à l'Armée, les priant d'informer leurs Maîtres des intentions du Roi de France, qui témoignoit de souhaiter qu'on leur donnât le pouvoir d'assister aux Conférences proposées. Mais la réponse de ceux ci (qu'ils ne purent donner qu'après
avoir

1706. & de la Paix d'Utrecht. 83
avoir communiqué la chose à leurs Hau-
tes Puissances, en attendant leur resolu-
tion là dessus) consista premièrement en
des excuses de ce retardement causé par la
nécessité de devoir conferer là-dessus avec la
Reine de la Grande Bretagne: & en suite
dans des expressions de joie d'entendre les
assurances qu'on leur donnoit de l'inclination
sincère de S. M. T. C. à chercher les moyens
de parvenir au plustôt à une paix solide &
durable avec tous les Alliez: que les Etats
l'avoient toujours cherchée, & n'avoient pris
les armes que lors qu'ils avoient été con-
traints à la defense de leur liberté & de la
sûreté publique: qu'ils seroient toujours prêts
à les mettre bas, quand ils pourroient le fai-
re à des conditions qui pussent faire esperer
raisonablement, qu'on ne sera pas obligé de
les reprendre après un petit intervalle de
tems: de quoi les exemples & le peu de du-
rée des Traités de Paix précédens leur fai-
soient peur; que cependant LL. HH. PP.
étoient prêtes d'entrer conjointement avec
leurs Alliez dans toutes les voies justes &
nécessaires, qui pourroient conduire à une Paix
Generale; mais que celle des Conferences pro-
posées, sans avoir un éclaircissement plus par-
ticulier des intentions de S. M. T. C. ne

leur paroissoit pas propre à la fin qu'on se proposoit, ne leur ayant été fait jusqu'alors aucune ouverture suffisante, pour qu'elles ayent crû la devoir communiquer à leurs Alliez, sachant bien qu'Elles n'y trouveroient aucune satisfaction. C'est pourquoi Elles jugeoient qu'il falloit songer à des moyens plus convenables pour parvenir à ce grand but : à quoi L. L. H. H. P. P. donneroient toujours les mains, quand Elles y verroient un plus grand jour.

Le Duc de Marlborough fit rendre de même à S. A. Elect. une reponse à la lettre qu'Elle lui avoit envoyée, dans laquelle il lui disoit, que la Reine de la Grande Bretagne, à qui il avoit communiqué les ouvertures que Sa dite Alt. lui avoit faites, lui avoit ordonné de l'assurer de ce que S. M. donneroit avec plaisir les mains pour parvenir à une Paix solide & durable, avec tous les Alliez; ce but ayant été le seul qui avoit obligé S. M. à continuer la guerre jusqu'alors : qu'Elle étoit prête d'entrer conjointement avec eux dans des mesures justes & nécessaires pour parvenir à une telle Paix : mais que la voie des Conférences proposées, sans des éclaircissemens plus particuliers de la part du Roi T. C. ne lui paroissoit pas propre pour arriver à une Paix réelle.

1707. & de la Paix d'Utrecht. 85
réellement solide & durable; qu'ainsi il falloit
songer à des moyens plus sûrs pour parvenir
à ce but, aux quels la Reine prêteroit tou-
jours volontiers les mains avec toute la since-
rité qu'on pouvoit souhaiter, n'ayant rien
plus à cœur que le soulagement de ses sujets
& le repos de l'Europe.

Ces deux lettres étoient datées du 19. &
20. Novembre; & comme le Roi de Fran-
ce ne vit pas que ces avances eussent pro-
duit aucun effet, pour obliger les Anglois
& les Hollandois à entrer en Conferen-
ce avec lui: & que le motif qui paroissoit
principalement les empêcher d'y donner
les mains, étoit qu'on ne proposoit aucun
préliminaire ou points qui pussent abre-
ger les Négotiations, en supposant ces
points comme déjà conclus, quand il fau-
droit commencer les Conférences; il prit
le parti dès le commencement de l'année
suivante, de donner ces préliminaires ou
points qu'on pourroit supposer accordez;
non pas aux Puissances avec lesquelles il
étoit en guerre, mais au Pape, afin que
par ce moyen ils fussent rendus publics.
Il écrivit donc une lettre au Pape Cle-
ment XI. datée du 15. de Février, & con-
çue en des termes & avec des expressions

si pleines de confiance: attendu la situation où étoient alors les affaires des deux Couronnes: qu'il paroît presque impossible de le croire. C'est pourquoi on la donnera ici telle qu'elle parut, & que la Cour de France voulut bien qu'on la publiât.

Très saint Père

„ Les soins que V^ôtre Sainteté continue
„ de se donner, pour procurer la Paix à
„ l'Europe, Nous sont toujours égale-
„ ment agreables. Nous n'avons rien plus
„ à cœur, que de seconder les instances,
„ & Nous voulons bien encore aller au
„ devant de tout ce qui pourroit les ren-
„ dre infructueuses. Comme il n'a pas
„ tenu à Nous, que la guerre n'ait pas été
„ commencée: aussi continuerons-Nous
„ à rechercher les occasions de la finir
„ par les voies les plus promptes & les plus
„ faciles. V^ôtre Beatitude a été infor-
„ mée que Nous avons déjà fait plusieurs
„ fois des avances, pour parvenir à un but
„ si salutaire. Il faut attribuer au malheur
„ du tems, que des Princes Catholiques,
„ frappez de la crainte de déplaire à leurs
„ Allicz, refusent encore d'écouter les
„ saint

„ saintes exhortions du Vicaire de Jesus
„ Christ. Lorsque Nous remîmes à l'ar-
„ bitrage de V. S. de regler les droits de
„ l'Empereur, par une compensation sur
„ quelques Etats de la Monarchie d'Espa-
„ gne: les Ministres de V. B. furent char-
„ gés du soin d'en faire la proposition à
„ ce Prince. Mais avec quelle hauteur ne
„ l'a-t-il pas rejetée, ayant dit des choses
„ exorbitantes & demandé avec fierté le
„ rapel de Nôtre Petit-fils? Qui auroit
„ crû, Très-Saint Père, qu'il feroit une
„ reponse si orgueilleuse à un Roi insulté,
„ & à nôtre amour pour la Paix? Car
„ la conjoncture, bien loin d'être favora-
„ ble à la Maison d'Autriche, sembloit
„ alors la menacer par la superiorité de
„ Nos forces & par le gain de la bataille
„ de Cassano. Mais Dieu qui est le maî-
„ tre des événemens, changea la disposi-
„ tion de nos affaires. Cependant, quoi-
„ que Nous fussions occupés du soin de
„ reparer nos pertes, nous n'oublîames
„ point l'idée de la Paix, que nous avions
„ conçue dans le tems même de nôtre
„ plus grande prospérité. Nous réitérâmes
„ à la Hollande l'offre d'une Barrière pour
„ ses Etats, & les sûretés demandées pour
„ leur

leur commerce , en Nous reservant de
traiter d'une compensation avec l'Em-
pereur. Des propositions si raisonna-
bles furent de nouveau rejetées par les
intrigues du parti , qui s'étoit montré
contraire à l'agrandissement de Nôtre
Petit fils : & Nous donnâmes alors tous
nos soins à augmenter les préparatifs
d'une guerre qui Nous avoit été vio-
lemment & injustement déclarée. Ne-
anmoins comme il Nous est important
de correspondre encore aux saintes ex-
hortations de V. B. & afin qu'il ne re-
ste aucun prétexte à Nos ennemis ,
de Nous imputer la cause de tant de
sang Chrétien répandu & qui va enco-
re se répandre : Nous faisons à V. S.
l'explication qu'Elle desire sur les dis-
positions, où nous sommes pour la Paix.
Nous dirons donc à V. B. que le Roi
Nôtre petit fils Nous a confié les pou-
voirs, pour transporter à l'Archiduc une
partie des Etats qui composent la Mo-
narchie d'Espagne. Le Roi Catholique
possède les cœurs des veritables Espa-
gnols , & se contente de regner sur
eux.

L'Empereur peut donc s'expliquer
à pres

1707. & de la Paix d'Utrecht. 89

„ à present. Il dependra de ce Prince, que
„ le Milanois, Naples, & Sicile, avec les
„ autres îles de la Mediterranée dépen-
„ dantes de l'Espagne soient à jamais réu-
„ nies dans sa Maison.

„ On conviendrait aisément d'une Bar-
„ rière pour la Republique des Provin-
„ ces Unies ; & les deux prétextes de la
„ guerre étant ainsi levés, il seroit facile
„ de mettre fin aux malheurs dont l'Eu-
„ rope est depuis si long tems accablée.

„ Nous prions Dieu qu'il conserve
„ pendant de longues années V. S. dans
„ le Gouvernement de son Eglise.

„ Votre dévot Fils le Roi de France

„ & de Navarre.

„ Ecrit à Versailles, le 15. Février 1707.

Cette lettre énonçoit bien de choses
dont assurément l'Empereur ni ses Al-
liez ne convenoient point, & les don-
noient pour des causes de la continuation
de la Guerre. On sçavoit à la verité que
le Pape, dont le cœur étoit alors tout
François, s'étoit donné de grands mou-
vemens dès le commencement de son
Pontificat, qui étoit celui de la guerre,
pour trouver les moyens d'accorder les
prétendans à la succession d'Espagne. On
sçavoit

ſçavoit qu'il avoit propoſé des partages : mais on n'avoit point oûi dire , que le Roi eût remis le procès à l'arbitrage du Pape , & beaucoup moins , que l'Empereur ſ'y fût ſoumis. L'Empereur Leopold étoit mort dès l'année dernière : & il ſemble que c'étoit inſulter à ſa mémoire que de l'accuſer , d'avoir rejeté *avec hauteur* & dit des *choſes exorbitantes* au ſujét des propositions que le Pape lui pouvoit avoir faites par ſes Nonces , & d'avoir *demandé avec fierté* ce rapel du Duc d'Anjou. Ceux qui ont connu l'humeur de ce Prince , ſçavent qu'il étoit incapable de témoigner de la hauteur & de la fierté , & de donner des *réponſes orgueilleuſes* , particulièrement en une conjoncture , où ſa Maïſon étoit *menacée par la ſuperiorité des forces du Roi de France*. & par le gain des batailles. C'auroit été une eſpece de folie , comme il ne paroît pas bien vraïſemblable , que le Roi de France (étant alors *dans des conjonctures menaçantes* , & occupé à *reparer ſes pertes* , lors qu'il écrivoit cette lettre au Pape) ait pû tenir un langage ſemblable à celui-ci.

D'ailleurs les ôfres faits aux Hollandois d'une *Barrière pour leur Etat* , & des
ſeures

1707. *Et de la Paix d'Utrecht.* 91
seuretés pour leur commerce, étoient des
choies si secretes, qu'on n'en avoit point
entendu parler devant la publication de
cette lettre: ou du moins qu'on avoit fait
ces ôfres dans les formes pratiquées en-
tre les souverains & avec la publicité ne-
cessaire. D'ailleurs les ôfres qu'on fai-
soit effectivement dans cette lettre, de
céder à l'Archiduc *Napels, Sicile, le Mi-
lanois & les autres îles de la Méditerranée*
dependantes de la Monarchie d'Espagne,
pour les reünir à sa maison; ôfres qui ap-
paremment le faisoient en compensation
que le Roi avoit remise à l'arbitrage du
S. Siège, pour les *Droits de l'Empereur,*
étoient à la verité très considerables, mais
peu propres à conduire à une Paix seure
& durable: puis que de reconnoître les
Droits de l'un & de l'autre part, sur une
chose qui ne pouvoit appartenir qu'à un
seul, c'étoit laisser une semence qui ne
pouvoit pas manquer de produire une
nouvelle guerre, dès que la partie qui se
verroit la plus forte, voudroit faire valoir
ses droits sur le tout. Et si les Alliez, non
plus que l'Empereur, ne purent pas s'en
accommoder, il ne semble pas qu'on puis-
se raisonnablement accuser celui-ci d'une
crainte.

crainte de déplaire aux autres, ni ceux-là de former par malice un parti qui s'opposoit injustement à l'agrandissement du Duc d'Anjou, qui avoit l'honneur d'être petit fils de S. M. T. C. Outre cela la manière de proposer par l'entremise du Pape un accommodement, où tant de Princes & Etats Protestans étoient interessés, ne paroissoit guère propre, si ce n'est au dessein de rendre l'Empereur suspect à ses mêmes Alliez. Aussi ni l'Empereur, ni les Alliez, ne se crurent pas obligez de deférer à des conseils qui leur venoient par une voie si suspecte : c'est pourquoi ils continuerent la Guerre.

Ils ne la firent pourtant pas avec des grands succès cette année 1707. Les troupes que les François retirèrent d'Italie, d'où elles capitulerent de sortir le 1. de Mars, en abandonnant toutes les places qu'elles y tenoient encore, leur servirent pour défendre le Dauphiné & la Provence, que les Alliez avoient resolu d'attaquer par terre & par mer. En effet le Duc de Savoye conduisant l'Armée des Alliez traversa le Dauphiné & arriva jusqu'aux portes de Toulon, pendant que la flotte Angloise & Hollandoise se presenta devant le port:
ce

1707. *& de la Paix d'Utrecht.* 93

Ce qui neantmoins n'aboutit à rien, parceque le Maréchal du Theffé avoit fait entrer par terre du secours dans la Ville; & l'attaque par mer, quoique violente, n'eut d'autre effet que l'incendie de quelques vaisseaux; soit parce qu'on avoit eu la précaution de boucher le Canal qui conduit au port, soit pour quelque'autre raison, dont on parloit sourdement dans le monde, quoique peut-être sans trop de fondement.

Ce que l'Empereur gagna cette année en Italie, fut de s'être rendu maître du Royaume de Naples. Comme il n'avoit plus d'ennemis dans la Lombardie, une partie de ses troupes traversa l'Etat Ecclesiastique, & il n'eut qu'à se présenter aux Peuples de ce Royaume là, pour les disposer à les recevoir. Naples la Capitale ouvrit ses portes, sans attendre aucune violence, & le Duc d'Escalone qui y étoit vice-Roi pour le Roi Philippe s'étant voulu défendre à Gaëte, y fut battu, lui-même demeurant prisonnier.

Les affaires d'Espagne qui avoient paru si bien disposées en faveur du Roi Charles, après que les efforts de ses ennemis eurent échoué devant Barcelone & que non
seule.

seulement la Catalogne , mais aussi les Royaumes de Valence & d'Arragon se furent déclarés pour lui , avoient changé tout à fait de face. La diversité des sentimens au sujet des moyens , par lesquels on pensa tirer des plus grands avantages de la situation , où les affaires avoient été portées , en avoit ralenti la poursuite : ce qui fut cause , que le Roi Philippe qui s'étoit retiré en Navarre , ayant repris courage , comme on a dit , s'en étoit retourné à Madrid ; il y fut reçu comme auparavant , & les Manifestes que le Roi Charles fit courir , pour ramener à soi les esprits de la Nation , n'opererent aucune revolution favorable à ses intérêts. D'ailleurs le Roi de France fit des efforts extraordinaires , pour rétablir les affaires de son petit fils : & le Roi Charles qui s'étoit retiré à Valence , quitta encore cette Ville , pour s'en retourner à Barcelone. Son Armée qui voulut faire le siège de Villena , pour maintenir le commerce du Royaume de Valence avec la Catalogne , fut contrainte d'en venir aux mains avec le Duc de Berwik qui avoit la sinne à Alamanza près delà , pour faire lever ce siège. Ce Duc attendoit encore un ren-
fort

1708. *& de la Paix d'Utrecht.* 95
fort de Troupes Françoises, que le Duc
d'Orleans lui amenoit; & ce fut pour
prévenir cette jonction, que Milord Gal-
loway General des Troupes du Roi Char-
les se crut forcé par la nécessité d'attaquer
le premier le Duc de Berwik. Il le fit
avec vigueur, mais la superiorité de l'en-
nemi l'emporta sur la bravoure des atta-
quans qui furent mis en deroute. Après
cette défaite le Duc d'Orleans joignit le
jour suivant son renfort aux troupes victo-
rieuses, & fit de nouveau les Royaumes
de Valence & d'Arragon se declarer en
faveur du Roi Philippe.

Les affaires en Allemagne & en Flan-
dre ne donnerent pas lieu d'y faire gran-
de attention: ce qui s'y passa par rapport
aux victoires & aux pertes, n'ayant pas
été considerable. Mais l'année suivante
1708. elles le furent beaucoup plus dans
les Pais-Bas, où le Prince Eugene ayant
partagé le Commandement avec le Duc
de Marlborough, y fit hautement triom-
pher les armes des Alliez. On croit que
le Roi de France ayant été leurré de l'e-
sperance des grands succès, que lui pro-
mettoient des intelligences secrètes qu'il
avoit fait pratiquer dans ces Provinces
là,

là, y envoya le Duc de Bourgogne, comme en une occasion, où il devoit reparer la honte qu'il avoit reçue dans son dessein sur Nimégue. En effet la Ville de Gand fut surprise le 5. de Juillet. Celle de Bruges fut emportée de même quelque tems après; & l'Armée de France s'acheminoit à Oudenarde, pour en faire autant, lorsque les deux Generaux Alliez la suivirent, en passant l'Escaut après elle, & la battant à platte couture aux environs de cette place; de sorte que les Ducs de Bourgogne & de Berri avec toute la Noblesse qui les suivoit, furent contraints de s'enfuir jusqu'à Gand avec les debris de leurs troupes, qu'ils placerent au delà du Canal qui conduit de cette Ville à Bruges.

Cette defaite donna lieu au siège de Lille, que le Prince Eugene forma pendant que le Duc de Marlborough feroit tête à tout ce qui pouvoit en empêcher la poursuite. En effet les François ayant renforcé leur Armée, firent quelques mouvemens pour le traverser. Le Chevalier de Luxembourg introduisit même quelque Cavalerie dans la place, & par ce moyen il y fit entrer de la Poudre à ca-

non

1708. *Et de la Paix d'Utrecht.* 97

non, dont la garnison avoit besoin. Ce fut à la faveur d'une feinte qui fit qu'on laissa cette Cavalerie entrer dans les lignes, comme si elle avoit été amie : ils firent encore d'autres efforts pour empêcher les assiégeans de recevoir des provisions qui leur venoient d'Ostende : & enfin l'Electeur de Bavière assiégea & bombarda Bruxelles, pour attirer les Alliez de ce côté-là & pour les obliger à quitter ce siège. Mais toutes ces tentatives étant demeurées sans effet, la Ville & Citadelle de Lille, qu'on avoit crû jusqu'alors imprenables, furent contraintes de se rendre, & les François d'abandonner Gand & toutes les places qu'ils avoient occupées au commencement de la Campagne.

Le Prince de Galles, qu'on appelloit parmi les Alliez le Chevalier de S. George, nom sous lequel il vouloit bien être connu, s'étoit embarqué dès avant la Campagne sur une puissante flotte, avec laquelle le Roi de France esperoit de faire déclarer en sa faveur le Royaume d'Ecosse, où il alloit aborder. Mais les Anglois ayant paru avec une autre flotte encore plus nombreuse, avant qu'il put faire la de-
E scente,

scence, l'entreprise s'en alla en fumée. Le Roi Philippe perdit encore cette année l'île & le Royaume de Sardaigne, qui à la vûe d'un Escadre des Alliez se declara en faveur du Roi Charles. Et ce même Escadre ayant encore pris les munitions qu'on envoyoit de Toulon en Espagne, pour faire le siège de Tortole, empêcha le Duc d'Orleans, de l'entreprendre.

Ces contretens reveillerent dans l'esprit du Roi de France de nouvelles dispositions à la Paix. Mons. le President Roüillé vint à la Haïe au commencement de l'année suivante 1709. où il eut quelques conferences à ce sujet avec Messieurs Buis & van der Dussen, que les Etats nommerent pour conferer avec lui. Sur la nouvelle qui fut portée à Londres, qu'on commençoit à traiter d'une Paix, la Chambre des Seigneurs presenta une
„ Adresse à la Reine, pour la supplier
„ d'avoir soin en finissant la guerre, d'o-
„ bliger le Roi de France à reconnoître
„ le titre de S. M. & la succession dans la
„ Ligne Protestante: d'engager les Alliez
„ à en être les Garans, & à faire en for-
„ te que le Prétendant soit obligé de sor-
„ tir du Royaume de France. D'un au-
„ tre

1709. *de la Paix d'Utrecht.* 99
„tre côté la Chambre des Communes
„representa à cette Princesse, que la pour-
„suite de la guerre ayant coûté bien du
„sang & des Tresors immenses à la Na-
„tion Angloise, il étoit juste qu'elle en
„retirât quelque fruit à la conclusion
„d'une Paix; & que la Ville de Dunker-
„que étant un nid de Pirates, qui in-
„festotent l'Océan & caufoient un mal
„infini au Commerce, on dût insister,
„(lors qu'on viendrait à traiter de la Paix)
„sur la demolition de ses fortifications &
„sur la rüine de son Port.

Au bruit qu'on alloit traiter de Paix,
l'Empereur donna aussi au Prince Eugene
un plein-pouvoir de traiter de ses in-
terêts particuliers: & la Reine d'Angle-
terre nomma le Vicomte de Thownsend,
afin d'assister avec le Duc de Marlborough
aux Conferences qui se tiendroient à cette
fin. Avant l'arrivée de ce Milord, & du
Comte de Sinzendorf que l'Empereur a-
joignoit au Prince Eugene, celui ci &
le Duc de Marlborough eurent une lon-
gue conference à la Haïe avec le Grand-
Pensionnaire & d'autres Deputés des Etats,
dans laquelle on examina les propositions
que Mons. Rouillé avoit fait. Celles-

ci n'étant pas trouvées assez étendues, pour servir de fondement à une négociation qu'on pût espérer devoir être courte & facile, on répondit à ce Président, que ses ouvertures ne suffisoient pas, & qu'il falloit entrer en un plus grand détail. Ce Ministre envoya sur cela un Gentilhomme au Roi de France, & le Duc de Marlborough repassa de nouveau en Angleterre, pour conférer plus amplement avec la Reine sur ce qu'il faudroit proposer à ce Ministre, au cas qu'on commençât des Conférences réglées. Pendant ce tems là le Marquis de Torci Ministre & Secrétaire d'Etat du Roi de France arriva aussi à la Haïe, & le Duc de Marlborough y vint d'Angleterre avec le Vicomte de Thownsend, que la Reine avoit nommé pour lui être ájoint dans la négociation. A peine furent ils arrivés, que le Marquis de Torci eut une conférence de deux heures avec eux, & dès le lendemain s'étant encore trouvez au lever du Duc, ils allerent tous deux visiter le Prince Eugene, & tous trois conférerent dès ce même jour avec Monf. le Grand-Pensionnaire. Tous ces Messieurs ayant dès le lendemain, qui fut le 20. de
Mai

1709. & de la Paix d'Utrecht. 101

Mai, visité Mess. de Torci & Rouillé, ils furent ce même matin en conférence ; ce fut dans cette entrevue que les Ministres François déclarèrent : que le Roi leur Maître consentiroit à la démolition de Dunkerke , & à faire sortir le Prétendant de ses Etats, qui étoient les deux points , sur lesquels la Reine de la Grande Bretagne avoit fait ses premières instances. Ils déclarèrent de plus, que le Roi renonceroit à toute prétention sur la Monarchie d'Espagne , & qu'il cederoit les places qu'on jugeroit à propos, pour former la Barrière que les Etats demandoient pour eux. A l'égard de l'Empire , ils offrirent de remettre toutes choses sur le pié où elles avoient été mises par le Traité de Ryswik & de démolir certaines forteresses qui sembloient donner une plus grande jalousie.

Ayant été proposé de la part de tous les Alliez en commun, que le Roi restituât à l'Empereur la haute & la basse Alsace , les Ministres François déclarèrent que leur pouvoir ne s'étendoit pas jusques là, & voulurent finir les Conférences. Elles furent cependant reprises dès

le lendemain, & les François y offrirent de rendre Strasbourg dans l'état où il étoit : quoi qu'ils eussent déclaré le jour auparavant, de n'avoir pas ce pouvoir. Comme cet offre n'étoit pas tout ce qu'on souhaitoit, & qu'on leur faisoit d'autres instances, ils firent de nouveau semblant de vouloir partir, & même ils prirent congé du Prince Eugene, du Duc de Marlborough & de quelques autres Ministres des Puissances neutres, à la prière desquels ils se trouverent encore le 23. à une nouvelle Conference. On coucha par écrit dans celle-ci quelques articles comme arrêtez, & Monf. de Torci promit d'écrire au Roi sur les difficultez qui regardoient l'Alsace. Mais la grande difficulté, sur laquelle il ne fut point convenu, ni dans cette conference, ni dans une autre fort longue, qui fut encore tenue le soir du même jour, fut celle des seuretez que le Roi de France donneroit, pour l'exécution des points dont on étoit convenu, & sur tout de l'évacuation de toutes les terres & Pais de la Monarchie d'Espagne.

On tint encore le 24. une nouvelle conference, où ce point si important fut débattu de nouveau avec la dernière chaleur :

&

1709. *Ô de la Paix d'Utrecht.* 103
& on convint à la fin, que le Roi delivrerait par forme de preliminaire quelques-unes des places, qui devoient servir de Barrière aux Provinces Unies, avant qu'on entamât les negotiations pour une Paix Generale.

Ce traité fut signé le 28. de Mai par les Ministres des Alliez, mais non pas par le Marquis de Torci, sous prétexte qu'il n'avoit pas des ordres exprez sur quelques articles, auxquels il avoit consenti, dans la seule esperance, disoit il, d'en être avoüé : Ce qu'il faisoit esperer comme infaillible pour le 15. du mois suivant. On se flatta que la chose auroit son effet, & on esperoit bien de la Paix. Cependant ce qui se passoit en Espagne, donnoit lieu à beaucoup de personnes, de craindre que la chose ne fût pas executée aussi sincèrement qu'elle étoit promise. On voyoit les Espagnols & les François avec eux faire tout leur possible, pour achever de reduire les Provinces qui s'étoient déclarées contre eux, en faveur du Roi Charles : & l'on fit reconnoître en même tems le fils du Roi Philippe pour Prince des Asturies, c'est à dire pour héritier présomptif de la Couronne d'Es-
E 4. gne,

gne ; ce qui paroïssoit directement contraire au dessein d'abandonner cette Couronne , si on l'avoit effectivement eue : puis que c'étoit y apporter des difficultez qui pourroient naître de cette reconnoissance , qui en toute maniere demeureroit toujours une nouvelle semence de dissensions & de guerres pour l'avenir , quand même on auroit alors executé la renonciation & la cession de l'Espagne.

On avoit aussi remarqué , que le Président Roüillé n'étoit venu en Hollande , que lors que le Duc de Marlborough en fut parti pour la première fois , après la fin de la Campagne , & que le Marquis de Torci , y étoit venu dès que le Duc fut de nouveau retourné à Londres , pour y donner connoissance à la Reine de ce qui avoit été traité avec le Président. On remarqua aussi que parmi les propositions que les Ministres François avoient faites , la division de la Monarchie d'Espagne étoit celle , sur laquelle ils insistoient le plus : ce qui pouvoit produire de la division entre les Alliez , au sujet du partage , qu'il en faudroit faire. C'est dans cette vûe qu'on peut penser , qu'ils avoient offert aux Puissances maritimes

tout.

1709. & de la Paix d'Utrecht. 105
tout ce qu'elles fouhaitoient pour elles-
mêmes , & qu'ils avoient chicané sur
tout ce qu'on demandoit pour l'Empe-
reur & pour le Duc de Savoie. Cette
conduite étoit propre à tenter les uns de
faire leur accommodement particulier, &
à rebuter les autres de traiter davantage.
Mais l'article sur lequel il y avoit eu la
plus grande difficulté, étoit la qualité des
moyens qu'on prendroit, pour obliger le
Roi Philippe à quitter l'Espagne, au cas
quil ne voulût pas acquiescer à ce que le
Roi son Grand-Père en ordonneroit.
Car on posoit pour fondement du Trai-
té, que S. M. T. C. & les Alliez pren-
droient de concert les mesures convenables
pour en assurer l'entier effet. On étoit con-
venu que dès que le Roi de France au-
roit signé, il y auroit cessation d'armes &
d'hostilitez entre les Alliez & lui, & que
cette cessation continuerait jusqu'à la Paix
Generale: pourvu qu'il executât de son côté
tout ce qu'il promettoit, & jusqu'à ce que
toute la Monarchie d'Espagne fût rendue
& cedée au Roi Charles. Sans cette assu-
rance on n'auroit fait qu'une paix particu-
lière avec le Roi de France, & on se se-
roit engagé à continuer la guerre avec le

Roi Philippe, qui pourroit toujours disposer indirectement des forces de la France, pour se conserver, à moins qu'on ne prît de belles mesures, qu'il ne pût tirer aucun secours d'ailleurs que des Espagnols. Il étoit à présumer que ceux-ci l'abandonneroient, dès qu'ils ne le verroient plus soutenu, & que ce qui caufoit leur attachement à ce Prince, après les premières demarches qui les avoient livrez à la domination & à son pouvoir, c'étoit les forces de la Couronne de France, qui primoit alors si visiblement dans l'Europe. On auroit pû croire, que le Roi promettant de bonne foi, comme il sembloit faire, d'abandonner son petit-fils, cela seul auroit été assés pour asseurer les Alliez; puisque le Roi Philippe n'eut osé demeurer en Espagne, si son Grand-Père qui l'y avoit mis, lui avoit dit sérieusement, qu'il lui faloit la quitter. Mais la conduite qu'on tenoit alors, en faisant la guerre avec tous les efforts possibles dans ce Royaume, & en y procurant la reconnoissance d'un heritier necessaire, & les precautions qu'on a coûtume de prendre dans les choses mêmes, qu'on a tout lieu de croire qu'elles arriveront, obligoient

1709. & de la Paix d'Utrecht. 107
geoient les Alliez en cette rencontre à se
prémunir par des promesses expresse, con-
tre la crainte d'un mal qui pourroit arriver.
Voici les Articles préliminaires, pour ser-
vir au Traité de la Paix Generale, des-
quels le Marquis de Torci & le Prési-
dent Roüillé convinrent dans les Confe-
rences tenües à la Haïe : quoi qu'ils ne
les signassent pas, par la raison qu'on a
dit, parce qu'il y en avoit quelques uns, sur
lesquels ils ne savoient pas encore la vo-
lonté expresse du Roi.

A R T I C L E I.

„ On procedera incessamment à faire une
„ bonne, ferme & durable Paix,
„ Confederation & perpetuelle Alliance
„ & amitié entre S. M. Imperiale, com-
„ me aussi entre tous & chacun des Al-
„ liez de S. M. Imperiale, & principale-
„ ment, le Royaume de la Grande Breta-
„ gne & les Seigneurs Etats Generaux
„ des Provinces Unies d'une part, & de
„ l'autre entre S. M. T. C. & ses Alliez. Et
„ comme les conjonctures presentes n'ont
„ pas permis, que S. M. I. ait préallable-
„ ment pû recevoir l'agrément & le con-
E 6 „ sen-

„sentement de l'Empire sur tout ce qui
„le regarde en plusieurs articles contenus
„dans ces Préliminaires : Elle tâchera
„d'obtenir suivant l'usage établi dans
„l'Empire, le plutôt qu'il sera possible,
„le consentement & la ratification dudit
„Empire, avant l'exécution de ces arti-
„cles qui regardent particulièrement l'Em-
„pire.

I I.

„Et pour parvenir au plutôt à ce but
„si salutaire, & pour en jouir dès à pre-
„sent, autant qu'il sera possible, on est
„convenu de ces Articles préliminaires,
„qui doivent servir de fondement aux
„Traités de la Paix Generale.

I I I.

„Premièrement, en considération & en
„conséquence de la dite bonne Paix &
„réunion sincère de toutes parts, le Roi
„T. C. reconnoitra dès à présent publi-
„quement & authentiquement, comme
„aussi après dans les Traités de Paix à
„faire, le Roi Charles III. en qualité de
„Roi d'Espagne, des Indes, de Naples,
„de Sicile, & generalement de tous les
„Etats & dépendances compris sous le
„nom de Monarchie d'Espagne, en quel-
„que

„ que partie du monde qu'ils soient si-
 „ tués : à la reserve de ce qui doit être
 „ donné à la Couronne de Portugal & au
 „ Duc de Savoye, suivant les Traités faits
 „ entre les Hauts Alliez, & de la Barrie-
 „ re que le dit Roi Charles III. doit faire
 „ tenir aux dits Seigneurs Etats Generaux
 „ des Provinces Unies, dans les Pais-Bas,
 „ selon la teneur de la Grande Alliance
 „ de l'année 1701. & de ce qui sera dit
 „ ci-après du Haut-Quartier de Gueldre,
 „ & des conventions à faire avec le dit
 „ Roi Charles III. sans en rien excepter
 „ davantage : ainsi avec tous les droits
 „ que le feu Roi d'Espagne Charles II.
 „ a possédé ou dû posséder ; tant pour lui,
 „ que pour ses heritiers & successeurs :
 „ selon la disposition Testamentaire de
 „ Philippe IV. & les pactes établis & re-
 „ çûs dans la serenissime Maison d'Au-
 „ triche..

I V.

„ Et d'autant que le Duc d'Anjou est
 „ presentement en possession d'une gran-
 „ de partie des Royaumes d'Espagne,
 „ des Côtes de Toscane, des Indes &
 „ d'une partie des Pais-Bas : il a été reci-
 „ proquement convenu, que pour assu-

„rer l'exécution desdits Articles & des
„Traités à faire & à achever dans l'espa-
„ce de deux mois, à commencer du 1. du
„mois de Juin prochain, s'il est possible,
„S. M. T. C. fera en sorte que dans le
„même terme le Royaume de Sicile soit
„remis à S. M. Catholique Charles III.
„& ledit Duc sortira en pleine seureté &
„liberté de l'étendue des Royaumes d'E-
„spagne, avec son Epouse, les Princes
„ses enfans, leurs effets, & generalement
„avec toutes les personnes qui le vou-
„dront suivre. En sorte que si ledit ter-
„me finit, sans que ledit Duc d'Anjou
„consente à l'exécution de la convention
„présente, le Roi T. C. & les Princes &
„Etats stipulans prendront de concert les
„mesures convenables pour en asseurer
„l'entier effet, & afin que toute l'Euro-
„pe par l'accomplissement desdits Traités
„de Paix jouisse incessamment d'une tran-
„quillité parfaite.

V.

„Pour en avancer l'établissement, Sa
„M. T. C. retirera dans le terme des dits
„deux mois les troupes & les Officiers
„qu'elle a presentement en Espagne, &
„aussi celles qui se trouvent dans le Royau-
„me

1709. *Et de la Paix d'Utrecht.* III

„me de Sicile, aussi bien que dans les
„autres lieux, Pais & Etats dependans
„de la dite Monarchie d'Espagne en Eu-
„rope, & des Indes, aussi tôt qu'il sera
„possible : promettant en foi & parole
„de Roi, de n'envoyer desormais au Duc
„d'Anjou, s'il refuse d'y acquiescer, ni
„à ses adhérens, aucun secours, soit de
„Troupes, Artilleries, Ammunitions de
„Guerre, ou d'argent, directement ou
„indirectement.

V I.

„La Monarchie d'Espagne demeurera
„en son entier dans la Maison d'Autri-
„che, de la maniere qu'il a été dit ci-des-
„sus, sans qu'aucune de ses parties puisse
„jamais en être demembrée, ni ladite
„Monarchie en tout, ni en partie, être
„unie à celle de France; ni qu'un seul &
„même Roi, ni un Prince de la Maison
„de France en devienne le souverain, de
„quelque manière que ce soit, par Te-
„stament, apel, Succession, Conventions
„matrimoniales, Dons, Ventes, Contrats
„ou autres voies, telles qu'elles puissent
„être : ni que le Prince qui regnera en
„France, ni un Prince de la Maison de
„France, puisse jamais regner aussi en
„Espagne.

„ Espagne, ni acquérir dan l'étendue de
„ la dite Monarchie aucunes Villes fortes,
„ places, ou Pais dans aucune partie d'i-
„ celle, principalement dans les Pais-Bas :
„ en vertu d'aucun don, vente, échange,
„ convention matrimoniale, heredité,
„ apel, succession par testament, *ab in-*
„ *testato*, en quelque forte & manière
„ que ce puisse être ; tant pour lui, que
„ pour les Princes ses enfans & frères,
„ leurs heritiers, & descendans.

V I I.

„ Specialement, que la France ne pour-
„ ra jamais se rendre maîtresse des Indes
„ Espagnoles, ni envoyer des Vaisseaux
„ pour y exercer de commerce, sous quel-
„ que prétexte que ce soit.

V I I I.

„ S. M. T. C. voulant donner des mar-
„ ques certaines du dessein qu'elle a de
„ maintenir une paix ferme & stable, & de
„ faire cesser tout ombrage de desseins,
„ consent à remettre à S. M. I. & à l'Em-
„ pire la Ville & Citadelle de Strasbourg,
„ dans l'état où elle se trouvent presente-
„ ment, avec le Fort de Kehl & ses de-
„ pendances situées des deux côtés du
„ Rhin, sans aucune repetition de fraix :

„ ou

1709. *Or de la Paix d'Utrecht.* 113

„ou dépenses : sous quelque prétexte que
„ce soit ; avec cent pièces de canon de
„bronze de différent calibre, savoir 50.
„pièces de 24. & de 12. livres de balle,
„& 50. pièces de 8. & de 4. livres, &
„les munitions à proportion : pour être
„rétablie dans les prérogatives & privi-
„leges des Villes Imperiales, dont elle
„jouïssoit avant que d'être sous la domi-
„nation de S. M. T. C. laquelle Ville
„de Strasbourg & forts seront rendus &
„évacués aussi-tôt après les ratifications
„de l'Empereur & de l'Empire, qui se-
„ront échangées à la Haïe ; & qu'il com-
„paraîtra aux portes de ladite Ville de
„Strasbourg & forts quelcun muni d'un
„plein-pouvoir de S. M. I. & de l'Em-
„pire, selon la forme accoustumée, pour
„en prendre possession.

I X.

„Que la Ville de Brisac avec son ter-
„ritoire soit évacuée par S. M. T. C. &
„remise par elle à S. M. I. & à la Mai-
„son d'Autriche, avec tous les Canons,
„Artilleries & Ammunitions de Guerre,
„qui s'y trouveront à la fin du Juin, au
„plus-tard : pour en jouïr désormais en
„toute propriété, ainsi que S. M. I. en
„a jouï

„a jöüi ou dü jöüir , en execution du
„Traité de Paix de Ryswik: avec les Ca-
„nonns , Artilleries & Ammunitions de
„Guerre , qui s'y trouvent.

X.

„S. M. T. C. possedera desormais
„l'Alsace , dans le sens literal du Traité
„de Westphalie, en forte qu'Elle se con-
„tentera du Droit de Préfecture sur les
„x. Villes Imperiales de la dite Alsace;
„sans pouvoir étendre ce droit au préjudi-
„ce des prérogatives , Droits , & privi-
„leges, qui leur compétent, comme aux
„autres Villes libres de l'Empire : pour
„en jöüir, aussi bien que des prérogatives,
„Revenus & Domaines; ainsi que sadite
„M. a dü jöüir lors de la conclusion
„dudit Traité: devant aussi être remises
„les fortifications desdites Villes, au mê-
„me état qu'elles étoient alors ; excepté
„toutefois la Ville de *Landau* , dont la
„possession & propriété apartiendront
„pour toujours à S. M. I. & à l'Empire,
„avec faculté de démolir ladite place, s'il
„est jugé à propos par l'Empereur & par
„l'Empire.

X I.

„Qu'en consequence dudit Traité de
„West-

1709. & de la Paix d'Utrecht. 115

„ Westphalie, Sa dite Maj. T. C. fera dé-
„ molir dans le temps convenu, à ses dé-
„ pens, les forteresses qu'elle a presen-
„ tement sur le Rhin, depuis Bâle jusqu'à
„ Philisbourg: nommément, *Hunningen*,
„ le *neuf-Brisac* & *Fort-Louis*, avec tous
„ les ouvrages & dependances dudit Fort,
„ tant en deçà qu'en delà du Rhin, sans
„ que jamais on puisse le rétablir:

X I I.

„ Que la Ville & forteresse de Rhinfels,
„ avec ce qui en dépend, demeureront
„ au Landgrave de Hesse-Cassel, jusqu'à
„ ce qu'il en soit convenu autrement.

X I I I.

„ La Reine de la Grande Bretagne &
„ les Seigneurs Etats Generaux souste-
„ nant, que la clause inserée dans l'Arti-
„ cle v. du Traité de Ryswik, touchant
„ la Religion, est contre la teneur de la
„ Paix de Westphalie, & que conséquem-
„ ment elle devoit être revoquée: il a été
„ trouvé bon, que cette affaire sera re-
„ mise à la negotiation de la Paix Ge-
„ nerale.

X I V.

„ Quant à la Grande Bretagne, S. M.
„ T. C. reconnoitra dès à présent, & dans
„ la

„la negotiation de ce Traité de Paix à
„faire, la Reine de la Grande Bretagne
„en cette qualité.

X V.

„Sadite Majesté reconnoitra aussi la
„Succession à la couronne de la Grande
„Bretagne dans la Ligne Protestante, ainsi
„qu'elle est établie par les Actes du Par-
„lement de la Grande Bretagne.

X V I.

„Le Roi T. C. cederà à la Couron-
„ne de la Grande Bretagne ce que la
„France possède dans l'Isle de Terre-neu-
„ve, & on restituera de la part de la Rei-
„ne de la Grande Bretagne, aussi bien
„que de la part de S. M. T. C. tous les
„Païs, Isles, Fortereses & Colonies,
„que les armes de l'un & de l'autre ont
„occupez depuis la presente guerre, en
„quelque lieu des Indes, qu'ils soyent
„situés.

X V I I.

„Sadite Majesté promet de faire raser
„toutes les fortifications de la Ville de
„Dunkerke, du port & des Risbancs, &
„ce qui en pourroit dépendre, à ses dépens,
„sans exception: en sorte que la moitié
„des dites fortifications soit rasée, & la moi-
„tié

„tié du port comblée dans l'espace de
 „deux mois : & l'autre moitié des forti-
 „fications rasée , aussi bien que l'autre
 „moitié du port comblée, dans l'espace de
 „de deux autres mois ; le tout à la satis-
 „faction de la Reine de la Grande Bre-
 „tagne & des Etats Generaux, sans qu'il
 „soit permis de rétablir ces fortifications,
 „& de rendre le port navigable à jamais,
 „ni directement, ni indirectement.

X V I I I.

„La personne qui prétend être Roi de
 „la Grande Bretagne ayant désiré de for-
 „tir hors du Royaume de France, & de
 „prévenir la demande que la Reine de la
 „Gr. Bretagne & la Nation Britannique
 „ont faite , se retirera en tel País & de
 „telle manière, que par le prochain Trai-
 „té de Paix Generale il sera convenu sur
 „les moyens dudit Traité.

X I X.

„Dans la negotiation principale du
 „Traite à faire on tâchera de convenir
 „d'un Traité de Commerce avec la Gr.
 „Bretagne.

X X.

„A l'égard du Roi de Portugal, S. M.
 „T. C. consentira qu'il jouisse de tous
 „les

„ les avantages établis en sa faveur par le
„ Traité fait entre lui & les Alliez.

X X I.

„ S. M. reconnoitra le Roi de Prusse
„ en cette qualité, & promettra de ne le
„ point troubler dans la possession de la
„ Principauté de Neufchâtel & du Com-
„ té de Vallangin.

X X I I.

„ Et quant aux Seigneurs Etats Ge-
„ neraux, S. M. leur cederà dans les
„ termes les plus précis, qu'il conviendra,
„ les places de *Furnes* & de *Furner-Am-
„ bacht*, le fort de *Knok*, y compris *Me-
„ nin* avec sa *Verge*, *Ypres* avec sa Châte-
„ lenie & ses dependances, qui seront
„ desormais *Bailleul* ou *Belle*, *Warneton*,
„ *Comines*, *Wervere*, *Poperingen*, & ce qui
„ dépend des lieux ci-dessus exprimez.
„ La Ville & Châtelenie de *Cassel* de-
„ meureroient à S. M. T. C. *Lille* avec sa
„ Châtelenie, (à l'exception de la Ville &
„ Gouvernance de *Doüai*) *Tournai*, *Con-
„ dé* & *Mauberge*, avec toutes leurs dépen-
„ dances : le tout dans l'état que sont à
„ present lesdites places; spécialement avec
„ les Canons, Artilleries & Ammuni-
„ tions de Guerre, qui s'y trouvent, pour
„ aussi

1709. *Et de la Paix d'Utrecht.* 119
„ aussi servir de Barriere avec le reste des
„ Pais-Bas Espagnols ; & particulière-
„ ment , pour avoir en toute propriété &
„ souveraineté le haut-Quartier de Guel-
„ dre , selon le 12. Article du Traité de
„ Munster , de l'an 1648. comme de tems
„ en tems ils le trouveront à propos : bien
„ entendu que s'il y a un magasin Ge-
„ neral à Tournai , on conviendra de la
„ quantité & qualité d'Artillerie & Mu-
„ nitions qui seront laissées dans ladite
„ place.

X X I I I.

„ S. M. T. C. rendra aussi toutes les
„ Villes, forts & places qu'elle aura oc-
„ cupez dans les Pais-Bas Espagnols, dans
„ l'état qu'elles sont présentement, avec
„ leurs Canons, Artilleries & Ammuni-
„ tions de Guerre : bien entendu, que si
„ depuis que les Troupes du Roi T. C.
„ sont entrées dans Namur , il s'est fait
„ quelque Magazin ou amas d'Artillerie &
„ d'Ammunitions dans ladite Ville & Châ-
„ teau , outre que pour leur défense , ils
„ seront retirés par les Officiers de S. M.
„ T. C. de concert avec ceux des Etats
„ Generaux dans le tems de l'évacuation,
„ laquelle ne pourra être retardée , pour
„ raison

„raison de cela, mais sera faite dans le tems
„qu'il sera réglé ; le tout sous condition
„expresse , que la Religion Catholique
„sera maintenue dans toutes les dites pla-
„ces rendues, lieux & dépendances, en
„la même maniere qu'elle y est établie :
„hormis que les Garnisons de l'Etat pour-
„ront exercer leur propre Religion, tant
„dans les places cedées pour l'augmenta-
„tion de la Barriere, que dans les places
„des Pais-Bas Espagnols rendües.

X X I V.

„Et afin que cette convention puisse
„sortir un plein effet, S. M. T. C. pro-
„met, de ne faire sortir dès à present, ni
„Canons, ni Artillerie, ni Ammunitions
„de Guerre, des Villes & forts, qui de-
„vront être rendus & cedés en vertu de
„ces Articles.

X X V.

„S. M. accordera auxd. Seigneurs E-
„tats Generaux , touchant leur com-
„merce , ce qui est stipulé par le Traité
„de Ryswik , & le Tarif de l'an 1664.
„la suppression des Tarifs faits depuis la
„revocation de tous Edits, Declarations,
„& Arrêts postérieurs contraires audit
„Tarif de l'an 1664. & aussi l'annulla-
„tion

1709. & de la Paix d'Utrecht. 121
,, tion du Tarif fait entre la France & les-
,, dits Seigneurs Etats Generaux le 29. Mai
,, l'an 1664. de sorte qu'il n'y aura que
,, le Tarif du 18. Sept. de l'an 1664. qui
,, aura lieu à leur égard : ensemble l'exem-
,, tion de 50. sols par tonneau sur les
,, Vaisseaux Hollandois trafiquans dans les
,, ports de France.

X X V I.

,, S. M. reconnoitra lors de la signatu-
,, re des Traités de Paix, le neufvième Ele-
,, ctorat erigé en faveur de S. A. Elect.
,, d'Hanover, de Brunswick & Lunebourg.

X X V I I.

,, Le Duc de Savoie sera remis en pos-
,, session du Duché de Savoie, du Comté
,, de Nice, & de tous les lieux & païs
,, qui lui appartiennent hereditairement,
,, & que les armes de S. M. auront oc-
,, cupés pendant le cours de la presente
,, guerre, sans aucune reserve : consentant
,, d'ailleurs que S. A. R. jouisse de tous les
,, Païs, Etats, & Places, qui lui ont été
,, cedez par l'Empereur & ses Alliez.

X X V I I I.

,, Que le Roi cede à M. le Duc de Sa-
,, voie la propriété & souveraineté des
,, Villes d'Exiles, Fenestrelles, & Chaumont,

F

,, occu-

„ occupées presentement par les armes de
„ S. A. R. aussi bien que de la Vallée de
„ Pragelas , comme aussi de tout ce qui
„ est en deça du mont Genevre & autres:
„ en sorte que desormais lesdits Monts
„ servent de Barriere & de limites entre
„ le Royaume de France & la Principau-
„ té de Piémont.

X X I X.

„ Quant aux ci-devant Electeurs de Co-
„ logne & de Bavière, leurs demandes &
„ prétentions seront remises à la negotia-
„ tion du Traité de Paix, & les dispositions
„ & Decrets de S. M. Imp. & de l'Em-
„ pire faits & emmanés durant cette guerre
„ seront soutenus à l'égard de S. A. Elect.
„ Palatine, qui restera dans la possession
„ du Haut Palatinat, du Comté de Cham,
„ & dans le rang & dignité, tout de mê-
„ me qu'elle en a été investie par S. M. Imp.
„ comme aussi à l'égard de ce qui a été
„ fait en faveur de la Ville Imperiale de
„ Donawerth, & de plusieurs autres dis-
„ positions de cette nature. Et pour ce
„ qui regarde les Garnisons, qui se trou-
„ vent ou se trouveront ci-après de la part
„ des Etats Generaux dans la Ville de *Hui*,
„ la Citadelle de *Liege*, & dans la Ville
„ de

1709. & de la Paix d'Utrecht. 123

„ de Bonne , elles y resteront jusqu'à ce
„ qu'il soit convenu autrement avec S.
„ M. Imp. & l'Empire.

X X X.

„ Et pour faire cesser tous les doutes
„ sur l'exécution desdits articles, & pour en
„ avancer l'exécution, dont dépend le ré-
„ tablissement du repos General, de la
„ confiance & amitié reciproque:

X X X I.

„ On promet, que les demandes ulté-
„ rieures que l'Empereur, la Reine de la
„ Gr. Bretagne & lesdits Sgrs Etats Ge-
„ neraux pourront faire dans la negotia-
„ tion de la Paix Generale, aussi bien
„ que le Roi T. C. ne pourront interrom-
„ pre l'armistice, dont il sera parlé
„ ci-après.

X X X I I.

„ Pour l'Empire, les quatre Cercles
„ associez, le Roi de Portugal, le Roi
„ de Prusse, le Duc de Savoie & autres
„ Alliez, il leur sera libre (outre ce qui
„ leur est accordé ci-dessus) de faire dans
„ la dite Assemblée Generale telles de-
„ mandes qu'ils trouveront convenables.

X X X I I I.

„ La Negotiation Generale se termi-

F 2

„ nera,

„nera , s'il est possible , dans le tems de
„deux mois , comme ci dessus.

X X X I V.

„Et afin que la dite Negotiation se
„puisse tant mieux faire dans le terme
„desdits deux mois , & que sur l'exe-
„tion desdits articles la Paix s'en puisse
„suivre immédiatement , il a été accordé,
„qu'il y aura une cessation d'armes entre
„les armées de toutes les Hautes Parties
„qui sont en guerre , à commencer par
„tout , dès lorsque la conclusion desdits
„Articles pourra venir à la connoissance
„desdites Hautes Parties presentement
„en guerre.

X X X V.

„Le Roi T. C. pour donner des preu-
„ves de son desir & inclination pour ter-
„miner cette languissante guerre dès à
„present , promet , aussitôt après la con-
„clusion & la ratification desdits Arti-
„cles , d'evacuer , comme ci-dessus , aux
„Païs-bas , les Villes de *Namur* , *Mons* ,
„& *Charleroi* : devant le 15. de Juin pro-
„chain , *Luxembourg* , *Condé* , *Tournai* &
„*Manbeuge* 15. Jours après : & devant
„le 15. de Juillet les Villes de *Nieuport*
„& *Furnes* , & les forts de *Knocq* &
„*Ypres* ;

1709. *Et de la Paix d'Utrecht.* 125
„Ypres; & devant l'expiration de ces deux
„mois, de raser & combler, comme on
„est convenu ci-dessus, les fortifications
„& le port de Dunkerke: se rapportant à
„l'égard de Strasbourg & du Fort de
„Kehl à ce qui est stipulé par le VIII.
„Article.

X X X V I.

„S. M. T. C. promet de même, au
„tems de la dite conclusion, & devant
„l'expiration des deux mois après, d'ex-
„cuser tout ce qui a été accordé ci-de-
„vant à l'égard des autres Alliez.

X X X V I I.

„Et en cas que le Roi T. C. exécute
„tout ce qui a été dit ci-dessus, & que
„toute la Monarchie d'Espagne soit ren-
„due & cédée au Roi Charles III. com-
„me il est accordé par ces Articles, dans
„le terme stipulé, on a accordé que la
„cessation d'armes entre les armées des
„Hautes Parties en Guerre continuera
„jusqu'à la conclusion & à la ratification
„des Traitez de Paix à faire.

X X X V I I I.

„Tout ceci servira de Base & de fon-
„dement des Traitez de Paix à faire,
„dont on fera l'extension dans les for-

„mes les plus amples, comme on a cou-
„tume de faire dans les Traitez de Paix,
„tant à l'égard de la cession, succession
„renonciation, Dependances & annexes,
„evacuation du Canon, Artillerie, &
„Ammunitions de Guerre, galères &
„Chiourmes, sans fraix ni dépens, & sem-
„blables choses.

X X X I X.

„Les ratifications des Articles préli-
„minaires ci dessus seront fournies &
„échangées de la part du Roi T. C. de
„la Reine de la Gr. Bretagne & des
„SS^{grs} Etats Generaux, avant le 15. du
„Juin prochain: de la part de l'Empereur
„le 1. Juillet suivant, & de celle de l'Em-
„pire le plus-tôt qu'il sera possible: &
„aussi-tôt après la delivrance desdites ra-
„tifications de la Reine de la Gr. Bre-
„tagne & des SS^{grs} Etats Generaux l'on
„procedera à l'execution de ce qui est
„stipulé touchant l'evacuation des places
„que S. M. T. C. doit rendre & céder
„aux Païs-Bas, comme aussi touchant la
„démolition de la Ville de Dunkerke & le
„comblement du port, & tout ce qui est
„accordé ausdites Puissances. La même
„exception aura lieu pour ce qui est sti-
„pulé.

1709. *Et de la Paix d'Utrecht.* 127
„ pulé en faveur de l'Empereur & du Roi
„ Charles III. après la ratification de S.
„ M. Imp.

X L.

„ Et pour avancer la conclusion du
„ Traité de Paix Generale, il a été con-
„ venu, que le 15. du mois de Juin prochain
„ le Congrès commencera en ce lieu de la
„ Haïe, & tous les Rois, Princes, Etats
„ Alliez & autres seront invitez, d'y envoyer
„ leurs Ministres & Plenipotentiaires; &
„ pour prevenir toutes les difficultés &
„ embaras sur le Ceremoniel, & pour avan-
„ cer d'autant-plus la conclusion de la Paix
„ Generale, ceux desdits Ministres qui
„ auront le caractère d'Ambassadeurs, ne
„ le déclareront que le jour de la signatu-
„ re des Traitez de la dite Paix. Ainsi
„ fait, convenu & signé par les Plenipo-
„ tentiaires de sa dite M. Imp. de S. M.
„ la Reine de la Gr. Bretagne, des SS^grs
„ Etats Generaux des Provinces Unies, a-
„ vec les Ministres Plenipotentiaires de S.
„ M. Très Chrêt. A la Haïe le 28. de Mai
„ 1709.

<i>Eugene de Savoye.</i>	<i>Le Prince & Duc</i>	<i>J. van Wolderen.</i>
<i>Philippe Louis Comte</i>	<i>de Marlborough.</i>	<i>Fl. B. de Rheede.</i>
<i>de Sinzendorf.</i>	<i>Thownsend.</i>	<i>A. Heinsius &c.</i>

Monf. le Marquis de Torci avoit promis en partant de la Haïe, qu'il informeroit les Alliez des intentions du Roi, pour le 4. du mois suivant. Tout le monde s'attendoit à la Ratification que S. M. T. C. donneroit de ce que ses Ministres avoient conclu en son nom ; étant bien difficile de se persuader, qu'ils eussent voulu consentir à des choses, qu'ils avoient crû que le Roi n'auroit pas approuvées. Mais on fut trompé dans cette croyance, & le Prince Eugène reçut une lettre du Marquis de Torci, écrite à Versailles du 2. de Juin, par laquelle il lui marquoit, que *selon les promesses qu'il lui avoit fait, de l'informer de la resolution du Roi à l'égard du projet de Paix, S. M. après l'avoir examiné, avoit trouvé qu'il lui étoit impossible de l'accepter, & qu'elle ordonnoit au President Rouillé, de faire savoir au plutôt aux Puissances intéressées dans la Guerre, la resolution qu'elle avoit été obligée de prendre.*

En effet le President demanda & eut une conference avec Monf. le Grand-Pensionnaire & les Deputés des Etats Generaux, dans laquelle il leur dit, que le Roi ne pouvoit ratifier quelques-uns des

Arti-

1709. *Et de la Paix d'Utrecht.* 129

Articles, dont on étoit convenu avec Mons. de Torci: & pour justifier ce refus, il repeta les raisons qu'ils avoient déjà proposées, quand on traitoit de ces Articles. Or il y en avoit cinq en particulier, savoir le x. au sujet duquel il consentoit à jouir de l'Alsace au sens literal du Traité de Munster: mais il demandoit que Landau fût échangée contre le vieux Brisac qu'il rendroit à l'Empereur. Sur le xi. Article, il ne vouloit point consentir à la demolition de Huningue, du Nouveau Brisac & du Fort-Louis. Il remettoit à de plus exactes recherches ce qui étoit exprimé dans le xxi. au sujet des places qui devoient servir de limites entre la France & la Savoie, & il demandoit de plus grands détails touchant l'accommodement des Electeurs de Cologne & de Bavière, touché dans le xxix. Enfin il lui paroissoit que ce terme de deux mois, fixé pour l'évacuation de la Monarchie d'Espagne selon le xxvii. Article, étoit trop court & même impossible dans l'exécution.

Comme on eut pressé plusieurs fois Mons. le President Roüillé de dire, s'il avoit dans ses instructions un ordre de

F 5 telle-

tellement insister sur les difficultez qu'il proposoit, qu'il n'y avoit aucune esperance d'avoir la Paix, si on ne cédoit au Roi tout ce que portoient ses demandes? Il répondit à la fin, qu'il croyoit que le Roi pourroit se relâcher sur tous les autres, pourvû qu'on changeât le xxxvii. Article. Il fut prié de proposer lui-même quelque chose qui pût servir de compensation au changement que le Roi vouloit faire à cet Article, & n'ayant rien proposé, la chose en demeura là; le Président retourna en France, & les Alliez continuerent dans la resolution de poursuivre la guerre: le monde demeurant plus qu'à demi persuadé, que les Negotiations de Mons. de Torci & du President Roüillé n'avoient eu d'autre vûe, que d'amuser le tapis & de tâcher de désunir les Alliez.

On avoit eu cette année un hyver fort rude dans les Païs-Bas, ce qui aussi bien que les Negotiations, avoient empêché les armées d'agir; on n'avoit point cependant negligé les préparatifs militaires. C'est pourquoi les esperances de la Paix étant évanouïes, les Generaux se mirent en campagne vers la fin du mois de Juin.

Mons.

1709. *de la Paix d'Utrecht.* 131

Monf. le Maréchal de Villars étoit à la tête d'une armée encore plus nombreufe que celle des Alliez. Cela non-obftant ceux-ci chercherent l'occafion d'en venir aux mains avec lui, & ne pouvans l'y attirer, ils refolurent de faire le fiége de Tournai. Cette place étoit la plus forte des Pais-Bas, & quoique Monf. de Vau-
ban eût epuifé tout fon art à la fortifier, l'appellant l'Invincible & l'imprénable: elle fut cependant prife après 27. jours de trenchée ouverte, fans que le Maréchal reüffît ni à y introduire du fecours, ni à en faire lever le fiége. Sa Citadelle encore plus forte fut emportée de même: & les Princes Eugène, & Marlborough ayans enfuite battu le Maréchal à Malplaquette près de Mons, firent encore le fiége de cette derniere place, qu'ils prirent auffi heureufement que Tournai.

Ce fut après la prife de Tournai & le gain de la bataille de Malplaquette, c'eft à dire, pendant qu'on envoyoit les troupes investir la place de Mons, que le Comte de Bergheik qui étoit dans cette Ville, écrivit une lettre au Duc de Marlborough de la teneur fuivante.

MILORD,

J'eme donne l'honneur d'envoyer un
Tambour à V. A. avec une let-
tre que le Duc d'Albe & moi Vous
avons écrite par ordre du Roi mon Maî-
tre. C'est avec le plus grand plaisir du
monde, Milord, que je me fers de cet-
occasion pour asseurer V. A. que j'ai pour
Elle tout le respét & toute la déference
possible. J'ose même lui demander la
permission d'ajouter à la lettre que nous
lui écrivons tous deux, que si S. M. la
Reine de la Grande Bretagne jugeoit
par le moyen des bons offices de V. A.
qu'il fût de l'interêt de la Nation Bri-
tannique d'y avoir egard, je suis muni
du pouvoir necessaire de la part du Roi
mon Maître, pour m'expliquer plus en
détail à telle personne & en tel endroit
qu'il plairoit à V. A. de nommer, sur
tout ce qui peut contribuer à la satis-
faction de la Reine & à l'enterêt des
Anglois, aussi bien qu'à la satisfaction
particuliere de V. A. J'ai l'honneur d'é-
crire avec le plus profond respét,

MILORD,

De votre Altesse le très-humble
& très-obeissant serviteur

Le Comte de Bergheike

Cette Lettre & les insinuations qui y sont contenües , étoient la suite des protestations que le Roi Philippe avoit faites , (peut-être de concert avec la France qui traitoit de l'abandonner) contre tout ce qui pourroit être traité, par qui que ce fût , à son desavantage : & contre tout ce qui pourroit être contraire à la possession de la Couronne , qu'il avoit sur la tête. Il declaroit de plus, qu'il ne renonçoit pas même à la prétention sur tout ce qui pourroit avoir déjà été distrait de la Monarchie d'Espagne, en faveur de qui que ce fût ; & pour faire connoître ses sentimens , particulièrement aux Puissances Maritimes, il nommoit pour Plenipotentiaires, le Duc d'Albe qui étoit alors son Ambassadeur à Paris, & le Comte de Bergh-eik , qui gouvernoit alors les finances des Pais-Bas sous le Gouvernement du Duc de Bavière.

En même tems que le Duc de Marlborough avoit reçu la susdite lettre de la part de ces deux Plenipotentiaires là , on en fit tenir une dans les mêmes termes , aux Deputez des Etats à l'armée : mais quoi qu'elles eussent été communiquées à la Reine d'Angleterre & aux Etats Ge-

neraux , par ceux à qui elles avoient été écrites , il ne fut pas j g é à propos d'y faire aucune réponse. Le Duc de Marlborough ne répondit non plus à deux ou trois lettres fort civiles , que le Marquis de Torci lui avoit écrites , simplement pour lui bien faire connoître , combien il pouvoit se promettre de plus d'un côté , si ses bons offices pouvoient contribuer à faire obtenir au Roi Philippe ce qu'il demandoit avec tant de justice & de raison ; & qu'il n'y avoit rien qu'il ne pût attendre de ce Prince , tant pour les intérêts de l'Angleterre en general , que pour sa satisfaction particulière.

Pendant qu'on pouffoit la guerre avec une vigueur qui ne put être ralentie par des offres & des insinuations , semblables à celles qu'on faisoit au Duc & aux Deputez de l'Etat , qui ne pouvoient les accepter , sans se noircir du crime de trahison : les deux Puissances Maritimes , d'Angleterre & d'Hollande conclurent à la Haye le *Traité* apellé de la *Barriere* , fameux parce qu'on y prénoit des mesures pour la seureté des Provinces Unies , & qui pourroit à même titre être apellé le *Traité du maintien de la succession à la Couronne d'Angleterre* dans.

1709. & de la Paix d'Utrecht. 135
la Ligne Protestante, parce que ce point
en est une partie aussi essentielle que
l'autre. Ce Traité fut conclu le 29.
d'Octobre & ratifié par la Reine de la
Grande Bretagne & par son Conseil, dès
qu'il y eut été porté & examiné. Mais
on l'a appelé fameux, parce que dès que
le Ministère eut changé de vûes, il ne
parut plus ni avantageux, ni honorable à
la Nation Britanique ; & le nouveau
Parlement, qui entroit dans les vûes du
Ministère, en fit un grand procès à Mi-
lord Thowfend qui l'avoit conclu, au gré
& avec l'approbation de ceux qui gouver-
noient alors.

Pour revenir aux negotiations de la
Paix, Mons. de Pettekum, Resident du Duc
de Holstein-Gottorp à la Haie, ayant de-
mandé des passeports aux Etats, pour des
Ministres qui viendroient de France re-
prendre le fil des Traités : & ne les ayant
pu obtenir, à moins qu'on ne promît que
ces Ministres apporteroient une approba-
tion du Roi de ce dont on étoit convenu,
excepté l'Article xxvii. des preliminaires,
sur lequel on vouloit bien encore traiter ;
il obtint lui-même la permission d'aller
en France solliciter cette ratification &
ouïr

ouïr ce qu'on voudroit lui dire à ce sujet. Il partit & fut environ dix jours à Paris, au bout desquels il retourna & arriva à la Haïe le 7. Decembre chargé d'un écrit de la part de Mons. le Marquis de Torci, pour être communiqué à l'Etat & aux Ministres des Alliez. Cet écrit étoit conçu en ces termes :

Monsieur de Pettekum retournant à la Haïe fera, s'il lui plait, connoître à M. le Pensionnaire, qu'il seroit impossible au Roi d'exécuter l'Article xxxvii. des Preliminaires, quand même S. M. pourroit se résoudre à les signer.

Que sans examiner les Observations à faire sur les termes & sur la forme des autres Articles, il est constant qu'ils ne furent proposés par les Alliez, il y a six mois, que dans la vûe d'empêcher les evenemens de la Campagne prête à commencer. Que les actions de la guerre pouvant changer les dispositions prochaines à la conclusion de la Paix, il étoit alors de la prudence de les prévenir.

Que cette raison ne subsistant plus, & l'hyver établissant naturellement l'armistice, sans aucune convention par écrit :

On pourroit, sans parler davantage d'Articles préliminaires, employer les trois
la

1709. & de la Paix d'Utrecht. 137
trois mois de l'hiver à traiter de la Paix
definitivement.

Qu'en supprimant la forme des ces Articles,
le Roi en laisseroit la substance: qu'on traiteroit
de la part de S. M. & de celle des Alliez
sur le fondement des conditions auxquelles elle
avoit bien voulu consentir, pour la satisfaction
de l'Empereur & de l'Empire, de l'Angleter-
re, de la Hollande & de leurs Alliez: quoi-
qu'Elle aît déclaré, que les conditions seroient
nulles, si elles n'étoient pas acceptées pendane
le tems des conferences à la Haïe.

Quelle étoit prête à reprendre la Nego-
tiation sur le même pié, à nommer des Ple-
nipotentiaires pour cet effet, & à les en-
voyer en tel lieu, dont il seroit convenu,
pour commencer à conferer avec ceux des
Alliez, le premier de Janvier prochain.

Si on consentoit d'entrer en negotiation,
le Sr. de Pettecum pourroit revenir inces-
samment, pour regler les passeports & au-
tres formalitez pour le lieu du Congrès, &
la maniere de s'y assembler.

Cet écrit ayant été communiqué aux
Etats, ceux-ci après y avoir fait les re-
flexions qu'ils trouverent bon d'y faire,
donnerent une declaration, pour faire con-
noître au public la resolution qu'ils a-
voient

voient prise à cet égard. „ Ils reconnois-
„ soient à la première vûe, qu'on y aban-
„ donnoit les fondemens, sur lesquels on
„ avoit entamé les premières negotia-
„ tions, & qui devoient servir de base
„ à une Paix Generale; puis que sans des
„ preliminaires arrêtez & convenus, tels
„ qu'avoient été ceux qu'on avoit signés
„ le 28. du mois de Mai, & qui avoient
„ été communiquez à tous les Alliez, on
„ s'embarquoit en des negociations éter-
„ nelles. Que ces Preliminaires n'ayant
„ pas été approuvés par le Roi de Fran-
„ ce, à cause principalement de l'Article
„ xxxvii. & les premières negotiations
„ ayant été rompues, on les avoit repri-
„ ses par lettres, sur de nouvelles instan-
„ ces de sa part, pour tâcher de lever
„ les difficultés qui regardoient ledit Ar-
„ ticle, soit par un equivalent, ou par
„ quelque autre moyen, & sur les pro-
„ messes qu'on donnoit, qu'il ratifieroit
„ tous les autres, dès-qu'on seroit con-
„ venu de quelque chose sur cet Article.
„ Mais comme on voyoit par le dernier
„ écrit, qu'on vouloit entrer en negotia-
„ tion, sans faire aucune mention de pre-
„ liminaires, ils declaroient que la répon-
„ se

„se ou l'écrit présenté par M. de Pette-
„kum n'étoit point satisfaisant, & qu'on
„ne pouvoit entrer en negotiation sans
„l'aveu de ces Articles: puisque s'il étoit
„vrai que le Roi les agreât tous, ex-
„cepté le xxvii. on pourroit chercher &
„convenir d'un expedient qui satisfît les
„parties interessées.

„Qu'on avoit lieu d'inferer de la ma-
„niere, dont on voyoit agir le Roi de
„France, qu'il n'étoit pas disposé d'agir
„de bonne foi, pour en venir à une Paix
„ferme & solide: & qu'on ne devoit
„avoir aucun egard aux assurances qu'il
„donnoit de ses bonnes intentions là des-
„sus; puis que les effets ne s'acordoient
„pas avec les paroles, & que son but n'é-
„toit que de semer de la jalousie & de
„la mesintelligence entre les Alliez, pen-
„dant qu'on le voyoit resolu de conti-
„nuer la guerre, ainsi qu'on l'appre-
„noit de tous côtz, & qu'on sçavoit qu'il
„faisoit des preparatifs avec plus de soin
„& d'application, que jamais.

En effet, pendant que le Roi don-
noit l'esperance aux Alliez, d'abandonner
le Roi Philipe, on sçut qu'il lui avoit
écrit, pour l'asseurer, que quoi qu'il fût
obligé

obligé de rapeller les troupes de l'Espagne, il ne devoit point s'en alarmer : puis qu'il avoit donné des ordres tels, que cet apel apparent ne nuiroit point à ses affaires. Il envoya même un Ambassadeur exprès à Madrid, qui eut ordre de ne communiquer ses commissions, qu'au Roi même : ce qu'il fit, après quoi il retourna immédiatement en France. Ce secret donna lieu de croire qu'il avoit été envoyé, pour asseurer le jeune Roi plus expressement des bonnes intentions de son Grand-Pere, & pour lui donner de vive voix des instructions de la maniere, dont il devoit se ménager en une conjoncture si delicate ; quoi qu'on voulût faire accroire au public, que l'Ambassadeur avoit été envoyé pour disposer le Roi Philippe à quitter l'Espagne.

Les Alliez n'eurent pas plus-tôt résolu de continuer la guerre, que la Cour de France trouva bon de faire de nouvelles propositions de Paix. Mons. le Marquis de Torci les envoya à Mons. Pettekum, contenües en cinq Articles : le priant par une fiere lettre du 2. de Janvier 1710. de les communiquer aux Ministres des Alliez. Le nouveau projet étoit expliqué en ces termes :

Quoi

Quoi que l'engagement que le Roi avoit pris pour la Paix, ait cessé aussi tôt que les Ennemis de S. M. ont refusé de la conclure, aux conditions qu'elle avoit bien voulu la leur offrir : elle desire toutefois si sincèrement, de contribuer au prompt rétablissement du repos de l'Europe, qu'elle consent de traiter encore aux mêmes conditions, qu'elle avoit bien voulu accorder : si les Princes & Etats actuellement en guerre contre elle veulent traiter aussi sur ce fondement, convenir d'un lieu pour les Conférences, & former une Assemblée de Ministres autorisez à traiter & à signer la Paix, dont les conditions seront.

I. A l'égard de l'Espagne, une promesse authentique de la part du Roi, de reconnoître immédiatement après la signature de la Paix, l'Archiduc Charles d'Autriche en qualité de Roi d'Espagne, & généralement de tous les Etats dependans de cette Monarchie, tant dans l'ancien, que dans le nouveau monde : à la reserve seulement des Etats & Pais, dont le Roi de Portugal & le Duc de Savoie ont stipulé le demembrement, en vertu des Traitez qu'ils ont contractez avec l'Empereur & ses Alliez : & à la reserve

serve aussi des Places, que l'Archiduc s'est engagé, de laisser aux Etats Generaux des Prov. Un. des Pais-Bas.

Une semblable promesse, non seulement de retirer tout le secours que S. M. a pû donner au Roi son petit-fils, mais encore de ne lui envoyer désormais aucune assistance, pour se maintenir sur le throne : de quelque nature que ce soit, directement ou indirectement.

Et pour gage de l'effét de cette promesse, S. M. veut bien confier aux Etats Generaux quatre de ses places en Flandres, qu'elle choisira pour les remettre entre leurs mains, & pour être par eux gardées, jusqu'à ce que les affaires d'Espagne soient terminées : comme ôtages & seureté de la parole qu'elle donnera, de ne s'interesser directement, ni indirectement, aux affaires de cette Monarchie.

Elle promettra pareillement de défendre à ses sujets sous de rigoureuses peines, de prendre parti dans les troupes du Roi Catholique : s'obligeant d'aporter une attention si vive à faire observer ces défenses, qu'aucun n'y contreviendra.

S. M. veut bien aussi consentir, que la Monarchie d'Espagne, ni aucune de ses par-

1710. & de la Paix d'Utrecht. 143
parties, ne soit jamais unie à la Monarchie
de France: & qu'aucun Prince de la Mai-
son de France ne puisse ni regner, ni rien
acquérir dans l'étendue de la Monarchie
d'Espagne, par aucune des voies qui seront
toutes spécifiées.

Les Indes Espagnoles seront comprises
dans tout ce qui sera dit au sujet de la Mo-
narchie d'Espagne, comme en composant
une partie principale: & le Roi promettra,
qu'aucun Vaisseau de ses sujets n'ira aux
Indes, soit pour exercer le commerce, soit
sous quelque autre prétexte.

II.

A l'égard de l'Empereur & de l'Empe-
re, le Roi rendra la Ville & Citadelle de
Strasbourg, au même état, où elles sont pré-
sentement.

Le fort de Kehl sera de même rendu, avec
l'artillerie spécifiée dans le VIII. Art. des
Preliminaires; la Ville de Strasbourg de-
vant désormais être rétablie dans les préro-
gatives & Privileges de Ville Imperiale, &
en jouir ainsi qu'elle en jouissoit avant que
d'être sous la domination de S. M.

Elle consentira pareillement de rendre à
l'Empereur la Ville de Brisac, avec son ter-
ritoire & l'artillerie spécifiée dans le IX. Ar-
ticle

ticle des Preliminaires, à se contenter de la possession de l'Alsace, suivant le sens literal du Traité de Westphalie & des Articles x. & xi. des Preliminaires.

A laisser à l'Empire la Ville de Landau, avec la liberté d'en démolir les fortifications.

A raser enfin celles qu'elle a fait bâtir sur le Rhin, depuis Bâle jusqu'à Philisbourg, & qui seront toutes spécifiées.

Elle consentira, que la Ville de Rhinfels soit remise au Landgrave de Hesse-Cassel.

Que le iv. Article du Traité de Ryswick soit discuté dans les Conferences.

Elle reconnoîtra l'Electeur de Brandebourg en qualité de Roi de Prusse, promettant de ne le point troubler dans la possession de Neufchâtel & de Valengin: & pareillement elle reconnoîtra le ix. Electorat erigé en faveur du Duc d'Hanover.

I I I.

A l'égard de l'Angleterre, le Roi reconnoîtra la Princesse Anne en qualité de Reine de la Grande Bretagne, & l'ordre de la succession à cette couronne, ainsi qu'il est établi dans la Ligne Protestante, suivant les Actes du Parlement.

S. M. cederà l'île de Terre-neuve, à cet-

te

1710. & de la Paix d'Utrecht. 145
te Couronne, & conviendra d'une restitution
reciproque de tout ce qui a été occupé dans
les Indes, tant de la part de la France, que
de celle de l'Angleterre, depuis la presente
guerre.

S. M. fera raser toutes les fortifications
de Dunkerke, & combler le port, avec
promesse, qu'elles ne pourront jamais être ré-
tablies.

Elle consentira pareillement au dessein
que le Roi d'Angleterre a formé de sortir
de France, aussi tôt que la Paix fera faite;
pourvu qu'il ait une entière liberté de se re-
tirer & d'aller où il voudra, & qu'il y
jouisse d'une neutralité parfaite.

I V.

A l'égard des Etats Generaux des Pro-
vinces Unies, le Roi leur cederà, pour for-
mer une Barriere, toutes les places énoncées
dans l'Article xxii. des Preliminaires, sça-
voir : Furnes, le Fort de Knok, Menin,
Ypres, Lille, Tournai, Condé & Mau-
beuge, avec les dépendances, & aux con-
ditions spécifiées par ce même article.

Quant aux places des Pais-Bas qui apar-
tiennent encore au Roi d'Espagne, le Roi
T. C. retirant ses troupes desdites places, fe-
ra en sorte qu'elles soient remises au pou-

G

voir

voir de l'Archiduc immédiatement après la signature de la Paix, S. M. confirmera ce qu'elle a ôfert aux Etats Generaux, au sujet de leur commerce; & l'Article xxv. des Preliminaires sera ponctuellement suivi.

V.

A l'égard du Duc de Savoïe, le Roi veut bien accorder les demandes que les Allies de ce Prince ont faites pour lui par les Art. xxvii. & xxviii. des Preliminaires; mais S. M. demande aussi que les Electeurs de Cologne & de Bavière soient retablis dans leurs Etats & dignitez, & leurs Ministres admis aux Conferences de la Paix, pour y defendre leurs interêts.

Enfin s'agissant d'un Traité de Paix & non d'une Treve, le tems que l'on marquera pour l'execution de ces conditions, sera suivant l'usage ordinaire des Traitez, après l'échange des Ratifications.

Sur ce fondement le Roi propose encore, d'envoyer des Plenipotentiaires, pour traiter de la Paix, & de profiter de l'espace du tems que l'hyver donne pour cet effet, avant qu'on approche de l'ouverture de la Campagne prochaine.

Si ces ôfres que S. M. veut bien faire,
ne

1710. & de la Paix d'Utrecht. 147
ne sont pas acceptez, elle declare qu'elle est
libre de tout engagement, & qu'il n'y aura
pas lieu de lui attribuer la prolongation d'u-
ne guerre qui fera répandre encore tant de
sang Chrétien.

Ce projet contenoit à la verité une
grande partie des choses qu'on avoit
demandées à la France par les Articles
Preliminaires, mais il y avoit des chan-
gemens essentiels. On ne donnoit qu'une
promesse toute simple, de procurer la
restitution de l'Espagne, & on avoit re-
trenché la clause du iv. Art. des Preli-
minaires, par laquelle le Roi s'engageoit
à prendre de concert avec les Alliez les me-
sures propres pour obliger son petit fils à cette
restitution. Outre cela on prétendoit, que
l'exécution de tout ce que le Roi promet-
toit, fût différée jusqu'à ce que le Trai-
té fût conclû & les ratifications échangées.
Cela fut cause, que les Alliez ne purent
se résoudre à y donner les mains, & qu'ils
insisterent sur l'acceptation des premiers
Preliminaires. Mons. de Pettekum en écri-
vit à Mons. le Marquis de Torci, & lui
fit connoître le peu de disposition qu'il
trouvoit dans les esprits, à se conformer
au projet qu'il lui avoit envoyé. C'est

pourquoi le Marquis récrivit positivement au Resident, qu'il pouvoit assurer ces Messieurs, que le Roi approuvoit tous les autres Articles Preliminaires, & que s'ils vouloient consentir, que ses Ministres vins-
sent conférer avec eux sur le 37. il ne doutoit pas, que ce qu'on leur proposeroit de sa part là-dessus, ne fût capable de les satisfaire : ajoutant pour explication, que les Preliminaires subsisteroient dans toute leur étendue, sans y faire d'autres changemens que ceux, que les diverses circonstances du temps l'obligeroient de faire dans le terme de l'exécution.

Après une déclaration si expresse, on ne pouvoit point refuser d'en venir à des Traitez : à moins que de donner lieu à tout le monde de croire, qu'on ne vouloit point de Paix, & qu'on cherchoit en toute manière la continuation de la Guerre. Il venoit d'arriver cependant une chose à la Cour de France, qui renouvela les soupçons, que le Roi ne pensoit pas tout de bon à rapeller son petit fils d'Espagne. Il étoit né un second fils au Duc de Bourgogne le 15. du même mois de Février, à qui selon la coutume, le Roi donna incontinent le titre de Duc d'An-

1710. & de la Paix d'Utrecht. 149
d'Anjou, qui étoit le premier titre que le
Roi Philippe avoit porté. Cependant
les protestations d'abandonner ce Prince,
étoient du 23. du même mois, qui fut la
date de la lettre qu'on avoit écrite à Mons.
de Pettekum, pour en assurer les Mini-
stres des Alliez.

Le Roi nomma pour ses Plenipoten-
tiaires dans les Conférences qu'on devoit
tenir, Mons. le Maréchal d'Huxelles &
l'Abbé de Polignac, pour lesquels on en-
voya des passeports à Paris. Ils en par-
tirent le 4. de Mars & le 8. ils arrive-
rent à Bruxelles & à Anvers, où ils ne
voulurent point s'arrêter, quoi qu'on les
eût conviez d'y tenir les Conférences,
ou en telle autre Ville du Pais Bas Espa-
gnol, qu'il leur plairoit. On supposa
qu'ils refuserent ce parti, pour ne pas don-
ner le chagrin au Roi Philipe, de traiter
de sa destitution en une place, qui étoit
encore alors sous son obéissance. Les
Etats Generaux avoient choisi pour con-
ferer avec eux, Messieurs Buis & vander
Dussen, les mêmes qui avoient déjà été
Deputez, pour traiter avec Mons. le Pré-
sident Rouillé. Ceux-ci allerent rencontrer
les Plenipotentiaires François au Moer-
dyk,

dyk, où ils entrèrent dans un yacht qui les devoit porter à Gertrudenberg, petite Ville sur les frontieres du Brabant Hollandois & le lieu que LL. HH. PP. avoient destiné aux conferences, dès que les François eurent refusé la Ville d'Anvers, où on leur ófrit dès le commencement de conférer. Ils eurent dès cette premiere entrevûe un entretien, où ils s'expliquerent reciproquement sur le sujet de leur commission. Après cette premiere conference Mess. Buis & van der Dussen, retournerent à la Haïe, pour en rendre conte: ce qu'ils firent en une assemblée, où le Duc de Marlborough, Milord Thownsend, le Comte de Sinzendorf, le Grand-Pensionnaire & les Deputez des Etats se trouverent. Ils rapporterent, que les Plenipotentiaires du Roi avoient tâché de leur persuader, que l'interêt des Alliez étoit, de faire une Paix
„ separée avec la France, à l'exclusion de
„ l'Espagne: que le Roi leur Maître étoit
„ prêt d'entrer dans tous les engagements
„ les plus solennels, & même de leur donner des Villes en ôtage, pour la sécurité de la promesse qu'il feroit, de n'assister en aucune maniere son petit-fils;
„ qu'eux

1710. & de la Paix d'Utrecht. 151

„ qu'eux Deputez leur avoient répondu ,
„ qu'ils ne croyoient pas que les Alliez
„ recevroient de bon cœur cette propo-
„ sition, après l'avoir déjà rejetée. Et com-
„ me il s'agissoit de rétablir la Maison
„ d'Autriche dans la possession du Royau-
„ me d'Espagne , où le Roi avoit placé
„ son petit-fils , ils s'attendoient à quel-
„ que chose de plus , qu'à des promesses
„ de ne s'y point opposer : tout le mon-
„ étant persuadé , que le Roi pouvoit y
„ concourir beaucoup plus efficacement ,
„ s'il vouloit veritablement l'entrepren-
„ dre , comme il l'avoit fait esperer. Que
„ les Ministres de France ayant fait sem-
„ blant d'ignorer, que le Roi eut promis
„ plus que ce qu'ils ôfroient , avoient en-
„ fin protesté , après des grandes asséu-
„ rances des sinceres intentions du Roi
„ pour la Paix , qu'il seroit impossible de
„ jamais engager S. M. à declarer la guer-
„ re à son petit-fils , où à prendre aucu-
„ ne mesure violente contre lui. Que le
„ seul moyen de procurer la Monarchie
„ d'Espagne au Roi Charles , étoit d'en
„ donner une partie au Roi Philipe , &
„ qu'en lui cedant les Royaumes de Na-
„ ples & de Sicile, on pourroit le dispo-

„fer à ceder le reste à l'Archiduc. Que
„c'étoit là le seul expedient qu'il y eût,
„pour prévenir une plus grande effusion
„de sang: & que comme le sort des ar-
„mes étoit incertain, il pourroit bien
„arriver, que les Alliez seroient obligez
„de faire la Paix à de pires conditions
„pour eux. Qu'eux Deputez ayant re-
„présenté, que ce partage étant contraire
„aux Traitez que les Alliez avoient faits
„entr'eux, & aux Articles Preliminaires,
„dont on étoit convenu à la Haïe, ils
„n'étoient envoyez que pour entendre,
„quel equivalent ils avoient à proposer
„au lieu du xxxvii. Article de ces Pre-
„liminaires, duquel le Roi n'étoit pas
„content: n'ayans d'ailleur point de pou-
„voir d'entrer en discussion d'autres ma-
„tières; sur quoi leur Conference s'étoit
„terminée.

Ce resultat de la premiere Conferen-
ce, (après laquelle les Plenipotentiaires
François envoyerent de leur côté un Cour-
rier à Paris) fut communiqué aux Mini-
stres de tous les Alliez qui étoient à la
Haïe: ils furent priez en même tems, de
s'employer vivement auprès de leurs Maî-
tres, afin qu'on fût de bonne heure en
état.

1710. & de la Paix d'Utrecht. 153
état d'entrer en campagne, & d'obtenir
par la force ce qu'on avoit lieu de dou-
ter qu'on pût obtenir par la voie de Ne-
gotiation. Celle-ci avoit été en quelque
façon rompue par l'arrivée de Mess. Buis
& van der Dussen à la Haïe, lors que le
18. du même mois de Mars il y arriva un
Courier, dépêché par les Plenipotentiaires
François qui étoient restez à Gertruden-
berg, par lequel ceux-ci faisoient sçavoir
aux Deputez d'Hollande, qu'ils avoient
reçu les réponses du Roi à leurs dépêches,
demandans qu'il leur fût permis de venir
eux-mêmes à la Haïe, ou qu'on renvoyât
les Deputez des Etats à Gertrudenberg,
pour y continuer la Negotiation.

Les Deputez retournerent à Gertru-
denberg le 20. & les deux jours suivans
ils eurent de nouvelles Conferences avec
les Plenipotentiaires François, lesquelles
n'aboutirent qu'à repeter les mêmes pro-
positions d'un Traité séparé, & les assen-
sances que le Roi n'assisteroit point son
petit-fils. Après quoi ils vinrent à des plans
de partage, & proposerent qu'on laissât
Naples & Sicile au Roi Philippe, ou en
échange le Royaume d'Arragon: ou bien,
si cela paroïssoit trop dur, que ce Prince

se contentât des Royaumes de Sicile & de Sardaigne, & des places Espagnoles, qui sont sur les Côtes de Toscane. Les Deputez ayans temoigné leur surprise de ce qu'on ne traitât point du sujet, pour lequel on avoit entrepris la negotiation, sçavoir de l'equivalent pour le xxxvii. Article, protesterent, qu'ils n'avoient aucun ordre ni autorité de traiter de partage. Sur quoi les Conferences finirent, & les Deputez retournerent à la Haïe, pendant que les François dépêcherent un Courier à Versailles; aubout de quelques jours ils donnerent avis de son retour. Ce retour donna lieu à d'autres Conferences qui se tinrent le 7. & le 8. d'Avril. Les Ministres François parurent se relâcher sur la cession de la Sicile & de la Sardaigne : mais ils insisterent sur le Royaume de Naples & sur les places de Toscane, ou bien sur le Royaume d'Arragon. Comme on leur donnoit la même negative, ils demanderent, quelle seureté les Alliez prétendoient donner au Roi pour l'exécution de ce qu'ils promettoient eux-mêmes par les Preliminaires ? Cette defaite parut recherchée, dans la vûë de brouiller la Negotiation : d'autant qu'eux mêmes

1710. & de la Paix d'Utrecht. 155
mes ne s'étoient jamais voulu expliquer
sur celle qu'on demandoit au Roi, de-
mande, qui étoit bien plus à propos, que
la leur. Cela fut cause que les Deputez
des Etats leur dirent positivement, qu'on
*romproit les Conferences, s'ils ne donnoient pas
une declaration pleine & distincte sur ce qui
étoit le sujet principal du Traité, sans pas-
ser, comme ils faisoient à toute heure, à de
nouvelles propositions.* Les François excu-
ferent leur délai sur ce que le Roi at-
tendoit d'Espagne les dernieres resolu-
tions du Roi Philipe, sans quoi il ne
pouroit rien conclurre: promettans de
dépêcher de nouveau un Courier, pour
avoir les derniers ordres de S. M.

Le rāport que les Deputez firent aux
Ministres des Alliez, leur fit juger, que
les François n'avoient aucune veritable
envie de rien conclurre: c'est pourquoi
le Prince Eugène & le Duc de Marl-
borough prirent les dernieres resolutions
d'ouvrir la Campagne, & après avoir
concerté avec les Etats, qu'elles en se-
roient les operations, ils partirent tous
deux de la Haie dés le 15. du même
mois, pour se rendre à Tournai, qu'on
avoit marquée pour le rendés-vous des

Troupes; celles-ci s'étant mises en campagne, forcerent les Lignes des François, & investirent la Ville de Douai. On se flatoit, que ces dispositions obligeroient les Plenipotentiaires de France à donner quelque réponse: & les Deputez des Etats s'étant de nouveau rendus à Gertrudenberg le 24. à la requisition expresse des François, ils leur demanderent, si avec leur dernier Courier ils avoient reçu de nouvelles instructions sur la grande affaire, pour laquelle ils étoient venus? Les François repondirent, qu'ils n'avoient rien à offrir que ce qu'ils avoient offert, & qu'eux-mêmes y attendoient la réponse des Alliez. On peut croire, qu'une telle reponse ne fut pas reçue sans quelque ressentiment de la part des Deputez, qui leur témoignèrent d'une maniere un peu vive, qu'ils s'étonnoient de ce qu'après tant de promesses & de declarations positives, que le Roi proposeroit un expedient au sujet du xxxvii. Article (le seul dont on n'étoit pas encore d'accord) on n'offroit rien qu'un partage de la Monarchie d'Espagne, à laquelle il vouloit, qu'on crût qu'il avoit renoncé.

Le jour suivant les Deputez furent prendre congé des Ministres François,
en

leur declarans , que puisque la Campagne étoit commencée , & que les Conférences n'avoient rien produit , pour en venir à une Paix , ils croyoient qu'il étoit inutile de les continuer davantage. Les François leur répondirent , qu'ils avoient fait plusieurs ouvertures suffisantes, (si on les en avoit voulu croire) pour avancer la Paix : & qu'ils s'étonnoient eux-mêmes de ce que les Alliez , après les avoir toutes désapprouvées, ne propofoient rien de leur chef pour le même effet. Ils demanderent ensuite par écrit ce qu'on venoit de leur dire de bouche, & le congé qu'on sembloit leur donner: mais les Deputez le refusèrent , ne doutans point de l'usage qu'apparemment les François en voudroient faire, sçavoir de persuader par là au Monde, & particulièrement à leurs sujéts , qu'il n'avoit pas tenu au Roi de faire la Paix, & qu'on devoit attribuer aux Alliez la continuation de la guerre, qui étoit cause que les Peuples étoient si surchargés: les Deputez de l'Etat étant retournés à la Haïe , & les Plenipotentiaires de France ayant dépêché un nouveau Courier au Roi sur cet incident, on attendit encore son retour, pour voir, si les progres que

les armes des Alliez avoient faits , ne changeroient rien dans les mesures de la Cour de France. Celui-ci étant de retour dès le 3. de Mai, les Ministres de France écrivirent dès le lendemain à Mons. Pettekum à la Haïe la lettre suivante.

Nous souhaiterions que nos Conférences eussent produit la Paix, mais comme nous n'avons pas ordre de faire aucune autre proposition, que celles que nous avons déjà faites, nous attendons en patience, que les Deputez nous viennent trouver, pour s'expliquer plus ouvertement, qu'ils n'ont fait jusqu'ici, ou pour nous congédier: ou que du moins Mons. le Grand-Pensionnaire nous envoie un ordre de nous retirer.

Le Resident ayant communiqué cette lettre aux Etats Generaux, & ceux-ci aux Ministres de l'Empereur & de la Reine d'Angleterre, en une Assemblée qui se tint le 9. de Mai, il fut prié de répondre „ en leur nom, que puis que ces Messieurs n'avoient plus rien à proposer, „ & que les Alliez n'avoient point d'autre „ proposition à faire, les Conférences devenoient inutiles en effet. Mais on le pria „ d'éviter de parler d'aucun congé, qu'il „ parut qu'on donnoit aux Plenipotentiai-

1710. & de la Paix d'Utrecht. 159
res de France. Il le fit par une réponse
du 9. de Mai, à laquelle les Ministres du
Roi de France repliquèrent dès le lende-
main par une autre, conçue en ces ter-
mes :

MONSIEUR,

Nous avons reçu la lettre, que vous avez
pris la peine de nous écrire le 9. de
ce mois, par la direction du Grand-Pensio-
naire des Etats, & même de tous les Mi-
nistres des Alliez : dans laquelle vous nous
dites, qu'ils ne veulent plus donner de ré-
ponse à aucune de nos propositions, ni con-
ferer avec nous. Nous sommes fort chagrins
de voir, que malgré toutes les avances que
le Roi nôtre Maître a faites pour procurer
la Paix, ils la refusent si opiniâtement.
Puisque donc ces Messieurs ont jugé à propos de
rompre les Negotiations, nous nous disposons
à partir, & nous vous prions de remercier
Mess. Buis & van der Dussen de leurs ci-
vilités. Nous nous souviendrons toujours
d'eux avec plaisir, & vous aurez la bonté
de les bien assurer de nôtre gratitude. Nous
sommes &c.

De Gertrudenberg le 10. Mai.

HUXELLES.
POLIGNAC.

Après une Declaration si expresse on crut, que toute la Negotiation étoit rompue, d'autant plus que les Ministres François faisoient effectivement embaler leurs bagages. Mais ayans reçu un nouveau Courier de Versailles le 14. du mois, ils en donnerent avis à Monf. de Pettekum, le prians d'engager les Etats à renvoyer encore une fois leurs Deputez à Gertrudenberg. Il y eut quelque difficulté à persuader Monf. le Comte de Sinzendorf de demeurer à la Haïe. Il vouloit assister à ces nouvelles Conférences. Mais enfin les Deputez étant retournez seuls le 23. de Mai au lieu des Conférences, ils en revinrent à la Haïe le 26. & rendirent conte aux Etats, en présence des Ambassadeurs de l'Empereur & de la Reine, de cette nouvelle entrevûe. „ Ils re-
„ presenterent, que les Ministres Fran-
„ çois, après avoir fort exagéré les bon-
„ nes & sinceres intentions du Roi pour
„ la Paix, leur avoient dit, que S. M. se
„ desistoit de sa pretention sur Naples, &
„ qu'il se contenteroit des Royaumes de
„ Sicile & de Sardaigne, & des Places sur la
„ côte de Toscane. Sur quoi eux Depu-
„ tez leur ayant demandé, quelle seureté
„ le

1710. *Et de la Paix d'Utrecht.* 161

„le Roi donneroit de ce qu' (en cas qu'on
„lui accordât sa demande) le Duc d'An-
„jou cederait l'Espagne & les Indes au
„Roi Charles, & quel moyen on auroit
„pour s'en assurer la possession: l'intention
„des Alliez étant, de faire une Paix Ge-
„nerale, & de mettre bas les armes, &
„non pas simplement de s'accorder avec
„la France en particulier? Que sur ce
„chapitre ils n'avoient rien répondu de
„précis, n'ayans fait que biaiser; en for-
„te qu'eux Deputez n'avoient pu s'em-
„pêcher de leur dire, qu'on voyoit de
„plus en plus, que la Cour de France
„n'entretenoit cette Negociation sur pié,
„que pour animer le Peuple à supporter
„plus patiemment le fardeau de la guer-
„re, & non par un veritable desir d'en
„venir à la Paix. Qu'ainsi les Alliez se-
„roient à la fin obligez, de rompre toute
„conference avec eux, pour ne pas don-
„ner lieu à des jalousies qui en pouvoient
„naître. Sur quoi les François (faisans
„toujours ferme sur les bonnes intentions
„du Roi) dirent qu'ils envoyeroient un
„autre exprès à la Cour, avec la relation
„de ce qui s'étoit passé dans cette derniè-
„re Conference.

Les

Les Deputez étant de retour à la Haïe, & ayant fait la relation de ce qui s'étoit passé entr'eux & les Plenipotentiaires du Roi de France, il ne fut pris aucune resolution sur ce sujet, par ce qu'on voulut encore attendre jusqu'à ce que ceux-ci eussent reçu les ordres, qu'ils disoient attendre de S. M. En effet il leur arriva un Courier le 6. de Juin : aussitôt ils déchérèrent une lettre à Mons. de Pettekum, avec une enclose pour Mons. le Grand-Pensionnaire qu'ils prioient, de faire en sorte, que Mess. Buis & vander Dussen retournassent encore une fois à Gertrudenberg. Le Comte de Sinzendorf fit de nouvelles instances pour aller avec eux, & ce ne fut que par le conseil du Prince Eugène, qu'il s'en desista, en consideration de ce que la Reine de la Grande Bretagne ne demandoit rien de semblable pour son Ministre : quoi qu'elle contribuât autant qu'aucun autre des Allies à la continuation de la guerre, persuadée des bonnes intentions des Etats Generaux, auxquels on avoit confié cette Negotiation preliminaire. Dans les nouvelles Conferences qui se tinrent le 15. & 16. de Juin, après l'arrivée des
De-

1710. & de la Paix d'Utrecht. 163

Deputez à Gertrudenberg , les Plenipotentiaires François declarerent , que le „ Roi étoit si bien intentionné pour la „ Paix, qu'afin de la procurer, il renon- „ çoit aux places Espagnoles sur la Côte „ de Toscane , qu'ils avoient demandées „ dans les dernieres Conferences , & „ qu'il se contenteroit de la Sicile & de „ Sardaigne pour le Roi Philipe. Que „ S. M. T. C. employeroit toute sorte de „ moyens , pour engager son petit-fils à „ recevoir ce partage ; mais que cela de- „ mandoit du tems , & que si ce Prince „ ne vouloit pas y consentir , (quoi que „ le Roi ne pût se résoudre à lui declarer „ la guerre) S. M. fourniroit une som- „ me d'argent , pour contribuer aux fraix „ de celle qu'on feroit contre lui , pour „ l'obliger à ceder l'Espagne & les Indes „ à la Maison d'Autriche.

Ces propositions , qui ne differoient en rien d'important de celles qu'on avoit tant de fois rejetées, ne furent pas jugées plus recevables que les autres. Les Deputez les ayant raportées à leur retour, & Mons. Pettekum voulant aller à Gertrudenberg , sous couleur d'y traiter quelques affaires particulieres avec les Ministres Fran-

François, on le pria de leur donner pour réponse à ce qu'ils avoient proposé en dernier lieu, que „l'offre du Roi, de contribuer une somme d'argent pour les „fraix de la guerre, & pour obliger le „Duc d'Anjou à céder la Monarchie d'Espagne (en cas qu'il ne voulût pas se „contenter de la Sicile & de la Sardaigne) ne pouvoit être accepté par les „Alliez : & cela pour plusieurs raisons, „dont l'une étoit, que cela produiroit „une Paix séparée, & point Generale, que „les Alliez avoient toujours eu en vûe; „en second lieu, que les Alliez persistoient à demander l'évacuation de „l'Espagne & des Indes, suivant les Articles Preliminaires : & que si ce fondement étoit admis, les Alliez consentiroient volontiers à négotier sur les autres Articles.

Les François n'avoient rabâtu à faire cette proposition de donner de l'argent, pour faire la guerre au Roi Philipe, que parce qu'étant pressés de se déclarer sur les mesures, que le Roi leur maître entendoit qu'on prît avec les Alliez, pour obliger son petit-fils à céder l'Espagne : & de dire, si pour obtenir cet effet, il vou-

droit

1710. & de la Paix d'Utrecht. 165
droit joindre ses forces aux leurs? ils avoient
fait naître mille difficultez sur la manie-
re & la possibilité de cette jonction, sçavoir,
comment & qui regleroit les forces, qu'il
faudroit employer pour reduire l'Espa-
gne & les Indes? quelle portion cha-
cun y devoit contribuer? si on agiroit
conjointement ou séparément? qui auroit
le commandement de ces forces? & d'au-
tres questions semblables, qui en effet
rendoient la chose peu praticable: quand
particulièrement il y auroit lieu de crain-
dre, que l'une des parties n'y entrât pas
de bonne foi. Ils proposerent à la veri-
té, que le Roi, pour prevenir ces embarras,
pourroit contribuer une certaine somme
d'argent, sans entrer en aucun engage-
ment ulterieur; mais on avoit repliqué
à cela, qu'il n'étoit pas moins difficile
de determiner cette somme. Car qui
pouvoit sçavoir, à quoi monteroient les dé-
penses de la guerre? combien de tems elle
pouvoit durer? à quels termes & lieux
se feroit le payement des sommes, qu'on
ôfroît de la part de la France? à quel-
le proportion, & à quel besoin? qui re-
gleroit ces sommes? si ce seroient les Al-
liez? & en cas que le Roi negligéât ou
re-

refusât de s'y soumettre, quels moyens il y auroit de l'y contraindre? Les François avoient à la verité répondu sur ce dernier Article, que les plus riches Banquiers de Paris s'engageroient pour cela. Mais la chose n'en devenoit pas plus assurée, ni plus facile. Car quand-même ces Messieurs auroient de bonnes intentions, les affaires du Roi devenant mauvaises, ou la Cour les faisant telles, ils manqueroient eux-mêmes à leurs promesses, par une veritable necessité & impuissance, sans qu'il restât aux Alliez aucun moyen d'y remedier.

Comme les Ministres de France ne répondoient point aux propositions qu'on leur avoit fait faire par Mons. de Pettekum, Mess. Buis & vander Dussen, eurent ordre d'envoyer un exprès à Gertrudenberg, pour les solliciter de s'ouvrir au plutôt là-dessus. Leur réponse fut en propres termes : qu'en vertu de leur pouvoir & de leurs instructions, ils étoient toujours en état d'expliquer les sentimens du Roi leur Maître, & qu'ainsi ils prioient lesdits Deputés, de s'aboucher encore une fois avec eux. Il y'avoit lieu de croire, qu'ayant tant de fois fait la même promesse,

1710. & de la Paix d'Utrecht. 167

messe, ils ne s'en acquiteroient pas mieux cette fois ci, que les autres. Cependant on consentit à cette nouvelle conference, mais avec des ordres précis aux Deputez, *d'insister sur une réponse claire & positive aux Articles, que Mons. de Pettekum leur avoit communiquez.* Le 31. de Juin fut le jour de cette derniere conference qui dura quatre heures, & qui eut le même succès que les précédentes. Il y eut même quelque chose de pire, sçavoir que les Deputez Hollandois reconnurent de plus en plus, que la conduite que les François tenoient, ne pouvoit être prise que pour un emploi illusoire, pour gagner du tems & pour amuser les Alliez: ce sont à peu près les mêmes termes, auxquels ils s'expliquerent vers les Plenipotentiaires de France. Mons. l'Abbé de Polignac haussant la voix, se mit à accuser les Hollandois d'ingratitude envers la Couronne de France, qui, à ce qu'il dit, avoit été leur principal appui, lors qu'ils avoient secoué le joug de l'Espagne. Ce qui fit qu'on se separa avec aigreur & avec peu de satisfaction de part & d'autre.

Il plut cependant aux Ministres de France de proposer, d'envoyer encore un
cou-

courier au Roi, pour lui donner part de cette resolution inflexible des Alliez, à refuser toute sorte de partage & les ôfres d'argent qu'ils leur avoient faits de la part de Sa Maj. On les pria de le faire & de solliciter les dernières declarations du Roi, le plutôt qu'il seroit possible: & l'on sçut, que le Courier étant arrivé à Versailles, ne s'y étoit arrêté que deux ou trois heures & qu'il avoit été immédiatement renvoyé; ses dépêches n'ayant eu besoin d'un plus long-tems pour être formées. Après son retour, les Plenipotentiaires de France écrivirent une longue lettre au Grand-Pensionnaire, datée du 10. de Juillet, par laquelle ils lui notifioient leur départ, s'excusans sur la rupture des Conférences. Pour ne rien imposer, on donne ici leur lettre, telle que les États voulurent bien, qu'elle fut rendue publique, aussi bien que la réponse de ceux-ci.

MONSIEUR,

„ Vous savez, que nous avons consenti
„ à tout ce que Mess. les Deputez
„ nous avoient proposé, sans qu'on puisse
„ dire, que nous ayons varié sur quoi que
„ ce puisse être; encore moins que nous
ayons

„ayons retracté les paroles que nous au-
 „rions données par l'ordre du Roi nôtre
 „Maître, dans la vûe de parvenir à la
 „Paix si neccessaire à toute l'Europe.

„Messieurs les Deputez n'en ont pas
 „jugé de même. Vous n'avez point oublié
 „ce qui s'est passé entr'eux & nous, de-
 „puis le commencement de la Negotia-
 „tion. Trouvez bon, Monsieur, que
 „nous vous remettions devant les yeux
 „les propositions nouvellement inven-
 „tées, injustes & impossibles dans leur
 „exécution, que ces Messieurs, pour tou-
 „te réponse aux nôtres, nous firent dans
 „nôtre dernière conference. Ils nous di-
 „rent:

„Que la resolution de leurs Maîtres &
 „de leurs Alliez étoit de rejeter absolu-
 „ment tout offre d'argent de la part du
 „Roi, pour les aider à soutenir la guer-
 „re d'Espagne, de quelque nature qu'el-
 „le puisse être, & quelque leureté que
 „S. M. voulût donner pour le paye-
 „ment.

„Que la Republique & ses Alliez pré-
 „tendoient obliger le Roi nôtre Maître
 „à faire seul la guerre au Roi son petit-
 „fils, pour le contraindre de renoncer à la

H

„Cou-

„Couronne , & que sans unir leurs for-
„ces à celles de S. M. il falloit que ce
„Monarque fût depossédé de l'Espagne
„& des Indes , dans le terme de deux
„mois.

„Que ce terme étant expiré, sans que
„le Roi Catholique fût réellement chassé
„de son throne , la Treve dont les Al-
„liez seroient convenus avec le Roi nô-
„tre Maître , cesseroit & qu'ils repren-
„droient les armes contre S. M. quoi
„qu'elle eût executé toutes les autres con-
„ditions, contenues dans les Articles pre-
„liminaires.

„Qu'avant que de les signer, ils vou-
„loint bien , moyenant l'engagement ci-
„dessus , s'expliquer positivement sur le
„partage, sur ce qu'ils consentiroient de
„laisser au Roi d'Espagne, & qu'ils fa-
„ciliteroient même les moyens de con-
„venir des demandes ultérieures.

„Qu'enfin ils pourroient permettre
„comme une grace, que les troupes qu'ils
„ont en Portugal & en Catalogne, con-
„courussent avec celles de France pen-
„dant l'espace de deux mois , pour faci-
„liter la conquête de l'Espagne & des
„Indes, que S. M. seroit obligée de fai-

„re

1710. & de la Paix d'Utrecht. 171

„re en faveur de l'Archiduc ; mais qu'auf-
„si-tôt que ce terme seroit expiré , ces
„mêmes troupes des Alliez cesseroient
„d'agir & que la Trêve seroit rompue.

„Nous representames à Mess. les De-
„putez, que ces propositions étoient con-
„tradictoires , tant à celles qu'ils nous
„avoient toujours faites , qu'aux Articles
„iv. & v. des Preliminaires, auxquels l' Art.
„xxxvii. qu'il s'agissoit entre nous de
„regler , étoit relatif.

„Quant à la manière d'asseurer aux
„Alliez l'Espagne & les Indes , ils nous
„dirent , que la concession d'un partage,
„dont ils s'expliqueroient dans la suite ,
„& qu'ils n'ont point encore déclaré , les
„mettoit en droit d'exiger plus à présent,
„que ne portoient les Articles iv. & v.

„Nous leur répondimes par une raison
„sans replique , en leur demandant , si
„dans toutes nos conferences il n'avoit
„pas été question d'un partage , & si sur
„ce fondement ils avoient jamais exigé
„de nous autre chose , que les mesures
„de concert & l'union des forces.

„Messieurs les Deputez ne le nierent
„pas , car ils ne pouvoient le nier : mais
„ils nous dirent , que s'ils avoient pro-

„posé les mesures de concert & l'union
„des forces , ils ne le faisoient plus :
„qu'ils avoient ordre de nous le déclarer
„au nom des Alliez , & de nous dire ,
„qu'ils prétendoient en un mot (soit
„que le partage fût accepté , soit qu'il
„ne le fût pas) recevoir des mains du
„Roi nôtre Maître la Monarchie d'Espa-
„gne & des Indes , en lui laissant le soin
„d'employer seul les moyens , ou de per-
„suasions , ou de contrainte , quelle des
„deux il jugeroit la plus efficace pour
„mettre actuellement l'Archiduc en pos-
„session de ses Etats, dans l'espace de deux
„mois.

„Un desaveu si formel de toute la con-
„duite passée & de toutes les demandes
„faites de la part des Alliez , aussi-bien
„que le refus de tout ce qui étoit possi-
„ble de la nôtre , marquent assez , Mon-
„sieur, un dessein formé de rompre toute
„negotiation.

„Pour avoir la réponse du Roi nôtre
„Maître à ces nouvelles demandes jus-
„qu'à présent inouïes , & dont l'accom-
„plissement est hors de son pouvoir , il
„étoit inutile , de nous donner le terme
„de 15. jours.

„II

„ Il-y-a long tems, que S. M. a fait con-
 „ nôtre, qu'elle accorderoit pour le bien
 „ d'une paix definitive & feure, les con-
 „ ditions dont l'execution dependra d'elle;
 „ mais elle ne promettra jamais ce qu'elle
 „ ſçait lui être impossible d'exécuter. Si
 „ toute eſpérance de parvenir à la Paix
 „ lui eſt ôtée par l'injuſtice & l'obſtina-
 „ tion de ſes ennemis, alors ſe confiant
 „ à la protection de Dieu, qui ſçait hu-
 „ milier, quand il lui plait, ceux qu'une
 „ proſperité inelſpérée élève, & qui ne
 „ content pour rien les malheurs publics,
 „ & l'effuſion du ſang Chrétien: Elle
 „ laſſera au jugement de toute l'Europe,
 „ même à celui de l'Angleterre & de la
 „ Hollande, à reconnoître les véritables
 „ auteurs de la continuation d'une guerre
 „ auſſi ſanglante.

„ On verra d'un côté les avances que
 „ le Roi nôtre Maître a faites, le conſen-
 „ tement qu'il a donné aux propositions
 „ les plus dures, & les engagements que
 „ S. M. conſentoit de prendre, pour lever
 „ toute défiance & pour avancer la Paix.

„ D'autre part on pourra remarquer
 „ une affectation continuelle à ſ'expliquer
 „ obſcurément, afin d'avoir lieu de pré-

„tendre toujours au de là des conditions
„accordées ; en sorte qu'à peine nous a-
„vions consenti à une demande, qui de-
„voit être la dernière, qu'on s'en desi-
„stoit pour en substituer une autre plus
„exorbitante.

„On remarquera aussi une variation
„reglée seulement, ou par les evenemens
„de la guerre, ou par les facilitez que le
„Roi nôtre Maître apportoit à la Paix.
„Il paroît même par les lettres que Mes-
„sieurs les Deputez nous ont écrites, qu'ils
„n'en disconviennent pas.

„L'année dernière les Hollandois &
„leurs Alliez regardoient comme une in-
„jure, qu'on les crût capables d'avoir
„demandé au Roi, d'unir ses forces à
„celles de la Ligue, pour obliger le Roi
„son petit-fils à renoncer à sa couronne.
„Ils prénoient à témoins les Preliminai-
„res mêmes, qui ne parlent que de pren-
„dre des mesures de concert. Depuis ils
„n'ont fait aucune difficulté de l'exiger
„hautement.

„Aujourd'hui ils pretendent, que S.
„M. s'en charge seule, & ils osent dire,
„que si auparavant ils se contentoient de
„moins, leur intérêt mieux connu les
„porte

„porte à ne plus s'en contenter. Une
„pareille declaration, Monsieur, est une
„rupture formelle de toute negotiation,
„& c'est après quoi les Chefs des Alliez
„soupirent.

„Quand nous demeurerions plus long
„tems à Gertrudenberg, quand même
„nous passerions des années entières en
„Hollande, nôtre séjour y seroit inuti-
„le; puis que ceux qui gouvernent la Re-
„publique, sont persuadez, qu'il est de
„leur intérêt de faire dépendre la Paix
„d'une condition impossible.

„Nous ne pretendons pas leur persua-
„der de continuer une negotiation, qu'ils
„veulent rompre. Et enfin quelque de-
„sir qu'eût le Roi nôtre Maître de pro-
„curer le repos à ses Peuples, il fera
„moins fâcheux pour eux de soutenir la
„guerre, dont ils sçavent que S. M. vou-
„loit acheter la fin par de si grands sacri-
„fices contre les mêmes ennemis, qu'elle
„à depuis dix ans à combattre, que d'y
„ajouter encore le Roi son petit-fils, &
„d'entreprendre imprudemment de faire
„en deux mois la conquête de l'Espagne
„& des Indes, avec l'assurance de re-
„trouver après ce tems expiré, ses enne-

„ mis fortifiez par les places qu'elle auroit
„ cedées , & par consequent en état de
„ tourner contr'elle les nouvelles armes ,
„ qu'elle auroit mis entre leurs mains.

„ Voilà, Monsieur, la réponse positi-
„ ve, que le Roi nous a donné ordre de
„ vous faire aux nouvelles propositions
„ de Messieurs les Deputez. Nous la fai-
„ sons au bout de 6. jours, au lieu de 15.
„ qu'ils nous avoient accordez comme
„ une grace. Cette diligence servira du
„ moins à vous faire connoître, que nous
„ ne cherchons point à vous amuser, &
„ que si nous avons demandé souvent des
„ conferences, ce n'étoit pas pour les
„ multiplier sans fruit, mais pour ne rien
„ omettre de tout ce qui pourroit nous
„ conduire à la Paix.

„ Nous passons sous silence les procé-
„ dez qu'on a tenus envers nous, au mé-
„ pris de nôtre Caractere. Nous ne vous
„ disons rien des libelles injurieux, rem-
„ plis de faussetez & de calomnies, qu'on
„ a la flé imprimer & distribuer pendant
„ nôtre séjour, afin de mettre de l'aigreur
„ dans les Esprits, qu'on travailloit à re-
„ concilier. Nous ne nous plaignons pas
„ même de ce que contre la foi publique

„ &

1710. *Et de la Paix d'Utrecht.* 177

„ & au préjudice de nos plaintes si sou-
„ vent reiterées , on a ouvert toutes les
„ lettres que nous avons , ou reçues , ou
„ écrites. L'avantage qui nous en re-
„ vient , c'est que le pretexte dont on
„ couvroit tant d'indignitez , s'est trou-
„ vé mal-fondé. On ne peut pas nous
„ reprocher , d'avoir tenté la moindre pra-
„ tique contraire au droit des Gens, qu'on
„ violoit à nôtre égard. Et il est sensible,
„ qu'en empêchant, qu'on ne vînt nous
„ rendre visite dans nôtre espece de pri-
„ son , (ce qu'on craignoit le plus) étoit ,
„ que nous ne decouvrissions des veritez
„ qu'on vouloit tenir cachées.

„ Nous vous prions, Monsieur, de vou-
„ loir donner à nôtre exprès la réponse
„ qu'il a ordre d'attendre : ou si vous ne
„ voulez point répondre, de lui donner un
„ certificat, comme vous avez reçu cette
„ lettre. Nous sommes très parfaite-
„ ment

MONSIEUR,

*Vos très-humbles & très-
obeïssans serviteurs*

HUXELLES.

L'ABBE DE POLIGNAC.

H 5

Si

Si on n'avoit pas rendu publique cette lettre, il seroit difficile de se persuader, qu'on eût pû proposer de la part des Ambassadeurs de France tant de choses, dont tout le monde sçavoit le contraire : & qu'on eût prétendu les faire accroire à ceux-là même, qui étoient les mieux instruits de la verité, par la seule hardiesse de les debiter. On sçavoit en general, que la guerre étant extrêmement onereuse à la Nation François, (qu'on a épuisée presque dès que le Roi est monté sur le throne) il faut de tems en tems la consoler & encourager par des démarches qui fassent croire, qu'on a envie de la soulager. C'étoit précisément alors le système des affaires de la France. Le Peuple soutenoit depuis dix ans le poids d'une guerre d'autant plus onereuse, qu'elle se faisoit contre l'Europe presque toute, soulevée à la vûe de toute la Monarchie Espagnole enlevée à la Maison d'Autriche, & laquelle on tâchoit d'unir à celle de France. Cette guerre entièrement contraire à celles que le Roi avoit faites jusqu'alors, étoit depuis quelques années une suite de malheurs, qui menaçoient d'aboutir à la ruine de tout le Royaume.

1710. & de la Paix d'Utrecht. 179

Royaume. C'étoit pour le consoler & lui faire croire, qu'on étoit à la veille de voir finir tous les maux, que le Roi demandoit la Paix, avec l'apparence d'une volonté prête de se defaire de cette Monarchie, qui en étoit la cause. Mais comme on ne se depouille pas facilement de l'esperance de voir reüssir des desseins qui nous flattent agréablement, on ne vouloit la Paix, que pour en consoler les Peuples; & quand on jugea que le leurre avoit fait son effet, on en interrompit la poursuite & la negotiation. Et afin que cela parût juste & naturel, on rejettoit sur les autres la haine & la cause de cette rupture. La chose cependant étoit bien difficile à persuader. On n'avoit commencé les conférences de la Paix, qu'à l'instance même du Roi de France, & dans la supposition, que le Roi accorderoit tous les Preliminaires traitez & conclus à la Haie, excepté le seul Article xxxvii. sur lequel il s'agissoit de trouver des temperamens. On étoit convenu de la restitution de l'Espagne & des Indes, quelque disposition qu'on pût faire de toutes les autres parties de la Monarchie Espagnole: le Roi l'avoit promis, & en avoit fait le

fondement du Traité. Ou l'on avoit promis une chose possible, & dès là toutes les raisons d'impossibilité qu'on alleguoit, étoient des pretextes de rupture; ou si la chose étoit effectivement impossible, quelle vûe pouvoit on avoir eû en faisant cette promesse? Pour l'honneur du Roi, & pour persuader, qu'on avoit proposé une chose possible, ses Ministres demandèrent un partage & la cession de quelque partie de la Monarchie Espagnole, comme un expédient ou accommodement du xxxvii. Article, & une facilité à l'évacuation de l'Espagne & des Indes, qui étoit cet Article accordé. Mais en refusant de donner caution pour le reste, & que l'Espagne seroit effectivement évacuée, alleguant que la chose ne dependoit pas du Roi, qu'on sçavoit être le tout-puissant dans cette affaire, & dont le seul desir seroit la regle des volonteze de son petit-fils, on faisoit assez voir, qu'on n'avoit eu en vûe que de sèmer de la jalousie & de la division entre les Alliez, dont les uns consentiroient au demembrement & les autres n'y voudroient pas consentir. Ofrir de l'argent aux Alliez, ou des places de la part du Roi de France,

1710. *Œ de la Paix d'Utrecht.* 181

ce, pour le tenir quitte de concourir à la conquête de l'Espagne, c'étoit proposer une Paix particuliere, au lieu de la Generale qu'on vouloit conclurre : & la guerre auroit pû durer encore bien longtemps, par les moyens secrets que le Roi de France avoit de soutenir son petit-fils sur le throne; ce qui n'auroit pas pû être empêché, si le Roi n'avoit pas voulu concourir sincerement à l'en deposseder. C'est dequoi les Ministres se plaignoient, comme d'une contrainte tout à fait injuste, quoique & le concours & cette cooperation fussent l'unique sujet des Conferences, & la base des Traitez.

Aussi les Etats Generaux publierent dès le 23. du même mois de Juillet leur acquiescement à la rupture des Conferences, dès que le Conseiller Pensionnaire leur eut communiqué la lettre des Ambassadeurs de France, & quatre jours après un ample écrit en réponse à la même lettre, qui pour les repliques à tous les points objectez & pour la parfaite intelligence de l'histoire, merite d'être rapporté dans les propres termes.

„Les Sieurs de Randwyk & autres
„Deputez de Leurs Hautes Puissances

H 7

„pour

„ pour les affaires étrangères, en conse-
„ quence & en conformité de la Reso-
„ lution commissoriale du 23. de ce mois,
„ ayant conféré avec les Ministres des
„ Hauts Alliez sur le contenu de la lettre
„ des Sieurs le Maréchal d'Huxelles &
„ l'Abbé de Polignac, écrite de Gertru-
„ denberg le 20. du courant au Sieur
„ Conseiller Pensionnaire Heinsius : la-
„ quelle lettre servoit de réponse à ce
„ que les S^{rs} Buis & van der Dussen leur
„ avoient proposé dans la dernière Con-
„ fference, & qui avoit été le sujet de la
„ Negotiation; & ayant examiné & con-
„ certé ensemble les mesures qu'on doit
„ prendre, & ce qu'il convient de faire à
„ l'avenir sur cette affaire, ont fait leur
„ raport à l'Assemblée, & ont dit :

„ Que lesdits S^{rs} Ministres & eux De-
„ putez avoient témoigné en general un
„ très-sensible déplaisir de ce que les En-
„ nemis rompant les Negotiations qu'on
„ avoit reprises, pour parvenir à une Paix
„ solide & generale, on voyoit par là les
„ esperances, qu'on avoit conçûes des-
„ dites Negotiations, s'évanouir, & cette
„ Paix si ardemment désirée par les Hauts
„ Alliez, éloignée. Mais considerant, qu'on
„ ne

1710. *Et de la Paix d'Utrecht.* 183

„ ne peut parvenir à la Paix , que lorsque
„ les ennemis y voudront concourir : &
„ que cette volonté est dans la réalité aussi
„ éloignée de leur intention , qu'elle pa-
„ roît sincere & effective dans leurs paro-
„ les , ils croient qu'il ne reste plus du
„ côté de l'Etat & des Alliez , que d'ac-
„ quiescer à la rupture , en se reposant
„ sur l'assurance qu'ils ont eux-mêmes ,
„ que comme leurs intentions ont-tou-
„ jours été droites & n'ont jamais eu pour
„ but que d'avancer une bonne & solide
„ Paix , & d'y parvenir , s'il eût été possi-
„ ble : aucune personne impartiale &
„ equitable ne pourra point leur imputer
„ la rupture de la Negotiation & la con-
„ tinuation de la guerre. Car quoique
„ ladite lettre remplie d'insinuations arti-
„ ficieuses & d'expressions odieuses , ne
„ soit écrite & ne tende à autre but , qu'à
„ rejeter sur les Alliez la rupture de la
„ Negotiation , & la continuation de la
„ guerre , comme s'ils demandoient des
„ choses nouvelles , injustes & impossibles
„ dans leur execution : neantmoins
„ tout cela ne change point le fond de la
„ chose en elle-même , & il n'en est pas
„ moins clair , que cette rupture doit be-
„ aucoup

„aucoup plustôt être attribuée aux enne-
„mis, puisqu'ils se departent des fonde-
„mens, sur lesquels la Negotiation a été
„commencée, & qu'ils font leurs efforts
„pour rendre l'Article capital, sçavoir,
„la restitution de l'Espagne & des Indes
„illusoire dans son execution.

„Que pour demontrer cette verité, il
„faut considerer, qu'il y a long-tems,
„lorsque les ennemis demanderent d'en-
„trer en conference & de traiter de la
„Paix; on n'a pas voulu ni pû y consen-
„tir du coté des Alliez, à moins qu'a-
„vant toutes choses on ne convînt de cer-
„tains Articles, qui fussent le fondement
„de la negotiation, dans laquelle on de-
„voit entrer, pour parvenir à une Paix
„solide & generale. Le premier & le
„principal de ces Articles fut la restitu-
„tion de l'Espagne & des Indes au Roi
„Charles III. & cet Article fut accordé
„par la France, même avant que le Sr.
„Rouillé & le Sr. Marquis de Torci vinf-
„sent dans le Pais, & ainsi avant qu'on
„fut convenu des Preliminaires, par les-
„quels cette restitution est confirmée avec
„plus d'étendue, & de nouveau promi-
„se & stipulée. Par consequent person-
„ne

1710. *de la Paix d'Utrecht.* 185

„ ne ne peut trouver étrange , qu'on in-
„ fiste de la part des Alliez sur un point
„ capital, comme celui-ci, pour lequel on
„ a commencé & continué jusqu'à pre-
„ sent la guerre : ni que les Alliez pre-
„ tendent d'avoir une entière seureté à
„ l'égard d'une chose de si haute impor-
„ tance.

„ Que les Hauts Alliez croient ne trou-
„ ver cette seureté , que dans l'Article
„ xxxvii. des Preliminaires : & le Roi F.
„ C. n'ayant pas jugé à propos d'approu-
„ ver les Preliminaires , à cause de ce
„ xxxviii. Article seul, cet Article est
„ devenu le sujet de la negotiation que
„ les ennemis viennent de rompre ; la-
„ quelle avoit été proposée , pour cher-
„ cher un moyen equivalent , par lequel
„ les Alliez trouvaissent la même seureté
„ qui leur étoit donnée par le xxxvii. Ar-
„ ticle des Preliminaires.

„ Que dans la premiere conference te-
„ nue à Gertrudenberg entre les SS^{rs}. le
„ Maréchal d'Huxelles & l'Abbé de Po-
„ lignac , d'une part , & les S^{rs}. Buis &
„ van der Dussen de l'autre , ces derniers
„ avoient fait voir , que les propositions
„ qu'on avoit fait jusqu'alors , de donner

„ aux

„aux Alliez des Villes d'ôtage aux Pais-
„Bas , pour leur tenir lieu de la seureté
„qu'ils croyoient trouver dans le xxxvii.
„Article des Preliminaires , n'étoient
„point acceptables , parceque par là les
„Alliez se trouveroient engagez dans une
„guerre particuliere & incertaine avec
„l'Espagne , pendant que la France de
„son côté jouïroit de la Paix : & qu'on
„ne pouvoit pas avec raison exiger d'eux,
„qu'ils demeurassent engagez dans une
„guerre sujette à toute sorte d'incidens ,
„& qui même leur feroit courir risque
„de ne recouvrer jamais l'Espagne & les
„Indes , mais que la Paix devoit être ge-
„nerale.

„Les S^{rs}. Plenipotentiaires de France
„en parurent si convaincus , que dans
„cette premiere conference & dans tou-
„tes les autres qui suivirent , ils propo-
„serent , que puisqu'ils voyoient bien , que
„les Alliez ne vouloient qu'une Paix Gene-
„rale , & qui procurât la restitution de
„l'Espagne & des Indes , dont le Roi Phi-
„lippe étoit encore en possession , il n'y avoit
„que deux voyes , pour le porter à s'en de-
„sister , l'une de la contrainte & l'autre de
„la persuasion. Que la premiere , à leur
„avis ,

1710. & de la Paix d'Utrecht. 187
„avis, seroit dure à la France, & par con-
„sequent que la seconde seroit seule practica-
„ble & pourroit reüssir, si on leur remet-
„toit entre les mains quelque portion de la
„Monarchie d'Espagne, dont ils pussent
„disposer en faveur du Roi Philipe, & par
„ce moyen le porter à renoncer au reste. En
„suite ayant demandé, si les Alliez, pour
„parvenir à une Paix generale, ne vou-
„droient pas consentir à un partage, ils
„ont proposé plusieurs Alternatives, l'u-
„ne desquelles étant acceptée, le Roi
„Charles entreroit en possession de la
„Monarchie d'Espagne, à l'exception de
„cette portion qui seroit assignée au Roi
„Philipe. Et après qu'on eut tenu
„plusieurs conferences, les Srs. Plenipo-
„tentaires de France reduisirent les sus-
„dits Alternatives aux Royaumes de Si-
„cile & de Sardaigne. Les Hauts Alliez
„n'ont pû par là entendre autre chose,
„sinon que ces deux Royaumes étans cé-
„dez au petit-fils de S. M. T. C. sadite
„Majesté s'engageoit par ce moyen de le
„porter à remettre aux Hauts Alliez le
„reste de la Monarchie d'Espagne, dont
„il est encore en possession.

„Mais les Hauts Alliez comprirent par

„ce

„ce qui se passa dans la penultième con-
„ference , & par le rāport qu'en firent
„les S^{rs}. Deputez , que quand même ils
„pourroient se refoudre à accepter la sus-
„dite proposition d'un partage , il de-
„meureroit toujourn incertain , si par là
„on pourroit parvenir à une Paix Gene-
„rale ; puisque les S^{rs}. Plenipotentiaires
„ne s'expliquoient pas clairement sur la
„question , si en ce cas l'Espagne & les
„Indes seroient effectivement remises au
„Roi Charles , comme il avoit été réglé
„par les Preliminaires. Ils sembloient
„même supposer le contraire , puisque
„l'un d'eux (quoi qu'il semblât alors ne
„parler que selon sa pensée particuliere)
„s'étoit avancé de demander , si les Al-
„liez ne pouvoient pas se contenter de ce
„que le Roi de France leur fournît une
„certaine somme d'argent , pour les aider
„à faire la conquēre de l'Espagne & des
„Indes.

„ Dans cette incertitude les Hauts Al-
„liez crurent , qu'avant que de s'ouvrir
„sur la proposition d'un partage , il fā-
„loit qu'ils vissent plus clair dans les in-
„tentions de la France sur une affaire si
„serieuse & si essentielle. Pour cet effet
„ils

„ils requirent le Sr. Pettecum, (qui avoit
„été ci-devant, & qui l'étoit encore, em-
„ployé dans la negotiation) d'en parler aux
„Srs. Plenipotentiaires, & de leur faire
„connoître, que les Hauts Alliez ne pou-
„voient pas accepter la proposition des
„subsidés, qui avoit été avancée: parceque
„cela supposoit, qu'on feroit une Paix
„particuliere avec la France, en conti-
„nuant une guerre particuliere avec l'E-
„spagne: à quoi les Alliez ne pouvoient
„point entendre, par les raisons alleguées
„dans la premiere conference. On deman-
„doit en même tems un éclaircissement
„sur les intentions de la France, au su-
„jet de l'évacuation de l'Espagne & des
„Indes, en faveur du Roi Charles, en
„conformité des Preliminaires; avant
„que du côté des Alliez on vînt à s'ex-
„pliquer sur la proposition d'un partage:
„declarant que l'intention des Hauts Al-
„liez étoit, que le fondement qui avoit
„été posé d'abord, sçavoir, la restitution
„de l'Espagne & des Indes, suivant les
„Preliminaires, devoit demeurer ferme.
„Que sur ce pié là la negotiation pour-
„roit se continuer: mais que si on ve-
„noit à s'en departir, on ne pouvoit at-
„ten-

„tendre aucun fruit des Conférences.

Lesdits S^{rs}. Plenipotentiaires n'ayans
„pas jugé à propos de s'expliquer en au-
„cune manière sur ce que le Sr. Pette-
„kum leur avoit proposé, demanderent
„peu de jours après une nouvelle Con-
„férence. Les Sr. Deputez jugeans par
„la lettre qu'ils écrivirent, qu'ils étoient
„alors en état de s'expliquer sur ce que
„le Sr. de Pettekum leur avoit proposé,
„se rendirent à Gertrudenberg, où les
„S^{rs}. Plenipotentiaires leur dirent, que
„quoi qu'ils ne se crussent pas obligez
„de recevoir les paroles qui leur étoient
„portées par le Sr. Pettekum, ils n'a-
„voient pas laissé d'envoyer à la Cour de
„France la proposition qui leur avoit été
„faite; mais qu'ils n'avoient pû rece-
„voir aucun ordre sur ce sujet, parce
„qu'elle y avoit été trouvée obscure &
„ambigüe. (ce fut la manière, dont il
„plût à ces Messieurs de s'exprimer) Sur
„quoi lesdits S^{rs}. Deputez expliquèrent
„& justifierent ladite proposition si clai-
„rement, qu'il ne pouvoit plus rester à
„cet égard aucun doute, ni ambigüité.
„Ils représenterent en même tems, que
„les Hauts Alliez ne pouvoient accepter
l'offre

1710. *de la Paix d'Utrecht.* 191
„l'offre qu'on faisoit d'un subside , pour
„leur aider à recouvrer l'Espagne & les
„Indes. Ils firent connoître les raisons
„de ce refus , sçavoir , qu'il avoit paru
„très-clairement par les discours , qu'on
„avoit tenu sur ce sujet dans la prece-
„dente conference , qu'on ne pourroit
„jamais s'accorder , tant à l'égard des
„sommes , que de la seureté des paye-
„mens , non plus qu'à l'égard de la seu-
„reté que la France devoit donner , de
„n'assister le Duc d'Anjou ni directe-
„ment , ni indirectement. Ceci fait voir ,
„qu'on pose dans la lettre des S^{rs}. Pleni-
„potentiaires trop liberalement , & d'une
„manière trop vague , que les Alliez ont
„refusé des secours d'argent , de quelque
„nature , & avec quelque seureté que ce
„fut. Et que la veritable & essentielle
„raison qui a fait , qu'on n'a pû acce-
„pter cette nouvelle proposition , a été ,
„qu'elle supposoit une guerre particu-
„liere avec l'Espagne , & qu'elle mettoit
„les Alliez dans la necessité de conquie-
„rir ce Royaume & les Indes par les ar-
„mes ; ce qui est directement contraire
„aux fondemens posez ci-devant & à l'in-
„tention des Alliez.

„De

„ De plus , pour une plus ample ex-
„ plication de la proposition du Sr. Pette-
„ kum , les Sr. Deputez ajoûterent , en
„ apuyant la chose par des raisons conve-
„ nables , que lesdits Srs. Plenipotentiai-
„ res ayant proposé un partage , & l'ayant
„ en dernier lieu réduit à la Sicile & à la
„ Sardaigne , on avoit toujours entendu ,
„ & on entendoit encore du côté des Al-
„ liez , qu'en cas qu'ils declarassent d'ac-
„ cepter cette proposition , les Articles
„ Preliminaires avec cette exception seule
„ subsisteroient en leur entier , le xxxvii.
„ aussi bien que tous les autres , lesquels
„ avoient déclaré devoir subsister avant
„ qu'on reprît cette negotiation ; & qu'en
„ consequence l'Espagne & les Indes a-
„ vec leurs Dependances devoient être
„ restituées , en conformité des Prelimi-
„ naires , c'est à dire , dans le tems qui
„ y est exprimé , ou dans tel autre espace
„ dont on pouroit convenir : ce qui n'é-
„ tant pas executé , alors ce qui est stipu-
„ lé dans les Preliminaires , auroit lieu ,
„ sçavoir , que la suspension d'armes cesse-
„ roit. Que cet Article de la restitution
„ de l'Espagne , des Indes , & de leurs
„ dependances étant le fondement & le
„ point

point capital de la negotiation, les Hauts
Alliez ne pouvoient en aucune maniere
demeurer dans l'incertitude à cet é-
gard, ni se contenter de paroles & de
promesses, sans être asseurez qu'elles
seroient suivies des effets. C'est pour-
quoi ils exigeoient, qu'on leur donnât
là-dessus une declaration claire & preci-
se, avant qu'eux-mêmes vinssent à s'ex-
pliquer sur le partage proposé: mais
qu'après qu'ils seroient éclaircis & as-
seurez à cet égard, ils faciliteroient les
voies, pour terminer le reste de la
maniere la plus convenable. Qu'entre
les moyens qui pourroient contribuer à
faciliter la fin de cette affaire, celui-ci
pouvoit être employé, sçavoir, qu'au
cas que le Roi de France ne pût pas par
voie de persuasion porter son petit-fils
à quitter l'Espagne & les Indes, selon
les Preliminaires, mais qu'il fût obligé
d'employer les voies de contrainte, en
ce cas là les Alliez feroient aussi agir
pour cette fin les troupes qu'ils ont en
Espagne & en Portugal, pendant le tems
limité pour la cessation d'armes, ou pen-
dant tel autre espace, dont on convien-
droit: quoi qu'ils n'y fussent pas obli-

„gez par les Preliminaires, & qu'ils puf-
„sent fatisfaire à leurs engagemens en
„demeurant dans l'inaction. Les Alliez
„ayant crû, qu'il étoit neceffaire de s'ex-
„pliquer ainfi d'une maniere claire &
„precife, & demandant qu'on s'expli-
„quât de la même maniere de la part de
„la France, les S^{rs}. Plenipotentiaires s'é-
„toient chargez d'écrire en Cour ce qui
„venoit de leur être propofé : fur quoi
„on vient de recevoir pour réponfe la
„lettre ci-deffus mentionnée.

„Il eft notoire & incontestable, qu'a-
„vant que d'entrer en aucune negotia-
„tion, pendant qu'on a traité des Preli-
„minaires & par les Preliminaires mê-
„mes, avant qu'on reprit cette derniere
„Negotiation & tant qu'elle a duré, on a
„toujours posé la restitution de l'Espa-
„gne & des Indes, comme un fonde-
„ment ferme & inébranlable. Il ne re-
„fte plus aucune question à cet égard,
„finon que les Hauts Alliez pretendent,
„qu'on leur donne une pleine feureté,
„fur laquelle ils puiſſent ſe reposer ; que
„ce fondement une fois posé ne fera
„point renverſé, & que ce qui leur a
„été promis là-deſſus dès le commence-
„ment

„ ment sans aucune difficulté, sortira son
 „ effet. Ils prétendent du moins, qu'on
 „ leur donne une aussi grande seureté, que
 „ celle qu'ils croient trouver dans le
 „ xxxvii. Article des Preliminaires ; le
 „ point essentiel étant de si grande im-
 „ portance, qu'il seroit contre la pruden-
 „ ce & contre la saine raison, de consen-
 „ tir, qu'il demeurât sujet au moindre
 „ doute & à la moindre incertitude.

„ Il est également clair & evident, que
 „ les Hauts Alliez ont droit de prétendre
 „ pour la Maison d'Autriche la restitu-
 „ tion de l'Espagne & des Indes, & de
 „ ce qui en depend : & de former cette
 „ prétension non seulement contre le Duc
 „ d'Anjou, en qualité de possesseur, mais
 „ principalement contre le Roi de Fran-
 „ ce, comme celui qui au prejudice des
 „ Renonciations les plus amples & des
 „ Traitez les plus solennels, a occupé les
 „ dits Etats de la maniere que chacun
 „ sçait, & qui par consequent est dans
 „ l'obligation de les restituer, sans que S.
 „ M. s'en puisse exempter par la raison
 „ de la pretendue impossibilité qu'on allé-
 „ gue. Car outre que cette impossibilité
 „ (de laquelle on ne convient nullement)

„ quand même on la supposeroit réelle, se-
„ roit du propre fait du Roi T. C. lui-
„ même, qui auroit mis son petit-fils en état
„ de se maintenir contre sa volonté, dans la
„ possession où lui-même l'a établi : ce
„ qui ne diminue rien de l'obligation de
„ sad. M. Personne ne se laissera pas fa-
„ cilement persuader, que le petit-fils du
„ Roi T. C. qui n'a hors de l'Espagne
„ aucun appui ni ressource, qu'auprès du
„ Roi son Ayeul, pût ou osât refuser de
„ quitter l'Espagne & les Indes, si S. M.
„ lui declaroit de bonne foi & serieuse-
„ ment sa volonté sur ce sujet, & lui en
„ vouloit faire sentir les effets en cas de
„ besoin, sur tout lors que les Alliez y
„ concourroient avec lui pendant le tems
„ de la Treve.

„ Cela paroît si evident, qu'il n'est pas
„ concevable autrement, que le Roi de
„ France ait pû sans aucune difficulté pro-
„ mettre la restitution de l'Espagne &
„ des Indes, & poser cette restitution (mê-
„ me avant que d'entrer en Traité) com-
„ me le fondement, sur lequel tout le
„ reste devoit être appuyé; & on ne peut
„ presumer autre chose, sinon que S. M.
„ a bien sçû, que l'intention de son pe-
„ tit-

1710. & de la Paix d'Utrecht. 197

„tit-fils étoit, de ceder l'Espagne & les
„Indes, & qu'elle a bien connu les
„moyens, qu'elle étoit en pouvoir d'em-
„ployer, pour le contraindre à cette ces-
„sion en cas de besoin. Autrement il
„s'en suivroit nécessairement, que le Roi
„de France dès le commencement auroit
„flaté les Alliez d'une vaine espérance,
„& leur auroit promis une chose essen-
„tielle, laquelle il n'avoit ni la volonté,
„ni le pouvoir d'exécuter; c'est ce qu'on
„ne peut pas presumer sans marquer, qu'on
„doute de sa bonne foi. Et on le presu-
„meroit d'autant moins, que dans une
„des Conférences tenues ici l'année der-
„nière avec les Ministres de France
„l'un d'eux dit, *que le Roi Philippe se-
„roit peut-être plutôt à Versailles, que lui:*
„preuve évidente, qu'on ne mettoit pas
„alors en doute à la Cour de France une
„chose qu'on nous représente aujourd'hui
„comme impossible, & qu'on étoit bien
„persuadé, qu'en tout cas il ne depen-
„doit que de la volonté & du pouvoir
„du Roi de France, de la faire exécuter
„promptement.

„Il suit incontestablement de tout ce-
„ci, que les Srs. Deputez n'ont rien de-

„mandé de la part des Hautz Alliez dans
„la derniere conference, que ce qui dés
„le commencement & toujors dans la
„suite a été posé pour fondement : que
„ce qui peut être demandé avec justice,
„& que ce que la France est en pouvoir
„d'effectuer. Par consequent tout ce qui
„est allégué dans ladite lettre, & qui y
„est si souvent repeté, sçavoir, que les
„propositions faites par les Sieurs Depu-
„tez dans la derniere conference *sont nou-*
„*vellement inventées, inouïes, injustes, &*
„*impossibles dans leur execution.* Tout ce-
„la tombe entièrement de soi-même,
„puisque la restitution de l'Espagne &
„des Indes avec leurs dependances, (ex-
„cepté la portion, dont on devoit conve-
„nir) a été depuis le commencement jus-
„qu'à la fin de mandée avec justice: que la
„France ne l'a pû proposer que comme
„une chose possible dans l'execution, &
„qu'elle a été réputée telle par les Alliez,
„& l'est encore.

„Ensuite il est très aisé de détruire ce
„qui est dit en plusieurs endroits de cet-
„te lettre, que *les Srs. Deputez ont souvent*
„*varié & contredit une proposition par une*
„*autre ; qu'ils ont fait des propositions con-*
„*traires.*

1710. & de la Paix d'Utrecht. 199
,, traites au IV. & au V. Article des Pre-
,, liminaires, retraité en un tems ce qu'ils
,, avoient proposé en un autre, & autres
,, choses de même nature, qui y sont tou-
,, chées d'une manière odieuse. Car il
,, paroît clairement par tout ce qui a été
,, dit ci-dessus, que les Srs. Deputez ont
,, toujours été dans cette pensée, & n'ont
,, pû en avoir d'autre, sçavoir, que la pro-
,, position d'un partage, faite de la part
,, de la France, se faisoit dans le but &
,, dans l'intention, qu'au cas qu'on pût
,, s'accorder là-dessus, on leveroit par là
,, toutes les difficultez qu'on a faites jus-
,, qu'à present sur l'exécution des Arti-
,, cles Preliminaires, & qu'en même tems
,, on previeendroit la necessité de prendre
,, les mesures, dont il est parlé dant le
,, IV. Article; lesquelles mesures (quand
,, même cet Article pourroit être séparé
,, du xxxvii. ce qui ne se peut pas) ne
,, pourroient avoir lieu, qu'en ce que, quand
,, contre les apparences le Duc d'Anjou
,, ne voulût pas quitter l'Espagne & les
,, Indes: & que la France, après avoir
,, travaillé inutilement pendant deux mois
,, à l'y porter, eût besoin du secours des
,, Alliez, pour lui faire abandonner non

„seulement l'Espagne & les Indes, mais
„aussi toute la Monarchie, sans aucun
„démembrement.

„Il est vrai, que dans la penultième
„Conference les Plenipotentiaires de
„France donnerent lieu d'examiner, si
„on ne pourroit point trouver de moyens
„propres pour donner aux Alliez de plus
„grandes seuretés pour la restitution de
„l'Espagne & des Indes? Mais cela ne
„porta en aucune maniere les Srs. Depu-
„tez à se départir de leur premier senti-
„ment qui étoit, que la Proposition d'un
„partage avoit été faite pour faciliter la
„restitution de l'Espagne & des Indes,
„& pour (en faveur de ce partage) fai-
„re executer les Preliminaires en toutes
„leurs parties. Les discours qu'on tint
„sur ce sujet, ayant donné lieu de pen-
„ser, que les intentions de la France pou-
„voient bien n'être pas telles qu'on les
„avoit cruës, donnerent en même tems
„occasion à en demander l'eclaircisse-
„ment, & à expliquer clairement l'in-
„tention des Alliez, qu'on avoit fait con-
„noître dans la precedente Conference.
„Mais on ne peut pas dire pour cela, que
„lesdits Srs. Deputez ayent varié & se-
„loyent.

„soient contredits & retractez, comme
„on les en accuse: puis qu'ils se sont
„toujours tenus au point essentiel & ca-
„pital, sçavoir la seureté que les Hauts
„Alliez doivent avoir à l'égard de la re-
„stitution de l'Espagne & des Indes.

„Tout ce qu'on allegue pareillement,
„pour fonder le reproche qu'on fait aux
„Alliez, d'une variation, réglée seulement
„par les evenemens de la guerre, ou par
„les facilitez que le Roi de France ap-
„portoit à la Paix: & toutes les preuves
„qu'on en apporte; tout cela est abso-
„lument destitué de fondement. On ne
„convient & on n'avoüe point du côté
„des Alliez, qu'ils eussent l'année der-
„niere regardé comme une injure, qu'on
„les crût capables d'exiger, que le Roi de
„France unît ses forces aux leurs. On
„n'a jamais rien dit de tel cette année,
„ni la precedente dans aucune Confe-
„rence: & ce qui pourroit avoir été dit
„en d'autres occasions, ne peut pas tirer
„à consequence. Certainement si on a-
„voit été porté à varier, suivant les eve-
„nemens, ce qui s'est passé depuis que
„les Preliminaires furent reglez, la prise
„de la Ville & Citadelle de Tournai, la

„ victoire de Malplaquette , la réduction
„ de Mons , le passage des Lignes auprès
„ de la Scarpe & la prise de Douai , en a-
„ voient fourni d'assez fortes raisons.

„ Quant à ce que les S^{rs}. Plenipoten-
„ tiaires en plusieurs endroits de leur let-
„ tre s'étendent fort au long sur la dureté
„ des conditions , en ce qu'on voudroit
„ que le Roi de France fît seul la guerre
„ à son petit-fils : & qu'en cas que dans
„ l'espace de deux mois la cession de l'E-
„ spagne & des Indes ne fût pas exécutée,
„ la Trêve cesseroit. Il est à remarquer,
„ que ce qui est dit dans cette période,
„ que le Roi de France seroit obligé à
„ faire seul la guerre à son petit-fils , est
„ contredit dans la période suivante un
„ peu plus bas , où il est dit , que les
„ Troupes que les Alliez ont en Catalo-
„ gne & en Portugal , devoient agir de
„ concert avec celles de France , pendant
„ ces deux mois. Car encore qu'on y ait
„ ajouté , que cela étoit accordé comme
„ une grace , (c'est ainsi qu'on a trouvé
„ bon de s'exprimer , pour donner un
„ tour odieux à une facilité que les Al-
„ liez vouloient apporter) & qu'après ce
„ terme expiré ces troupes cesseroient d'a-
„ gir :

„gir : neantmoins il est constant, que ce
„seroit un secours assez considerable pour
„le dit espace de deux mois, ou pour
„tel autre plus long terme, dont on au-
„roit pû convenir ; & il n'est pas étran-
„ge, que ces troupes ne dussent pas servir
„après l'expiration du terme, puis qu'a-
„lors la Treve seroit finie.

„Outre cela, lors qu'on se plaint de
„la dureté qu'il y auroit, que le Roi de
„France dût prendre sur lui seul, de faire
„effectuer la restitution de l'Espagne, il
„paroît qu'on ne fait pas d'attention à la
„dureté qu'il y a eu, lorsque S. M. s'est
„emparée seule de la Monarchie d'Espa-
„gne, & qu'elle a mis le reste de l'Eu-
„rope en peril d'être envahi de même.
„Si on considere bien les choses, on trou-
„vera, qu'il n'y a pas au fond de ceci
„d'autre dureté, que celle qui se recon-
„tre dans tous les Traitez, qui emportent
„quelque restitution de choses qu'on pos-
„sede injustement. Cependant on peut
„assez juger par la situation des affaires
„d'Espagne, que le Roi T. C. parvien-
„droit aisément, soit par la voye de la
„persuasion, soit par celle de la contrain-
„te, à obliger son petit-fils à restituer

„l'Espagne & les Indes, s'il le vouloit
„sincèrement & sérieusement, & si son
„petit-fils & la nation Espagnole étoient
„bien persuadés de la droiture & de la
„sincérité de cette intention :

„On ne voit pas aussi, qu'il y ait d'au-
„tre dureté que celle qui est attachée à
„tous les autres Traitez & conventions,
„en ce qu'on stipule, que la restitution
„de l'Espagne n'étant pas exécutée dans
„le tems limité, la Treve cesseroit. Car
„comme les Alliez auroient raison de
„prendre pour une infraction du Traité,
„si on refusoit de leur livrer dans le tems
„limité quelqueune des Villes, dont la
„cession auroit été stipulée dans les Pre-
„liminaires, & qu'ils seroient en droit
„de se faire justice par les armes: il est
„encore plus juste & raisonnable, que si
„un point aussi important, que la restitu-
„tion de l'Espagne & des Indes, venoit à
„n'être pas effectué dans le tems limité,
„ils soient alors en droit de prendre les
„armes, pour obtenir l'Article le plus
„essentiel de tous ceux, dont on seroit
„convenu: & il n'y auroit aucune dure-
„té, qu'ils employassent toutes leurs for-
„ces, pour y parvenir.

„De:

„De plus les Hauts Alliez ont d'au-
 „tant plus de raison d'insister , que la
 „France se charge de procurer dans un
 „espace de tems limité , la restitution de
 „l'Espagne & des Indes, qu'il a paru as-
 „sez clairement par le discours d'un des
 „Sieurs Plenipotentiaires: que si on ve-
 „noit à joindre ses forces pour y parve-
 „nir, on formeroit, ou on pourroit for-
 „mer tant d'obstacles dans l'exécution,
 „qu'on n'en viendroit jamais à bout; fai-
 „sant entendre, qu'il faudroit auparavant
 „examiner & regler , avec combien de
 „forces par terre il faudroit agir , soit
 „conjointement , soit séparément: com-
 „bien chacun y contribueroit : de com-
 „bien de vaisseaux on auroit besoin & où
 „on les employeroit ; qui auroit le Com-
 „mandement des forces de terre & de
 „celles de Mer , & à qui il appartiен-
 „droit de le conferer: quelles instructions
 „on donneroit aux Generaux, & par qui
 „elles seroient formées : & plusieurs au-
 „tres semblables difficultez ; d'où on a
 „pû aisément juger , qu'on les pouvoit
 „multiplier d'une telle maniere , que
 „cette jonction ne pourroit jamais pro-
 „duire aucun effet.

„ On avance bien dans ladite lettre,
„ que les Sieurs Plenipotentiaires ont con-
„ senti de la part de la France à tout ce
„ qui leur a été proposé : qu'ils n'ont ja-
„ mais varié, & qu'ils ne se font jamais
„ retractez. Mais il est difficile de devi-
„ ner, en quoi consiste cette grande faci-
„ lité dont on veut se faire honneur. Ils
„ n'ont même jamais consenti à decla-
„ rer la guerre à l'Espagne, en cas de
„ refus de la part du Duc d'Anjou : ce
„ qui neantmoins leur à été proposé.
„ Etant venus ici pour traiter d'un equi-
„ valent sur le xxxvii. Art. des Prelimi-
„ naires, (après avoir auparavant promis,
„ que tous les autres Articles Preliminai-
„ res subsisteroient & seroient acceptez)
„ ils ont proposé eux-mêmes un partage,
„ pour servir d'equivalent, & ont réduit
„ ce partage à la Sicile, ou à la Sardai-
„ gne; & quand à present on leur deman-
„ de de declarer positivement, si donc
„ en ce cas les Articles Preliminaires se-
„ ront signez & executez en leur entier,
„ afin que de la part des Alliez on puisse
„ s'expliquer sur leurs propositions? ils
„ prennent cette demande, comme un
„ dessein formé de rompre les Conferen-
„ ces.

„ces. Cela est bien éloigné de cette fa-
„cilité dont on se vante, & de ce con-
„sentement qu'on pretend avoir été ge-
„neral, sans variation ni retractation.

„Certainement tout le monde doit être
„dans le plus grand étonnement de voir,
„qu'après que la France a déclaré plu-
„sieurs fois, qu'elle accepteroit les Preli-
„minaires, excepté le xxxvii. Article,
„& ôfert en place de celui-ci, pour seu-
„reté de l'exécution desdits Articles Pre-
„liminaires, trois places d'ôtage dans les
„Pais-Bas, (lesquelles n'ont pû être ac-
„ceptées, parce que cela n'exemtoit pas
„les Alliez d'une guerre particuliere avec
„l'Espagne, pendant que la France jouï-
„roit de la Paix) après avoir ensuite,
„pour lever cette difficulté, proposé un
„partage restraint par la France même à
„la Sicile & à la Sardaigne : comme un
„moyen propre à persuader au Duc d'An-
„jou, de consentir à restituer l'Espagne
„& les Indes; qu'après tout cela la Fran-
„ce étant sommée de se declarer sur l'ex-
„écution des Articles Preliminaires; elle
„prenne cette sommation pour un dessein
„formé de rompre la negotiation, com-
„me on vient de le dire : & qu'elle pre-
„tende

„tende, que les Alliez, au lieu des Arti-
„cles Preliminaires dans leur entier (ex-
„cepté le xxxvi r.) & au lieu des Villes
„d'ôtage ôfertes dans les PaisBas, se doi-
„vent contenter aujourd'hui de ces mê-
„mes Articles Preliminaires, sans le
„xxxvii r. sans les Villes d'ôtage; & qu'ils
„cedent de plus la Sicile & la Sardaigne,
„en demeurant dans la même incertitu-
„de, qu'auparavant, sur la restitution de
„l'Espagne & des Indes: & qu'on veuil-
„le faire valoir cela, comme si de son cô-
„té on avoit consenti à tout, sans varia-
„tion, ni retractation.

„On ne doit pas être moins surpris
„de voir, qu'on accuse les Hauts Alliez
„d'injustice & d'obstination, par ce qu'ils
„ne veulent pas accepter une si belle pro-
„position: & que sur cela on ose implo-
„rer avec une apparence d'humilité la
„protection Divine, & imputer aux Hauts
„Alliez les calamitez publiques & l'effu-
„sion du sang Chrétien, dont cependant
„l'invasion de la Monarchie d'Espagne,
„& le refus que fait le Duc d'Anjou de
„restituer ce qu'il en detient encore, sont
„la grande cause: pendant qu'on pour-
„roit faire cesser sur le champ, & ces ca-
„lamis.

„lamitez, & cette effusion de sang, en re-
„stituant ce qui a été envahi contre la
„bonne foi des Traitez les plus solem-
„nels.

„Il paroît clairement par toute la con-
„duite que la France a tenue en cette oc-
„casion, que la proposition faite de sa
„part d'un partage, & celle de regler les
„demandes ultérieures réservées par les
„Preliminaires, n'ont été autre chose
„que des moyens recherchez, pour (s'il
„eût été possible) exciter de la jalousie
„& de la desunion entre les Hauts Al-
„liez, afin de parvenir par là plus aisé-
„ment à son but, qui paroît jusqu'à pré-
„sent assez clairement être, de retenir
„l'Espagne & les Indes; quoique la re-
„stitution qui s'en doit faire, ait été le
„premier fondement de toute la nego-
„tiation. Et comme ces propositions
„n'ont sans doute tendu, qu'à mettre de
„la division entre les Hauts Alliez: aussi
„voit-on dans la susdite lettre plusieurs
„traits, qu'on pouvoit bien attendre de
„ses ennemis, mais non pas de person-
„nes envoyées pour le rétablissement de la
„Paix & de la bonne intelligence; lesquels
„traits paroissent en quelque maniere in-

„ven-

„ventez pour donner aux sujéts del'An-
„gleterre & de l'Etat de mauvaises im-
„pressions contre le Gouvernement, &
„pour leur faire entendre, que ceux qui
„sont à la tête des affaires, & les Chefs
„des Alliez sont la cause de la continua-
„tion de cette sanglante & onereuse
„guerre. Mais la cause en est trop bien
„connue & a été trop bien démontrée
„ci-dessus, pour qu'ils puissent esperer,
„que ces insinuations affectées & odieu-
„ses soient reçues & goûtées par des
„Peuples qui jouissent de la liberté, &
„qui savent qu'ils ne portent les char-
„ges de la guerre, que pour la défense
„de cette liberté. Le jugement de ces
„Peuples n'est point corrompu par un
„dur esclavage & par une longue oppres-
„sion, comme celui de certains autres Peu-
„ples, auxquels sans cela les Alliez pour-
„roient en appeler avec beaucoup plus de
„raison, comme à ceux qui savent & qui
„sentent, combien cher leur coûte l'avi-
„dité de dominer sur leurs voisins.

„Enfin le peu de tems que lesd.
„Sieurs Plenipotentiaires ont pris pour
„faire réponse, la donnans au bout de
„six jours, bien loin d'être (comme ils
„le

1710. & de la Paix d'Utrecht. 211

„le pretendent) une marque de la droi-
„ture, à laquelle ils ne cherchent point
„à s'amuser, peut bien plustôt servir à
„montrer, que la resolution de rompre
„les conferences étoit déjà prise & pre-
„parée de loin. Les S^{rs}. Plenipotentiai-
„res ne peuvent pas non plus avec raison
„insinuer (comme ils le font en plus d'un
„endroit) qu'on leur ait prescrit un terme
„de quinze jours. Les S^{rs}. Deputez les
„ont bien priez de vouloir procurer une
„réponse positive & prompte, mais ils ne
„leur ont prescrit aucun terme. Au con-
„traire, lorsque sur cela il leur fut de-
„mandé, s'ils en vouloient marquer un,
„ils répondirent civilement, que non, &
„que les Conferences ayant déjà duré si
„long-tems, quelques jours de plus ou
„de moins ne feroient pas une affaire.

„Pour ce qui est des plaintes, que
„font les S^{rs}. Plenipotentiaires de choses
„qui les regardent en leur particulier,
„sçavoir, qu'on a méprisé leur caractère, im-
„primé & publié des libelles injurieux con-
„tr'eux, ouvert leurs lettres, empêché qu'on
„ne leur rendît des visites: & qu'on les a te-
„nus dans une espece de prison. Il faut con-
„siderer, que lesdits S^{rs}. étant venus ici
„pour

„ pour traiter, (comme on en étoit con-
„ venu) sans caractere ni ceremonie, &
„ comme incognito, on a evité de part
„ & d'autre toute sorte de Ceremoniel.
„ On a d'ailleurs conservé tous les égards
„ qui sont dûs à leur qualité, à leur nais-
„ sance & à leur merite; ainsi on ne peut
„ sçavoir, ni même soupçonner, en quoi
„ sont fondées les plaintes qu'ils font à
„ cet égard. On ne sçait pas non plus ce
„ qu'ils veulent dire par ces libelles inju-
„ rieux dont ils se plaignent, & on n'en
„ a aucune connoissance. Il-y-a des Or-
„ donnances très-severes qui défendent
„ ces sortes de libelles dans le pais. Il est
„ bien vrai, que cela n'empêche pas, qu'il
„ ne s'en répande quelques uns, aussi bien
„ qu'en d'autres lieux. Mais le Gouver-
„ nement les condamne, & lors qu'on en
„ découvre les auteurs & les Imprimeurs,
„ ils sont punis selon les loix.

„ On n'a point ouï dire & on n'a au-
„ cune connoissance, que de ce grand
„ nombre de Couriers que les Srs. Pleni-
„ potentiaires ont reçûs & depêchez, &
„ par lesquels ils ont sans doute envoyé
„ & reçû leurs depêches les plus impor-
„ tantes, aucun ait été arrêté, ni qu'on
„ ait

1710. *& de la Paix d'Utrecht.* 213
,, ait intercepté aucune des lettres qu'ils
,, ont envoyées par la poste ordinaire. On
,, n'a jamais empêché personne d'aller voir
,, lesdits S^{rs}. Plenipotentiaires, & on n'a
,, donné aucun ordre particulier, d'exami-
,, ner ceux qui les venoient voir. Mais
,, comme c'est la coutume dans toutes les
,, places frontieres, que personne n'y en-
,, tre, sans se faire connoître à la garde
,, des portes & au Commandant, cet usa-
,, ge n'a pas été discontinué pendant leur
,, séjour à Gertrudenberg: & on ne voit pas
,, qu'on doive s'en formaliser, ni le pren-
,, dre en mauvaise part. Que si quelcun
,, a été par là retenu de les aller voir, dans
,, la crainte d'être connu, on ne peut pas
,, dire pour cela, qu'on ait empêché qu'on
,, ne vînt leur rendre visite. On ne pour-
,, roit certainement pas être blâmé, si crai-
,, gnant qu'ils ne decouvrisent des cho-
,, ses qu'on vouloit tenir cachées, on
,, avoit pris des mesures pour les prevenir.
,, Enfin on ne peut pas appeller une espe-
,, ce de prison une Ville, où les S^{rs}. Ple-
,, nipotentiaires eux-mêmes sont conve-
,, nus de faire leur residence, & qu'ils
,, ont preferée à Anvers, qui est une belle
,, & grande Ville.

,, Lesd.

„Lefd. S^{rs}. Deputez de LL. HH. PP. ont
„ajouté, que les S^{rs}. Ministres des Hauts
„Alliez & eux avoient crû, qu'il étoit
„à propos, que pour toutes les raisons
„ci-dessus mentionnées, les Resolutions
„de LL. HH. PP. du 23. de ce mois
„fussent communiquées à leurs Maîtres:
„& ils se sont reciproquement requis &
„exhortez (puisque les ennemis avoient
„de cette maniere rompu la negotiation
„qui se faisoit, pour parvenir à une Paix
„solide & generale, & qu'il n'y avoit
„plus d'autre parti à prendre, que celui
„de pousser la guerre avec vigueur) d'em-
„ployer tous leurs bons offices auprès de
„leurs Maîtres, pour qu'on ne neglige
„rien de ce qui peut y contribuer: mais
„qu'au contraire on fasse tous les efforts
„possibles &c.

Dés avant que ces Conferences fussent
finies, & dans le doute, qu'elles pussent
avoir la fin qu'elles eurent en effet, on
continua les preparatifs pour la Campa-
gne. Elle ne fut point heureuse au com-
mencement pour le Roi Philipe, qui fit
& leva le siège de Balaguer, aux appro-
ches du Comte de Staremborg, & fut
battu à Almenara & toute sa Cavalerie
de-

1710. & de la Paix d'Utrecht. 215
défaite près de Saragosse. Mais comme
le Roi de France s'intéressoit plus que ja-
mais dans sa conservation , quoi qu'il
traitât actuellement de l'abandonner , il
lui envoya de nouveaux secours, au moyen
desquels , & de la bonne direction du
Duc de Vendôme (après s'être retiré avec
sa famille aux frontières d'Espagne) il re-
tourna sur ses pas , & bâtit à son tour le
Roi Charles qui revenoit de Madrid, où
la défaite de son compétiteur lui avoit
frayé le chemin de conduire son armée,
& où il ne pût se soutenir , parce qu'il
s'étoit trop éloigné des lieux qui lui
obéissoient , & d'où il pouvoit tirer sa
subsistance , & parce que les Portugais
ne voulurent jamais l'aller joindre , quel-
que prière qu'il leur en fît, dans la crain-
te de se voir aux-mêmes coupez de leur
propre Païs.

Tant de grands coups , qui s'étoient
frapés en Espagne, sembloient devoir fai-
re cesser les opérations militaires ailleurs.
En effet il ne se passa rien de considérable
du côté d'Italie & d'Alemagne: mais il n'en
fut pas de même en Flandre, où les Armées
sont toujours nombreuses & actives. Les
Alliez y firent le Siège de Douai , place
impor-

importante, qu'ils prirent après six semaines de tranchée ouverte, sans que pendant un si long espace de tems le Maréchal de Villars (qui s'est toujours fait connoître pour un General qui promet beaucoup) eût entrepris de le faire lever. Cette prise fut suivie de celles de Bethune, d'Aire & de S. Venant, trois autres places qui couvrent & separent Lille du reste des autres places du Roi de France, & qui en rendoient la reprise plus difficile.

Mais les plus grandes & plus importantes revolutions, qui ont influé dans la suite à l'état present de l'Europe, par raport à la Paix, se firent en Angleterre. Il y a par tout des gens qui cherchent à se signaler par la singularité de leurs opinions: & d'autres que la gloire & le mérite d'autrui incommode, & qui n'en peuvent souffrir l'éclat. Un Ecclesiastique prêchant dès les derniers jours de l'année precedente, en presence du Maire & du Magistrat de Londres, sonna le toxin, comme si l'Eglise & l'Etat avoient été dans un danger eminent, par les faux frères. Comme le discours seditieux fit du bruit, il fut deferé au Parlement, qui se

se fit une affaire des sentimens de cet homme, à cause de la quantité & de la qualité de ceux qui prirent parti pour & contre. La chose devint serieuse, par ce que la doctrine prêchée par cet Ecclesiastique influoit sur la conduite, & regloit les devoirs des sujéts, par rāport à l'obeissance qu'ils doivent à leurs souverains. Ce Docteur pretendait accrediter, comme une obligation indispensable, une soumission sans reserve à toutes les dispositions des souverains, venoit par là à taxer d'injustice la derniere revolution, par laquelle le Roi Jāque avoit demeuré depossédé de la Couronne: & par une suite necessaire, celui qui lui avoit succédé au throne, avoit été possesseur d'un bien qui ne lui appartenoit pas. Cependant le Docteur, pour ne point paroître reprocher la jouissance de la premiere usurpation à la Reine, qui étoit sur le throne, pensa se decharger de la haine qu'un pareil reproche lui pût attirer, en faisant semblant de soutenir en sa faveur la necessité & le devoir de l'obeissance aveugle, qu'il exigeoit des sujéts; ce qui donnoit l'idée d'un grand zèle envers la personne, à ceux qui ne réfléchissoient pas, ou ne

vouloient pas refléchir sur la contradiction de deux principes tout à fait opposez, à sçavoir, qu'on dût obeir sans reserve aux souverains, quoi qu'ils puissent faire ou commander, & qu'on devoit cette même obeïssance à une Princesse qui n'étoit montée sur le throne, que parce qu'on avoit manqué à ce premier devoir.

L'occasion éloignée qu'on avoit prise d'accréditer ce devoir de l'obeïssance aveugle (car tout le monde ne crut pas, que le Docteur se fût avancé de soi-même à le prêcher) étoit un je ne sçai, quel déplaisir, qu'on sçavoit que la Reine avoit conçu à l'occasion de la promotion d'un certain Officier, où elle avoit trouvé de la resistance. Une intrigue maniée fourdement par des femmes aigrit l'esprit de S. M. contre son General qu'elle avoit si souvent loué, & des grands services duquel les Chambres du Parlement l'avoient si souvent remercié. La gloire la mieux meritée & la plus legitiement acquise a cela de fâcheux, qu'elle souleve quelquefois l'envie de ceux qui n'y peuvent point avoir part: quoiqu'ils en profitent autant & plus que les autres. Dès qu'on eut réussi à semer dans l'esprit de

de la Reine le mécontentement, il ne fut pas difficile de lui faire accroire, que tous ceux qui tenoient à la personne, & de-
pendoient du credit de ce General, étoient à peu près dans les mêmes sentimens, & aussi disposez que lui à abuser de la confiance qu'on avoit en eux. Dès lors l'alienation de la Reine fit agir sous son nom, en sorte que le Premier Secretaire d'Etat & le Grand-Tresorier furent demis de leurs charges: le Grand-Chancelier, le Grand-Maitre de la Maison de la Reine, le second Secretaire d'Etat, & le Vice-Roi d'Irlande prévoyans bien, qu'ils ne pourroient pas éviter de ressentir aussi les effets de cette disgrâce, & de la faveur dont les ennemis declarez du General jouissoient, renoncèrent d'eux-mêmes aux leurs. Et comme le penchant naturel des hommes à la nouveauté les entraine à se distinguer par la part qu'ils y prennent, quand ce ne seroit que par leur approbation toute seule, on n'entendit que des declamations de tous côtez, & on ne vit que de libelles pour decrier ceux qu'on voyoit humiliez. Ceci enfla le cœur de ceux à qui on donnoit les charges des disgraciez, & la persecution alla jusqu'aux

moindres de ceux qu'on sçavoit avoir encore quelques sentimens d'estime pour le General & pour sa famille. La Nation ayant ainsi pris hautement de differens partis, les uns voulant bien être appelez *rigides*, sçavoir ceux qui vouloient être crûs transportez du nouveau zèle pour la doctrine de l'obeïssance sans reserve aux volontez du souverain : le nom de *moderez* demeura à ceux qui ne portoient pas si loin cette maxime, qui devient incommode à ceux-là même qui la soutiennent plus vivement, dès qu'elle vient choquer leurs passions, ou leurs preven-tions. La Reine recevoit tous les jours des Adresses de l'un & de l'autre parti, de felicitacion ou de plainte, selon les sujéts qu'ils en croyoient avoir ; jusqu'à ce que le Parlement (dans lequel le parti des moderez étoit le plus fort) fut dissous, & que par la voïe des élections qui se firent fort tumultuairement dans plusieurs quartiers, & dans les Fauxbourgs mêmes de Londres, le nouveau fut composé pour la plus part de ceux qui applaudissoient aux changemens.

Personne n'ignore, que la passion répand de terribles ténèbres sur les esprits,
&

1710. & de la Paix d'Utrecht. 221

& que, quand elle s'empare d'un cœur, non seulement on ne voit plus ce qu'on voyoit auparavant, mais pour justifier les nouveaux sentimens, on blâme ce qu'on avoit le plus loué. Rien n'avoit été plus universellement approuvé, que de continuer la guerre, tant que le Roi de France refuseroit de faire raison aux Alliez sur le sujet principal de cette guerre, à sçavoir la restitution de l'Espagne, qu'il avoit lui-même offert, comme on l'a entendu par la bouche de Mons. le Marquis de Torci & du President Roüillé. La France n'étoit pas loin de se voir obligée à cette Restitution qu'on voyoit bien, qu'elle ne se feroit que par force, si la guerre continuoit avec autant de bonheur, qu'on l'avoit menée jusqu'alors, & si l'Angleterre continuoit d'agir de concert avec les Alliez, qui persistoient dans la premiere resolution. On ne pouvoit point douter, que l'Europe ne courût toujours le même danger, puisque le Roi disposeroit toujours absolument de deux grands Royaumes, tant que la couronne d'Espagne seroit sur la tête d'un Prince de sa Maison. Cependant premierement le nouveau Ministère de la Reine, & ensuite tous ceux qu'il gagna,

commencerent à ne plus appercevoir ce danger, & à vouloir la Paix sans cette restitution. Dans les premieres Adresses du Parlement, qui furent presentées à la Reine dès le mois de Decembre 1710. on commença à sentir des preludes de rupture, par l'instance de faire rendre compte à ceux qui avoient manié les deniers publics, & de *decourager ceux qui ont des principes contraires au grand respét dû à S. M. Britanique* : la Chambre des Communes ayant formé des chefs d'accusation contre le Docteur Sacheverel, dès le tems que ce predicateur avoit fait bruit par son sermon, Monsieur Harley & quelques autres s'opposerent à cette accusation, voulans du moins qu'elle étoit trop violente, & qu'on en rayât les termes qui traitoient sa predication de sedicieuse. Mons. Harley étoit Chancelier, sous-Tresorier de l'Echiquier & Conseiller du Conseil privé de la Reine, où il avoit été admis depuis quelques mois, dans le tems qu'on avoit ôté le Tresor à Milord Godolphin, & les charges à beaucoup d'autres. Mons. Harley avoit déjà été Secetaire d'Etat, mais il s'étoit remis lui-même de cette charge au com-

men-

1710. *Et de la Paix d'Utrecht.* 223
mencement de l'an 1706. quand le Roi
de France avoit envoyé une flotte, avec la-
quelle le prétendu Prince de Galles, ou
le Chevalier de St. George esperoit de
faire descente en Ecosse, où l'on avoit fait
entendre au Roi, qu'il avoit un puissant
parti. Cette demission volontaire, aussi-
bien que celle que quelques autres firent
à cette occasion, ou lesquels on demit
de leurs emplois, laissoit naturellement
une impression peu favorable à la reputa-
tion de ces Messieurs, par rapport *au grand*
respect dû à S. M. puisque la tentative du
Pretendant n'avoit pour but, que de se
faire recevoir en Angleterre, & par con-
séquent d'exclurre la Reine. Cependant,
soit que la Reine ne se fut point enco-
re entierement rendue aux sentimens du
nouveau Ministere, ou que celui-ci vou-
lut encore ménager les apparences, dans
la vûe de se mieux établir, le Duc de
Marlboroug étant arrivé à Londres dès les
premiers jours du mois de Janyier 1711.
la Reine lui fit les caresses ordinaires, lui
témoignant d'être très satisfaite de sa con-
duite, & lui confirmant le Generalat pour
l'année suivante : en quoi elle fut secon-
dée par tous ses ennemis secrets, & par
Mons. Harley même. Mais

Mais ces applaudissemens étoient des demonstrations en effet , & non pas des marques sinceres d'une faveur constante. Le Parlement animé par ceux qui vouloient absolument changer la face des affaires , reprit ou continua la persecution contre ceux qui avoient été en credit sous l'ancien Ministère. On proposa de revoke toutes les graces faites par le Roi Guillaume , & la chose auroit passé , si quelques-uns n'avoient pas proposé avec la même vigueur , de pousser cette recherche jusques au commencement du regne du Roi Jaques II. puis qu'alors on auroit culbuté aussi bien les creatures de ce Prince , que celles du Roi Guillaume, qu'on voyoit bien qu'on avoit en vûe de déplacer. On mit sur le tapis les affaires d'Espagne, dont on cherchoit de faire attribuer le mauvais succès à la conduite du precedent Ministère, de même que la mauvaise administration des finances. L'attentat commis par le Marquis de Guiscard contre la personne de Mons. Harley sembla accroître la haine conçûe contre les Wighs , comme si ceux-ci avoient envoyé cet Assassin, pour se delivrer d'un homme, qui étant dans la premiere

miere faveur, aussi bien que dans le premier emploi, pouvoit être crû auteur de toutes les dispositions qu'on faisoit contre eux. Dès lors toutes les charges, qu'on n'avoit que suspendues & données en commission, furent conferées à des sujets devoüez au parti des Rigides. Le Comte d'Oxford venu au Parlement, dès qu'il fut guéri de sa blessure, fut complimenté par les Chambres sur cette guérison, & le Docteur Atterbury, qui avoit défendu la cause de Sacheverel, fut fait Doyen du College de Christ à Oxford.

Le voyage secret de Mons. Prior en France avec passeport, & son retour, dans lequel il fut accompagné de Mr. Ménager qui de la part du Roi T. C. apporta des propositions & un projet de Paix, fut quelque chose de plus concluant, pour faire croire, que le nouveau Ministère avoit toute autre vûe que celle de continuer la guerre. Messieurs Harley & Ménager eurent des conferences secretes, dont le public ni le Parlement en general n'eurent aucune connoissance. Il paroît même par des paroles de ce projet (qui fut enfin rendu public) qu'il avoit été concerté & discuté depuis longtems : puis

qu'on y dit de l'avoir conclu au nom de S. M. T. C. & d'avoir été signé à Londres le 27. Septemb. en 1710. par Monf. Ménager Deputé au Conseil de Commerce, muni d'un plein-pouvoir du Roi T. C. Cette assurance de ce que la chose étoit conclue à Londres avec un Ministre autorisé pour cela, a fait voir, que le Conseil de la Reine s'étoit autorisé lui-même, sans aucune participation ou consentement des Alliez à transiger de leurs intérêts; ce qui devoit naturellement inspirer à ceux-ci un grand éloignement de la première confiance, avec laquelle ils en avoient agi avec la Reine. Mais ce qui dût faire entièrement cesser cette confiance, fut de voir, que les conditions de la Paix projetée paroissent avoir été dictées par la France même, qui avoit trouvé employez les moyens de faire consentir les Traitans à tout ce qu'elle avoit voulu, & au de là de ce qu'elle avoit elle-même accordé.

Les conditions que la France proposoit pour le rétablissement de la Paix Generale, consistoient en VII. Articles, dont le I. étoit, que le Roi reconnoîtroit la Reine de la Grande Bretagne en cet-

„te qualité, comme aussi la succession à
 „cette Couronne, selon l'établissement
 „présent. II. Qu'il consentiroit volontiers
 „& de bonne foi, qu'on prît toutes les me-
 „sures justes & raisonnables, pour empê-
 „cher, que les Couronnes de France &
 „d'Espagne ne soient jamais réunies
 „en la personne d'un même Prince, S.
 „M. étant persuadée, qu'une puissance si
 „excessive seroit contraire au bien & au
 „repos de l'Europe.

„III. Que l'intention du Roi étoit,
 „que tous les Princes & Etats engagez
 „dans cette guerre (sans aucune exception)
 „trouvassent une satisfaction raisonnable
 „dans le Traité de Paix qui se feroit; &
 „que le commerce fût rétabli & main-
 „tenu à l'avenir à l'avantage de la Gran-
 „de Bretagne, de la Hollande & des au-
 „tres Nations qui ont accoutumé de tra-
 „fiquer.

„IV. Que comme le Roi vouloit main-
 „tenir exactement l'observation de la
 „Paix, lors qu'elle auroit été conclue;
 „& que l'objet que le Roi se proposoit,
 „étant, d'asseurer les frontieres de son
 „Royaume, sans inquieter, en quoi que
 „ce soit, les Etats de ses voisins, S. M.

„ promettoit de consentir par le traité qui
„ seroit conclu , à ce que les Hollandois
„ fussent mis en possession des places for-
„ tes (qui y seroient spécifiées) dans les
„ Pais-Bas , lesquelles serviroient à l'ave-
„ nir de Barriere , pour assurer le repos
„ de la Hollande contre toute sorte d'en-
„ treprises du côté de la France.

„ V. Que le Roi consentoit aussi ,
„ qu'on formât une Barriere seure & con-
„ venable pour l'Empire & pour la Mai-
„ son d'Autriche.

„ VI. Que quoi que Dunkerke eût cou-
„ té au Roi de très-grosses sommes , tant
„ pour l'acquérir , que pour le fortifier ,
„ & qu'il fût nécessaire de faire encore une
„ depense considerable , pour en raser les
„ ouvrages , S. M. vouloit bien cepen-
„ dant s'engager à les faire démolir im-
„ mediatement après la conclusion de la
„ Paix : à condition , qu'on lui donnât
„ un equivalent pour les fortifications , à
„ sa satisfaction ; & que comme l'Angle-
„ terre ne pouvoit pas fournir cet equi-
„ valent , la discussion en seroit remise aux
„ Conferences , qui se tiendroient pour
„ la negotiation de la Paix.

„ VII. Que lorsque les Conferences
„ pour

„pour les negotiations de la Paix seroient
 „formées, on y discuteroit de bonne foi
 „& à l'amiable toutes les pretensions des
 „Princes & Etats engagez dans cette
 „guerre, & on ne negligeroit rien, pour
 „les regler & terminer à la satisfaction
 „des parties interessées.

Ces Articles que les Gazettes de Londres avoient annoncez, avant qu'ils parussent, (comme s'ils étoient fort glorieux & utiles à la Nation) n'ayant point trouvé la plus part des Esprits disposez à y applaudir, d'autant plus qu'ils ne contenoient rien en détail de ce qui étoit considéré comme la matiere principale, sur laquelle cette Paix devoit se fonder, il parut quelques jours après dans le public un autre imprimé, où les choses étoient plus spécifiées. Cet écrit, ou ce détail des conditions de la Paix, que la France & l'Angleterre vouloient faire, consistoit en ce que

„I. Les Royaumes de Naples, Sicile,
 „& de Sardaigne, le Duché de Milan,
 „les forteresses de la Toscane qui appar-
 „tenoient à la Couronne d'Espagne, &
 „toute la Flandre resteroient à jamais à
 „la Maison d'Autriche.

K 7

„II. Que

„II. Que le Roi Philippe auroit toute
„l'Espagne, les Isles de Majorque & de
„Minorque, & les Indes Occidentales.

„III. Que pour la seureté du commer-
„ce des Anglois & des Hollandois en
„Espagne, le Roi Philippe consentiroit,
„que les Anglois eussent toujours garni-
„son à Cadix : & que la Compagnie de
„la Mer du Sud eût pleine liberté de
„s'établir dans le Continent de ce pais-là,
„suivant l'Acte du Parlement.

„IV. Que les fortifications de Dun-
„kerke seroient rasées & le Port ruiné.

„V. Que les Hollandois pourroient
„nommer des Deputez, pour traiter avec
„les Commissaires François touchant les
„Barrières nécessaires.

„VI. Qu'on donneroit des satisfactions
„& des seuretez aux autres Alliez dans le
„Congrès general.

Ce qu'il y eut de remarquable en ceci,
fut que quand le Comte de Gallas Mini-
stre de l'Empereur à Londres fut infor-
mé des allées & venues secretes de Mess.
Prior & Ménager, & qu'il s'en fut plaint,
comme d'une demarche contraire aux en-
gagemens de la Grande Alliance, (puis-
qu'enfin on n'en pouvoit conclurre autre
chose

chose, si ce n'est, qu'il y avoit des negotiations clandestines sur le tapis, dont on ne donnoit point de connoissance à l'Empereur son Maître) on lui interdit la Cour. Après cette Interdiction il parla encore plus haut, s'ófrant de faire voir à la Reine, que quelquesuns de ses Ministres s'étoient laissé gagner, & que ce Traité étoit un effet de leur collusion avec la France, au gré de laquelle ils laissoient aller les affaires. C'étoit assés l'opinion universelle, car on ne pouvoit point comprendre autrement, qu'on renonçât sans aucune raison apparente aux avantages, que la France avoit elle-même óferts dans les negotiations de la Haie, pour se contenter de beaucoup moins, que n'étoit ce qu'on ófroît par ces Preliminaires.

Mais non obstant ces plaintes du Ministre de l'Empereur, & cette opinion commune, on ne laissa pas de communiquer aux Ministres des Alliez qui étoient à Londres, les propositions de Mons. Ménager, & de donner au Maréchal de Tallard (qui étoit prisonnier de guerre en Angleterre depuis la Bataille de Hochstet) la liberté de retourner en France.

ce sur sa parole : apparemment pour y recevoir des félicitations sur la bonne réussite des soins qu'il avoit pris de son côté, à disposer les choses au point où on venoit de les conduire. Ce fut encore le sentiment commun, que le Maréchal (à qui on faisoit alors de grandes caresses, sous l'apparence d'honneurs dûs à son caractère) s'étoit employé à disposer les esprits à écouter favorablement tout ce qu'on devoit proposer de la part du Roi de France. Celui-ci de son côté commença à donner le titre de Soeur & Reine (ce qu'il n'avoit point encore fait) à la Reine Anne, & à traiter avec toutes les marques de faveur la Nation Angloise, accordant des passeports à tous leurs vaisseaux, pour venir négotier en France : & diminuant par faveur deux sous de Taxe sur les vins qu'ils y alloient acheter ; pendant qu'on refusoit aux Hollandois toute sorte de liberté de participer à ce commerce.

Les Etats Generaux voyans ceci envoyèrent Monsr. Buis en Angleterre, pour y faire des représentations, qui furent negligées : au contraire la Reine, ou plutôt son Conseil poussans leur pointe, déclarerent, qu'ils vouloient entrer en conférence

1711. *Et de la Paix d'Utrecht.* 233

ference sur les Preliminaires proposez, & nommerent la Ville d'Utrecht, où la Reine envoyeroit ses Plenipotentiaires : elle fit en même tems sçavoir cette resolution aux autres Alliez, dont les Ministres ayant été appelez au Bureau du Secrétaire d'Etat, celui-ci communiqua à chacun d'eux une espece d'intimation, ou de lettre circulaire, conçue à peu près en ces termes :

„ Que le Roi T. C. ayant témoigné le
„ desir qu'il avoit, de voir rétablie la tran-
„ quillité de l'Europe, par une Paix seure
„ & honorable pour elle & tous ses Al-
„ liez : & ayant fait quelques ófres, pour
„ les disposer à ouvrir des Conferences à
„ cette fin; pareillement les Etats Generaux
„ ayant déclaré, qu'ils étoient portez &
„ prêts à entrer en negotiation, la Reine
„ étoit tombée d'accord avec eux, de fixer
„ l'ouverture dudit Congrès au 12 de Jan-
„ vier prochain (N. St.) dans la Ville
„ d'Utrecht. Et puisque S. M. n'avoit
„ en vûe que de mettre fin à cette Guer-
„ re par une Paix solide, dans laquelle
„ chacun des Alliez pût trouver une satis-
„ faction raisonnable, elle ne doutoit pas,
„ qu'ils ne fussent également portez à con-
„ trê-

„tribuer à l'avancement d'un œuvre si
„pieux & si salutaire.

L'Empereur fit faire à la Reine quelques représentations, pour l'éloigner de ce dessein: mais elles ne firent que blanchir. Le Baron de Bothmar Envoyé Extraordinaire de l'Electeur d'Hanover voulut faire les siennes & les rendre publiques par un long écrit, où il déduisoit les raisons qu'il croyoit de son côté devoir déconseiller & décliner la Paix aux conditions offertes par la France; mais il fit très mal sa cour. La Reine ayant enfin (après plusieurs prorogations) assemblé son Parlement le 18. de Decembre, elle y déclara d'avoir fixé le tems & le lieu d'un Congrès, où l'on traiteroit de la Paix generale, *non-obstant les artifices de ceux qui se plaisoient dans la guerre.* Ces expressions marquoient un dessein formé & une resolution prise, de faire cette Paix, quelle qu'elle fût: puisqu'on traitoit d'artifices & de mauvais moyens tout ce qu'on pouvoit représenter de contraire à ce dessein. Aussi quelques mouvemens que plusieurs membres dans l'une & l'autre Chambre se donnassent, pour arrêter le cours de cette resolution, ils furent inutiles;

tiles, la Reine ayant eu la precaution de fortifier son parti par la creation de plusieurs nouveaux Pairs dans la Chambre Haute, & par plusieurs Creatures dans la Basse, qui firent conclurre les autres Membres du Parlement, à lui faire un remercement de sa Harangue, sans y rien specifier, sinon *le desir qu'elle avoit de terminer la guerre par une Paix avantageuse pour ses sujets, juste & honorable pour tous les Alliez.* Il y avoit eu un débat de quatre heures dans la Chambre Haute sur la maniere de faire ce remercement: ce qui arrive ordinairement, quand le Roi harangue son Parlement. Plusieurs vouloient, que dans ce remercement on demandât la restitution de la Monarchie d'Espagne pour la Maison d'Autriche: c'est à dire, qu'on priât la Reine, de ne faire aucune Paix sans cette restitution. La Reine avoit ouï tout ce debat (qui fut très-vif) d'une loge qui regardoit dans la Chambre, par derriere un voile qui déroboit la vûe de S. M. Elle pût se convaincre par là, que ses sentimens particuliers, ou ceux de ses Ministres n'étoient point des sentimens universels, & que (si la chose passoit de la maniere, qu'elle l'en-

l'entendoit, c'est à dire, si la Paix se faisoit sans la susdite condition, & quelques autres encore, sur lesquelles on avoit insisté) ce ne seroit que par l'effet des moyens extraordinaires qu'on avoit employez, pour avoir la pluralité des suffrages, & qu'il resteroit dans les esprits d'un grand nombre de sujets très considérables des semences de division & d'aigreur, qui pourroient avec le tems produire de fâcheux effets. Cependant la chose ne laissa pas de passer au gré de la Reine, ou de ses Conseillers, qui (pour suspendre les ressentimens de ceux qui n'y avoient consenti, que par force, ou qui n'avoient point voulu y consentir) firent inserer dans la réponse, que la Reine donna au Remercement, *qu'elle seroit bien fâchée, qu'il y eût quelqu'un, qui pût penser, qu'elle ne feroit pas les derniers efforts, pour retirer l'Espagne & les Indes de la Maison de Bourbon.*

Il n'y eut pas de moindres difficultez à surmonter dans la Chambre basse, où (quoique le parti de la Cour fut le plus nombreux) on fit de vives remontrances sur l'importance & le danger auquel on s'exposeroit, en concluant la Paix, sans obliger la France, de rendre l'Espagne à la Maison d'Autriche.

1711. & de la Paix d'Utrecht. 237
triche: & de se contenter de propositions ou Preliminaires vagues, insuffisans & captieux, (ce furent les termes de l'Adresse) pour en faire le fondement des Traitez: sans que pour tout cela on eût le consentement ou l'approbation d'aucun des Alliez. Neantmoins la Chambre fit aussi presenter son Adresse, par laquelle elle declara, qu'elle avoit une entiere confiance dans la sagesse & la bonté de S. M. dans son honneur, en sa justice envers ses Alliez, & en son soin tout particulier du bien de ses sujets.

La Campagne s'étoit passée dans des evenemens de grande importance. Comme la mort de l'Empereur Joseph arrivée dès le Février, avoit donné lieu à une nouvelle Election, la France menaçoit de la troubler, sous pretexte, que les Electeurs de Cologne & de Baviere (qui étoient pros crits) n'y étoient point apellez. Pour cet effet elle fut obligée de faire de puissans détachemens de l'Armée de Flandre pour l'Alemagne, où le Prince Eugene demeura pendant toute la Campagne. Le Duc de Marlborough ne laissa pas d'assiéger Bouchain sur l'Escaut. Cette place ouvre le chemin de Cambrai (qui n'en est éloignée que de quelques petites lieues) la dernière de toutes celles que la France
a de

a de fortifiées sur cette frontiere là , laquelle par consequent demeuroit ouverte aux Alliez. Comme les esprits étoient déjà aigris en Angleterre, on y fit peu de cas de cette expedition, & bien loin d'en remercier le Duc, comme on avoit fait les années precedentes, on ne fit que rire de sa conquête, l'appellant par sobriquet la prise d'un colombier. On n'en demeura pas là: le Duc fut obligé de se justifier devant le Parlement, où ayant témoigné de ne pas approuver les Preliminaires qu'on y proposoit, il fut personnellement attaqué par des reproches de ce qu'il cherchoit la continuation de la guerre pour son profit particulier. Il deduisit les raisons qu'il avoit de n'y pouvoir pas souscrire, & ce fut après cette declaration, qu'il fut dégradé de sa charge de General, par une lettre de la Reine qui lui témoignoit de n'avoir plus besoin de ses services.

Les choses n'étoient pas cependant encore dans l'état, où on eût pû dire qu'on n'avait plus besoin de General, puisque la guerre duroit encore. On avoit même ce besoin dans le Placard que la Reine fit expedier pour l'installation d'un jeune
Gene-

1712. & de la Paix d'Utrecht. 239

General: puis qu'on devoit implorer la benediction de Dieu, (à la verité sur le Traité projeté) afin qu'il provînt de là pour les Anglois & pour les Nations qui étoient en alliance avec eux, une Paix honorable, seure & durable; mais aussi qu'il lui plût de benir & d'assister les armes de la Reine & celles de ses Alliez, jusqu'à ce que les ennemis fussent reduits à une telle Paix. Mais on avoit besoin d'un General plus commode, & plus devoüé aux demarches que la Cour voudroit faire, pour obtenir cette Paix: non pas par les armes, mais par d'autres voies & par d'autres moyens. Le Duc d'Ormond fut choisi pour cela: & on nomma en même tems les Plenipotentiaires qui devoient se rendre au Congrès d'Utrecht, pour y negotier la Paix. Le Prince Eugene passa à Londres par ordre de l'Empereur, pour tâcher de détourner la Reine de la resolution de traiter sur le pied des Preliminaires offerts par la France, c'est à dire, en abandonnant l'Espagne & les Indes au Roi Philippe. Il offrit de la part de S. M. Imp. un concours de forces plus pluisant, qu'on n'avoit fait jusqu'alors, si on vouloit continuer à faire les efforts necessaires, pour
avoir

avoir une meilleure Paix , qu'on n'obtiendrait jamais du Roi de France sans cela. Mais outre que la Reine lui donna des audiences fort courtes , il ne trouva pas les Ministres disposés à l'écouter : & on poussa les desagremens jusqu'à empêcher, que la Ville de Londres n'exécutât le dessein qu'elle avoit eu, de lui donner un Regal dans la Maison de Ville, pour marquer l'estime que le Public avoit toujours eüe pour sa valeur & pour ses merites particuliers.

Ce Prince ne fut donc bien reçu & fêtoyé, que de ceux qui étoient du parti disgracié : quoique le Duc d'Ormond & quelques Seigneurs du Ministère lui rendissent des visites, & parussent lui faire quelques honneurs. On ne sçait pas même, si ce ne fut point pour ajouter l'insulte & la tromperie au mépris, que le Duc d'Ormond conféra avec lui sur l'état de la guerre, comme s'il eût été d'accord de concourir à tout ce qu'on jugeroit à propos de faire la Campagne prochaine ; il persista dans cette feinte jusqu'au moment, qu'il pût rompre les mesures qu'on avoit prises : comme on le dira en son lieu.

Com-

1712. & de la Paix d'Utrecht. 241

Comme la Reine de la Grande Bretagne avoit toujours voulu, qu'on traitât la Paix dans la Ville d'Utrecht, qu'elle avoit nommée pour le lieu des Conférences: & qu'elle avoit en quelque manière forcé la plus part des Alliez d'y envoyer leurs Deputez; ceux-ci y arriverent en divers tems, & les premiers furent les siens & ceux de France, qui s'y trouverent, non pas au jour marqué par la Reine (qui étoit le premier de l'an) mais quelques jours après, & environ au milieu du mois de Janvier. Voici les noms de tous les Plenipotentiaires qui, comme on dit, arriverent en divers tems, tous sans bruit ni aucune solennité, c'est à dire, sans aucun rencontre ni honneur public qui leur fût rendu de la part de la Ville:

Pour Sa Majesté Imperiale:

Mons. le Comte de Sinzendorf.

Mons. le Comte de Corsana.

Mons. de Consbruck.

Celui-ci mourut à Utrecht pendant le tems des Conférences, & l'Empereur renvoya en sa place:

Mons. le Baron de Kirchner.

L

Pour

Pour le Roi de France :

Mons. le Maréchal d'Huxelles.

Mons. l'Abbé de Polignac.

Mons. Ménager.

Pour la Reine d'Angleterre :

Mons. l'Evêque de Bristol.

Mons. le Comte de Straffort.

Pour le Roi de Portugal :

Mons. le Comte de Tarouca.

Mons. Don Louis d'Acunha.

Pour le Roi de Prusse :

Mons. le Comte de Dönhof.

Mons. le Comte de Metternich.

Mons. le Maréchal de Biberstein.

Pour les Provinces Unies :

Mons. de Randwyk.

Mons. Buis.

Mons. van der Dassen.

Mons. de Moermond.

Mons. le Baron de Renswoude.

Mons. de Goslinga.

Mons. le Comte de Rechteren.

Mons. le Comte de Kniphuizen.

Pour S. A. R. de Savoye :

Mons. le Comte Maffey.

Mons. le Marquis Solari du Bourg.

Mons. de Mellaredede.

Pour

Pour l'Electeur de Mayence:

Mons. le Comte de Stadian.

Pour l'Electeur de Treves:

Mons. le Baron d'Elz.

Mons. de Kayfersfeld.

Pour l'Electeur Palatin:

Mons. le Baron de Hundheim.

Pour l'Electeur de Saxe:

Mons. le Comte de Werthern.

Mons. le Baron de Gersdorf.

Pour l'Electeur d'Hanover:

Mons. le Baron de Bothmar.

Pour le Cercle de Franconie:

Mons. le Comte de Schönborn.

Mons. de Fischer.

Pour le Cercle de Souabe:

Mons. le Baron de Stauffenberg.

Mons. de Hespen.

Pour l'Evêque de Munster:

Mons. le Baron de Pleitenberg.

Mons. de Ducker.

Pour le Landgrave de Hesse-Cassel:

Mons. le Baron de Dalwig.

Pour M. le Comte de Hanau:

Mons. le Baron d'Edelsheim.

Pour le Chapitre de Cologne:

Mons. Eschenbrenner.

Mons. Solemacher.

L 2

Outre

Outre ces Ministres des Puissances qui étoient effectivement en guerre, il y en eut encore d'autres, qui venoient proposer les prétensions de leurs Maîtres, à l'occasion du Traité de la Paix Generale, où l'on pouvoit raisonnablement espérer qu'elles seroient discutées.

Pour le Pape:

Mons. le Comte Passionei.

Pour la Rep. de Venise:

Mons. le Procureur Ruzzini.

Pour la Rep. de Genes:

Mons. de Sorba.

Pour S. A. R. de Lorraine:

Mons. le Baron le Bégue.

Mons. de Förstner.

Mons. Moineville.

Pour le Grand-Duc de Toscane:

Mons. le Marquis Rinuccini.

Pour Mons. le Duc de Modène:

Mons. le Comte de Bergomi.

Pour Mons. le Duc de Parme:

Mons. le Comte de St. Severin d'Arragon.

Pour le Duc de Guastalle:

Mons. le Comte Fantoni.

Pour la Rep. des Suisses:

Mons. de St. Saphorin.

Pour

Pour les Grifons :

Mons. de Sabi.

La nouvelle de la degradation du Duc de Marlborough étant venue à la Haïe, dès les premiers jours après qu'on avoit vû arriver les Plenipotentiaires d'Angleterre & de France, on ne douta plus, que ces deux Puissances ne fussent d'accord, & que ce n'étoit que pour attirer les autres à consentir à tout ce qui leur plairoit, qu'on établissoit des Conferences & des Traitez de Paix. Cependant on ne laissa pas de disposer le Comte de Sinzendorf (qui étoit arrivé à la Haïe depuis quelques jours) à se rendre à Utrecht, le faisant asseurer, que tout ce que le Roi T. C. avoit proposé & qu'on debitoit pour des Preliminaires conclus, n'étoit que de simples projets qui n'obligeoient personne à y consentir, & qu'il seroit entièrement libre à chacun d'y opposer ses remontrances, & de traiter, comme si on n'avoit encore parlé d'aucune chose. En effet il se tint avant la premiere assemblée publique plusieurs Conferences particulieres entre les Ministres François & Hollandois, dans lesquelles ceux-ci secondez (du moins en apparence) par les Anglois, cherche-

L 3

rent.

rent à disposer les François à proposer des conditions plus sortables pour l'Empereur, que celles qui étoient exprimées dans le Plan de M. Ménager: afin de porter les Ministres de ce Prince à entrer en negotiation. Mais ces Messieurs en étant demeurez à protester, que chacun pourroit dire ce qu'il jugeroit à propos, on ouvrit enfin le Congrès dans une salle de la Maison de Ville, à laquelle on avoit pratiqué une deuxième entrée, afin que la rencontre des Ambassadeurs de France avec ceux des Alliez à une même porte ne causât point d'embâras ou de confusion.

Cette premiere entrevûe ou Conference se fit le 29. du mois de Janvier 1712. Ceux qui s'y trouverent, furent les trois Plenipotentiaires de France, les deux d'Angleterre, quatre d'Hollande & deux de Savoie. Après qu'ils s'étoient mutuellement communiqué leurs pleins-pouvoirs, l'Evêque de Bristol ouvrit les conférences par un discours qui roula sur la Paix, comme le sujet de leur assemblée, à laquelle il supposa qu'eux tous étoient disposez par les considerations que chacun pouvoit faire, & avoit fait sans doute, puis

puis qu'ils y avoient voulu venir. A quoi l'Abbé de Polignac répondant parla des bonnes Intentions de S. M. T. C. pour la même fin : & ce fut tout ce qui fut traité dans cette première conférence. Le lendemain il se tint une deuxième assemblée dans le même lieu , mais seulement entre les Ministres des Alliez : il y fut résolu de continuer ainsi tout le tems du Congrès, sçavoir, qu'après avoir Traité avec les Ministres de France , on tiendrait d'autres Conférences à part, où ceux-ci ne seroient point appelés : afin qu'on y pût discourir avec plus de liberté , & concerter les propositions , ou les réponses qu'il leur faudroit donner. Pour cet effet on avoit pratiqué deux autres chambres à côté de la salle du Congrès, où les Ministres des Alliez , ou ceux de France pourroient se retirer & consulter séparément sur ce qui se presenteroit, sans s'éloigner du lieu des négociations communes , où pendant une même session ils pourroient revenir sur le champ & autant de fois qu'il seroit besoin.

Mais cette précaution fut assez inutile, comme on verra dans la suite : car les Plenipotentiaires de France ne confere-

rent pas long-tems avec ceux des Alliez en des Assemblées Generales, demeurans si fermes dans leurs premieres propositions, qu'il ne fut pas possible de les en éloigner; ainsi ils cessèrent de se trouver aux conférences.

Le 3. de Février on tint à la Maison de Ville la troisième Assemblée, qui dura trois heures. Là les Plenipotentiaires de France firent quelques propositions qui ne semblerent pas aux Alliez pouvoir être acceptées. Ce fut premierement une suspension d'armes, qu'il y auroit de part & d'autre durant le Congrès: & qu'on admît les Plenipotentiaires du Roi Philippe & ceux des Electeurs de la Maison de Baviere, pour qu'ils pussent y traiter & soutenir les interêts de leurs Maîtres. Mais comme le Congrès n'étoit pas encore tout à fait formé, tant à cause de l'absence des Ministres de plusieurs Puissances, que parceque ceux qui s'étoient déjà rendus à Utrecht, n'étoient pas encore autorisez pour traiter, (hormis ceux d'Angleterre, qui sans doute étoient pourvus de pouvoirs suffisans pour y consentir) ces propositions-là demeurèrent sans réponse. Outre cela on proposa de nom-

mer.

mer un Protocolliste qui pût tenir le Registre de tout ce qui seroit traité, attendu qu'il n'y avoit point de Mediateur; les Anglois en presenterent un de leur Nation, mais il fut refusé par la plus part des autres, qui en ayant proposé à leur tour, ceux-ci ne plurent point aux Anglois. Ainsi il fut resolu, que chacune des Nations feroit & garderoit son protocole à part: quoique avec cet inconvenient, que comme l'interêt particulier pouvoit rendre suspecte la fidelité des relations & des registres, on ne sçauroit obliger personne à y ajouter foi.

Le jour d'après, ce fût le 4. de Février après dîné, les Alliez eurent entr'eux une autre conference, qui dura jusque fort avant dans la nuit; il y fut traité des moyens de disposer le Comte de Sinzendorf (qui étoit à la Haie) à venir au Congrès. Pour cet effet on conclut de s'en tenir à la declaration verbale, que les Plenipotentiaires de France avoient donnée, sçavoir, que les Preliminaires portez à Londres ne pouvoient, ni devoient être considerez, que comme de simples projets qui n'obligeoient personne à y deferrer, & que chacun pouvoit parler &

L-5

agir,

agir, comme si rien n'avoit été arrêté & conclu.

Jamais l'Angleterre n'avoit fourni de plus grands sujéts de faire parler d'elle, que lorsque la Reine eut pris la résolution de changer toute la face de sa Cour, en y changeant tous les Officiers considérables. Non seulement le Duc de Marlborough avoit été démis de toutes ses charges, mais aussi tous ceux qui étoient liez de parenté avec lui, ou qui avoient été mis en place par son crédit, furent privez des leurs. On formoit des accusations contre ceux-ci, pour faire croire qu'ils étoient coupables, & pour authentifier ainsi leur deposition. Pour mieux disposer de la Chambre Haute du Parlement, que la Reine croyoit n'entrer pas dans toutes ses vues, elle y introduisit douze nouveaux Pairs, qu'elle crea pour cet effet. Et comme tous ces changemens ne pouvoient pas manquer de causer de fortes alterations dans les esprits, il sembloit qu'on prénoit plaisir de les aigrir davantage par d'autres recherches & démarches encore plus hardies.

La Ville d'Utrecht, où l'on avoit commencé les Conférences pour la Paix
(qu'on

1712. & de la Paix d'Utrecht. 251

(qu'on prevoyoit assez dès-lors, qu'elle ne réussiroit pas au gré de tout le monde) n'étoit pas exemte de ces agitations, ni de ces ménées de partis, dont les uns pretendoient comme par force, qu'on fît cette Paix, pendantque les autres refusoient de la recevoir. Les Anglois étoient dans les sentimens des premiers, & bien loin de les cacher, ils s'en glorifioient hautement. Car à peine l'Evêque de Bristol fut-il arrivé, qu'un de ses Chapelains fit imprimer un écrit qu'il appelloit *Carmen Gratulatorium*, ou Felicitation en rime de l'heureuse venue de ce Prélat. Ce Poëme contenoit proprement des vœux pour un heureux voyage, puisque l'Autheur s'adresse au Vaisseau (qui avoit porté ce Prélat) disant: *Fatum Europa portas*, tu es chargé du destin de l'Europe: *Te vota sequuntur desolati orbis*, les vœux & les desirs du monde desolé te suivent. *Dii quibus imperium Pelagi, Navem paciferam servate*, ô Dieux qui commandez les flots, protégez ce vaisseau, le porteur de la Paix, & le faites aborder à bon port!

C'est dans ce Poëme, où l'Autheur (pour ne point laisser en doute, quel

L. 6

étoit

étoit son sentiment sur les affaires publiques) parlant de la Nation Angloise en general, l'appelle une Nation intraitable, & doute même, que Dieu en ait, ou en veuille avoir soin : *Dî quibus Anglia cura, si sit adhuc cura genus intractabile.* Apparemment exceptoit-il de ce nombre le peu d'Anglois qui (comme lui) vouloient la Paix. Il deplore le sang répandu & tous les avantages remportez pendant le cours de la guerre, dont il veut que tout autre que l'Angleterre ait profité. *Sanguine nostro parta aliis sunt regna.....* *victrixque Britannia plorat crudeles palmas.* C'est pourquoi le Poëte introduit Minerve touchée (comme lui) de pitié à la vûe de tant de desordres; laquelle prenant l'air & la figure de la Reine Anne presente une branche d'Olivier & prescrit la Paix: *Os Anna & placidam vultus imitata figuram, in melius mutata suam prætendit olivam.* Il veut, qu'en vain des Peuples insensés *insani Populi attollunt iras*, témoignent du chagrin contre la Paix que la Reine veut: qu'en vain *Germanicus Eurus infensus paci* sevit, un vent contraire à la Paix souffle du côté de l'Allemagne: que les Dieux Bretons (les Ministres de la Grande Bretagne).

1712. & de la Paix d'Utrecht. 253

tagné) *Di Britonum* triomphent déjà de tous ces obstacles, *vincla omnia solvunt*, & feront faire la Paix telle qu'ils la voudront. Enfin il finit par une Apostrophe contre l'aveuglement de ceux qui sont ou seront du sentiment contraire ; les traitant de gens indignes d'aucune pitié ou secours, *ignara mentes, invitaque regna servari*, d'esprits pervers, *perversi animi*, farouches *feroces*. Qu'il faut prier, pour qu'ils veuillent bien souffrir, que le Ciel couroucé quitte une fois ses foudres : *Ira-um liceat Dis ponere fulmen*, leur annonçant, que quelque effort qu'ils fassent au contraire, ils travailleront en vain, pour empêcher ce que la Reine & le destin ont résolu : *quodque Anna & fatum voluit, cessate morari*.

Cette maniere de parler de la Paix, qu'on entendoit sortir de la bouche & de la Maison de ceux, qui venoient pour la traiter, faisoit connoître, qu'on étoit résolu de la faire, à quelque prix que ce fût. Et comme ces esprits pacifiques étoient d'accord avec la France, on ne pouvoit pas douter, que la Paix ne se fît, telle qu'il plairoit à la France de la prescrire : quelque démonstration qu'on

L. 7. fit.

fût encore à la Cour d'Angleterre, qu'on la souhaitoit *juste & raisonnable*, & qu'on seroit bien fâché, (termes qu'on avoit fait dire à la Reine dans sa réponse à une adresse du Parlement) qu'on crût, qu'elle n'eût pas une véritable volonté de faire tous ses efforts, pour retirer l'Espagne & les Indes des mains de la Maison de Bourbon.

Quelque repugnance que l'Empereur eût d'entrer en une négociation, qu'il voyoit bien devoir tourner entièrement à son prejudice : il étoit cependant si fort pressé de le faire, qu'il avoit enfin envoyé les ordres au Comte de Sinzendorf, de se porter à Utrecht, où il parut le soir du 9. c'est à dire, 3. jours après que les François eurent fait leurs propositions, desquelles on va parler. Il y vint avec Mons. de Consbrug seul, que l'Empereur avoit nommé son troisième Plenipotentiaire: le Comte de Goes Ministre Ordinaire de S. M. Imp. auprès des Etats Generaux (qui avoit été nommé le second) n'ayant pas voulu accepter cet emploi, sous pretexte, que comme il étoit le plus ancien Conseiller de l'Empereur, il auroit dû être le premier des Plenipotentiaires de S. M. Imp.

1712. & de la Paix d'Utrecht. 255

Ce fut le 6. de Février , jour , que
Monf. le Comte de Metternich & fes
Collegues , Plenipotentiaires du Roi de
Prusse affisterent pour la premiere fois à
la Conference , où Monf. le Maréchal
d'Huxelles & l'Abbé de Polignac presen-
terent leurs propositions , & en donne-
rent copie aux Ministres des Alliez qui
s'y trouverent. Ces Messieurs (après avoir
donné cette Copie de leurs ôfres ou de-
mandes) sortirent de l'Assemblée , pour
donner lieu aux Alliez de consulter en-
tr'eux sur la qualité de ces demandes &
sur les réponses qu'ils y voudroient faire.
Ces demandes porterent le titre d'*Expli-
cation specifique des ôfres de la France pour
la Paix Generale , à la satisfaction de tous
les Interessez dans la guerre presente , &
contenoient en substance , que*

„ Le Roi T. C. reconnoîtroit en si-
„ gnant la Paix , la Reine de la Grande
„ Bretagne en cette qualité ; aussi bien
„ que la succession à cette Couronne ;
„ suivant l'établissement present , & de la
„ maniere qu'il plairoit à S. M. Britanni-
„ que.

„ S. M. feroit démolir toutes les forti-
„ fications de Dunkerke immédiatement
„ après

„après la Paix , moyennant un équiva-
„lent à la satisfaction.

„L'Isle de St. Christofle , la Baye & le
„Détroit de Hudson seroient cedez en-
„tierement à la Gr. Bretagne : respecti-
„vement l'Acadie avec le fort & le Port-
„Royal seroient restituez en entier à S. M.

„Quant à l'Isle de Terre-neuve , le
„Roi offroit de la ceder aussi à la Gr. Bre-
„tagne , en se reservant seulement le fort
„de Plaisance avec le droit de pêcher &
„de sécher la morüe , comme avant la
„guerre.

„Qu'on conviendrait de faire un Trai-
„té de commerce avant ou après la Paix ,
„au choix de l'Angleterre : duquel on
„rendroit les conditions egales entre les
„deux Nations, le plus qu'il seroit possi-
„ble.

„Que le Roi consentiroit en signant
„la Paix, que les Pais-Bas Espagnols ce-
„dez à l'Electeur de Baviere par le Roi
„d'Espagne servent de Barriere aux Pro-
„vinces Unies : & pour l'augmenter il
„y joindroit Furnes & le Furner-Am-
„bacht, la Knoque, Ypres & sa Châte-
„lenie, Menin avec sa Verge. En echan-
„ge S. M. demande, pour former la Bar-
„riere

„riere de la France : Aire, S^t Venant,
„Bethune, Doüai, Bouchain & leurs
„dependances.

„Si les Etats Generaux vouloient te-
„nir des Garnisons dans les places fortes
„de la Barriere, (ainsi formée des Etats
„cedez à S. A. Elect. & de ceux que la
„France y joint du sien) S. M. consent,
„qu'ils y mettent leurs Troupes en aussi
„grand nombre qu'il leur plaira, & de
„plus, qu'elles soient entretenues aux
„depens du Païs.

„Qu'au moyen de cette cession & de
„ce consentement, le Roi de son côté
„demandoit pour equivalent de la demo-
„lition de Dunkerke les Villes & Cita-
„delles de Lille & de Tournai, avec leurs
„Châtellenies & dependances.

„La Barriere étant ainsi réglée entre
„la France & les Etats Generaux, le Roi
„accorderoit, pour augmenter le com-
„merce de leurs sujets, ce qui est stipu-
„lé par le Traité de Ryswik, & le Ta-
„rif avantageux de l'an 1664. à l'ex-
„ception seulement de six genres de Mar-
„chandises, dont on conviendrait: lesquel-
„les demeureroient chargées des mêmes
„droits, qui se payent aujourd'hui, en-
„semble

„semble l'exemption de 50. sous par ton-
„neau sur les vaisseaux Hollandois venans
„de France, des Provinces Unies & des
„Païs étrangers.

„A l'égard du Commerce d'Espagne
„& des Indes Espagnoles, le Roi s'en-
„gageroit non-seulement aux Etats Ge-
„neraux, mais encore à la Grande-Bre-
„tagne & à toutes les autres Puissances,
„en vertu du pouvoir qu'il en a: que
„ces commerces se feront précisément,
„& en tout de la même maniere, qu'ils
„se faisoient sous le regne & jusqu'à la
„mort de Charles II. & promettroit, que
„les François s'assujettiront, comme tou-
„tes les autres Nations, aux anciennes
„loix & reglemens faits par les Rois pre-
„decesseurs de S. M. Catholique, au su-
„jêt du Commerce & de la Navigation
„des Indes Espagnoles.

„Que de plus S. M. consentiroit, que
„toutes les Puissances de l'Europe en-
„traissent en garentie de cette promesse.

„S. M. promettoit, que le Roi son
„petit-fils renonceroit pour le bien de la
„Paix, à toutes pretensions sur le Royau-
„me de Naples & de Sardaigne, aussi
„bien que sur le Duché de Milan, dont
„elle.

„ elle consentiroit aud. nom, que la par-
 „ tie cedée au Duc de Savoie demeurât
 „ à S. A. R. bien entendu, que moyenant
 „ cette Cession, la Maison d'Autriche se
 „ desisteroit pareillement de toutes pre-
 „ tentions sur les autres parties de la Mo-
 „ narchie d'Espagne, d'où elle retireroit
 „ ses troupes immédiatement après la Paix.

„ Que les frontieres de part & d'autre
 „ sur le Rhin fussent remises en même
 „ Etat, où elles étoient avant la presente
 „ guerre.

„ Que moyennant toutes les condi-
 „ tions ci-dessus le Roi demandoit, que
 „ les Electeurs de Cologne & de Baviere
 „ fussent rétablis dans la pleine & entie-
 „ re possession de leurs Etats, Dignitez,
 „ prerogatives, biens meubles & immeu-
 „ bles, dont ils jouissoient avant la pre-
 „ sente guerre: & reciproquement S. M.
 „ reconnoîtroit dans l'Alemagne & dans
 „ la Prusse tous les titres, que jusqu'à
 „ present elle n'avoit pas reconnus.

„ Que le Roi restitueroit au Duc de
 „ Savoie ce qu'il lui avoit pris pendant
 „ cette guerre: comme pareillement S.
 „ A. R. lui rendroit ce qu'elle avoit pris
 „ sur la France; de sorte que les limites de
 „ part

„ part & d'autre feroient les mêmes, qu'ils
„ étoient avant la declaration de la Guerre.

„ Pour le Portugal, les choses feroient
„ rétablies & demeureroient sur le même
„ pié en Europe, où elles étoient avant la
„ présente guerre, tant à l'égard de la Fran-
„ ce, que de l'Espagne; & quant aux Do-
„ maines qui sont dans l'Amerique, s'il
„ y avoit quelque different à regler, on
„ tâcheroit d'en convenir à l'amiable.

„ Que le Roi consentiroit volontaire-
„ ment & de bonne foi à prendre de con-
„ cert avec les Alliez toutes les mesures
„ les plus justes, pour empêcher, que les
„ Couronnes de France & d'Espagne ne
„ soient jamais réunies sur une même tête:
„ c'est à dire, qu'un même Prince
„ ne puisse être tout ensemble Roi de l'u-
„ ne & de l'autre.

„ Que tous les precedens Traitez, sça-
„ voir, celui de Munster & les suivans
„ feroient rappelés & confirmez, pour de-
„ meurer dans leur force & vigueur: à
„ l'exception seulement des Articles, aux-
„ quels le Traité de Paix à faire presen-
„ tement aura derogé ou changé quel-
„ que chose.

Signé

HUXELLES.

Com.

1712. & de la Paix d'Utrecht. 261

Comme une bonne part des Plenipotentiaires n'avoit point encore paru au Congrès, on ne prit aucune resolution sur ces offres du Roi de France, qui parurent extraordinaires: quoiqu'on dût naturellement s'attendre, que le Roi assuré (comme chacun le croyoit) de ne point avoir les Anglois contraires, & d'un membre si considerable de la grande Alliance separé d'avec ceux, qui se trouveroient ou se croiroient lesez par ces offres, ne feroit pas des propositions plus avantageuses.

Dés le matin du 7. c'est à dire, dès le lendemain, que les Plenipotentiaires de France eurent fait leurs offres & leurs propositions, les Ministres du Roi de Prusse en envoyèrent une copie à leur Roi: comme les Deputez des Etats Generaux en depêcherent une à la Haïe. Le même jour on publia à Utrecht, que les Plenipotentiaires Anglois avoient reçu un nouvel ordre de la Reine, de ne point passer outre à aucune negotiation, & que cet ordre étoit un effet des offres de forces & de moyens plus efficaces, que le Pr. Eugene avoit faits à Londres de la part de l'Empereur, pour pousser la guerre
contre

contre la France : à quoi (assûroit-on) les Ministres de la Reine avoient prêté l'oreille & montré une veritable disposition de cooperer. Mais par la suite des conferences , & par le retour du Prince il parut, que cette disposition n'avoit été qu'apparente, & que la Reine avoit pris son parti, de laisser le tout à la disposition du Roi de France , & de ne point inquieter le Roi Philippe dans la possession du Royaume d'Espagne.

Comme l'arrivée des Plenipotentiaires, qui venoient successivement à Utrecht, obligeoit à de visites & à d'honêtetez reciproques, elle fut cause, que les Assemblées n'étoient pas aussi frequentes, qu'il sembloit qu'elles auroient dû l'être dans ces commencemens. A propos de l'arrivée des Plenipotentiaires à Utrecht, il n'y eut que celle de l'Evêque de Bristol, qui se fit avec quelque éclat : puisqu'il entra avec deux Carosses à six chevaux & un chariot de bagage , accompagné de plusieurs personnes à cheval. Tous les autres y arriverent sans bruit & avec peu de suite. Cet Evêque avoit avec soi Madame son Epouse , & une Nièce de celle-ci : ce qui fut cause, que son train étoit le plus

1712. & de la Paix d'Utrecht. 263
plus nombreux. Il fut remarqué, que cette Ambassadrice fut la première qui donna le bal, dès le 4. du mois de Février, c'est à dire, 5. jours après la première Assemblée publique, comme pour ouvrir en même tems la carrière aux divertissemens, qui continuerent pendant tout le tems du Congrès. Ce n'étoit que de Festins, d'assemblées de Jeux & de Conversation, qui se donnoient presque tous les soirs chez l'un ou l'autre des Ministres qui avoient des Epouses, où on passoit une partie des longues nuits, que la saison de l'hiver faisoit alors. Le Comte de Straffort donna quelques jours après l'Evêque un autre Bal, à l'occasion du jour de la naissance de la Reine. Mais les Dames de la Ville, qui avoient assisté à celui de l'Evêque, ne voulurent point s'y trouver, à cause de quelques paroles, qu'on accusa le Comte d'avoir lâchées, par lesquelles il paroissoit leur reprocher quelque grossièreté.

Le 10. 11. & le 13. du même mois se tinrent des Conférences Generales, auxquelles les Plenipotentiaires de France assisterent: quoiqu'on fût convenu, que les Lundis & Jeudis seulement seroient les
jours

jours destinez aux Conférences Generales, les Mardis & Samedis le feroient à celles des Ministres des Alliez seulement. Les Plenipotentiaires de France y proposerent & insisterent sur ce que les Alliez donnaissent des réponses aux ôfres qu'ils avoient faits de la part du Roi: mais comme il fâloit attendre le retour des Courriers, pour parler, leur instance fut inutile.

Ils proposerent encore, que si on ne vouloit pas admettre les Ministres du Roi Philipe, on acceptât du moins le Comte de Bergeick, pour quatriéme Plenipotentiaire de France, afin que ce Prince fût instruit par lui de ses intérêts, que le Comte negotieroit avec ceux du Roi. Mais cette instance fut rejetée, parce que le Roi Philipe n'étant point reconnu par les Alliez, on ne vouloit rien avoir à faire avec lui, & que s'il se presentoit quelque chose à traiter à son egard, on sçavoit, que le Roi de France & ses Ministres étoient suffisamment autorisez pour cela.

Les François se plainquirent encore du peu de liberté qu'ils avoient dans le Pais: ce qui parut tout à fait étonnant, puis-
que

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 265
que les Etats Généraux n'avoient fait aucune disposition, qui pût les gêner, & que tout le monde sçavoit, que les Villes d'Utrecht, d'Amsterdam, & de la Haïe fourmilloient de gens qui se disoient tous être de la suite des Ambassadeurs Plénipotentiaires de France, & qui alloient & hantoient par tout avec une entière liberté.

Le reste du mois de Février se passa, sans qu'il fût parlé de rien d'important & qui regardât la negotiation de la Paix. Comme les propositions ou les ôfres du Roi de France avoient été imprimez & rendus publics, ils étoient le sujet de presque tous les entretiens, aussi bien que les procédures qu'on continuoît à Londres contre les Wighs, & les creatures du Duc de Marlborough : de même que les plaintes que le nouveau Ministère de la Reine faisoit faire aux Etats Généraux, comme si ceux-ci n'avoient point fait leur devoir, & qu'ils avoient manqué aux engagements de la Grande Alliance.

Ce ne fut que le 5. Mars, que les Ministres des Alliez, selon les ordres de leurs Souverains (au lieu des réponses que les François demandoient) leur pre-

M

sen-

senterent des *demandes* reciproques. Celles de l'*Empereur* consistoient en ce que

Sans toucher aucunement aux Decrets & Statuts faits & à faire touchant l'Etat interieur de l'Empire, la France rendit à S. M. Imperiale & à l'Empire (tant pour une presente satisfaction, que pour seureté à l'avenir) tout ce qui lui avoit été cédé ou laissé par l'Empire & par la Maison d'Autriche dans les Traitez de Paix de Munster, de Nimégue & de Ryswik. Comme aussi, que suivant la demande faite par les Cercles confederez de l'Empire, pour la seureté qui leur est necessaire, le ser.^{me} Duc de Lorraine fût rétabli dans ses Domaines, Fortereses & places, que Charles IV. Duc de Lorraine a cedés à la Couronne de France, par les divers Traitez qu'il fit avec elle: & ce avec exemption de toute sujétion de Vassallage, feodalité, & hommage; sauf une plus ample declaration au nom de sa Sacrée Majesté Imperiale & de l'Empire, après la deliberation de la premiere assemblée solennelle qui se tiendra.

Que Sad. Sac. Maj. Imp. & Catholique insistoit à demander, qu'outre les Royaumes & Pais de l'Espagne, de l'Italie & des Pais-Bas qu'elle occupoit déjà, tout le reste de la Monarchie d'Espagne, comme elle avoit été possédée par Charles II. fût entierement & pleinement restitué au pouvoir de lad. Maison d'Autriche, de ses heritiers ses successeurs, suivant la disposition expresse portée par le Testament de Philippe IV. ci-devant Roi d'Espagne, pour leur demeurer à perpetuité & sans interruption: sans préjudice neantmoins des Conventions faites par la ser.^{me} Maison d'Autriche avec le ser.^{me} Roi de Portugal, Son A. R. le Duc de Savoie, la ser.^{me} Reine de la Grande Bretagne & les Seigneurs Etats .Gene.

Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas. Que cependant Sad. Maj. Imp. ne refuseroit pas de traiter ci-après conjointement avec les Seigneurs ses Alliez, si les Plenipotentiaires du Roi T. C. fournissoient en son nom des propositions plus convenables que les premieres.

Qu'il fût donné une pleine satisfaction à tous les Alliez de Sa M. Imp. & Catholique & de l'Empire sur leurs pretentions, soit qu'ils les eussent déjà demandées, ou qu'ils les demandent ci-après, suivant la teneur & l'exigence des Alliances & conventions, auxquelles ils se sont mutuellement obligez.

Que les pertes & dommages soufferts par les autres Amis de S. M. Imperiale & par les Etats du sacré Empire Romain, Clients, Vassaux & sujets, de la part de la France & de ses Adherens, par quelque voie que ce soit, tant avant que depuis le commencement de la presente guerre, fussent entierement reparez.

Qu'au reste on reservât à sa Sacrée Maj. Imp. & Cath. la faculté de deduire plus au long ci après les demandes susdites, de les interpreter, & même de les changer, selon qu'il paroîtra à propos pour le bien de la Paix & de la seureté publique.

A Utrecht le 5. de Mars 1712.

P. L. Comte de Sinzendorf.

C. F. de Consbruck.

La Reine de la Grande Bretagne demande;

Que le Roi T. C. reconnût en des termes les plus precis & les plus forts la succession à la Couronne de la Grande Bretagne, selon qu'elle est limitée par les Actes de Parlement, qui ont été faits durant le regne du feu Roi Guillaume III. de glorieuse Memoire & de S. M. qui regne à present, dans la Ligne Protestante de la Maison d'Hanover.

M 2

Que

Que le Roi T. C. promît en outre, tant pour lui, que pour ses heritiers & Successeurs, de ne reconnoître jamais aucune personne pour Roi ou Reine de la Gr. Bret. autre que S. M. qui regne à présent, & ceux ou celles qui lui succéderont, en vertu des susdits actes de Parlement.

Que le Roi T. C. s'oblige pareillement de faire sortir tout incontinent du territoire de la France la personne qui pretend à la susd. Couronne de la Gr. Bret.

Que le Roi T. C. promette pour lui, ses heritiers & Successeurs, de n'inquieter jamais lad. Reine de la Gr. Bret. ses heritiers & Successeurs de la susd. lignée Protestante, dans la paisible possession de la Couronne de la Gr. Bretagne & de tout ce qui en depend: comme aussi de n'accorder jamais aucune aide ou assistance, soit directement, ou indirectement, par mer ou par terre, en argent, armes, munitions, Vaisseaux, Matelots, Soldats, ou autrement, à aucune personne ou personnes qui voudroient à l'avenir entreprendre, (sous quelque pre-texte, ou pour quelque cause que ce puisse être) de s'opposer à la susd. succession, ou favoriser ceux qui s'y opposeroient, soit directement ou indirectement, par une guerre ouverte, ou en fomentant des seditions & des conspirations contre tel Prince ou telle Princesse, qui sera sur le throne de la Grande Bretagne en vertu des actes susmentionnez, ou contre celle ou celui, en faveur de qui la succession à la Couronne de la Grande Bretagne sera ouverte conformement aux Actes susdits.

Que les Plenipotentiaires de France entrent en negotiation dès à présent avec ceux de la Gr. Bret. pour faire un Traité de Commerce entre les deux Royaumes.

Que le Roi T. C. fit démolir toutes les fortifications

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 269
tions de la Ville de Dunkerke, comme aussi com-
bler le port & ruiner les Ecluses qui servoient à le
nettoyer, le tout à ses depens, & dans le tems
de deux mois après la signature de la Paix: Sa susd.
Majesté s'obligera aussi de ne jamais faire reparer
lesd. fortifications, Port ou Ecluses.

Que S. M. T. C. remette à S. M. la Reine de
la Gr. Bret. au jour de l'échange des Ratifications
de la Paix à faire, des Actes authentiques & for-
mels de Cession des Isles de St. Christofle & de
Terre-neuve, avec la Ville de Plaisance & les autres
Isles situées dans les mers à l'entour, comme aussi
l'Acadie avec la Ville de Port-Royal, autrement
apellée Annapolis Royale, & ce qui depend des
susdits Pais.

Que le Roi T. C. restitue à la Reine & au Royau-
me de la Gr. Bretagne la Baye & le Détroit de
Hudson, ensemble toutes les terres, mers, côtes,
rivieres, places & forts y appartenans: & que S. M.
consente à ce que les limites entre lad. Baye de
Hudson & les possessions des François sur les côtes
de la Riviere de St. Laurent soient reglez; & qu'il
soit défendu aux sujets de la Gr. Bretagne & de la
France de ne passer jamais lesdits limites, ni d'aller
par mer ou par terre des uns aux autres.

Que le Roi T. C. fasse aussi avoir à la Compa-
gnie Angloise de la Baye de Hudson un dedom-
magement juste & raisonnable de toutes les pertes,
que ladite Compagnie a souffertes par l'invasion &
depredation faite par les François en tems de Paix
à leurs Colonies, Vaisseaux, personnes et effets.

Que les sujets de France habitans de la Canadie
& autres s'abstiennent à l'avenir d'empêcher le ne-
goce reciproque entre les sujets de la Gr. Bret. &
les natifs du Pais de l'Amerique: comme aussi d'in-
quieter les cinq Nations ou Cantons Indiens, ou

autres qui sont sous l'obéissance, ou dans l'amitié de la Gr. Bretagne.

S. M. en conformité de ses alliances insiste, que le Roi T. C. fasse avoir à tous & à chacun des Hauts Alliez une satisfaction juste & raisonnable sur ce qu'ils demandent à la France.

Quoiqu'il soit trouvé convenable, que chacun des Hauts Alliez fasse ses propres demandes, neantmoins, comme les Ministres de S. A. Elect. de Brunsvic-Lunebourg ne sont pas encore arrivez, & pour d'autres considerations, les Plenipotentiaires de S. M. insistent, que la France reconnoisse la dignité Electorale de sad. Altesse, avec tous les droits & prerogatives qui y sont attachez.

S. M. la Reine reserve aux Alliez, dont les Ministres n'ont pas encore pû venir au Congrès, la faculté d'y porter aussi ci-après leurs pretensions & demandes, qui devront être reçues & considerées tout de même, comme si elles étoient presentées maintenant: l'intention de S. M. étant, qu'on y ait les mêmes egards, pour leur donner une juste satisfaction.

La Reine demande aussi, que pour mieux conserver la tranquillité dans l'Empire, la Clause ajoutée au iv. Article du Traité de Ryswik soit abolie, & que la France ne s'oppose en aucune maniere à ce que dans l'Empire toutes les affaires de Religion soient réglées conformément aux Traitez de Westphalie.

Ce que S. M. se trouve obligée de demander en faveur des Protestans Reformez de France, de ceux qui ont été mis ou condamnez aux Galeres et qui sont detenus dans les prisons ou autres lieux, ou qui se sont refugiez, sera expliqué dans la suite de la negotiation, de concert avec ceux de ses Alliez, qui y prennent part.

S. M.

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 271

S. M. Britannique demande en outre, que le Roi T. C. fasse faire bonne & prompte justice à la Maison d'Hamilton pour le Duché de Châtel-Eraud, au Colonel Charles Duglas, pour les terres qui lui ont été ôtées par la France : & par d'autres de ses sujets.

S. M. demande de plus, que la France fasse avoir à ses amis, qui seront nommez dans la suite de la negotiation, une satisfaction juste & equitable pour les pertes & dommages, qu'ils ont soufferts par la France, comme aussi le rétablissement des libertez & privileges qu'ils ont droit de pretendre.

Les Demandes du Roi de Portugal.

Sa Majesté Portugaise étant entierement persuadée, que les affaires de Portugal ne scauroient être en seureté, à moins que tous & chacun des Domaines, dont la Monarchie d'Espagne étoit composée du tems du Roi Catholique Charles II. ne foyent entièrement rendus à la Maison d'Autriche.

Elle demande en premier lieu, que toute la Monarchie d'Espagne, y comprenant les Indes Occidentales, soit cedée au Très-haut & Très-Puissant Prince, l'Empereur Charles VI. excepté les Villes, Bourgs, Forteresses, Villages, Territoires & droits, tant en Europe, que dans l'Amerique, dont il a été convenu entre le très-haut & très-puissant Prince l'Empereur Leopold, & le très-haut & très-puissant Prince Pierre II. Roi de Portugal & les autres Hauts Alliez, qu'ils feroient cedez & donnez à perpétuité à S. M. Portugaise : excepté aussi tout ce qui a été promis aux autres Hauts Alliez.

II. Que la France lui cedât & à tous les Rois de Portugal après lui, pour toujours, tout le droit qu'elle pretend avoir sur les Terres appelées commu-

M 4 : nement

nement du Cap de Nort, appartenantes à l'Etat de Muragnan & situées entre les Rivières des Amazones & de Vincent-Pinson : non-obstant tout Traité Provisionel ou decisif, qu'on peut avoir fait sur la possession & sur le droit desd. Terres, aussi bien que tout autre droit, que la France pourroit avoir sur les autres Domaines de la Monarchie de Portugal.

III. Sad. Majesté Portugaise se reservoit le droit de s'expliquer plus amplement dans la suite du Congrès, sur les demandes sus-mentionnées.

IV. Elle insistoit aussi, en conformité de ses Alliances, que la France accordât à tous & à chacun des Hauts Alliez une satisfaction juste & raisonnable sur ce qu'ils lui demandent.

V. Elle insistoit enfin, que la France donnât aussi une juste & raisonnable satisfaction à tous les Amis de S. M. dont il seroit fait mention dans la suite du Traité, de toutes les pertes & dommages qu'ils ont souffert de la France.

Le Roi de Prusse demandoit

I. D'être reconnu en cette qualité, sans restriction, ni condition.

II. D'être reconnu pour Prince Souverain, naturel & legitime de la Ville & Principauté d'Orange, & qu'on lui restituât cette Principauté avec tous ses droits, appartenances & dependances d'icelle, en qualité de successeur legitime de la Maison de Chalon-Orange.

III. Qu'on restituât à Sad. Majesté Prussienne, en vertu des mêmes droits successoirs & autres, tous les biens des Maisons de Chalon-Orange & de Châtel-Belin, situez dans la Franche-Comté de Bourgogne, & autres Provinces qui sont sous la domination de la France ; conformément aux Traitez
de

1712. & de la Paix d'Utrecht. 273
de Paix, dans lesquels les Princes d'Orange sont intervenus avec les Rois de France & d'Espagne, aux derniers desquels S. M. Prussienne a succédé, ensemble à tous leurs droits, appartenances & dependances: & encore, qu'ils lui soient restitués avec tous les fruits, rentes & revenus de lad. Principauté & des autres biens situez en Franche-Comté & ailleurs sous la domination de la France, perçus depuis la mort de feu S. M. Britannique.

IV. Que Sad. Majesté Prussienne fût aussi reconnue pour legitime Prince Souverain des Comtez de Neuf-châtel & de Vallangin, avec tous leurs droits, appartenances & dependances: en vertu de la sentence des trois Etats du Pais, du 3. de Novembre 1707. & que lefd. Pais de Neuf-châtel & de Vallangin fussent toujours & à tous egards reconnus & reputés membre du Louable Corps Helvetique.

V. Que tous les Arrêts, Jugemens, declarations, Actes d'échange & autres, de quelque nature qu'ils puissent être, contraires à la souveraineté & propriété des Principautés d'Orange, Neuf-châtel & Vallangin, en semble des biens & successions de Chalon & de Châtel-Belin, où qu'ils soient situez, fussent entierement revoquez, annullez, cassez & anéantis.

VI. Que les Arrêts, Ordonnances & Jugemens rendus contre les Protestans d'Orange fortis l'an 1703. & depuis, fussent pareillement revoquez, annullez & anéantis.

VII. Que la Suisse, leurs Alliez & Confederez, & particulierement les Cantons de Zurich, Berne, Glaris, Bâle, Schafhouze & Appenzel, la souveraineté & la Ville de Neuf-châtel & Vallangin, la Ville de Geneve, celle de St. Gal, Mulhausen & Bienne, avec toutes leurs Appartenances & Dependances, fussent compris dans ce Traité, comme une

Condition de la Paix : sans qu'on puisse attaquer aucune partie du Louïable Corps Helvetique, & particulièrement celles des Louïables Cantons Reformez & de leurs Confederez, ni en troubler la tranquillité, sous aucun pretexte, quel qu'il puisse être.

VIII. Qu'on unît à l'Etat de Neuf-châtel en toute Souveraineté la petite partie ou Lisiere de la Franche-Comté, qui est en deça de la Riviere du Doux, y compris le Château de Joux & ses dependances : & cela en dedommagement des dégâts causez à S. M. en differens endroits de ses biens, Etats, & Provinces.

IX. Que les sujéts de S. M. jouissent par tout de tous les avantages, pour le commerce, dont jouissoient les sujéts de S. M. la Reine de la Gr. Bret. & de Leurs Hautes Puissances : sans que lesd. sujéts soient tenus de payer de plus grands ou autres Droits, charges, gabelles ou impositions quelconques sur leurs personnes, biens, denrées, navires ou frets d'iceux, directement ou indirectement, que ceux qui seront payez par les sujéts desd. Puissances.

X. Que la Ville de Gueldre avec le Canton de cette Province, & la Ville & Pais d'Erkelens que S. M. Prussienne possède, lui fussent laissés en pleine souveraineté & propriété, comme pris sur la France par les armes de S. M. & pour d'autres pretensions considerables, sur lesquelles S. M. n'a pas encore été satisfaite par l'Espagne.

XI. Comme plusieurs François de la Religion Reformée ayans été obligez de quitter la France, s'étoient refugiez sous l'obeïssance de S. M. & étoient devenus ses sujéts par droit de Naturalisation, de Bourgeoisie, ou autre : & qu'entre ces Refugiez quelques-uns avoient laissé en France leurs maris, femmes, enfans, peres, meres, ou autres proches

pa-

parens; & que plusieurs y avoient aussi laissé leurs biens, ou y en ont acquis depuis par succession, heredité ou autrement, sans avoir pû les retirer & en jouir. S. M. en consequence de la protection qu'elle doit à ses sujets, demandoit premierement, qu'il fût permis à ces maris, femmes, enfans, pères, mères, ou autres proches parens desdits Refugiez, de sortir librement de France & de venir rejoindre leurs maris, femmes, enfans, pères, mères, ou autres proches parens établis sous l'obeïssance de Sad Majesté. En second lieu, la restitution de tous leurs biens, meubles & immeubles, appartenans de droit tant aux dits Refugiez, qu'à leurs descendans nez sous l'obeïssance de S. M. ou à leurs heritiers qui y sont. En troisième lieu. Que lesd. Refugiez & leurs Descendans nez sujets de S. M. fussent confiderez & reputez en toute maniere, comme des veritables sujets de S. M. & qu'ainsi ils jouissent, tant en France, qu'en toute l'étendue de sa domination, de tous les droits, privileges, franchises, immunités, libertez & avantages, dont les autres sujets du Roi doivent jouir, sans aucune exception ni reserve.

Que S. M. souhaitoit de plus, qu'il plût à S. M. T. C. d'accorder (en consideration de l'amitié qui doit être rétablie par la Paix) la Liberté de Conscience à ceux de la Religion Reformée, qui resteront en France: comme aussi de faire élargir & remettre en liberté tous ceux, qui à cause de la Religion Reformée sont detenus dans les prisons, Couvens, Galeres ou autres lieux.

XII. Que la Clause du iv. Article de la Paix de Ryswik, fût abolie, & que les affaires de Religion dans l'Empire, & particulièrement dans les lieux rendus par la Paix de Ryswik, & à rendre par la Paix à faire, soient remises dans l'Etat, où elles doivent être, selon la disposition de la Paix de Westphalie.

XIII. Qu'un ou plusieurs Articles soient faits de ce qui dessus, avec les Clauses nécessaires, pour l'explication & seureté de ce qui sera convenu.

XIV. Que les Hauts Alliez de S. M. ayent satisfaction, en conformité de ses Alliances.

XV. Que ses Amis qui seront mentionnez dans la suite de la negotiation, ayent une satisfaction juste & raisonnable, pour les pertes & dommages qu'ils ont soufferts par la France: comme aussi le rétablissement des Libertez & Privileges, qu'ils ont droit de pretendre.

XVI. Sa M. se reserve le droit & la faculté de faire encore d'autres demandes, selon que le cours de la Negotiation pour la Paix Generale le demandera.

Fait à Utrecht le 5. Mars 1712.

O. M. Comte de Dönhof.

E. Comte de Metternich.

Le Duc de Savoie.

La juste satisfaction de S. A. R. de Savoie ne pouvant mieux être réglée, que par ses Traités d'Alliance & par une raisonnable seureté de ses Etats, S. A. R. demandoit,

Que dans le Traité de Paix à faire, le droit noire & incontestable (qui appartient à S. A. R. & qui a été déclaré par le Testament de Philippe IV. Roi d'Espagne) à la succession de la Monarchie d'Espagne, immédiatement après la Très-Auguste Maison d'Autriche, fût maintenu dans son entier, sans y donner aucune atteinte; & qu'aucun Prince tiers, preferablement à lad. A. R. ne fût introduit ni établi dans aucun des Etats de lad. Monarchie d'Espagne.

Que S. A. R. fût immédiatement remise en possession du Duché de Savoie & des Provinces en-
de

dependantes, du Comté de Nice & de ses dependances, & de tous les lieux & Pais, qui appartiennent à lad. A. R. & que les armes de S. M. T. C. auront occupés pendant le cours de cette guerre: sans aucune reserve.

Que S. M. T. C. se departe en faveur de S. A. R. et lui cede tous les droits de propriété & de souveraineté sur les forts d'Exiles & de Fenestrelles, aussi sur toutes les Vallées au de-là du Mont Genevre & autres: lesquels elle recevra en même tems en dedommagement des places de ses Etats, qui ont été demolies.

Que S. M. T. C. lui cede du côté du Piémont les forteresses de Mont-Dauphin & de Briançon, avec le Briançonnois & la Vallée de Queiras: du côté de la Savoie le lieu de Barraux, avec son fort & Territoire, & le peu de terres d'icelui jusqu'à celles des confins de Savoie, d'un côté de la riviere d'Isere, & de l'autre côté Gonzoulin; & tirant de là une Ligne jusqu'au Col de Vaugiani, avec ce qui sera entre lad. ligne, la Rochette & autres terres de Savoie. Ensemble les terres, lieux & villages qui sont en de-là du Rhône, du côté de Savoie: Pusage du Rhône restant commun entre le Roi de France & le Duc de Savoie, depuis Geneve jusqu'à St. Genis d'Aoste, icelui inclus; & du côté de Nice le fort de Monaco: le Roi T. C. restant chargé d'indemniser le Prince de ce nom.

Que les Cessions faites par l'Empereur Leopold de glorieuse memoire à S. A. R. par leur Traité d'Alliance, & les Articles secrets d'icelui du 8. Nov. 1703. demeurent dans leur force & stables, & ayent leur entier effet: & qu'à ce sujet S. M. T. C. les reconnoisse pour telles, & n'y contrevienne ni directement, ni indirectement, dans aucun tems, & pour quelle raison que ce soit; & qu'elle n'empêche

point par voie de droit, ni de fait, que Sad. A. R. ne jouisse de tous les Pais, Etats, Places & Terres, droits & exercice d'iceux, qui sont compris dans lefd. Cessions.

Qu'il soit loisible à S. A. R. de faire telles fortifications, qu'elle trouvera les plus convenables, dans tous les lieux qui lui ont été acquis par les precedens Traitez.

Que le Prince de Monaco reconnoisse de S. A. R. la superiorité et direct domaine de Menton & de Roccabruna, & qu'il prenne les Investitures d'elle, comme ont fait ses Predecesseurs.

Que le Commerce de France en Italie (& vice-versâ) se fasse, comme il en est porté par l'Article vi. du Traité de Turin, & que les lettres et males des Ordinaires continuent d'être envoyées par la même route : observant à cet egard ce qu'on a pratiqué en France, pour les males d'Italie, en Espagne (& vice-versâ) du tems de Charles II. Roi d'Espagne; sans que les routes puissent être detournées.

Que les bâtimens François payent les anciens Dacos (communement âpellez les Droits de Ville-Franche) conformément à ce qui se pratiquoit du tems des Predecesseurs Ducs de Savoie : sans qu'il y puisse être fait à l'avenir aucune opposition de la part du Roi T. C. ni de ses sujéts.

Que S. A. R. pût vendre librement la Baronie des Effarts, & autres biens & effets qu'elle a en France: sans qu'il soit formé aucun empêchement de la part de S. M. laquelle se departira en faveur de S. A. R. & de ses Successeurs, ou de leurs acquereurs, de tous droits qu'Elle pourroit pretendre à l'avenir sur des Terres qui sont en Bugey & qui appartiennent de present à sa dite A. R. à laquelle au besoin le Roi T. C. cede la propriété irrevocable

ble, pour elle & ses Successeurs Ducs de Savoie, ou leurs acquereurs.

Que le Traité de Turin de l'an 1696. fût gardé & observé punctuellement dans ce, à quoi il n'aura pas été derogé par le present;

S. A. R. se reservant d'expliquer & de specifier plus amplement les susd. demandes, & de les augmenter, selon que la Negotiation lui en donneroit lieu, & qu'il lui sembleroit convenir & être raisonnable.

Que S. A. R. insistoit en outre à ce, que suivant les Traitez d'alliance tous les Hauts Alliez & chacun d'iceux trouvaissent & eussent leur satisfaction, & que les Traitez de Paix qu'ils feroient avec la France, fussent rāpeilez & respectivement stipulez dans ceux que les Hauts Alliez feroient avec S. M. T. C. comme s'ils y étoient inferez de mot à mot: reservant aux Alliez absens, & dont les Ministres n'avoient pas encore pû venir, de faire leurs demandes.

Elle demandoit de plus, que la France fît avoir à ses amis & sujets, qui seroient nommez dans la suite de la negotiation, une satisfaction pour les pertes & dommages que la France leur a faits & causez, & sur les demandes, quils ont droit de faire.

Fait à Utrecht le 5. Mars 1712.

Le Comte de Maffey.

Le Marquis du Bourg.

Mellaredé.

Les Etats Generaux des Provinces Unies

Demandoient I. que S. M. T. C. tant pour Elle-même, que pour le Prince ou les Princes ses Alliez, & pour tous autres qui pourroient y pretendre, renonçât & fît renoncer dans les termes les plus forts & les plus amples, à tout le droit qu'elle, le Prince ou les Prin-

Princes ses Alliez ou autres pourroient pretendre sur les Pais-Bas Espagnols, tels que le feu Roi Catholique Charles II. les a possédés, ou dû posséder, conformément au Traité de Ryswik. Et parce que le Duché, Ville & forteresse de Luxembourg, avec la Comté de Chimay, la Comté, Ville & Château de Namur, comme aussi les Villes de Charleroi & de Nieuport, sont encore au pouvoir de la France, ou de ses Alliez., que S. M. T. C. fit en sorte, que ce Duché, Comté, Villes & forteresses, avec toutes leurs appartenances & dependances, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir aux dits Pais-Bas Espagnols, devîssent, comme ci-dessus, dans l'état auquel le tout se trouvoit alors, avec les fortifications: comme aussi avec le Canon, Artillerie & Munitions de guerre, qui s'y trouvoient actuellement; & qu'avec tous les papiers, lettres, documens & Archives qui concernent lesd. Pais-Bas Espagnols, ou quelque partie d'iceux, ils fussent immédiatement après la Paix, & au plus tard 15. jours après l'échange des Ratifications, mis entre les mains desd. Seigneurs Etats, pour les rendre avec le reste des Pais-Bas Espagnols déjà reconquis à S. M. Imperiale & Catholique, aussi-tôt que lesd. Seigneurs Etats seroient convenus avec Elle de la maniere dont lesd. Pais-Bas Espagnols leur serviroient de Barrière & de seureté, & aussi-tôt que S. M. Imp. et Cath. en conformité du Traité de Munster leur auroit aussi cédé en toute propriété & Souveraineté le Haut-Quartier de Gueldre, moyennant l'équivalent dont il seroit convenu.

II. Que les Villes & places de Menin avec sa Verge, Lille avec sa Citadelle, Douai avec le Fort de Scarpe, Orchies & toute la Châtellenie de Lille, avec les Gouvernances & Bailliages respectivement; y compris aussi le Pais de la Louve & le Bourg

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 281
de la Gorgue, Tournai avec sa Citadelle & le Tournesis, Aire avec son Bailliage ou Gouvernance & le Fort François, Teroüenne, Lillers avec son Bailliage, St. Venant avec sa dépendance, Bethune avec sa Gouvernance ou Bailliage, & Bouchain avec sa dépendance, demeurassent auxdits Seigneurs Etats avec toute l'étendue de leurs Verges, Châtellenies, Territoires, Gouvernances, Bailliages, appartenances & dépendances, annexes & enclavemens, sans en rien excepter; le tout de la même manière, que le Roi T. C. a possédé toutes lesd. Villes, places, Forts & Pais, avec toutes leurs appartenances & dépendances, annexes & enclavemens, avant la présente guerre. Et que le Roi T. C. tant pour lui, que pour les Princes ses héritiers & Successeurs nez & à naître, reconçât en faveur des dits Etats, dans les termes les plus forts & les plus amples, à toutes ses prétensions sur lesd. Villes, Places, Verges, Châtellenies, Territoires, Gouvernances, Bailliages, & sur toutes leurs dépendances, appartenances, annexes & enclavemens.

III. Que S. M. T. C. tant pour elle-même, que pour les Princes ses héritiers & successeurs nez & à naître, cedât par le Traité de Paix à faire, dans les termes les plus forts & les plus amples, & fût immédiatement après la Paix, & au plus tard en 15. jours après l'échange des Ratifications, évacuer & remettre auxdits Seigneurs Etats Furnes & le Furner-Ambacht, y compris les 8. Paroisses & le Fort de la Knoque, les Villes de Loo & Dixmude, avec leur dépendances, Ypres avec sa Châtellenie & Dépendances, les Villes & Châtellenies de Bailleul ou Belle, Merville, Warneton, Comines, Warwick, Poperingue, Cassel, & ce qui dépend des lieux ci-dessus exprimez, Valancienne avec sa Prevôté, Condé, & Maubeuge avec sa Prevôté; le tout avec
tou-

toutes leurs dependances, appartenances, annexes, & enclavemens, sans en rien excepter : & de la même maniere, que le Roi T. C. possédoit alors toutes ces Villes, Places, Forts & Pais, avec toutes leurs appartenances, dependances, annexes & enclavemens, & avec les fortifications, comme elles étoient alors ; comme aussi avec le Canon, Artillerie & munition de guerre, qui s'y trouvoient actuellement, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives & documens, qui concernoient lesd. Villes, Forts & Places, appartenances & dependances. Permis toujours auxd. Seigneurs Etats, de convenir (aussi bien sur lesd. Pais-Bas Espagnols, que sur lesd. Villes & places qu'ils retiendront, & sur les autres qu'ils demandent encore à la France pour leur seureté) avec S. M. Imp. & Cath. ou les Successeurs dans les Pais Bas Espagnols, & de faire là dessus de telles conventions, que lesd. Seig. Etats trouveroient à propos. Bien-entendu, qu'aucune Province, Ville, Fort, ou Place desd. Pais-Bas Espagnols, ni de ceux qui seroient cedez par le Roi T. C. ne pût jamais être cedée, transportée, ni donnée, ni échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France : soit en vertu de quelque don, vente, échange, convention matrimoniale, succession par Testament, ou *ab Intestato*, ou sous quelque autre titre, que ce puisse être ; ni être mis, de quelque maniere que ce soit, au pouvoir, ou sous l'autorité du Roi T. C. ni de quelque Prince ou Princesse de la Maison ou Ligne de France.

IV. Que S. M. T. C. ne s'opposât en aucune maniere à ce que les Garnisons, qui se trouvoient ou se trouveroient ci-après de la part desd. Seig. Etats dans la Ville, Château & fort de Hui, la Citadelle de Liège & dans la Ville de Bonne, y restassent.

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 283
staient jusqu'à ce, qu'on fût convenu autrement
avec l'Empereur & l'Empire.

V. Que S. M. T. C. accordât auxd. Seign. Etats
& à leurs sujets tous les avantages de Commerce
& de Navigation contenus dans les Traitez de Paix
& de Commerce faits à Ryswick, & par consé-
quent aussi l'exemption de l'Imposition de 50. sols
par tonneau, sur les Navires étrangers: ainsi que
cette exemption avoit été expliquée par l'article sé-
paré dudit Traité de Commerce. Que de plus S. M.
T. C. leur accordât absolument & positivement le
Tarif de l'an 1664. sans exception d'aucune espece
de Marchandises, ou autres exceptions, & sans
qu'aucun Tarif, Edit, Declaration, Ordonnance ou
arrêt postérieur pussent avoir lieu à leur egard:
mais que tous les Tarifs, Edits, ou Declarations,
Ordonnances ou Arrêts postérieurs, & tous autres
griefs introduits depuis l'année 1664. au prejudice
du Commerce & de la Navigation des sujets de
l'Etat, comme aussi le Tarif arrêté le 29. Mai 1699,
entre les Commissaires de la France & de l'Etat,
fussent abrogez, cassez & annullez à leur egard,
& qu'il ne fût aussi rien changé à leur egard de tout
ceci pour l'avenir, directement ni indirectement,
ni sous quelque nom ou pretexte que ce pût être.

VI. Que, comme plusieurs François de la Reli-
gion Reformée avoient été obligez de quitter la
France, & s'étant refugiez sous l'obéissance des
Seign. Etats Generaux, étoient devenus leurs su-
jets par droit de Naturalisation, Bourgeoisie, &
autrement: & qu'entre ces Refugiez quelquesuns
avoient laissé en France leurs maris, femmes, en-
fans, pères, mères, ou autres proches parens des-
quels plusieurs y avoient laissé leurs biens, ou y-en
avoient acquis depuis par succession, heredité, ou
autrement, sans avoir pû les retirer ou en jouir,
les

les Seig. Etats Generaux, en consequence de la Protection qu'ils doivent à leurs sujets, demandoient :

1. Qu'il fût permis à ces maris, femmes, enfans, peres, meres, ou autres proches parens desd. Refugiez, de sortir librement de France, & de venir joindre leurs maris, femmes, enfans, peres, meres, ou autres proches parens, établis sous l'obeissance des Etats Generaux.

2. La restitution de tous les biens meubles & immeubles appartenans de droit, tant auxd. Refugiez, qu'à leurs Descendans nez sujets de l'Etat, ou à leurs heritiers qui y sont.

3. Que tant lesd. Refugiez, que leurs Descendans nez sujets de l'Etat, fussent confiderez & reputez en toute maniere, comme de veritables sujets de l'Etat, et ainsi qu'ils jouissent, tant en France, que dans toute l'étendue de sa domination, de tous les droits, privilèges, franchises, immunités, libertez & avantages, dont les autres sujets de l'Etat doivent jouir, en vertu des Traitez de Paix & de Commerce; sans aucune exception ni reserve.

Les SS. Etats souhaittoient de plus, qu'il plût à S. M. T. C. d'accorder, en consideration de l'amitié qui doit être rétablie par la Paix, la liberté de conscience à ceux de la Religion Reformée, qui resteront en France : comme aussi de faire élargir & remettre en liberté tous ceux qui à cause de la Religion Reformée étoient détenus dans les prisons, couvens, Galeres & autres lieux.

VII. Que Sa M. T. C. rendît aussi immédiatement après la Paix aux dits Etats Gener. en qualité d'Executeurs des Testamens de feu le Roi de la Gr. Bretagne, & de feu le Prince Frederic Henri, la Principauté d'Orange & tous les autres biens & terres qui ont appartenu audit Roi de la Gr. Bretagne, & qui sont situez dans la France, ou en d'autres Païs, sous

1712. & de la Paix d'Utrecht. 285

sous la domination du Roi T. C. le tout avec les Revenus percûs ou échus, & avec tous les droits, Actions, Privilèges, Usances, Prerogatives, au même état & en la même manière, que le dit Roi de la Grande Bretagne en a jouï ou dû jouïr avant la présente guerre, pour être ensuite par lesd. Etats restituez à celui ou ceux, qui en aura, ou auront droit.

VIII. Que S. M. T. C. fît raser toutes les fortifications de la Ville de Dunkerke, de tous les forts, du port, des Risbanes & tout ce qui en pourroit dependre, sans aucune exception: comme aussi de faire combler led. port; le tout à ses dépens & sans aucun equivalent. En sorte que la moitié desd. fortifications fût rasée, & la moitié du Port comblée dans l'espace de deux mois après l'échange des Ratifications: & l'autre moitié desd. fortifications & de ce qui resteroit, pour combler tout à fait ledit Port, dans l'espace de deux autres mois; sans qu'il fût jamais permis de rétablir lesd. fortifications, ni de rendre ce port navigable, directement ou indirectement.

IX. Que, comme la clause ajoutée à la fin du IV. Article du Traité de Ryswik, fait entre l'Empereur & l'Empire d'une, & le Roi T. C. de l'autre part (portant, que la Religion Catholique Romaine demeure dans les lieux restituez) a été une contravention manifeste aux Traitez de Westphalie, & en a déjà causé d'autres, lesquelles ont troublé le repos de l'Empire: & qu'il n'y a pas moyen d'y bien conserver la tranquillité, à moins que les affaires Ecclesiastiques n'y soyent rétablies & maintenues ensuite sur le pied desd. Traitez; les Etats extrêmement interessez en ce que le repos public (après qu'il aura été rétabli dans l'Empire par une bonne Paix) n'y soit point troublé par aucune raison

son, quelle qu'elle puisse être, demandoient au Roi T. C. qu'il consentît, autant que cela le regardoit, à ce que cette clause fût abolie dans le Traité de Paix à faire: & par conséquent, que S. M. T. C. ne s'opposât en aucune maniere à ce que dans les Pais, Villes & autres lieux déjà restituez, & qu'elle restituera encore à l'Empereur & à l'Empire, les affaires Ecclesiastiques fussent entierement remises & demeurent ensuite dans l'état, où elles doivent être selon les Traitez de Westphalie.

Lefd. Etats demandoient outre ce qui dessus, la satisfaction de leurs Hauts Alliez & de chacun d'eux, conformément aux Traitez & Alliances mutuelles, faits à l'occasion de cette guerre: & cela d'une maniere, qu'en vertu des mêmes Traitez les SS. Etats obtinssent aussi la seureté de leur Rep. & l'interêt de leur Commerce;

Se reservans d'ailleurs la faculté d'éclaircir, d'expliquer & d'augmenter le contenu de ces Articles, comme ils le trouveront bon dans le cours de cette Negotiation; comme lefd. Etats reservoient aussi à ceux de leurs Hauts Alliez, dont les Ministres Plenipotentiaires n'ont pû encore se rendre ici au Congrès, la faculté de faire & d'y delivrer leurs demandes, & qu'elles fussent reçues & considerées de même, que si elles avoient été maintenant presentées.

Que L. H. P. se reservoient en outre la faculté d'appuyer & de seconder pendant ledit cours de cette Negotiation les autres demandes & interêts de leurs Alliez, comme aussi les interêts des Rois, Princes & Etats leurs Amis, & ceux de leurs propres sujets.

Demandes des Cercles Associez.

La triste experience ayant fait connoître, que le Roi T. C. n'a en aucune maniere laissé jouir de la Paix les Cercles voisins de la France, depuis la Paix de Munster : mais qu'ils ont été continuellement troublez, soit par des réunions en tems de Paix, soit par des hostilités ouvertes en tems de guerre: la feuereté desd. Cercles demande particulièrement, que le Roi T. C. restituât, ensemble avec l'indemnisation des dommages causez dans cette guerre, tout ce qui lui a été cédé par les Cercles & par la Maison d'Autriche, soit par la Paix de Munster, soit par d'autres Traitez consecutifs. Qu'elle restituât de plus ces parties des Duchez de Lorraine & de Bar, qui en ont été detachées, soit par Traité, ou par la superiorité des armes; avec l'abolition de toute obligation feudale. De sorte que la Paix à faire servît de digue à des maux tels que ceux, qu'on a déjà soufferts. Et quoi qu'on ait à craindre pour l'avenir, il est nécessaire, que la Tranquillité publique soit rétablie, & qu'elle demeurât ferme entre la France & lesd. Cercles de l'Empire, qui en sont voisins.

Fait à Utrecht le 5. Mars 1712.

Stadian.

Demandes specifiques du Reverend.me. & Serenissime Prince Electeur de Treves, &c.

S. A. Electorale demandoit, que la Ville de Treves lui fût restituée avec son fort appelé St. Martin, comme aussi la Ville & le Château de Saarbours, dans l'état, où ils ont été lors de la dernière occupation: sans en rien demolir davantage, & sans y détruire aucun edifice public ou particulier; avec les Canons qui y furent trouvez au tems de la prise. De même, d'être mise pour toujours en possession & dans une entière jouissance (sans aucun trouble

ni

ni empêchement à l'avenir, de la part de la France) du village de Feppin & de tous les autres lieux, Fiefs & revenus, Droits Ecclesiastiques & seculiers, que lui-même, ou les Seigneurs ses Predecesseurs avoient eus ou possédez, ou dû avoir ou posséder, tant avant, qu'après la Paix de Munster, par rapport à l'Archevêché & Electorat, & à l'Abbaye de Prum: se reservant de demander & de marquer precisement les pertes souffertes à l'occasion de cette guerre.

De plus sa Serenité Electorale demandoit, d'être rétablie dans la paisible possession du Grand-Prieuré de Castille, de l'Abbaye de Palerme, & de tous les revenus & droits qui en dependoient, avec les fruits & emolumens qu'on lui avoit injustement retenus durant cette guerre.

Enfin que suivant la teneur des Traitez une juste & convenable satisfaction fût donnée à ses Alliez, de la part du ser.^{me} Roi de France.

Fait à Utrecht le 5. Mars 1712.

J. W. V. Bar. d'Elz.

De Kayfersfeld.

Demandes de S. A. Electorale Palatine.

S. A. E. Palatine ayant appris que les Ministres de S. M. T. C. envoyez aux Conferences de Paix avoient présenté quelques propositions, & que ceux des Alliez avoient trouvé à propos, que chacun sur cela produisît separement ses demandes, S. A. E. fondée là-dessus souhaitoit, que chaque Allié reçût une satisfaction equitable & convenable, & qu'elle-même demeurât dans la possession tranquille du Haut Palatinat, du Comté de Cham et de toutes leurs appartenances et dependances, de la maniere qu'ils lui avoient été cedez, par droit de Postlimine, par feu S. M. Imp. du consentement et de l'ap-
pro-

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 289
probation de tout le College Electoral: et qu'elle
puisse jouir tranquillement, en Paix, et sans y
être troublée, de tous les droits, privileges et avan-
tages, ensemble avec la prééminence anciennement
attachée à la Dignité Electorale de sa Maison, selon
la teneur de l'Investiture et autres Instrumens ob-
tenus là dessus. Et que S. M. T. C. lui restituât
tous les lieux, contrées, citez, villes et forts qui lui
avoient été enlevez et occupez par les armes de
sad. M. T. C. tant sous pretexte de domaine direct,
de Souveraineté, de confiscation, qu'autrement: et
qu'elle lui donnât une satisfaction proportionnée à
tous les dommages, torts et immenses contribu-
tions exigées des Pais de S. A. E.

Utrecht le 5. Mars 1712.

*Demandes de S. A. Serme le Landgrave de
Hesse-Cassel.*

S. A. S. étant membre de la grande Alliance &
y étant attachée par d'autres liaisons particulieres,
elle n'avoit rien plus à cœur, que de voir, qu'elle
fût executée dans tous ses points & Articles, &
que chacun des Hauts Alliez en jouît de tout les
fruits, à la Paix Generale. C'est en conformité de
ceci, que S. A. S. demandoit.

I. Une satisfaction entiere pour tous les Hauts
Alliez en general, & pour chacun d'eux en parti-
culier.

II. Elle demandoit la Conservation et le réta-
blissement de la Religion Protestante, selon la Con-
fession d'Augsbourg, dans les Terres appartenantes
à l'Empire, sur le pié de la Paix de Westphalie; et
que la Clause ajoûtée au iv. Article de la Paix de
Ryswik fût abolie.

III. Elle demandoit pour sa propre seureté et
satisfaction, de garder pour toujours la forteresse de
N Rhin.

Rhinfels, la Ville de S. Goar, le Fort de Retz, et le petit Bailliage qui en depend: et que le XLV. Article de la Paix de Ryswik, autant qu'il étoit contraire à cette demande, fût aboli.

IV. Et comme il étoit juste, que les dommages qui lui avoient été causez par cette guerre, fussent reparez, et qu'on lui remboursât les frais, où elle l'a engagée, elle demandoit, qu'on lui en fît une juste et entiere satisfaction et dedommagement.

V. Que la Seren. Maison de Lorraine eût une satisfaction juste et raisonnable.

VI. Que tous les biens appartenans à la succession d'Orange, et presentement entre les mains de la France, fussent restituez avec les fruits perçus, tant dans la guerre presente, que pendant la guerre passée, et mis sous l'Administration de Leurs H. P. à qui elle appartient, comme aux Exécuteurs du Testament de S. M. le feu Roi de la Grande Bretagne de glorieuse memoire.

Que pour le reste S. A. S. se reservoit la faculté et le pouvoir, de déclarer et de deduire à l'avenir plus amplement, tout ce qu'elle croiroit être de la sécurité et indemnité, tant de tous les Alliez confederéz et amis, que d'elle meme et de sa Seren. Maison.

Demandes Specifiques de S. A. l'Evêque & Prince de Munster & de Paderborn.

S. A. ayant été obligée de faire des frais immenses dans cette guerre entreprise pour la liberté et le salut de toute l'Europe, et de charger ses bons sujets de contributions excessives pour y subvenir: et ses Etats ayant outre cela souffert de grands dégâts par les frequentes marches et passages des Troupes Auxiliaires, S. A. demandoit à titre de satisfaction et d'indemnisation, que le Roi T. C. resti-

1712. & de la Paix d'Utrecht. 291
restituât tous ces fraix et dommages, et cela avec
d'autant plus de raison, que dans un cas à peu près
pareil les Evêchés de Munster et de Paderborne fu-
rent obligez par la Paix de Westphalie, de payer à
titre de satisfaction une grande somme d'argent
contant aux Alliez de la France d'alors.

Utrecht le 5. Mars 1712.

*Demandes spécifiques du Serenissime Prince de
Wurtemberg:*

On demande pour le Serenissime Prince et Sei-
gneur Eberhard Louis Duc de Wurtemberg et
Teck, Comte de Montbelliard, Seigneur de Hei-
denheim etc. et pour sa Ser.me Maison.

I. Une satisfaction equitable et conforme aux
Traitez, pour les frais et dépens faits dans cette
guerre, et pour les dommages qu'on y avoit souf-
ferts, dont on se reservoit de produire dans la sui-
te une declaration plus particuliere, comme aussi
des moyens de les reparer en quelque maniere.

II. La confirmation de la possession déjà obte-
nue de cette partie de la Seigneurie de Wiesenstaig,
enclavée dans le Duché de Wurtemberg, et appar-
tenante autrefois à la Maison de Baviere: de la
maniere qu'elle a été donnée et laissée au ser.me
Duc.

III. Restitution pleniére de la Principauté de
Montbelliard au Ser.me Duc et Seigneur Leopold
Eberhard, ensemble avec ce qui y appartient, sa-
voir, le Comté de Horbourg et les Seigneuries de
Reichenwihr, Granges, Clerval, et de Passavant,
pour relever immédiatement de l'Empire Romain,
de même que la Principauté; comme aussi les Ba-
ronies libres et pourvües de toutes juridictions ter-
ritoriales de Hericour, Châtelet, Blamont et de
Hemon, en leur ancien et fud. Etat immediat, tant

N 2

par

par rapport au spirituel, qu'au temporel, & dans tous les Droits, immunités, prerogatives & revenus, sans aucune exception de tout ce qui y a appartenu, & avec abolition de tout ce qui a été fait ou prétendu au contraire. De plus une juste satisfaction au fufd. Seigneur Duc pour la Ville de Neuf-Brisac & de ses Fortifications, comme étant bâtie sur le territoire de Horbourg.

Fait à Utrecht le 5. Mars 1712.

A. G. V. Hefpen.

Memoire touchant les intérêts de S. A. R. le Duc de Lorraine & de Bar, à la Paix future.

Quoique Monf. le Duc de Lorraine ne soit pas partie Belligerante, ni confederée avec aucune des Puissances qui sont en guerre, neantmoins il étoit devenu par le fait de ces mêmes Puissances partie necessaire & interessée aux Decisions de la Paix future.

Les Hauts Alliez avoient disposé pour les intérêts de leur cause commune d'un état qui devoit appartenir un jour à Monf. le Duc de Lorraine, à titre successif & qui lui étoit devolu depuis. D'un autre côté la Couronne de France s'étoit emparée à l'occasion de la guerre presente, de diverses parties des Pais de S. A. R. qu'elle occupoit encore presentement. Ainsi Monf. le Duc de Lorraine esperoit de la justice des uns & des autres l'indemnité de la perte du premier, & la restitution de ce qui regarde les autres.

En ce qui concerne les Hauts Alliez, par le Traité du 8. Novembre 1703. fait à Turin, l'Empereur Leopold de glorieuse memoire ceda à Monf. le Duc de Savoie, pour l'attirer dans la Grande Alliance, le Duché de Montferrat, qui étoit alors possédé par le dernier Duc de Mantoue : se chargeant par
une

une clause expresse, d'indemniser ceux qui pour lors ou pour l'avenir formeroient des pretensions sur ce Duché.

Ce Traité ratifié par S. M. la Reine de la Grande Bretagne & par Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux, fut tenu secret, & Monf. le Duc de Lorraine n'en eut aucune connoissance, qu'en l'année 1707. Alors il fit ses très-humbles remontrances à l'Empereur Joseph, aussi de glorieuse memoire, qui avoit succédé à l'Empire, le suppliant de ne point permettre, que S. A. R. fût depouillée sans son fait, d'une Principauté que l'ordre legitime des successions lui assureoit après la mort du Duc de Mantoue, qui vivoit encore pour lors; mais qu'en tout cas il plût à S. M. Imp. de suspendre l'Investiture (qui avoit été promise à Monf. le Duc de Savoie) jusqu'à la designation & mise en possession d'un equivalent proportionné à la valeur du Duché de Montferat, au profit de Monf. le Duc de Lorraine.

S. M. Imperiale touchée de l'équité de cette remontrance, avoit accordé à S. A. R. un Decret d'assurance de cet equivalent, qui fut expédié le 30. de Novembre 1707. Mais que non-obstant cela l'année suivante 1708. l'Investiture du Montferrat avoit été delivrée à Monf. le Duc de Savoie, 4. jours après la mort de Monf. le Duc de Mantoue.

Qu'alors Monf. le Duc de Lorraine avoit renouvelé ses instances pour son indemnité; tant auprès de S. M. la Reine de la Grande Bretagne, qu'auprès de S. M. le Roi Charles III. & les Seigneurs Etats Generaux: & que toutes ces Puissances attentives à la justice de cette representation, avoient accordé de pareils Decrets d'assurance pour l'équivalent du Montferrat.

Des engagements si solennels contractez par ces

Augustes Puissances si religieuses dans l'observation de leurs promesses, ne permettoient pas de douter, que Mons^r. le Duc de Lorraine n'obtînt une entière satisfaction pour le Duché de Montferrat, tant pour le fond, que pour les non-jouissances.

Qu'à l'égard de la Couronne de France, l'intérêt de Mons^r. le Duc de Lorraine se reduisoit à deux objets principaux.

Le premier est, de rentrer dans les lieux & places de Lorraine, que la France avoit occupez à l'occasion de la presente guerre, pour sa convenance particulière, & d'y rentrer avec les satisfactions qui lui étoient légitimement dûes à cet egard.

Le second, de recouvrer la possession des places & lieux qui devoient lui être rendus par la Paix de Ryswik, & que la France avoit trouvé à propos de retenir, non-obstant les requisitions respectueuses & réitérées, que Mons^r. le Duc de Lorraine avoit fait faire pendant plusieurs années à la cour de France.

Quant au premier. Comme la France s'étoit emparée depuis dix ans & davantage de la Ville de Nanci Capitale de la Lorraine, & y avoit mis garnison & Etat-Major & réduit Mons^r. le Duc de Lorraine à se retirer en une petite Ville ouverte de ses Etats, où il a fait son séjour depuis ce tems-là, il étoit juste, que la Ville de Nanci fût évacuée & rendue à Mons^r. le Duc de Lorraine, qui demandoit seulement pour indemnité de cette occupation, & pour prevenir de semblables inconveniens, auxquels il pourroit être exposé à l'avenir, qu'il lui fût permis de faire rétablir à ses frais les fortifications de la Ville de Nanci, ainsi qu'il le jugera à propos.

Secondement. Que la France s'étant emparée des places de Bitich & de Hombourg, qu'elle a fait.

fait fortifier, comme aussi de celles de Sargomine, Saralbe & de Boulai, Mons. le Duc de Lorraine demandoit, que ces places lui fussent rendues dans l'état où elles étoient, de même que tous les autres postes de ces Etats, qui avoient été occupez par la France pendant le cours de cette guerre.

Troisièmement. Que la Principauté souveraine d'Arches & Charleville étant devolue par le décès du dernier Duc de Mantoue à Mons. le Duc de Lorraine, comme à son heritier & Successeur plus proche & immediat, & que S. A. R. en ayant fait prendre possession en son nom aussi tôt après, du consentement des Etats de cette Principauté, qui le reconnurent en cette qualité & lui prêterent serment de fidélité, elle en avoit été incontinent dépossédée par la France qui annulla ce serment de fidélité, & fit défense aux Peuples de reconnoître autre souveraineté que la sienne: Mons. le Duc de Lorraine demandoit, que cette souveraineté lui fût rendue & restituée avec les fruits perçus depuis le décès du dernier Duc de Mantoue.

Quant au second Objet. Comme la France a gardé & conservé la possession de la Ville de St. Hippolite, située sur la frontiere de l'Alsace: quoi qu'elle eût dû être rendue à Mons. le Duc de Lorraine suivant l'Article xxviii. du Traité de Ryswik portant, *que toutes les Places dont Charles IV. (son Grand Oncle) étoit en possession en l'année 1670. seroient rendues par la France à Mons. le Duc*; il demandoit en conséquence premièrement, que la susdite place qui se trouve dans le même cas, lui fût rendue avec tous les fruits, perçus depuis le jour de la signature dud. Traité

En second lieu. Que la France étant obligée par l'Article xxxiii. du même Traité, de rendre à M. le Duc de Lorraine une Prefecture de la même va-

leur & étendue, que celle de Longvic, dont elle a voulu se retenir & conserver la propriété par le même Traité : & n'ayant point satisfait à cet Article, mais retenu depuis ce tems-là l'échange & le contreéchange, Monf. le Duc de Lorraine demandoit, que puisque la Couronne de France n'avoit pas jusqu'à présent voulu lui rendre une Prefecture de la même valeur & étendue, que celle de Longvic, comme elle s'y étoit engagée par led. Traité, non-obstant les requisitions les plus soumises qui lui avoient été faites à cet effet de la part du Duc depuis quinze années, la dite Ville & Prefecture de Longvic lui fussent rendues & restituées *in statu quo* avec les Vivres, Artilleries & Munitions qui se trouvent dans la place. Au moyen de quoi la France demeureroit déchargée dudit equivalent, comme aussi de la restitution des fruits, qui se montent à plus de douze cent milles livres.

Au sujet des autres difficultez anciennes & indecises, Monf. le Duc de Lorraine ôfroit de convenir d'arbitres, à charge que la France en conviendrait de sa part, pour les faire terminer dans six mois, ne pouvant plus s'en remettre à des Commissaires, dont la nomination du fort au foible demeure toujours infructueuse : comme il a paru jusqu'à présent par l'indécision de ces difficultez.

Monf. le Duc de Lorraine espere de l'équité des Hauts Alliez, qu'ils voudroient bien lui procurer la satisfaction qui lui étoit dûe sur les Articles ci-dessus spécifiés, conformément à leur obligation, à la Garantie du Traité de Ryswik : se réservant d'ajouter aux demandes ci-dessus, ce qui sera jugé convenable dans la suite de la negotiation.

Si les propositions ou offres du Roi
T. C.

T. C. avoient parû bien petits & s'étendre à peu de choses, les demandes des Alliez, du moins de quelquesuns en particulier, parurent d'autant plus amples & étendûes : en sorte que l'esperance de trouver des temperamens pour rapprocher les esprits, n'étoit pas fort grande. Entre les reflexions qu'on fit sur la maniere de proceder des uns & des autres, il parut, que les Alliez avoient donné un grand champ aux François, de travailler à leur desunion : chacun ayant proposé ses pretensions à part, au lieu d'avoir dû ne faire qu'un corps de toutes leurs demandes, afin qu'on ne les pût pas desunir ; mais puisque chacun d'eux fit les siennes à part, on donnoit lieu aux François de traiter avec chacun en particulier, dans une esperance d'autant mieux fondée de les desunir, que comme quelques Alliez demandoient peu de choses pour eux-mêmes, il étoit facile au Roi de France de les contenter, & ainsi de les détacher de l'Alliance. La chose arriva ainsi en effet, chacun, comme on verra, ayant fait ses affaires particulieres, laissa l'Empereur dans l'embarras, quelque promesse qu'

ils eussent faite, de ne point signer la Paix, sans obliger la France à lui donner la satisfaction, qu'on avoit demandée pour lui pendant tout le cours de la guerre.

Les Alliez ayant présenté leurs demandes, les Ministres de France promirent de les envoyer au Roi, & de leur communiquer les réponses qu'ils recevroient là dessus. On fut cependant étonné de ce qu'ayant laissé écouler plusieurs jours, ils avoient en une conférence, qu'ils ne l'avoient point encore fait, n'ayans point de passeports pour dépêcher leurs couriers. On leur en donna autant qu'ils en voulurent, & les François promirent réponse pour le 30. du mois de Mars qui couroit alors, terme qui parut bien long, pour recevoir des lettres d'un lieu qui n'étoit éloigné de celui des Conférences que de trois ou quatre jours de chemin pour les couriers.

Il ne fut rien traité pendant tout ce tems là, que l'affaire de nommer un Protocoliste General pour tout le Congrès: mais elle tomba de nouveau, pour les raisons qui l'avoient déjà fait tomber. On parla encore des Passeports, que les Ministres du Roi de Portugal & ceux du Duc de

Savoie demanderent pour les couriers, qu'ils seroient obligés d'envoyer à Lisbonne & à Turin, par la voye de France, qui seroit beaucoup plus courte, que celle de la Mer. Cette permission fut accordée aux Ministres de S. A. R. & refusée à ceux du Roi de Portugal, par une raison assés plausible, que les Ministres du Roi Philippe n'étant pas admis au Congrès, ce Prince n'étoit pas obligé par aucune convenance, d'accorder le passage par ses terres, aux Couriers de ses ennemis. La partialité usée par le Roi de France envers les Ministres de S. A. R. de même que les visites & les traitemens frequens, que ceux-ci faisoient aux Plenipotentiaires du Roi T. C. & à ceux de la Reine de la Grande Bretagne, (laquelle on savoit être ouvertement portée à faire sa Paix particulière) donnerent lieu de croire, que le Duc avoit aussi pris à peu près le même parti: en quoi on ne fut point trompé.

Enfin le 30. de Mars étant venu, le Maréchal d'Huxelles, dans la Conférence Generale qui se tint ce jour-là (après avoir renouvelé les assurances des sinceres intentions du Roi T. C. & de sa bonne disposition à la Paix) termina son

discours par ces paroles, que S. M. avoit
vu les demandes des Alliez, & que lui &
ses Collegues étoient prêts d'entrer en nego-
tiation avec eux, de la maniere pratiquée aux
Congrez precedens. Le Comte de Sin-
zendorf prit alors la parole, & témoigna
au Maréchal la surprise où il étoit, qu'a-
près tant de tems pris pour donner
une réponse, celle-ci se trouvoit si
sèche & si courte: que les Alliez ayans
donné leurs demandes par écrit, s'é-
toient attendus à une réponse de mê-
me, sur laquelle on pût faire fond, &
voir ce qui étoit accordé, ou ce qui ne
l'étoit pas. Que cette réponse generale
& en paroles seulement, étoit plus pro-
pre à multiplier & à prolonger les diffi-
cultés, qu'à les finir; c'est pourquoi il
persistoit à demander ces réponses par
écrit, comme une chose également ne-
cessaire pour justifier les bonnes inten-
tions du Roi T. C. & pour conduire la
suite des Traitez à une heureuse fin.

Les François ayant protesté de n'avoir
point d'autres ordres à suivre, le Comte
leur demanda, après quelques autres dis-
cours, qu'ils voulussent du moins donner
cette declaration par écrit: alors ils dictè-
rent

1712. & de la Paix d'Utrecht. 305
rent les paroles suivantes : Comme on s'est
donné de part & d'autre des propositions
reciproques par écrit, nous croyons être pre-
sentement en état, d'entrer en negotiation avec
tous les Alliez, suivant les formes usitées dans
les precedens Congrez.

Les Plenipotentiaires des Alliez s'étant
ensuite retirés dans leur chambre parti-
culiere, furent quelque tems à deliberer
sur la réponse, qu'ils pourroient donner
au sujet de cette declaration ; leur con-
clusion qu'ils ratifierent en une autre as-
semblée (qu'ils tinrent le jour suivant) &
qu'ils notifierent ensuite aux Plenipo-
tentiaires de France à l'assemblée gene-
rale du 2. d'Avril, fut conçue en ces ter-
mes, qu'ils leurs donnerent de même par
écrit.

MESSIEURS

„ Vous savez, comment nous nous som-
„ mes expliquez mecredi passé, immédia-
„ tement après ce que vous dictates alors.
„ C'est que nous nous étions tous atten-
„ dus à une réponse spécifique par écrit
„ de vôtre part, sur nos demandes specifi-
„ ques par écrit. Nous en avons deliberé
„ depuis, & nous sommes encore unani-
„ me

,, mement dans les mêmes sentimens , &
,, nous insistons par consequent à ce que
,, cette reponse nous soit donnée par écrit.
Les François ne repliquerent autre chose
à cette declaration, sinon qu'ils la feroient
savoir à leur maître , & demanderent un
nouveau délai pour cela. Mais il étoit
aisé de voir, que le Roi ne s'expliqueroit
point d'autre façon, puisqu'il avoit don-
né des ordres precis à ses Ministres, après
des consultations, dans lesquelles il a-
voit sans doute prévu tout ce qui y pou-
voit suivre.

Quoique les propositions de la Fran-
ce faites au Congrès d'Utrecht, eussent
infiniment étonné le Parlement d'Angle-
terre , & que la Chambre Haute en parti-
culier eût présenté une adresse à la Reine
sur ce sujet, où elle témoignoit sa juste indi-
gnation contre l'indigne traitement fait à S.
M. en proposant, qu'on ne reconnoîtroit son
titre aux Royaumes qu'elle possédoit, qu'après
la signature de la Paix: & son extrême ressen-
timent contre les conditions de Paix offertes
à elle & à ses Alliez. Cependant la Cham-
bre des Communes n'entra point dans
ces sentimens, comme il parut par les
violentes procédures, qu'elle continua
con-

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 303
contre les creatures de l'ancien Ministère.
Elle fit plus, elle prit à parti le 15. Mars
tous les Alliez, les accusant de n'avoir
point satisfait aux engagements de l'Al-
liance commune, & chargeant par une
deliberation passée à la pluralité des suf-
frages :

I. Les Etats Generaux, d'avoir fourni pour leur
contingent sur mer deux tiers moins, & pour leur
contingent en terre, la moitié moins qu'ils ne de-
voient.

II. l'Empereur defunt & l'Empereur regnant, de
n'avoir eu aucunes troupes à leurs depens en Espa-
gne, si ce n'est depuis l'année dernière un Regi-
ment d'infanterie de deux mille hommes. Aulieu

III. Que les troupes, que la Reine avoit four-
nies dans ce Pais là, depuis l'année 1705. jusqu'à
1711. montoient à 55973. hommes, outre 13.
Bataillons & 18. Escadrons de troupes Imperiales,
que S. M. avoit entretenues.

IV. Que celles que les Etats Generaux avoient
fourni dans ce Royaume, depuis l'année 1705, jus-
qu'en 1708. ne pouvoient monter tout au plus, qu'à
12200. & que depuis l'année 1708. ils n'y avoient
même envoyé aucunes troupes.

V. Que la Reine avoit fourni son contingent de
12000. hommes en Portugal, & avoit pris celui de
l'Empereur sur son compte : de sorte que S. M.
avoit fourni les deux tiers & les Etats Generaux un
tiers seulement.

VI. Que le Roi de Portugal par le Traité conclu
avec l'Empereur, s'étoit obligé de fournir 12000.
hommes d'infanterie, & 3000. de Cavallerie à ses
propres frais, outre 11000. fantassins & 2000. Ca-
valiers

valiers, pour les subsides qu'on fournissoit à S. M. Portugaise, & qu'elle ne fournissoit en tout que 13000. hommes.

VII. Que depuis l'année 1706. que les Troupes Angloises & Hollandoises entrèrent dans la Castille, sans retourner en Portugal, la Reine avoit plus que remplacé son contingent, & que les Etats Generaux n'avoient pas fourni un seul homme.

VIII. Que les accords & conventions faits entre le feu Roi Guillaume & les Etats Generaux, pour le contingent des troupes en Flandre, n'avoient pas été entierement executez par Leurs Hautes Puissances.

IX. Que Leurs Hautes Puissances durant toute la guerre avoient fourni 20837. hommes moins, qu'elles ne devoient, en Flandre.

X. Que les conditions d'empêcher tout commerce avec la Hollande & la France, & sous lesquelles on avoit accordé une augmentation de troupes, & consenti de les continuer, n'avoient pas non plus été executées. Et enfin

XI. Que la Reine & L. H. Puissances avoient au commencement de la Guerre contribué également aux subsides & aux frais de la guerre : mais que depuis la Reine seule avoit fourni 100. mille Risdalers au delà de son contingent.

La Chambre des Communes se recria encore contre le Traité de Barriere conclu trois ans auparavant en Hollande, & en fit un crime de trahison à celui qui l'avoit conclu au nom de la Reine : quoique ce Traité eût été approuvé & souscrit par cette Princesse, au retour du Milord Thownsend à Londres. Et il fut decreté

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 305
creté de même à la pluralité des suffra-
ges,

Que sous prétexte d'asseurer la succession Prote-
stante à la Couronne, & la Barrière pour les Etats
Generaux, on avoit inferé dans ce Traité plusieurs
Articles, tendans à la destruction du Commerce
de la Gr. Bretagne, contraires à ses Interêts, &
extremement deshonorables à S. M. Que le Vi-
comte de Thownsend n'ayant eu ni ordre, ni au-
torité, pour negotier plusieurs Articles dud. Traité,
lui & tous ceux qui avoient conseillé la Reine, de
le ratifier, étoient ennemis de S. M. & du Royau-
me.

Le Baron de Bothmar ayant pris la liberté d'é-
crire un Billet à Monf. De S. Jean Secrétaire d'E-
tat, & de lui représenter, que S. A. R. d'Hanover
son Maître, considerant ce Traité, comme la plus
grande seureté de sa succession à la Couronne, ne pour-
roit voir avec indifférence, qu'on donnât la moindre
atteinte à ce Traité; sur quoi le Secrétaire lui re-
pondit quelque tems après, qu'ayant communi-
qué son billet à la Reine, elle lui avoit ordonné de
l'avertir, qu'il eût à ne point entrer dans des affaires
si delicates, sans en avoir des ordres exprès de l'E-
lecteur son Maître, & sans les faire voir. Que les
asseurances que la Reine & les deux Chambres a-
voient données de l'intention, où elles étoient de
maintenir le droit de la Très-illustre Maison d'Ha-
nover, il leur paroissoit étrange, que l'examen du
Traité de Barrière, qui concerne de si près le Com-
merce de la Grande Bretagne, pût lui donner quel-
que ombrage.

Les Etats Generaux attaqués par les
deliberations du Parlement d'Angleterre,
ne

ne tarderent pas à publier pour leur décharge une specification de leur conduite, & un detail de tout ce qu'ils avoient fait pendant le cours de la guerre: item un des subsides qu'ils avoient fournissant en deniers, qu'en hommes. La pièce ne peut être plus interessante, non plus que l'Adresse ou Representation de la Chambre des Communes à la Reine, dans laquelle ils lui expliquoient amplement les griefs (dont on a donné l'abregé) contre les Alliez. Mais comme l'une & l'autre de ces pièces sont longues, on les renvoye à la fin du livre, pour ne pas interrompre le cours de l'histoire. Il y a une particularité au sujet de l'Ecrit ou Apologie des Etats, que leur Ambassadeur Mons. van Borselen presenta à la Reine de leur part: sçavoir, que cette Apologie ayant été rendue publique, la Chambre la declara pour *un libelle faux, scandaleux & malicieux, refléchissant sur les Resolutions de la Chambre & sur l'Adresse présentée à S. M. & faisant brèche aux privileges de la Chambre, laquelle établit un Comité, pour en rechercher l'Auteur & l'Imprimeur.* Celui-ci fut en effet decouvert & mis en prison.

Comme la defence des Etats ne fut
con-

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 307
concertée en Hollande , que le premier
d'Avril , & rendue publique en Angle-
terre , que vers la fin du mois , le Comte
de Straffort suivant les ordres qu'il avoit
reçus après les deliberations du Parle-
ment , dont on a parlé , fit rāport aux
Etats de la part de la Reine, qu'en répon-
se à la lettre qu'ils lui avoient écrite le
19. de Mars, pour la prier de faire tous
ses efforts possibles, pour continuer la guerre
avec vigueur, sa Majesté lui avoit envoyé
un ordre de delivrer un Memoire à L. H.
Puissances, dont la substance étoit, qu'elle
avoit déjà fait expedier pour l'effét qu'ils
desiroient, tous les ordres necessaires: qu'elle
avoit fait les remises, envoyé la plus grande
partie des recrûes, & que le reste suivroit
avec le Duc d'Ormond, General de ses for-
ces en Flandre, au premier bon tems: que S.
M. jugeoit, que dans la situation où étoient
alors les affaires, il n'y avoit rien de plus
necessaire, qu'une bonne Harmonie & par-
fait concert, pour faire voir à l'ennemi, qu'on
étoit en état de continuer la guerre. Mais
que pour ne se point abuser, en promettant ce
qu'on ne pouvoit pas tenir, il étoit absolument
necessaire, de convenir de ce que chacun pou-
voit fournir pour sa quote-part; & afin de
pren-

prendre de justes mesures pour cela, que S. M. demandoit un détail de tout ce qui regardoit la guerre en Flandre, en Espagne, en Portugal & de la Marine &c.

Cette restriction (qui soumettoit la continuation de la guerre à un nouveau concert & reglement de la quote-part, que chacun seroit obligé de fournir) ne faisoit qu'accroître les soupçons, que le Conseil de la Reine avoit pris la resolution de la finir. On garda cependant encore quelques mesures de la part de la Reine, avant que d'en venir à cette declaration. Le Duc d'Ormond arriva en Hollande, comme la Reine le promettoit ; étant entré en matiere avec les Etats, il parut donner les mains à tout ce qu'on voulut. Il se porta à l'armée & en fit le même avec le Prince Eugene & les autres Generaux, jusque là, qu'en un Conseil de Guerre que se tint le 21. de Mai, il se montra tout à fait disposé à seconder les operations de la Campagne ; mais les faits furent differens des paroles, dès qu'il fut question d'agir.

Les deux Couronnes de France & d'Angleterre étant entièrement d'accord, les prisonniers de guerre furent reciproque-

1712. & de la Paix d'Utrecht. 309
quement relâchez, sans qu'il parut aucun
traité pour cela. Les Ministres de l'une
& de l'autre traitoient à Utrecht avec
la dernière familiarité entre eux : & on
apprit qu'on travailloit à Versailles & à
Madrid aux renonciations des Princes
François à la Couronne d'Espagne, & du
Roi Philippe à celle de France. Les An-
glois conclurent en ce tems-là le Traité
de *l'Assiento* avec l'Espagne, pour four-
nir des Nègres aux Indes Espagnoles :
& la cour de France dispoſoit le Cheva-
lier de S. George à sortir du Royaume,
pour donner cette apparence de satis-
faction à ceux des Anglois, qui l'auroient
voulu voir sans protection.

Monf. de S. Jean donna aussi pour alors
à l'Envoyé des Etats Generaux au sujet
des instances qu'il faisoit au nom de ses
Maîtres, la réponse par écrit, qu'on va
lire.

La Reine ayant meurement considéré les Me-
moires du 3. Avril, qui lui ont été présentés par le
Sr. van Borselen, Envoyé Extraord. des Etats Ge-
neraux, & la resolution desd. Etats du 22. du même
mois qui lui a été communiquée par le Comte de
Straffort, son Ambassadeur Extraordinaire & Pleni-
potentiaire en Hollande, m'a ordonné d'y repondre
en peu de mots, qu'elle a été surprise de voir, que
loin de donner aux efforts que S. M. a fait en Espa-
gne

gne & en Portugal (deux Theatres de la Guerre, qui ont été abandonnés depuis tant d'années par les Etats) les loüanges qu'ils meritent, on ne les regarde, que comme des quote-parts que la Reine étoit en obligation de fournir, pour satisfaire à une Regle de proportion, qui n'a pas le moindre fondement. S. M. tombe d'accord, que selon les principes établis dans la Resolution ci-dessus mentionnée, la Grande Bretagne ne fournira jamais assés, ni les Provinces Unies trop peu.

On y pose pour maxime, que le pouvoir d'un chacun est la seule regle & mesure des efforts, que les Alliez doivent faire. Après cela ou s'erige en Juge, tant de la puissance des Royaumes de S. M. que de celle de l'Etat. Il n'est pas difficile de voir, jusqu'où une telle Logique nous meneroit. Bien loin d'avoir été obligée par le Memoire, dont il est parlé dans la Resolution du 1. du mois d'Avril, de changer de sentiment, S. M. trouve à propos de renouveler les declarations que le Comte de Straffort a fait par son ordre & en son nom. Ce ne sont pas des points que la Reine propose, comme un sujet de negotiation. C'est une communication qu'elle donne à ses Alliez, d'une resolution prise & d'une regle établie, afin qu'ils puissent là-dessus concerter leurs mesures. La Chambre des Communes qui est composée de Deputés Envoyés de chaque Province du Royaume, & qui est un Juge (plus competent, que qui que ce soit) du fardeau que le Peuple est en état de porter, n'a donné des subsides pour l'année courante, que dans les proportions & sous les conditions, dont on a fait part à Mess. les Etats Generaux, Sa M. a déclaré à cette Chambre, qu'elle trouvoit les conditions raisonnables, & ses ordres sont donnés sur ce plan, dans lequel par consequent il n'y a pas le moindre changement à esperer.

La

1712. *& de la Paix d'Utrecht.* 311

La Reine regarde l'union entre elle & l'Etat, comme le plus ferme appui de la cause commune: & c'est pour cette raison, qu'elle a fait tout ce qui depend d'elle, pour traverser les desseins de ces esprits factieux, qui tendent à la rompre. Les propositions qui ont été faites par les Plenipotentiaires de S. M. aux Ministres des Etats Generaux, montrent d'une maniere incontestable, le desir sincere de la Reine, d'entretenir une bonne correspondance & une étroite union avec eux. Ce sont aussi toutes les avances, qu'elle peut faire à cette fin. S. M. se flatte qu'elles auront l'effet qu'on en doit attendre, qu'elles dissiperont toutes les vaines craintes mal-fondées, qui ont été semées avec tant d'industrie dans les Provinces. En tout-cas S. M. aura la consolation, de n'avoir rien omis de tout ce qu'elle pouvoit contribuer à la satisfaction des Etats Generaux, sans abandonner les interêts de ses propres Royaumes,

Fait à Wittehal ce 19 Mai 1712.

Signé

H. St. JOHN.

Les Declarations, dont il est ici parlé, étoient la communication des résolutions prises dans le Parlement, d'agir sur un autre pié, à cause des manquemens, dont on supposoit les Alliez coupables dans la poursuite de la guerre. Et ce qui parut digne d'une attention particuliere en cet écrit, fut la protestation qu'on y fait sur la fin, que la Reine regardoit l'union entr'elle & l'Etat, comme le plus ferme appui de la cause

cause commune, dans le tems même, qu'on se départoit de cette union : & cela sur le reproche qu'on fait à des *ésprits* pretendus-*factieux*, qui travailloient à la rompre ; sous le nom desquels on n'avoit garde d'entendre ceux qui travailloient à trouver des Griefs, dans la vûe de colorer cette separation.

Mais ce qui acheva de dévoiler toutes ces protestations equivoques & contraires, fut celle que firent enfin le Duc d'Ormond à l'Armée, & l'Evêque de Bristol à Utrecht : le Duc ayant assisté le 26. de Mai à un Conseil de guerre, dans lequel le Prince Eugene & tous les autres Generaux concluoient, de donner la bataille au Maréchal de Villars, attendu la supériorité de forces, où on étoit ; mais le Duc protesta, d'avoir des ordres de n'en venir à aucune hostilité. Il voulut, qu'on crût, qu'il venoit de recevoir ces ordres par un Officier Anglois arrivé de Londres, & qui effectivement s'étoit fait voir en son camp le jour precedent. Mais la confiance, avec laquelle le Maréchal de Villars en agissoit, tenant la Campagne d'un visage assuré, quoi qu'il sentît son Armée inferieure à celle des Alliez, donna

1712. & de la Paix d'Utrecht. 313
na lieu de croire, que ce General François se tenoit sûr de n'être point attaqué, & qu'il y-avoit un concert entre les deux Cours de France & d'Angleterre, de n'en venir à aucune bataille.

L'Evêque de Bristol deux jours après certe declaration du Duc d'Ormond, & avant qu'il put avoir reçu la nouvelle de ce qui s'étoit passé à l'Armée, s'étant rendu à l'assemblée des Allicz, à laquelle il n'assistoit plus depuis quelque tems, à cause d'une indisposition pretendue, qui le retenoit au logis, parut ce jour là en une assemblée particuliere des Deputez des Etats Generaux, à qu'il dit sans façon, que *puisque les Etats répondoient si mal aux avances, que la Reine avoit faites, & qu'ils ne vouloient point concerter avec ses Ministres au sujet de la Paix, elle feroit ses affaires à part, & qu'elle estimoit de n'être plus dans aucune obligation, qu'elle qu'elle pût être, à leur égard.* Cette declaration étant portée à la Haïe, les Etats formerent une grande lettre, qu'ils firent presenter à la Reine le 9. de Juin, par leur Ambassadeur. Cette lettre témoignoit leur étonnement des nouvelles mesures, que S. M. avoit prises, de suspen-

O dre

dre les operations de la Campagne , & de faire sa Paix particuliere , sans eux & sans les autres Alliez ; par où ils tâchoient de la ramener à ses premiers sentimens. Voici la lettre toute entiere.

Après toutes les preuves que V. M. a données pendant le cours de son glorieux Regne , de son grand Zele pour le bien public & de son attachement à la cause commune des Hauts Alliez ; après tant de marques , qu'elle a eu la bonté de donner de sa pretieuse affection & de son amitie pour nôtre Republique , & après les assurances reiterées qu'elle nous a données & fait donner tout recemment de ses intentions, de faire agir ses troupes contre l'ennemi commun , aussi long tems , que la Guerre ne sera pas terminée par une Paix Generale: il est impossible, que nous ne soyons surpris & touchés des deux Declarations , que nous venons de recevoir, la premiere par le Duc d'Ormond , son General qui dit , *ne pouvoir rien entreprendre sans les nouveaux Ordres de V. M.* l'autre donnée par l'Evêque de Bristol son Plenipotentiaire au Congrès de d'Utrecht , de ce que V. M. voyant , que nous répondions si mal aux avances , qu'elle nous auroit fait , & que nous ne voulions point concerter avec ses Ministres au sujet de la Paix , elle seroit ses affaires à part , & qu'elle estimoit n'être plus dans aucune obligation , quelle qu'elle puisse être , à nôtre egard.

Dés que nous avons été avertis de ces Declarations , nous avons envoyé nos ordres à nôtre Ministre , qui a l'honneur de résider auprès de V. M. afin de lui représenter les raisons de nôtre surprise & les conséquences de ces Declarations : la priant en même tems avec tout le respect que nous avons
tôu-

1712. *Extrait de la Paix d'Utrecht.* 315
toujours eu , & que nous conserverons toujours
pour sa personne Royale , de vouloir donner d'au-
tres ordres au Duc d'Ormond , afin qu'il puisse agir
avec toute vigueur , suivant la raison de guerre , &
d'avoir la bonté d'entrer à nôtre egard dans d'au-
tres sentimens , que ceux que l'Evêque de Bristol a
déclarés à nos Plenipotentiaires à Utrecht.

Mais plus nous faisons d'attention à ces Declara-
tions , plus nous les trouvons importantes , & plus
nous en apprehendons les suites. C'est pourquoi
nous avons crû , ne pouvoir nous dispenser de nous
adresser directement à V. M. par cette Missive , e-
sperans qu'elle y voudra bien donner l'attention que
nous nous promettons , tant de sa grande pruden-
ce & sagesse , que de son Zele si renommé pour le
bien public , & particulièrement de son amitié &
affection accoutumée , pour nous & pour nôtre
Republique.

Nous protestons avant toutes choses , qu'ayant
toujours eu pour V. M. une veritable amitié , aussi
bien qu'un très-grand respét , & un attachement
sincere à tous ses interêts , avec un desir ardent de
vivre avec V. M. dans une parfaitement bonne in-
telligence & union. Nous avons encore les mêmes
sentimens & nous les conserverons toujours , ne
souhaitant rien plus , que d'en pouvoir donner à
V. M. des preuves les plus convaincantes.

Après quoi nous prions V. M. de vouloir refle-
chir , suivant ses grandes lumieres , si nous n'avons
pas juste sujet d'être surpris , de voir arrêter par un
ordre de la part de V. M. donné à nôtre insçû , les
operations de l'Armée des Alliez , la plus belle &
la plus forte , qui peut-être soit entrée en campagne
pendant tout le cours de la guerre , & pourvûe de
de tout le necessaire , pour agir avec vigueur : &
cela après qu'elle avoit marché suivant la resolution

prise de concert avec le General de V. M. comme en presñce de celle des Ennemis , avec une grande superiorité , tant en nombre qu'en qualité de troupes animées d'un noble courage & ardeur de bien faire ; de sorte que suivant toutes les apparences humaines , & avec l'assistance Divine , que nous avons ressentie si clairement en tant d'autres occasions , on auroit (soit par une Bataille , soit par des sièges) pû remporter de grands avantages sur l'ennemi , rendre la cause des Alliez meilleure , & faciliter les negociations de la Paix.

Nous nous flá ions bien de l'esparance , que le Duc d'Ormond a donnée , que dans peu de jours il attendoit d'autres ordres : mais nous voyons cependant avec douleur une occasion des plus belles passée , dans l'incertitude , si elle sera bien aussi favorable ci-après ; puisqu'on laisse aux ennemis le tems de se fortifier & de se precautionner , pendant que l'Armée des Alliez reste dans l'inaction , & consumant les fourages tout à l'entour , ôte à soi même les moyens de subsister à l'avenir dans les lieux , où suivant les projéts les operations devroient se faire ; ce qui pourroit rendre ci-après impossibles les entreprises , qui seroient fort praticables presentement , par où toute la Campagne peut être rendue infructueuse , au prejudice inestimable de la cause commune de tous les Hauts Alliez.

Certainement , quand nous considerons d'un côté l'Armée , telle qu'elle est composée des troupes de V. M. & des autres Alliez , jointes ensemble d'un commun concert , pour agir au plus grand avantage & avancement de la cause commune , & de l'autre côté les assurances que V. M. nous a données par lettres , par ses Ministres , & dernièrement par son General , le Duc d'Ormond , de ses intentions de faire agir ses troupes avec leur vigueur ordina-

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 317
dinaire : comme aussi les engagements , dans lesquels V. M. est entrée , non seulement à notre égard , mais aussi (tant séparément , que conjointement avec nous) à l'égard des autres Alliez , il nous est bien difficile de conjecturer & de comprendre , comment un ordre si préjudiciable à la cause commune , donné si subitement à notre insçu , & sans doute aussi à l'insçu des autres Alliez , peut convenir & subsister avec la nature de la société , avec ces assurances , & avec ces engagements , dont nous venons de parler. Car quoique suivant la Declaration de l'Evêque de Bristol , V. M. se tienne pour déchargée de toute obligation à notre égard , il est évident , qu'il ne s'agit point ici de notre intérêt ou avantage particulier , mais de celui de tous les Alliez , qui souffriront par le préjudice , que cet ordre si peu attendu portera à toute la cause commune.

Mais Madame , nous ne pouvons pas nous dispenser de dire à V. M. que la Declaration faite par l'Evêque de Bristol à Utrecht , ne nous a pas moins surpris , que celle du Duc d'Ormond à l'Armée. Elles nous paroissent si extraordinaires , que nous ne sçavons pas comment les concilier avec cette grande bonté & bienveillance , dont V. M. nous a toujours honoré : ne pouvant concevoir , comment elles peuvent avoir changé si subitement à notre égard. Nous n'en sommes pas seulement surpris , mais nous en sommes affligés. Nous avons examiné avec soin toute notre conduite , & nous n'y trouvons rien qui puisse avoir donné lieu au mécontentement , que V. M. nous fait paroître par cette declaration.

Dès le premier jour , que V. M. est montée sur le throne , nous avons eu pour elle toute la déférence , qu'elle pouvoit désirer d'un Etat ami & Allié.

lié. Nous avons recherché avec soin son amitié & affection, & considérant les bons effets que pouvoient produire & qu'ont produit réellement, la bonne intelligence, harmonie & union entre V. M. & nous, & entre les deux Nations, de même que l'avantage qui en resuitoit pour l'une & pour l'autre, aussi bien que pour la cause commune de tous les Alliez : nous avons pris à tâche & à cœur de les cultiver & de gagner de plus la confiance de V. M. & de nous conformer à ses sentimens, autant qu'il nous a été possible.

Nous croyons en avoir donné une preuve éclatante, particulièrement à l'égard de la Negotiation de la Paix : puisque non seulement après que nous fumes informez des pourparlers qui se sont tenus ci-devant en Angleterre sur ce sujet, nous avons attendu, que V. M. nous en donneroit connoissance & ouverture, ayans cette ferme confiance en son amitié pour nôtre Republique & en son Zèle pour le bien de la cause commune, que rien ne feroit fait qui pût porter prejudice à nous, ni aux autres Alliez. Mais aussi, quand V. M. nous a fait communiquer les points Preliminaires signez par Mons. de Ménager en Angleterre, & quand elle nous a fait proposer la convocation & la tenue d'un Congrès pour la Paix Generale, nous requerant de donner à cet effet les Passeports nécessaires aux Ministres de l'ennemi, nous y avons consenti, quoique nous eussions plusieurs raisons (à nôtre avis) très-bien fondées, de n'entrer point dans une telle negotiation, sans plus de fondement, du moins sans la concurrence des autres Alliez. Mais nous avons post-posé nos sentimens à ceux de V. M. pour lui donner une nouvelle preuve de nôtre déference à son egard.

Nous n'avons pas moins fait, par rapport aux
diffi-

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 319
difficultez, qu'on a fait naître au sujet du Traité de
Garantie mutuelle de la succession dans la ligne
Protestante aux Royaumes de V. M. & de nôtre
Barriere: Traité si important pour les deux Na-
tions, que nous le considerons, comme le lien le
plus fort, qu'on pourroit trouver, pour unir à ja-
mais les cœurs & les interêts des deux Nations,
conclu après la plus meure deliberation, & ratifié
de part & d'autre dans la forme la plus authenti-
que. Car quoique nous eussions pû nous tenir sim-
plement à ce Traité, cependant nous sommes en-
trez en negotiation sur ces difficultez, & particu-
lierement sur le point de *l'Assiento*, sur quoi nous
avons tellement instruit nos Plenipotentiaires, que
nous ne doutions plus, que toutes les difficultez
seroient applanies, au contentement reciproque, &
que par là nous aurions regagné entierement la con-
fiance de V. M. d'autant plus, qu'en premier lieu,
lors qu'il s'agissoit de l'assemblée d'un Congrès pour
la Paix Generale, V. M. nous a fait declarer par
son Ambassadeur, qu'elle ne desiroit, que nôtre
concurrence en ce seul point, & cette unique mar-
que de nôtre confiance: qu'après cela elle nous
donneroit des preuves fortes & réelles de son affe-
ction envers nous, & de ses droites intentions à
l'égard de la cause commune de tous les Alliez; &
qu'ensuite, quand on a fait intervenir des difficul-
tez sur le Traité de succession & de Barriere, V. M.
nous a fait assurer de même, que si nous nous relâ-
chions sur les points les plus essentiels, & particu-
lierement, sur l'affaire de *l'Assiento*, ce seroit le
vrai moyen de rétablir la confiance mutuelle & ne-
cessaire, laquelle étant rétablie, V. M. prendroit
particulièrement à cœur les interêts de l'Etat, &
iroit de concert avec nous dans toute la negotia-
tion, pour parvenir à une Paix honorable, bonne
& seure,

Mais nous nous trouvons bien éloignez de nôtre attente, puisque dans le tems même, que nous nous sommes le plus aprochez de V. M. & que nous croyions, que nous tomberions d'accord sur les points qui étoient en différent, nous voyons partir le Comte de Straffort, sans avoir fini l'affaire: nous voyons arrêter l'Armée dans le commencement de sa carrière, & nous entendons une Declaration, par laquelle V. M. se tient dégagée de toutes ses obligations à nôtre egard, dont on allé- que pour raison, que nous aurions mal répondu aux avances qu'elle nous a faites, & que nous ne voulions point concerter avec ses Ministres sur la Paix.

Si V. M. veut avoir la bonté de regarder d'un œil un peu favorable & equitable nôtre conduite, nous nous flâtons & nous avons une ferme confiance, qu'elle n'y trouvera rien qui lui puisse donner une idée de pensées si desavantageuses à nôtre egard: mais qu'elle trouvera plutôt, que nous avons satisfait & satisfaisons encore à tous les devoirs de bons & fidèles Alliez, particulièrement envers V. M.

Ce que nous avons déjà dit, pourroit peut-être suffire pour l'en persuader, mais nous devons y ajoûter, qu'ayant toujours regardé l'affection de V. M. & la bonne harmonie entre les deux Nations, comme un des plus fermes appuis de nôtre Etat & de la Religion Protestante, & comme un des moyens les plus efficaces, pour le soutien & l'avancement de nos interêts communs & de ceux de toute l'alliance. Ce sentiment sincere étant imprimé fortement dans nos cœurs, nous n'avons jamais été éloignez de communiquer & de concerter en toute confiance sur les affaires de la Paix avec V. M. & avec ses Ministres, suivant les fondemens

1712. *& de la Paix d'Utrecht.* 321
portez par la grande & autres Alliances. Nous de-
clarons, que nous y avons toujours été portez &
prêts, & que nous le sommes encore, autant que
nous le pouvons faire sans prejudice aux autres Al-
liez, & sans contrevenir aux engagements, Traitez,
& Alliances que nous avons contractez.

Mais, Madame, toutes les propositions qui nous
ont été faites jusqu'à present sur ce sujet, sont de-
meurées en des termes fort generaux, sans que le
resultat des negociations entre les Ministres de V.
M. avec ceux de la France, ni même les pensées
de V. M. sur le sujet, lequel nous devrions concer-
ter ensemble, nous aient été communiquez. Il
est vrai, que dans quelquesunes des dernieres Con-
ferences, les Ministres de V. M. ont demandé, si
les nôtres étoient munis d'un plein-pouvoir & au-
torisez à faire un plan pour la Paix. Mais il au-
roit été bien juste, qu'avantque d'exiger cela de
nous, on nous eût communiqué le resultat des né-
gociations traitées depuis longtems, entre les Mi-
nistres de V. M. & ceux de l'ennemi : du moins
les pensées de V. M.

Si ce plan regardoit seulement les interêts de V.
M. & les nôtres, nous aurions peutêtre tort, de
n'y avoir pas donné les mains incessamment, quoi-
que même alors l'affaire ne seroit pas sans difficul-
té ; puisque la moindre connoissance qui en par-
viendroit à l'ennemi, ne pourroit être, que fort
prejudiciable. Mais comme ce plan, dont il s'agit,
doit regarder les interêts de tous les Alliez, & près-
que de toute l'Europe, nous avons eu de fortes
apprehensions, que comme les negociations parti-
culieres entre les Ministres de V. M. & ceux de
France, & la facilité avec laquelle nous avons con-
senti au Congrès d'Utrecht, & donné nos Passe-
ports aux Ministres de l'ennemi, ont déjà donné

beaucoup de soupçons & d'inquietude à S. M. Imp. & aux autres Alliez, nous avons apprehendé, disons-nous, que S. M. Imp. & les autres Alliez venans à apprendre (ce qui seroit bien difficile de leur cacher) le concert qui se feroit entre les Ministres de V. M. & les nôtres, pour un plan de Paix, avant même que les Ministres de France aient répondu specifiquement aux Ministres des Alliez, leur soupçon & leur inquietude pourroit s'augmenter, & ce procédé pourroit leur donner sujet à de pensées prejudiciables, comme si l'intention de V. M. & la nôtre étoit d'abandonner la grande Alliance & la Cause commune, ou pour le moins, de regler seul avec la France le sort de tous les autres Alliez: par où S. M. Imp. & les autres Alliez pourroient être poussez à prendre leurs mesures à part, & à faire des demarches qui ne conviendroient nullement avec les intérêts de V. M.

Nous croyons ces raisons assez bien fondées, pour justifier auprès de V. M. notre conduite à cet égard, & si nous ne sommes pas entrez avec tout l'empressement qu'elle peut avoir souhaité, dans le concert proposé, nous esperons, que tout au plus V. M. ne regardera nôtre difficulté, que comme un excès de prudence, ou de scrupule, & nullement comme un défaut de confiance en V. Majesté, pendant que les Alliez pourroient le regarder, comme un contrevention aux Traitez, & particulièrement à l'Art. VIII. de la Grande Alliance. Nous esperons aussi, que V. M. par les raisons que nous venons d'alleguer, reviendra d'une pensée si desavantageuse pour nous, sçavoir, que nous aurions mal répondu aux avances qu'Elle nous a faites, & que nous ne voudrions point concerter avec ses Ministres au sujet de la Paix. Mais, Madame, quand V. M. n'acquiesceroit pas à nos raisons (de quoi pour-

pourtant nous ne pouvons pas douter) nous prions V. M. de considérer, si cela suffiroit, pour que V. M. pût se tenir dégagée de toutes ses obligations à nôtre égard.

Si nous avions contrevenu aux engagements & aux Traitez, que nous avons l'honneur d'avoir conclus avec V. M. nous attendrions de sa bonté & de sa justice, qu'elle nous fît représenter ces contre-ventions, & qu'elle ne se tint point quitte de ses engagements, qu'aprèsque nous aurions refusé d'y apporter les remèdes nécessaires. Mais comme nous ne nous sommes engagés nulle part, d'entrer avec V. M. dans un concert, pour faire un plan de Paix, sans la participation des autres Membres de la Gr. Alliance : le peu de facilité & d'empressement que nous aurions montré en ce cas, ne peut être regardé comme une contrevention à nos engagements, & ainsi cela ne peut pas servir à dégager V. M. des siens à nôtre égard; puisque nous sommes fortement persuadés, d'avoir pleinement satisfait à tous nos Traitez & à toutes nos Alliances, tant avec V. M. qu'avec les Hauts Alliez en general : & d'avoir fait en la présente guerre plus qu'on auroit pû attendre de nôtre part avec justice & équité. Toute la différence entre V. M. & nous en ceci ne consiste tout au plus, (à le considérer sainement) que dans une disparité de sentimens.

En vérité, Madame, si pour un tel sujet entre des Puissances Alliées & Unies ensemble par les liens & les noeuds les plus forts & plus étroits d'Alliance, d'intérêts & de Religion, une seule de ces Puissances pouvoit se dégager de tous ses engagements, & se défaire de toutes ses obligations, il n'y a point de liaison, qui ne puisse être rompue à tout moment : & nous ne voyons point, sur quels engagements on pourroit compter à l'avenir.

Nous nous assurons, que V. M. en voyant ces conséquences, ne voudra pas se tenir à la déclaration, que l'Evêque de Bristol nous a faite. Nous l'en supplions avec tout le respect & tout l'empressement, dont nous sommes capables, comme aussi, qu'elle veuille révoquer l'ordre donné au Duc d'Ormond, s'il ne l'est pas encore, & de l'autoriser d'agir selon les occurrences, ainsi que la raison de Guerre & l'avancement de la Cause commune le demandera.

Nous vous prions aussi, Madame, de vouloir encore nous communiquer le résultat des Conférences, tenues par vos Ministres avec ceux des ennemis, ou du moins vos pensées sur la paix : & nous tâcherons de donner à V. M. toutes les marques imaginables de notre déférence pour ses sentimens, & de notre desir sincère, de conserver sa précieuse amitié, autant que nous le pourrons faire, sans blesser la bonne foi des engagements, dans lesquels nous sommes entrez par des Traitez & Alliances, tant avec V. M. qu'avec d'autres Puissances.

Nous sommes fortement persuadés, que ce n'est nullement l'intention de V. M. de les rompre en aucune manière, puisqu'elle a été toujours avec nous de ce sentiment, & avec les autres Alliez, sçavoir, que la bonne union entre les Alliez, non seulement dans la présente guerre, mais aussi après que la paix sera faite, est & sera toujours le moyen le plus solide, & même l'unique, de conserver la liberté & l'indépendance de tous ensemble, & de chacun en particulier, contre la grande Puissance de la France.

Nous attendons aussi, qu'après avoir donné des preuves si grandes & si éclatantes de sa sagesse, fermeté & de son Zele pour le soutien de la Cause commune, V. M. ne voudra pas prendre présente-
ment

1712. *de la Paix d'Utrecht.* 325
ment des résolutions, qui pourroient être préjudi-
ciables à nous & aux autres Alliez; mais que pour
parvenir à une paix honorable, seure & generale,
elle poursuivra les mêmes voies, & se tiendra aux
mêmes maximes, qu'elle a tenues ci-devant, &
que le bon Dieu a beni d'une maniere si sensible,
par des victoires & par des grands evenemens, qui
rendront la gloire de V. M. immortelle.

Nous renouvelons encore à V. M. les assurances
de nôtre haute & parfaite estime pour sa per-
sonne, & pour son amitié, comme aussi de nos
intentions & de nos desirs sinceres, d'entretenir
avec V. M. la même bonne correspondance, har-
monie & union, que ci-devant, & de les cultiver
entre les deux Nations, par tout ce qui dependra
de nous, prians V. M. de conserver aussi pour nous
& pour nôtre Republ. sa premiere affection. Nous
nous remettons au reste à ce que le Sr. de Borse-
len, nôtre Envoyé Extraord. pourra dire de plus à
V. M. sur ce sujet. Aprèsquoi nous prions le Tout-
Puissant &c.

A la Haie le 5. Juin 1712.

On a voulu inferer & rapporter toute
cette lettre, quelque longue qu'elle soit,
parcequ'elle est une preuve authentique
du procedé irregulier de la Cour de Lon-
dres, par rapport aux Alliez, & qu'elle
étoit déjà gagnée en faveur de la France
dés avantqu'on eut commencé le Traité
de Paix, ne se servant des demonstra-
tions & des protestations qu'on faisoit
faire à la Reine, que pour mieux trom-

per , attirer & faire tomber les Alliez dans la necessité de souscrire la Paix , telle qu'il plaisoit à l'Ennemi commun de la prescrire , après avoir gagné les Ministres de cette Princesse , pour qu'ils se servissent de son nom , afinque de faire valoir leurs ménées.

Comme dans un país aussi libre que l'Angleterre , tout ce qui regarde l'Etat , est aussitôt divulgué & connu de tout le monde : cette Lettre ne manqua pas d'être d'abord imprimée & de passer en toutes mains. On ne sçait pas , si l'Envoyé d'Hollande l'a fait imprimer lui-même , ou si ceux qui n'approuvoient pas , qu'on fît la paix , lui ont rendu ce bon office. Entre les effets qui devoient naturellement suivre cette connoissance , la cour avoit lieu de craindre , que le peuple ne desapprouvât la plus grande part de cet empressement qu'on témoignoit , de faire la Paix aux conditions proposées par la France , & avec si peu de fruit d'une guerre qui avoit été si heureuse. C'est pourquoi le Conseil de la Reine jugea à propos , d'appaiser en quelque façon les esprits par une réponse , qui parut démentir la crainte qu'on avoit conçue , &
mettre

1712. & de la Paix d'Utrecht. 327

mettre ou maintenir le public dans l'esperance d'obtenir de meilleures conditions. Il fut donc de la part de la Reine expédié pour les Etats Gen. une espee de Réponse à leur dernière Lettre , datée du 19. de Juin , & conçue en ces termes :

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS NOS
BONS AMIS, ALLIES ET CONFEDEREZ,

Il n'y a rien , qui Nous soit plus cher , que la conservation d'une bonne intelligence & d'une parfaite Union avec vôtre Etat. Elles ont été l'objet de Nos principaux soins , & bien loin de Nous pouvoir accuser d'avoir contribué en aucune façon à leur diminution, Nous réfléchissons avec plaisir sur toutes les peines que nous avons prises , & sur toutes les instances que nous avons faites , afin que les disputes survenues au sujet des intérêts des deux Nations, fussent terminées à l'amiable , & afin que nous pussions Nous parler sans reserve sur ceux du public. Car dans des conjonctures , que celles où Nous Nous trouvons , il faut que l'ouverture soit egale de part & d'autre , de même que la confiance reciproque.

Nous croyons que l'alarme que Vous avez prise au sujet des declarations , tant du Duc d'Ormond que de l'Evêque de Bristol , aura cessé , & Nous vous repetons ce que Nous avons tant de fois déclaré , qu'il ne tiendra qu'à vous , (comme il l'a fait par le passé) que toutes nos mesures touchant la guerre , ou touchant la Paix , soient prises de concert avec vôtre Etat.

Le Comte de Straffort retournera en peu de
jours

jours auprès de vous, pleinement instruit de Nos intentions. Nos Ministres seront disposez & autorisez de faire tout ce qui peut dependre de Nous, pour renouveler une entière confiance avec Vous, & pour prevenir à l'avenir des mesintelligences, qui ont été fomentées avec tant d'artifice & avec si peu de fondement. Mais Nous ne pouvons pas passer sous silence, que Nous avons été extrêmement surprise de voir, que vôtre Lettre du 5. de ce mois a été imprimée & publiée presque aussitôt, que Nous l'avons reçue des mains de Vôtre Envoyé. Un tel procedé est également contraire à la bonne Politique & à la bienséance. C'est faire une *Remontrance*, au lieu d'une Representation, & appeller au peuple, au lieu de s'adresser au Souverain. Nous esperons, que Vous ne voudrez plus souffrir, que pareille chose arrive à l'avenir; car Nôtre honneur nous engageroit à prendre la resolution de ne donner aucune réponse à des Lettres ou à des Memoires qui seroient publiez de la sorte. Au reste Nous prions Dieu &c.

à Kensington le 9. Juin 1712.

Vôtre bien bonne Amie

ANNE REINE.

Cette Lettre en substance ne remedioit rien de ce qu'on pouvoit apprehender, puisqu'on n'y promettoit rien qui eût pû calmer les alarmes prises au sujet des Declarations, tant du Duc d'Ormond, que de l'Evêque de Bristol. On y dit seulement, que le Comte de Strafford (qui nouvellement s'étoit retourné en Angleterre,

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 329

terre, pour informer pleinement la Reine de la disposition des Alliez au sujet de la Paix) reviendrait dans peu, instruit des intentions de S. M. & autorisé aussi bien que son Collègue, à faire tout ce qui seroit nécessaire, pour renouveler la confiance perdue, dont on attribuoit la faute aux artifices sans fondement des mal-intentionnez ; quoiqu'on ne la dût véritablement attribuer, qu'à la facilité, qu'on témoignoit d'accepter la paix, aux conditions que la France venoit de prescrire. On s'y plaint, (quoique fort modestement) que la Lettre des États ait été rendue publique, ce qui sembloit à la cour, *qu'on avoit appelé au peuple, au lieu de s'adresser au Souverain.* Car en effet on avoit souhaité, que le Peuple n'eût eu aucune connoissance de ce qui se passoit en cette affaire : n'étant que trop croyable, qu'on ne le trouveroit pas tout à fait disposé à l'approuver, que la cour auroit voulu.

Il suffisoit au Ministère, d'avoir le Parlement à son parti, & ce fut dans la confiance qu'on avoit, d'en pouvoir disposer entièrement, afin de le faire consentir à tout ce qui se faisoit, jusqu'à la
con-

conclusion finale de la Paix. Il y avoit une seule chose qui pût chatouiller les Etats Generaux, c'étoit que la Reine témoignoît un desir particulier de concerter avec eux. C'est ce que le Comte de Straffort leur expliqua plus clairement à son retour, les assûrant, que *la Reine souhaitoit, que LL. HH. PP. voulussent bien se joindre à Elle, pour travailler ensemble à la Paix generale, & d'Alliez devenir Mediateurs & Arbitres des interêts & des conditions des autres.* Mais les Etats ne pouvoient pas encore se depouiller de l'esperance, de ramener les choses au point, où elles avoient été, ni se séparer de la Grande Alliance.

Comme les propositions que les Ministres de France avoient faites au Congrès, parurent peu sortables à Londres, aussi bien qu'à Utrecht, elles y avoient causé de grands débats, & donné lieu à une infinité d'écrits, qui en faisoient voir l'insuffisance & l'injustice. On avoit fait courir le bruit, que le Comte de Straffort retourneroit d'Angleterre avec d'autres propositions, desquelles on auroit lieu d'être content. On apprit en effét, que la Reine s'étant portée au Parlement

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 331
lement le 17. du même mois de Juin, y
en avoit proposé d'autres, ou du moins
avoit spécifié & détaillé ces premières
propositions, enforte que chacun des Al-
liez y put voir ce qui le regardoit en par-
ticulier. Et comme S. M. s'étoit déjà
expliquée dans une autre occasion, que
le Roi de France s'étoit remis à Elle tou-
chant les conditions de la Paix, il y avoit
tout lieu de croire, qu'elle parloit selon
les sentimens de ce Prince. C'est ce qu'elle
fit dans la Harangue qu'elle prononça
en présence des deux Chambres le 6. jour
de Juin. En voici la teneur.

MILORDS ET MESSIEURS,

C'est la prerogative incontestable de la Couron-
ne, de faire la paix & la guerre. Neantmoins j'ai
une si grande confiance en vous, que Je vous in-
formai à l'ouverture de cette séance, qu'on avoit
commencé la Negociation pour une Paix Generale:
& ensuite par des messages Je vous ai promis, de
vous communiquer les conditions de la Paix, avant
qu'elle soit conclue.

Selon cette promesse Je viens maintenant, pour
vous faire sçavoir, sous quelles conditions on peut
faire une Paix Generale.

Il n'est past nécessaire, que Je fasse mention des
difficultez, qui naissent de la nature même de cette
affaire, & il n'est que trop evident, que ces diffi-
cultez ont été augmentées par d'autres obstacles
machi.

machinez artificieusement, pour empêcher une si grande & si bonne Oeuvre.

Rien pourtant ne m'a détournée de travailler avec fermeté, en premier lieu, au véritable intérêt de mes propres Royaumes, & Je n'ai rien omis de ce qui pourroit procurer à tous nos Alliez, ce qui leur est dû par les Traitez, & ce qui est nécessaire pour leur sécurité.

Comme Je n'ai rien plus à cœur que d'assurer à mes Royaumes la Succession Protestante, ainsi qu'elle est établie par les Loix dans la Maison d'Hanover, on a pris un soin particulier, non seulement, de la faire reconnoître dans les termes les plus forts, mais aussi de la rendre encore plus ferme, en faisant sortir des Etats de la France la personne qui a prétendu en troubler l'établissement.

Le principal motif, pour lequel on a commencé cette guerre, a été l'apprehension, que l'Espagne & les Indes Occidentales ne fussent unies à la France, & le but que Je me suis proposé dès le commencement de ce Traité, a été de prévenir effectivement cette union.

Les exemples du passé & les dernières negotiations ont suffisamment fait voir, combien il étoit difficile, de trouver les moyens d'accomplir cet ouvrage Je n'ai pas voulu me contenter de ceux qui sont speculatifs, & qui dependent seulement des Traitez: J'ai insisté sur le solide, & d'avoir en main le pouvoir d'exécuter ce dont on seroit convenu.

Je vous puis dire donc à présent, que la France en est enfin venue à offrir, que le Duc d'Anjou renoncera à jamais, tant pour lui, que pour ses Descendants, à toute sorte de pretensions sur la Couronne de France; & afin que cet Article important

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 333

ne coure aucun risque , l'exécution doit accompagner la promesse.

En même tems il sera déclaré , que le droit de succéder à la Couronne de France , immédiatement après la mort du present Dauphin & de ses fils , appartiendra au Duc de Berri & à ses fils , & sera devolu ensuite au Duc d'Orleans & à ses fils , & de même au reste de la Maison de Bourbon.

Pour ce qui regarde l'Espagne & les Indes , la Succession à ces Etats , après le Duc d'Anjou & ses enfans , doit descendre à tel Prince , dont il sera convenu par le Traité , en excluant à jamais le reste de la Maison de Bourbon.

Pour confirmer les Renonciations & les établissemens ci-dessus mentionnez , on offre de plus , qu'ils seront ratifiez en la maniere la plus forte & la plus solennelle , tant en France , qu'en Espagne : & que ces Royaumes-là , aussi bien que les autres Puissances engagées dans la presente guerre , en seront Garans.

Cette proposition est d'une telle nature , qu'elle s'exécute d'elle-même. C'est l'interêt de l'Espagne , de la soutenir , & en France les Personnes , à qui cette Succession doit appartenir , seront assez prêtes , à soutenir leurs Droits , & assez puissantes , pour en venir à bout.

La France & l'Espagne sont maintenant plus divisées en effet , que jamais : & ainsi par l'Assistance de Dieu , il se trouvera une Balance de pouvoir , réellement établie en Europe , d'une manière à n'être sujette , qu'à ces accidens imprévûs , desquels il est impossible d'affranchir entièrement les affaires humaines.

On a commencé un Traité de Commerce entre mes Royaumes & la France : mais comme on a mis des Impôts excessifs sur de certaines Marchandises,

dites, & qu'on en a défendu d'autres, il est impossible de finir cet ouvrage aussi promptement, qu'il feroit à souhaiter. On a pris soin cependant d'établir une methode, pour regler cette affaire, & en attendant on a pourvû à ce que les mêmes Privileges & les mêmes avantages, que la France accordera à aucune autre Nation, nous soient pareillement accordez.

Le partage de l'Isle de St. Christophle entre nous & les François ayant causé beaucoup d'incommodité & de dommage à mes sujets, j'ai demandé, qu'on me fasse une entière cession de toute cette Isle, & la France consent à cette Demande.

Le Commerce de l'Amerique septentrionale est d'une si grande importance à nôtre interêt, que J'ai employé mes plus grands efforts, pour ajuster cet Article en la maniere la plus avantageuse. La France consent à Nous rendre toute la Baïe & le Détroit de Hudson, à nous resigner l'Isle de Terre-Neuve & Plaisance, & à nous faire une entière Cession d'Annapolis & du reste de la Nouvelle-Ecosse en Acadie.

On pourvoira mieux à la seureté de Nôtre commerce par la démolition de Dunkerque.

Nôtre Negoce sur la Mer Mediterranée, & l'interêt & le pouvoir de la Grande Bretagne en ces lieux-là seront assûrez par la possession de Gibraltar & de Port-Mahon, avec l'Isle entière de Minorque qu'on ôfre de laisser entre mes mains. Le Commerce en Espagne & aux Indes Occidentales peut en general être réglé sur le pié, qu'il l'étoit du tems de feu le Roi d'Espagne Charles II. avec une Clause particulière, que tous les avantages, Droits ou Privileges, qui ont été ci-devant accordez par l'Espagne à aucune autre Nation, ou qui le seront dans la suite, seront pareillement accordez
aux

1712. & de la Paix d'Utrecht. 335
aux sujets de la Grande Bretagne.

Mais comme la part que Nous avons eu aux dépenses de cette guerre, nous donne droit de prétendre à quelque distinction dans les conditions de la paix, J'ai insisté & obtenu, que *l'Assiento*, ou le Contrat pour fournir des Nègres aux Indes Occidentales, appartenant à l'Espagne se fasse avec nous pour le terme de 30. ans, de la même manière, que les François en ont joui depuis dix ans.

Je n'ai pas voulu entreprendre de décider les intérêts de Nos Alliez : c'est au Congrès d'Utrecht, qu'il les faut ajuster, où J'employerai mes meilleurs efforts, comme je l'ai fait constamment jusques à présent, pour procurer à chacun d'eux une juste & raisonnable satisfaction. Cependant Je trouve à propos, de Vous faire sçavoir, que la France offre de faire du Rhin une Barriere pour l'Empire, de ceder Brisac, le Fort de Kehl & Landau, comme aussi de raser toutes les forteresses, tant de l'autre côté du Rhin, que dans les Isles de ce Fleuve.

Pour ce qui concerne l'intérêt de la Religion Protestante en Allemagne, il n'y aura du côté de la France aucune opposition à son rétablissement sur le pié du Traité de Westphalie.

Les Pais-Bas Espagnols pourront demeurer à S. M. Imp. Les Royaumes de Naples & de Sardaigne, le Duché de Milan & les places sur la Côte de Toscane, qui appartiennent à l'Espagne, pourront aussi être cedées à l'Empereur par le Traité de la Paix.

A l'égard du Royaume de Sicile, quoiqu'il ne reste aucun doute touchant la Cession de cet Etat par le Duc d'Anjou : cependant on n'a pas encore résolu, comment on en disposera.

On est convenu des intérêts des Etats Generaux,
par

par rapport au Commerce, de la maniere que leurs propres Ministres l'ont demandé : excepté seulement quelque peu de marchandises, & de la Barriere entiere, ainsi qu'elle fut demandée à la France par les Etats en 1709. à l'exception de deux ou trois places tout au plus.

Pour ces exceptions, on a proposé plusieurs expediens, & Je ne doute nullement, que cette Barriere ne puisse être ajustée d'une maniere à assurer parfaitement cette Republ. contre aucune entreprise de la part de la France; ce qui est le fondement de tous mes engagements sur cet Article avec les Etats.

Les demandes du Roi de Portugal dependant de la disposition qu'on fera de l'Espagne, & cet Art. ayant été long-tems en dispute, il n'a pas été encore possible d'y faire un progrès considerable. Mais mes Plenipotentiaires auront maintenant une occasion d'assister ce Roi dans ses pretensions.

Celles du Roi de Prusse sont telles, que J'espere qu'elles ne souffriront pas beaucoup de difficultez du côté de la France, & mes plus grands efforts ne manqueront point, pour procurer tous les avantages, qu'il me sera possible, à un si bon Allié.

Le difference de la Barriere, qu'on demanda pour le Duc de Savoie en 1709. & les offres que la France fait à present, est très-peu considerable. Mais ce Prince s'étant distingué d'une maniere si signalée, pour le service de la Cause commune, Je travaille à lui procurer encore de plus grands avantages.

La France a consenti, que l'Electeur Palatin conserve le rang qu'il tient à present parmi les Electeurs, & qu'il demeure en possession du haut Palatinat.

La Dignité Electorale est aussi reconnue dans la
Mai-

Mailon d'Hanover, selon l'article, qui en a été inferé, à la priere de ce Prince, dans mes Demandes,

Pour le reste des Alliez, Je n'ai aucun doute, de pouvoir assurer leurs differens interêts,

MILORDS ET MESSIEURS,

Je Vous ai maintenant communiqué non-seulement les Conditions de la Paix, qui peuvent s'obtenir pour mes sujéts par le Traité, qu'on va faire, mais aussi les propositions de la France, pour satisfaire nos Alliez.

Les premieres sont telles, que J'ai lieu d'attendre, qu'elles dédommagent mon Peuple en quelque maniere du fardeau pésant & inégal, qu'il a supporté pendant le cours de cette guerre : & Je veux bien esperer, qu'aucun de nos Alliez, & principalement ceux qui gagneront par cette Paix une si grande augmentation de Domaines & de puissance, n'envieront pas à la Grande Bretagne la part de la gloire & de l'avantage, qui en pourra revenir.

Les dernieres ne sont pas encore ajustées d'une maniere aussi complete, qu'elles l'auroient pû être dans un peu plus de tems. Mais comme la saison de l'année fait, qu'il est nécessaire de mettre fin à cette séance, cela m'a fait prendre la resolution, de ne plus différer à Vous communiquer toutes ces choses.

Je ne scaurois revoquer en doute, que Vous ne soyez pleinement persuadez, que Je ne negligerais rien de mon côté dans le progrès de cette Negotiation, pour amener la Paix à une heureuse & prompte conclusion : & Je fais fond sur Vôtres confiance en moi, que Vous y concourrez de bon cœur avec moi.

P

C'est

C'est la coutume des Chambres du Parlement, de remercier leurs Souverains toutes les fois, qu'ils les haranguent, ou de leur faire des representations, si elles croient, que ce qu'on leur a communiqué, n'est pas à l'avantage de la Nation. Il y eut en cette occasion, comme dans les precedentes, diversité de sentimens sur ce qu'il y auroit à faire. Mais dans l'une & l'autre Chambre la pluralité des suffrages l'emporta, qu'on remerciât la Reine, & que dans les Adresses on témoignât *une très-humble reconnoissance de la grande condescendance de S. M. qui leur avoit bien voulu communiquer les conditions, sur lesquelles on pût faire une Paix Generale: & la grande satisfaction que les Chambres avoient reçue de ce que S. M. avoit fait, & la confiance, qu'Elle continueroit de poursuivre instamment les veritables interêts de ses Royaumes, & tâcheroit d'obtenir pour ses Alliez, ce qui leur étoit dû en vertu des Traitez.*

Pendant qu'en Angleterre on faisoit la repartition de ce que chacun des Alliez devoit avoir par cette Paix, dont au gré de la France on leur prescrivoit des conditions bien moindres, que celles qu'ils

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 339

qu'ils avoient raison d'esperer & de pretendre , les affaires de la Campagne suivirent le même train , & l'issue en fut encore pire. Dans l'esperance qui parut au commencement , fondée sur les frequentes assurances de la Reine , qu'elle agiroit de concert , ainsi que par le passé , contre la France , on avoit fait quelques entreprises pendant l'hiver , qui parurent assez importantes , pour en esperer des bonnes suites. Le Roi T. C. avoit fait amasser sur l'esplanade entre la Ville & Citadelle d'Arras toute la provision de fourage , qu'on crut necessaire pour la subsistence de sa Cavalerie , jusqu'à la saison propre à la nourrir sur le pré. Cette grande provision fut consumée dès le mois Mars , par un gros détachement des garnisons voisines des Alliez, qui tambour bătant & enseignes deployées s'alla camper avec quelques pieces d'artillerie devant Arras , & à force de bombes & de boulets rouges y mit le feu , sans que les Generaux François eussent rien entrepris contre ces Troupes , qui de cette expedition retournerent à leurs quartiers, sans avoir perdu pas un seul homme.

Il fálut en demeurer là : car après la

declaration du Duc d'Ormond, de n'avoir point d'ordre d'agir offensivement contre les François, le Prince Eugène ne put pas executer le dessein, qu'il avoit eu de les attaquer, étant obligé de demeurer oisif quelque tems, voir qu'elle suite auroit la declaration du General Anglois. Cependant elle ne fut pas aussi ruineuse aux affaires des Alliez, que le Duc & le Conseil de la Reine s'étoient peut-être promis. Il y avoit dans l'Armée & sous le commandement du Duc d'Ormond un bon nombre de Troupes Allemandes à la solde de la Grande Bretagne, & le Duc pretendoit, qu'à l'exemple des Anglois elles se separassent du reste des Alliez, pour ne point agir contre la France. Il leur fit intimer cette declaration: mais il ne trouva pas en elles la soumission, qu'il pretendoit à ses ordres. La plus-part des Officiers Generaux protesterent de ne le pouvoir pas faire, sans les commandemens exprès de leurs Souverains particuliers; puisque s'étant obligez par serment, de combattre contre la France, ils ne pouvoient rien faire contre cette obligation, tant qu'on auroit les François pour ennemis. Il n'y eut donc
que

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 341

que 4. Escadrons & un Bataillon du Duc de Holstein-Gottorp, & un Regiment de Dragons, qu'un Officier avoit levé à ses depens, qui se trouverent disposez à suivre le Duc d'Ormond, lequel s'étant séparé avec ses Troupes de la grande Armée, qui demeura sous l'obeïssance du Prince Eugène, publia dans son Camp une suspension d'Armes avec la France, & se retira vers Gand & Bruges (où il y eut des Garnisons Angloises) accompagné du Comte de Straffort qui étoit revenu d'Angleterre, apparemment pour instruire le Duc plus pleinement des resolutions & des mesures, que le Conseil de la Reine avoit prises depuis son depart.

Cependant le Prince Eugène assiégea & prit le Quénoi, & voulut faire le siège de Landrecies, quoiqu'il fût abandonné des Troupes d'Angleterre. Mais le Maréchal de Villars qui jusqu'alors s'étoit tenu près de Cambrai, comme spectateur de tout ce qui s'étoit passé, força la marche de ses troupes, & ayant passé l'Escaut, il tomba sur 17. Bataillons postez à Denain, pour assûrer la communication de l'Armée des Alliez avec leurs Magazins qui étoient à Marchiennes, defit entié-

rement ces Bataillons , avant qu'ils pussent être secourus , & poussant sa pointe, il enleva Marchiennes avec les munitions qui y étoient , & se rendit maître des petites villes de Mortagne & de St. Amand, dont les garnisons n'étoient pas assez fortes pour les défendre. Après ces exploits il fit le siège de Douai , qu'il emporta aussi: le Prince Eugène n'en ayant pû l'empêcher, faute de monde & de munitions nécessaires pour l'entreprendre.

Ce fut au commencement de cette année , que le Roi Philippe ayant fait donation de ce qu'il tenoit aux Pais-Bas , à l'Electeur de Baviere , celui-ci prit possession de Namur & de Luxembourg : & ce fut pendant le cours de cette Campagne , & après la Declaration de la Reine d'Angleterre , de ne vouloir plus agir offensivement contre la France , que l'Amiral Leake débarqua à Dunkerque des Troupes Angloises , pour prendre possession de cette place, que le Roi de France consignoit à la Reine, suivant leur accord particulier , comme un gage de ses promesses. Cette possession auroit dû être prise par le Duc d'Ormond incontinent après sa declaration à l'Armée : mais on
la

1712. & de la Paix d'Utrecht. 343

la lui avoit refusée, sur ce que les Troupes qui étoient à la solde d'Angleterre, ne s'étoient pas voulu toutes separer d'avec le reste des Alliez, comme le Roi de France s'étoit attendu. L'Amiral Jennings arbora aussi l'Etendard d'Angleterre dans l'Isle de Minorque & au Port-Mahon, quoique les Anglois ne fussent en possession de cette Isle, que comme Alliez de l'Empereur, qui étoit Maître de la Catalogne, & de qui on avoit vû les Etendards dans ces places. Le Duc d'Ormond declara de même la Reine Souveraine des villes de Gand & Bruges, dont il augmenta les garnisons de troupes de sa nation; après quoi les deux partis commencerent à se regarder à peu près comme des ennemis, & à ménager chacun ses intérêts à part: sans aucune declaration préalable.

L'Empereur & les Etats Generaux se voyant aussi abandonnez à la merci de la France, se donnerent plusieurs mouvemens, pour detourner les mauvaises suites de cette revolution: puisque les François étoient devenus les plus puissans, désque les Anglois avoient resolu de ne plus agir contr'eux. La difficulté étoit

donc de soutenir la guerre, & les moyens en étoient devenus extrêmement onéreux, dèsque toute la dépense étoit tombée sur eux seuls, après la séparation de l'Angleterre, qui en avoit soutenu une partie très-considérable. Il y eut encore une difficulté particulière dans la guerre aux Pays-Bas: ce fut que le Prince Eugène (leuré par les promesses que l'Angleterre lui avoit fait, de lui procurer des grands avantages sur le Haut-Rhin, si l'Empereur y voudroit employer des forces extraordinaires) y avoit détaché un nombre considérable de ses meilleures Troupes. Outre cela on avoit raison de se défier de quelques autres Alliez, & comme l'Angleterre s'étoit si hautement déclarée pour la Cessation d'armes, de craindre, qu'elle ne fît tous ses efforts pour attirer ceux-là dans le même sentiment. Car on sçavoit, que quelquesuns d'entr'eux pouvoient se promettre de grands avantages, s'ils secondoient les desseins de la France & de l'Angleterre, dans un démêlé qui n'avoit rien de commun avec la succession d'Espagne: ce qui auroit pu aisément les porter à y donner les mains, pendantque d'autres, sur tout les Portugais,

1712. & de la Paix d'Utrecht. 345
gaïs, se seroient vûs abandonnez de tout
secours, qui jusqu'alors les avoit soutenus
plus en état de résister.

Cependant, comme on avoit lieu de
presumer, que la résolution de la Reine
& de son Conseil ne seroit pas celle de
toute la Nation Angloise, qui en gene-
ral avoit témoigné tant de fermeté à sou-
tenir la partie jusqu'au bout, on pouvoit
se flâter de quelque changement favora-
ble, qui ramèneroit les choses à leur pre-
mier état. Cela n'étoit pas du tout im-
possible, si le Ministère de la Reine n'eût
employé tous les moyens possibles, pour
soutenir l'engagement, où il étoit entré.
Au moins il y eut assez de débats & de
disputes sur ce sujet entre les deux partis,
sçavoir, entre les nouveaux Pacifiques &
ceux de l'ancienne résolution. On se fit
la guerre de part & d'autre par des libelles
& écrits, qu'on voyoit divulguer tous
les jours à Londres & dans les Provinces,
pendantque la Cour se donnoit des grands
mouvemens, pour détruire & decourager
ce dernier parti, en faisant des recher-
ches exactes & punissant rigoureusement
les Auteurs & les Imprimeurs de ces
écrits. On éloignoit de toutes les charges

& emploie ceux qui s'y montroient attachés, jusques là même, qu'on assûroit, qu'il avoit été résolu de n'en laisser aucun en quelque poste, que ce fût, qui les mettoit en autorité & considération.

Enfin la Reine vouloit terminer la guerre, à quelque prix que ce fût, & pour contraindre les Alliez à la Paix, elle donna non seulement ordre à ce que toutes ses Troupes en Espagne & en Portugal, fussent promptement retirées dans son Royaume, mais aussi elle cassa en une seule fois trente-deux Regimens de ses Troupes, & fit cesser le travail de tous les Ouvriers surnuméraires, qu'on avoit été obligé d'occuper à Chattam, pendant la guerre, à la construction des vaisseaux. Cependant la repugnance que les Etats Generaux témoignent, à recevoir cette paix, telle qu'on l'avoit présentée, causa à S. M. de l'inquietude: car elle croyoit, que le Commerce de ses sujets ne seroit jamais libre & assuré, tant que les Hollandois (qui avec les Anglois en sont les premiers & les plus grands appuis) seroient en guerre avec la France. C'est pourquoi elle envoya à Paris Monsr. de St. Jean, (qu'elle avoit nouvellement créé

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 347
créé Vicomte de Bollingbrooke) afin de
ménager une Trêve & suspension d'hosti-
litez entre ces deux Nations-là, pensant
que ce seroit un acheminement à la Paix
avec les Alliez, pendantqu'on trouveroit
un moyen pour les y faire consentir: ou tout
au moins de faire accorder aux Hollandois
en particulier des conditions plus douces,
afin de les détacher de la Ligue, dont ils
étoient alors les plus grands soutiens.

Les Ministres Anglois, aigris par le pro-
cedé & les plaintes trop hautes du Comte
de Gallas, Ambassadeur de l'Empereur,
(car ce Ministre avoit publié, qu'il sçavoit
& pouvoit verifiser par des bonnes preu-
ves, les voies irregulières, par où ceux-là
s'étoient laissé gagner de faire la Paix au
gré de la France) firent ensorte, que la
Reine lui défendit de paroître à la Cour:
ce qui causa davantage de discours. On
pretend même, qu'ils avoient alors reso-
lu de ne garder plus aucune mesure avec
S. M. Imp. & d'abandonner sa cause en-
tièrement. En effet, la France commen-
ça dès-lors de parler de nouveaux demem-
brements de ce qu'on avoit publié jusqu'a-
lors, qui lui seroit laissé. Mais pour les
Hollandois, ces Ministres là ne pensoient

ni parloient, qu'en leur faveur, & ne travailloient, qu'à applanir les difficultez qui les empêchoient en particulier de consentir à la Paix. La France voyant alors sans crainte, que l'Angleterre, desarmée qu'elle étoit, en avoit trop fait, pour pouvoir employer autre chose, que de simples paroles, en faveur des Hollandois, fit ferme sur l'entière execution de ses projets, & ne voulut rien relâcher de tout ce qu'elle avoit proposé. Il est vrai, qu'on fit des grands honneurs au Vicomte à Fontainbleau, où étoit le Roi, mais il n'obtint rien; au contraire on le fit aboucher avec la Veuve du Roi Jaques & son fils, (quoiqu'il n'eût pas un ordre exprès de le faire) & il promit à cette Princesse, qu'on lui payeroit la pension qui lui étoit due, comme Reine Douairiere d'Angleterre: & le Prince qu'on avoit jusqu'alors nommé en France le Roi d'Angleterre, prit le titre de Duc de Gloucester, titre qu'avoit porté un fils de la Reine Anne, qui sembloit par là l'adopter.

Le Roi de France nomma aussi dès lors un Ambassadeur qui iroit de sa part résider à Londres, & il écrivit des lettres très-

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 349
très-obligeantes à la Reine , qui nomma
de son côté ses Ambassadeurs en France
& en Espagne. Ce dernier alla à Madrid,
pour y recevoir la Renonciation du Roi
Philippe à la Couronne de France, & l'autre
à Paris, pour assister à celle des Prin-
ces François à la Succession d'Espagne;
c'étoient là les conditions que la Reine
avoit crû suffisantes pour prévenir l'union
des deux Monarchies.

Ces Renonciations avoient été ménagées
avec le même secret, que toutes les
autres conditions de la Paix, que la France
& l'Angleterre seules prescrivoient
d'un commun accord, sans en prendre
ni attendre le consentement d'aucune au-
tre Puissance. Le Roi Philippe les avoit
communiquées à son Conseil d'Etat le
3. Juillet, c'est à dire, dans le tems même,
que les Anglois (qui firent sem-
blant de tenir encore par quelque chose
aux Alliez) faisoient espérer des condi-
tions plus favorables, que celles qu'on
avoit proposées, qui paroissoient si dures
aux Alliez. Cette communication fit con-
noître l'état des Traitez déjà conclus
entre la France, l'Espagne & l'Angle-
terre, quoiqu'on affectât, de les tenir

encore secrets. Le Roi Philippe parla à son Conseil en ces termes :

Quoique Je vous aie fait sçavoir en d'autres occasions diverses choses au sujet de la Paix, J'ai pourtant toujours tâché d'en tenir quelques particularitez secretes, jusqu'à ce que la Paix fût assurée. Maintenant, qu'avec le secours du Ciel elle est entièrement réglée avec l'Angleterre, J'ai bien voulu vous communiquer les principaux Articles, en quoi elle consiste : parceque les avantages qui en résultent, me sont tout à fait favorables. Car il ne sera plus demembré de la Monarchie Espagnolle un seul pié de terrain dans les Indes, & J'espere de posséder ces Païs-là dans leur entier, ainsi que les a possédez feu mon Oncle de glorieuse memoire. Le Roi mon Grand-pere cede seulement aux Anglois les conquêtes qu'ils ont faites dans les Indes pendant cette guerre, avec la ville de Dunkerque, afin qu'ils gardent cette place dans l'état, où elle est, jusqu'à la Paix Generale, lorsqu'elle doit ensuite être démolie aux dépens des Hollandois. Le Commerce aux Indes sera réglé entre les Anglois & les François, comme du tems de mon Oncle Charles II. Et J'attens dans peu un Exprès avec l'avis d'une generale suspension d'armes.

Les instances du Roi mon Grand-Pere ont été fort grandes, à ce que dans l'Acte de Renonciation Je voulusse preferer la Monarchie de France à celle d'Espagne: mais ni ces importantes sollicitations, ni la considération de la grandeur & des forces de la France n'ont pû alterer en moi la reconnoissance & les obligations que J'ai aux Espagnols, de qui la fidelité a affermi sur ma tête la Couronne, que la fortune avoit rendue chancelante en deux fameuses occasions. De sorte que pour demeurer uni avec
les

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 351

les Espagnols, non seulement Je prefererois l'Espagne à toutes les Monarchies du monde, mais même Je me contenterois d'en posséder la moindre partie, pour n'abandonner pas la Nation. Et pour preuve de la verité de ce que Je dis, & que Je desire, que cette Monarchie soit assurée à mes descendans, J'ai bien voulu, qu'ils renoncent à tous leurs droits sur la Couronne de France, en faveur du Duc de Berri mon Frere, & du Duc d'Orleans mon Oncle.

Il fut donné part de cette resolution à tous les autres Conseils & Tribunaux du Royaume, & les ordres furent expediez, pour assembler au mois de Decembre les Etats Generaux, qu'on appelle *Cortes* en Espagne, auxquels le Roi parla en son tems de la même sorte, qu'il avoit parlé à son Conseil, & qui ratifierent, autant qu'il étoit en eux, ces Renonciations, en presence de Milord Lexington Ambassadeur d'Angleterre, qui se trouva alors à Madrid, pour assister à cette Ceremonie, & pour l'autoriser. L'Acte de Renonciation du Roi Philippe portoit en substance, que ce Prince notifioit & declaroit à tous Rois, Princes, Puissances & Republiques &c,

Qu'une des principales intentions du Traité de Paix, qui se negocioit entre les Couronnes de France, d'Espagne & d'Angleterre, étoit la conservation de l'equilibre de Puissance en Europe, en telle maniere, que par la reunion de trop de Sei-
gneu-

gneuries cet Equilibre desiré ne fût pas détruit, à l'avantage de l'une d'entr'elles, & au peril des autres. Et que pour faciliter une Paix Generale, qui pût être ferme & durable, il avoit été proposé par l'Angleterre, & consenti de sa part, de même que de celle de son Ayeul, que pour éviter dans tous les tems à venir l'union de cette Monarchie avec celle de France, en sorte que cela ne puisse point arriver en aucun cas, on fît des Renonciations reciproques de sa Posterité, à la Succession dans la Monarchie de France, & de la part des Princes de la Maison de Bourbon, qui sont en France, & de tous leurs Descendans presens ou à venir, à la Succession dans la Monarchie d'Espagne &c. Et que pour éviter en outre les inconveniens qui pourroient naître, si sa Posterité venant à manquer, la Monarchie d'Espagne étoit de nouveau devolüe à la Maison d'Autriche, qui par l'addition d'un si considerable Domaine à celui de l'Empire & des pais hereditaires, deviendroit très-formidable: laquelle consideration avoit été autrefois jugée suffisante, pour demembrer les pais hereditaires de la Maison d'Autriche du Corps de la Monarchie Espagnole. Pour cet effet il avoit été stipulé & convenu par l'Angleterre avec Lui & le Roi son Ayeul, qu'en cas que Lui ou sa Posterité vint à manquer, cette Monarchie fût devolüe à la Maison de Savoie, qui étant descendue de Donna Catherine fille de Philippe II. & n'ayant jamais renoncé à ses pretensions, y avoit un droit clair & reconnu, supposé l'amitié & la perpetuelle Alliance qui doivent être recherchées & procurées entre le Duc de Savoie & sa posterité, & cette Couronne. Puisqu'on devoit croire, qu'avec cette ferme & perpetuelle esperance, l'Equilibre ne vareroit jamais, & que par là toutes les Puissances seroient contre-

bala-

balancées d'une manière amiable, étant lassées des travaux & de l'incertitude des combats, & aucun parti ne conservant le pouvoir d'alterer l'Equilibre établi par un Traité, moyennant aucun Contrat, Renonciation, ou Retroaction : mais que la raison de sa perpétuelle durée prevaudroit, à l'admettre & à en faire une Constitution perpétuelle, qui comme une Loi inalterable regleroit la Succession à l'avenir.

Qu'ayant considéré toutes ces choses, & par l'amitié qu'il avoit pour les Espagnols, & par la reconnaissance qu'il devoit aux preuves réitérées qu'il avoit reçues de leur fidélité, & pour montrer à la Providence, par la résignation qu'il devoit à ses Décrets, le sentiment qu'il avoit du grand bonheur d'avoir été placé & maintenu dans le Gouvernement de tant d'illustres Sujets, il avoit résolu de renoncer pour soi & pour toute sa Postérité, à tout droit de succéder à la Couronne de France &c. Et afin que cette Résolution pût avoir son effet, & que l'on pût mettre fin à ce qu'on avoit regardé, comme un des principaux motifs de la Guerre, dont l'Europe avoit été affligée &c. il renonçoit de son propre mouvement & libre volonté, sans aucune contrainte, par le présent Acte, pour soi, ses successeurs & héritiers, pour toujours, quitoit & abandonnoit toute prétention, droits & titres, que lui & sa postérité avoient ou pourroient avoir à l'avenir à la Couronne de France, s'en déclaroit lui & sa postérité exclus & séparés, absolument & sans limitation rendus inhabiles, sans différence & distinction de degré, sexe, ni tems &c. vouloit & consentoit pour Lui & sa Postérité, que dès-lors & pour toujours, ce Droit fût tenu & considéré, comme passé au Duc de Berri son Frere, & à ses Descendans & Postérité mâle, venue de mariage légitime : & au défaut d'héritiers mâles, au Duc d'Orleans son Oncle & à sa Postérité mâle ;

mâle; & au défaut de sa Posterité, au Duc de Bourbon son Cousin, & à ses heritiers: & ainsi successivement à tous les Princes du sang de France.

Que pour confirmation & plus grande validité de l'Acte de cette Renonciation à tous les Droits & Titres, qui lui pouvoient appartenir & à sa Posterité, à l'égard de la due succession à la Couronne de France, led. Roi se desistoit particulièrement de ce qui pourroit lui être derivé du Droit de Naturalisation, par les Lettres patentes, ou Acte, par lequel le Roi son Ayeul le lui avoit conservé & réservé, l'ayant rendu habile à jouir du Droit de succéder à la Couronne de France; lequel Instrument avoit été expédié à Versailles, au mois de Decembre 1700. passé, approuvé & enregistré par le Parlement &c. Enfin il renonçoit à tous les remedes, & particulièrement à celui *d'évidente, d'enorme, ou de très-enorme Lésion*, qui se pourroit trouver dans cette Renonciation &c. Il ne veut pas, que ces Remedés ou autres, de tel nombre, importance, efficace, ou qualité, qu'ils soient, puissent lui appartenir, ni être d'aucun usage; & que si de fait, ou sous quelque autre couleur & pretexte, que ce fût, lui ou ses successeurs tâchoient, de se saisir du dit Royaume, soit par force d'armes, ou qu'ils fissent guerre offensive ou defensive contre lui, dès à présent & pour tout l'avenir, elle doit être déclarée illegitime, injuste, entreprise à tort, par violence, invasion & usurpation contre toute raison & conscience &c.

Et que pour plus grande validité & certitude de ce qui est contenu dans ladite Renonciation, & de ce qui y étoit assuré & promis de sa part, le Roi Philippe engageoit de nouveau sa foi & parole Royale, & juroit solennellement par les Evangiles contenus dans le Missel, sur lequel il mettoit sa main droite, qu'il

qu'il vouloit observer, maintenir & accomplir cet Acte de Renonciation, dans toutes les Clauses qui y sont contenues, selon leur plus naturel, literal & clair sens & signification: & qu'il ne demandoit point d'être relevé de ce serment, & que si quelque personne particuliere le lui demandoit, ou accordoit de son propre mouvement, il n'en feroit aucun usage, ni en tireroit aucun avantage; & qu'en cas que cela lui fût accordé, il feroit un autre serment, qu'il garderoit & maintiendrait celui-là contre toutes les dispenses, qu'on lui en pourroit accorder &c.

Le Lord Lexington étoit (comme on a dit) Ambassadeur de la Reine de la Grande Bret. qui l'avoit nommé exprès pour être témoin, & pour recevoir ou prendre un Acte de la susdite Renonciation. Les Deputez des Cours & Etats, en presente desquels cet Acte fut lû, le lui donnerent avec les formalitez ordinaires. Ce fondement étant jetté, toutes les Negociations y roulerent, sçavoir, sur le Preliminaire, que le Roi Philippe demeureroit sur le throne d'Espagne, à l'exclusion de l'Empereur & de sa Maison, *lors même que toute la Race de France seroit éteinte.* Les Renonciations des Ducs de Berri & d'Orleans étoient conçûes à peu près dans les mêmes termes, avec les mêmes precautions & sûretez de termes
les

les plus recherchez, pour rendre la chose irrefragable. En quoi on ne peut pas assez s'étonner de ce soin & de cette exactitude, qui au bout du conte ne peut pas produire plus d'assurance & plus de solidité, qu'avoit eu la Renonciation du Roi de France même, à la succession de la Couronne d'Espagne, pour l'insuffisance de laquelle les François avoient écrit tant de livres, dèsqu'on jugea à propos de n'y plus déferer. Aussi ne peut-on croire autre chose de toutes les Renonciations qu'on faisoit dans cette rencontre avec tant d'appareil, sinon que l'Angleterre n'ayant rien de meilleur, s'en servoit, comme d'un beau pretexte, pour colorer son desistement de la Cause commune & de l'Alliance, dans laquelle elle avoit été jusqu'alors: quand pour des raisons, qu'il n'étoit pas difficile de deviner, le Conseil de la Reine avoit jugé à propos de faire sa Paix particulière, & de s'accommoder avec le Roi de France.

Le Vicomte de Bollingbroke n'avoit rien rapporté de Paris, qui eût donné lieu d'espérer de meilleures conditions pour les Alliez, & les Conférences continuoient à Utrecht, avec la même langueur & irre-

1712. & de la Paix d'Utrecht. 357
irresolution, où elles étoient depuis long-
tems. Outre cela il y survint un inci-
dent, qui y mit un nouveau retardement,
& qui, peu s'en falut, auroit gâté toute
l'affaire. Le Comte de Rechteren un des
Deputez au Congrès de la part de la Pro-
vince d'Over-Yssel, passa en carosse le
27. de Juillet (jour de la nouvelle de la
défaite près de Dennain) devant l'Hôtel
de Monsf. Ménager: quelques Laquais de
celui-ci se trouvant à la porte, firent quel-
ques gestes de main, comme s'ils avoient
voulu insulter & se moquer des Domesti-
ques & des Laquais du Comte, qui étoient
sur le derriere de son carosse. Quelques
jours après le Comte ayant pris dans son
carosse Monsf. de Moermont, Plenipoten-
tiaire de la Province de Zelande, passa en-
core devant l'Hôtel du dit Ministre de
France, & les mêmes laquais en firent à
peu près autant que la premiere fois, se
moquans des gens du Comte, par des ge-
stes de main & signes de mépris. Les La-
quais insultez en firent des plaintes à leurs
Maîtres, qui le lendemain envoyerent
Monsf. Rumpf, un des Secretaires de l'Am-
bassade ou Deputation de l'Etat, à Monsf.
Ménager, pour lui en demander satis-
faction.

faction. Ce Secretaire étoit chargé de presenter à Mons. Ménager une Relation succincte du fait, qu'il lui devoit raconter de bouche, & de le presser de donner là-dessus une réponse positive. Mons. Ménager s'excusa sur l'incertitude du fait, & sur la difficulté d'en tirer la verité, supposant, que les accusez le nieroient: & qu'ainsi on ne le pouvoit obliger à rien, tant que cet excès étoit contesté. Neantmoins le sentant pressé par plusieurs repliques de Mr. Rumpf, il consentit à la fin, que les Domestiques des deux Deputez viendroient chez lui, le même jour à 3. heures après midi, pour être confrontez avec les siens. L'heure étant venue, Mons. Ménager envoya prier les Deputez, de differer cette confrontation, à cause de l'absence de deux de ses Domestiques qu'il avoit envoyés hors de la ville, mais qui devoient revenir ce même jour. Il ne s'en fit donc rien ce jour-là, & le lendemain Mons. le Comte de Rechteren fut obligé d'aller à la Haïe, ce qui accrocha l'affaire pour quelques jours. Le Comte étant de retour, envoya le même Secretaire le 15. d'Août, pour la deuxième fois chez Mons. Ménager, pour le
prier

1712. & de la Paix d'Utrecht. 359
prier en son nom & en celui de Mons.
de Moermont, de vouloir mettre fin à
la susdite affaire. Mons. Ménager lui ré-
pondit, qu'il envoyeroit un de ses Gen-
tils-hommes au Comte de Rechteren: ce
qu'il fit, avec la même réponse qu'il
avoit fait faire le 29. de Juillet à Mons.
de Moermont.

Ce Gentilhomme dit entre autres à
Mons. le Comte, qu'après son départ pour
la Haïe, Mons. Ménager avoit examiné
ses Domestiques, sur les plaintes qu'on
lui en avoit portées: mais qu'eux tous
avoient nié le fait, dont on les accusoit,
& que comme on avoit dit, que son
Suisse avoit été présent, lorsque l'affai-
re en question s'étoit passée, Mons. Mé-
nager étoit prêt d'envoyer le dit Suisse,
pour en porter l'information à Mons. le
Comte. Celui-ci répondit au Gentil-
homme, qu'il lui sembloit, que Mons.
Ménager cherchoit à protéger ses Dome-
stiques, en ôfrant d'envoyer son Portier,
qui étoit coupable comme les autres; que
si Mons. Ménager étoit disposé à execu-
ter ses propres promesses, & à avoir egard
aux Reglemens de la Police établis au sujet
des querelles qui naîtreient entre les Do-
mesti-

mestiques , il n'avoit qu'à confronter les siens avec ceux de Mons. de Moermont & de lui-même , ainsi qu'on en étoit convenu : & à témoigner par là , qu'il vouloit sçavoir la vérité , laquelle seroit bientôt decouverte par ce moyen. Que Mons. Ménager devoit être persuadé , qu'on ne pousseroit point cette reparation au de-là des bornes de l'honêteté & de la justice : mais aussi qu'il ne devoit point se montrer contraire à cette reparation, au cas qu'elle fût dûe ; ce qu'il se promettoit de son équité & de ses bons sentimens.

Deux jours après le Comte de Recheren se promena à pié au Mail , avec quelques autres Deputez des Etats : Mons. Ménager y fut aussi , & les ayant vûs se joignit à eux. Après les civilités ordinaires & après quelques discours, le Comte remit l'affaire sur le tapis : Mons. Ménager lui expliqua ce qu'il avoit fait à cet egard , sçavoir , qu'il l'avoit fait informer par un de ses Gentils-hommes, qu'ayant examiné ses Domestiques , tous avoient nié le fait , dont ils étoient accusez : qu'il avoit offert , & qu'il offroit encore , d'envoyer son Suisse chez lui, du-

1712. & de la Paix d'Utrecht. 361
duquel il pourroit prendre information.
Le Comte lui repliqua, qu'il n'y avoit
aucune apparence, que les laquais de
Monf. de Moermond & les siens eussent
accusé absolument à faux les gens de
Monf. Ménager, & qu'ils n'en eussent
eu la moindre occasion : que le Suisse
(ainsi qu'on lui avoit rapporté) étoit aussi
coupable, que les autres ; mais qu'en
confrontant les Domestiques des deux
côtés, comme on en étoit convenu, on
viendrait bientôt à un entier éclaircisse-
ment du fait. Monf. Ménager repliqua,
que cette confrontation ne pouvoit être
que tumultueuse, parceque les uns y se-
roient accusateurs, pendantque les autres
nieroient le fait avec la même hardiesse,
& qu'il ne vouloit point de bruit à la
maison, ni s'eriger en Juge en cette af-
faire. Le Comte lui repliqua de son cô-
té, que l'éclaircissement étoit pour-tant
nécessaire, & que pour ce qui étoit du
bruit, que Monf. Ménager craignoit de
cette confrontation, il y avoit bien moyen
de faire en sorte, que la chose se passât
sans aucun desordre.

Comme Monf. Ménager apportoit tou-
jours les mêmes défaites & excuses, ne

Q

ré-

témoignant aucune disposition à consentir à l'éclaircissement qu'on avoit souhaité, ni à donner aucune sorte de satisfaction aux plaintes du Comte, celui-ci dit à la fin, que puisqu'il n'y avoit rien à esperer de ce côté-là, il falloit souffrir, que les Domestiques mêmes vuidassent entr'eux leur querelle. A peine les Domestiques du Comte avoient-ils entendus ces paroles, qu'ils s'approcherent d'abord de ceux de Mons. Ménager, à un desquels un Laquai du Comte appliqua deux grands soufflets. Alors tous les Domestiques vinrent au devant de leurs maîtres, & celui qui avoit été souffleté se plaignit au sien de l'affront qu'il venoit de recevoir : l'autre ne le nia point, le chargeant en même tems, d'être un de ceux qui avoient insulté aux gens des Deputez & sifflé à leur passage; à quoi celui-ci ne répondit rien. Et comme le Comte & Mons. Ménager se plaignoient reciproquement; le Comte bien loin de desapprouver ce que son Domestique avoit fait, ajouta, qu'il étoit prêt de l'en récompenser, & qu'il l'auroit chassé de son service, s'il en avoit agi autrement.

Les Plenipotentiaires de France ayant
donné

1712. *É de la Paix d'Utrecht.* 363
donné part de cette affaire au Roi, il leur envoya ordre de suspendre toute négociation de paix, jusqu'à ce qu'ils eussent eu satisfaction de cette insulte, faite par Mons^r. de Rechteren à un d'eux. C'est pourquoi, & pour déclarer la qualité de la satisfaction, que les Plenipotentiaires François demandoient, en communiquant cet ordre aux Deputez des Etats Generaux, le 5. de Septembre, ils voulurent sçavoir :

1. Si Mons^r. de Rechteren avoit suivi leurs ordres dans la violence, que ses Domestiques avoient commise, & dans le Discours qu'il avoit tenu lui-même : ou si ce procédé venoit seulement de son chef, pour quelque motif que ce fût.

2. Si Mess^{rs}. les Etats l'avoient, les Plenipotentiaires de France ne trouvant plus de sûreté pour eux dans Utrecht, en rendroient conte à S. M.

3. Si la conduite de Mons^r. de Rechteren étoit délavouée ou désapprouvée par ses Maîtres, le Roi pretendoit, que l'offense ayant été publique, le désaveu en fût aussi public.

4. Que tous les autres Plenipotentiaires des Provinces Unies se rendissent chez l'un des Plenipotentiaires de France, où ils seroient tous trois.

5. Que ces Messieurs les assurassent au nom de leurs Maîtres, que jamais Mons^r. de Rechteren n'avoit reçu aucun ordre, qui pût autoriser la conduite qu'il avoit tenue : qu'ils la désapprouvoient, & qu'ils seroient très-fâchez, que S. M. pût croire, qu'ils eussent intention de manquer au respét, qui lui étoit dû.

Q 2

6. Le

6. Le Roi pretendoit de plus, que Mons. de Rechteren fût rapellé, & qu'un autre Plenipotentiaire fût nommé à sa place: n'étant pas possible à ses Plenipotentiaires, de traiter davantage avec un Ministre, qui avoit violé le Droit des Gens.

7. Que c'étoit-là l'unique reparation que S. M. pût admettre, & que ses Plenipotentiaires ne pouvoient pas en accepter d'autre.

Les discours dont il est ici parlé, & qu'on veut que le Comte de Rechteren ait tenus, regardent des expressions, dont les Plenipotentiaires de France l'accusoient de s'être servis, en parlant de son Caractère, comme si la qualité de Deputé de l'Etat le rendoit egal en toute maniere aux Plenipotentiaires des Têtes Couronnées, & si ses Committans pussent être comparez au Roi de France: en quoi ils trouvoient de l'excès; quoique dans le sens du Comte on puisse dire, que l'indépendance rend egaux tous les Souverains, non-obstant leur inégalité en forces & en puissance.

Comme il importoit au Public, d'être informé de la verité d'un fait, qui paroissoit d'une si grande consequence, Mons. Ménager avoit couché par écrit un *Factum* qu'il delivra aux Ministres de la Reine de la Grande Bretagne, & Mons. le Comte

1712. & de la Paix d'Utrecht. 365
te de Rechteren en fit un autre , qu'il
presenta aux Etats Generaux, en deman-
dant en même tems sa dimission : d'au-
tant qu'il pût bien prévoir , que ce seroit
la premiere chose, sur laquelle le Roi de
France insisteroit, & peut-être en pren-
droit pretexte de rompre les Conferen-
ces , s'il le voyoit continuer dans son
emploi. Les Anglois firent en effet te-
nir aux Etats Generaux le *Factum* du Mi-
nistre François , & la Demande que le
Roi de France faisoit , de la satisfaction
qu'on vient de specifier. Sur quoi les
Etats , pour ne pas donner de leur part
aucun motif à la rupture des Conferen-
ces, prirent le 20. de Septemb. la Reso-
lution suivante :

Qu'ayans reçu par la voie des Plenipotentiaires
de la Reine de la Grande Bretagne la Relation que
Monsi. Ménager leur avoit donnée du fait qui lui
étoit arrivé avec le Comte de Rechteren , & le
Memoire de celui-ci , servant à la justification du
dit Comte : après avoir oui & examiné les éclaircis-
semens qu'il y avoit ajoûtez , & vû la demission de
sa Charge , dans l'esperance , que les Etats d'Over-
ysse , par la nomination desquels il avoit eu cette
commission , n'en auroient pas du déplaisir , ils avoient
jugé à propos , d'envoyer ce Memoire & les éclair-
cisiemens y ajoûtez aux mêmes Plenipotentiaires
de la Reine , les prians , de les communiquer à
ceux du Roi T. C. & de continuer leur Mediation

& leur officieuse entremise pour terminer cette affaire. Que LL. HH. PP. declaroient, sans vouloir décider du droit ou du tort des parties, qu'ils n'avoient jamais eu aucune connoissance, ni donné aucun ordre sur cela au Comte de Rechteren, & que par conséquent ils desavouoient tout ce qui avoit été fait sur ce sujet, à leur insçu & sans leur ordre. Qu'elles auroient bien souhaité, que cette affaire n'eut point été portée devant S.M.T.C. mais que cela étant fait, LL. HH. PP. se persuadoient, que quoiqu'elles eussent le malheur d'être en guerre avec elle, S. M. leur feroit la justice de croire, qu'elles n'avoient jamais perdu le respët & la haute estime, qu'une Republ. doit à un Grand Roi, qu'elle a toujours eu & qu'elle aura sans cesse: & qu'elles auroient bien du déplaisir, que S. M. eût d'autres pensées. Que pour faire connoître leur desir & panchant pour l'avancement de la Paix, le Comte de Rechteren ne seroit plus employé, comme Plenipotentiaire aux Conferences qui se tiendroient pour cela, & qu'on delibereroit selon la coutume du Gouvernement, pour faire la nomination d'un autre Plenipotentiaire; & que par ce moyen les Etats se promettoient, que lesdits Plenipotentiaires de la Grande Bretagne ne seroient pas seulement convaincus de la condescendance de LL. HH. PP. mais aussi qu'ils agiroient de telle sorte, que les Plenipotentiaires de France en seroient contents.

On a dit, que les Conferences qui se tenoient à Utrecht, n'étoient plus que pour l'apparence. En verité les interêts de la France & de l'Angleterre se traitoient avec grand succès à Londres: & les

1712. *& de la Paix d'Utrecht.* 367
les Alliez qui se voyoient abandonnez
de cette derniere Puissance, traitoient
plus à la Haie, qu'à Utrecht, de leurs
interêts communs. Aussi le Comte de
Sinzendorff (qui avoit nouvellement
introduit au Congrès le Comte de Cor-
fana, Catalan & attaché au parti de
l'Empereur, en qualité de second Ple-
nipotentiaire de S. M. Imp.) residoit
presque toujours à la Haie, où les au-
tres Ministres des Alliez se portoient
aussi très-souvent, pour deliberer en-
semble. Tout ce que la France & l'An-
gleterre traitoient, fut, comme nous
avons dit, sur le Preliminaire avoué,
que le Royaume d'Espagne & les In-
des demeureroient au Roi Philipe; &
s'il y avoit quelques Negotiations com-
munes entre les Anglois & les Etats Ge-
neraux, elles ne rouloient que sur leur
Commerce, dont les François ófroient
tous les avantages aux premiers, pour
les attacher inseparablement à eux; mais
les Anglois qui prevoyoient, que ce
Commerce accordé à eux seuls, seroit la
source de mille desagrémens & disputes
avec les Hollandois, vouloient bien les
y admettre, du moins afin d'éviter la

haine pour avoir voulu tout prendre pour eux, & peut-être aussi, pour avoir des Compagnons intéressés pour eux-mêmes, à se faire garder les promesses qu'on leur auroit fait; y ayant plus de danger d'avoir deux ennemis, que d'en avoir un seul.

Nous avons dit, que les Anglois avoient traité avec le Roi Philippe touchant *l'Assiento*, c'est à dire, touchant le *negoce de Nègres d'Afrique*, qu'on fait travailler en esclaves dans les mines des Indes Espagnoles. Ce negoce a été au pouvoir des François depuis le 27. d'Août, quand Mons. du Casté Chef d'Escadre des Armées du Roi T. C. en avoit traité à Madrid au nom de la Compagnie Françoise de la Guinée. Il y a bien de l'apparence, que les François n'y ont pas trouvé tout l'avantage, qu'ils s'étoient promis de ce Trafic, puisque pouvant tout à la Cour de Madrid, ils se sont résolus de s'en defaire. Et quoique les Anglois aient pris cette espece de Ferme, aux conditions, que la Compagnie Françoise l'avoit eüe: cependant il n'y a pas de l'apparence, qu'ils en tireront plus de profit. Ce Contrat

1712. & de la Paix d'Utrecht. 369

trât contient 34. Articles, dont les principaux sont en substance, " que la Compagnie Angloiseourniroit (comme celle de France avoit-fait) tous les ans 4800. Nègres des deux sexes & de tout âge : lesquels toutefois ne seroient pas tirez des Pais de la Guinée, qu'on nomme *Minas del Cabo Verde*, puisque les Nègres de ce pais ne sont pas propres aux Indes Occidentales. Que pour tout droit d'entrée, de sortie & autres qui peuvent appartenir à S. M. Cathol. la Compagnie payeroit pour chaque Nègre de la mesure ordinaire, trente trois Ecus & un tiers, de la valeur de trente trois Piaftres & un tiers. Que la dite Compagnie Angloise payeroit d'avance à S. M. Cath. pour ses pressans besoins, la somme de six cent-mille Livres, tournois de France, en deux payemens egaux, savoir 300000. Livres deux mois après la signature du Traité, & autant dans deux autres mois après le premier terme expiré; & quelques autres conditions plus amplement spécifiées dans le Contrât de l'*Assiento*."

Le train particulier des Conferences

Q. 5.

publi-

publiques à Utrecht alla assez lentement : car les Alliez ne purent point s'accorder avec les Anglois , qui très-souvent menacerent ceux là , de se separer entierement d'eux & d'abandonner absolument leurs interêts , s'ils ne s'accommodoient pas de ce qu'on leur vouloit donner ; au lieu d'effectuer de propositions plus satisfaisantes & plus douces, qu'eux-mêmes avoient fait esperer aux Alliez. Le Comte de Straffort accoûtumé à parler haut, se servit de l'absence du Comte de Sinzendorf, (qui n'étoit non plus muet , lorsqu'il s'agissoit des interêts de son Maître) en une Conference qui se tint un des premiers jours du mois d'Août, où il voulut faire valoir son eloquence, à démontrer la justice des Conditions que la France ôfroît aux Alliez. Un des Deputez des Provinces unies voulut bien prendre la place du Ministre Imperial absent, (qui avoit tant de fois rabátu l'insuffisance de ces Conditions) sans toutefois user du feu de ce Ministre, & répondit doucement, & comme de soi-même au Comte de Straffort, que tous les Alliez, & les Etats en particulier souhai-

souhaitoient la Paix autant, qu'aucun autre la pouvoit souhaiter: mais que sans la restitution des Pais-bas, du Royaume de Sicile & des places d'Italie à l'Empereur, ils ne pouvoient pas considerer leur Commerce comme assuré, & qu'ils demandoient cette Restitution, comme une chose qui leur étoit absolument nécessaire: reservant à Sa Majesté Imp. ses autres droits & raisons, qu'ils appuyeroient toujours, comme bons & fideles Alliez.

Quand la Reine dans sa Harangue au Parlement avoit fait mention du Royaume de Sicile, comme d'un Etat qu'on tenoit en sequestre, & sur la disposition duquel elle ne s'étoit pas encore expliquée, on crût qu'elle le retenoit, pour en faire un equivalent en faveur du Duc de Baviere, afin de porter l'Empereur, entantque le possesseur du Royaume de Naples, à accorder des meilleures conditions à ce Prince, par la consideration, que la Sicile lui seroit rendue. Mais c'étoit une intrigue, dont le Public n'avoit encore aucune connoissance, pendantque le Duc de Savoie fit secrètement travailler à Londres auprès des Mi-

nistres de la Reine, pour se le faire donner. On n'y auroit pas même pensé, d'autantque ni ce Prince, ni sa Maison n'ont jamais produit la moindre pretension particuliere sur le susdit Royaume: toutes ses instances (comme on l'a scû dans la suite) se fondant uniquement sur ce, „ qu'étant reconnu heri-
„ tier necessaire de la Monarchie d'E-
„ spagne, après la Maison de Bourbon,
„ S. A. R. croyoit avoir droit de de-
„ mander tout ce qu'on en demembre-
„ roit, comme des parties d'un tout, qu'il
„ devoit un jour posseder. Mais puisqu'on
disposoit de tant d'autres Etats de cette
Monarchie, sans avoir égard à cette suc-
cession éloignée & encore incertaine, il
semble que cette raison-là du Duc n'a-
voit de force, qu'autantque d'autres
motifs à peu près semblables à ceux, qui
avoient déjà disposé le Ministère An-
glois à la Paix, concouroient à la faire
valoir.

En effet le même Comte de Straffort
parla fortement dans la même Confé-
rence, de la Restitution de l'Electeur
de Bavière dans son Electorat, avec des
protestations fort hautes, que si l'Em-
pereur

pereur s'y opposoit , la Reine lui procureroit tous les avantages possibles, sans aucun égard à qui que ce fût , & même tels, *que les ennemis de ce Prince auroient lieu de s'en repentir.* Mais comme on sçavoit, que ce Comte parloit presque toujours sur ce ton élevé, on ne crût pas, que ce danger fût plus grand cette fois, que les autres , & tout ce que cette Conference produisit, fut une ferme persuasion , que les Anglois ne ménageroient plus personne, pour porter les choses au point, où ils vouloient les voir.

Comme les affaires étoient notablement changées par cette disposition manifeste des Anglois, à achever leur paix particuliere, & par la nécessité, où les autres Alliez se croyoient être, de continuer la guerre, pour obtenir de meilleures conditions, que celles qu'on leur presentoit : on crût pendant quelque tems, qu'on pensoit sérieusement à cette continuation de guerre, & que l'Empereur, l'Empire & les Etats Generaux traitoient entr'eux des moyens de la faire. Toute la difficulté étoit, de trouver des fonds suffisans pour sou-

tenir l'armement, & c'étoit aux Hollandois, plus qu'aux autres, à y penser : car tout ce que l'Empereur & l'Empire pouvoient contribuer à cette affaire, c'étoit des Troupes, qu'ils pouvoient mieux fournir, que de l'argent. La constitution du Gouvernement en Hollande soumet toutes les Resolutions qui concernent le public, à la discussion & à l'approbation de toutes les Provinces, & quasi de toutes les villes en particulier. Celle d'Amsterdam, comme la plus puissante, influe aussi davantage par son exemple à la Resolution des autres : & ce fut pour disposer les plus considerables de ses Magistrats à accepter la Paix, que le Comte de Straffort y fit *incognito* quelques voyages, & peut-être est-ce à ces voyages & à d'autres demarches encore plus secretes du Comte, qu'on doit attribuer le changement que quelques uns sembloient vouloir faire à la derniere Resolution de l'Etat, lesquels après avoir auparavant vivement opiné sur ce qu'on dût s'opposer à la Paix, se montrerent dans la suite plus faciles à y consentir. On commença encore d'entrevoir des semences de jalousie.

1712. & de la Paix d'Utrecht. 375

lousie entre l'Empereur & les Etats, à qui (disoit-on) la France faisoit offrir sous main des avantages particuliers, afin qu'ils se rendissent.

En public les Anglois offrirent bien pendant le mois de Septembre, de faire servir leur Flôte au transport de l'Impératrice & des Troupes Imperiales de Catalogne en Italie: mais ils demanderent une prompte resolution sur cela, faute de quoi ils retiroient leur parole.

Au mois de Juillet eux-mêmes avoient été maltraitez par les François dans l'Amerique, où ceux-ci saccagèrent les Isles Angloises. Ce fut Mons. Cassart qui avoit fait cette expedition: mais on l'excusa du côté de la France, sous le pretexte, qu'il n'avoit pas encore été juridiquement informé de la suspension d'armes; quoiqu'elle ait déjà été prolongée entre les deux Nations.

Cependant les Anglois menaçoient toujours les Hollandois, de se separer d'eux, s'ils ne donnoient pas les mains à la Paix, dont on ne parloit encore, qu'en des termes generaux, & sans en venir à aucune specification, sçavoir, s'il n'y auroit point d'adoucissement

aux

aux premières propositions qui rebutoient si fort tous les autres Alliez? Au contraire on affectoit de n'entrer point en détail de ces propositions, mais d'y disposer les esprits, comme à une chose nécessaire & indispensable, pour avoir la paix. On venoit la grande Puissance du Roi T. C. & ce fut avec cette exagération, que l'Evêque de Bristol en parla un jour en une Assemblée, où il voulut particulièrement exhorter le Ministre de l'Empereur, à s'accommoder des sus-dites propositions. Mais celui-ci se sentant piqué de cette remontrance, répondit avec quelque dépit à l'Evêque, que s'il avoit ouï les François parler de la sorte, il ne s'en feroit pas étonné; mais qu'il ne pouvoit pas comprendre, que lui étant Ministre d'une Reine, qui protestoit encore de ne vouloir point abandonner ses Alliez, mais de leur procurer des satisfactions raisonnables, il fût non pas l'office de Mediateur, (ce qu'il ne pouvoit pas même faire, n'étant point reconnu pour tel) mais celui de Partisan déclaré de l'Ennemi de S. M. Imp.

La restitution de la ville de Lille aux François, ville dont la prise avoit coûté
aux

aux Alliez tant de sang & de dépens, fut le point dont on commença enfin au mois de Septembre à parler ouvertement: quoique cet Article ne fût point spécifié dans les propositions, que la Reine avoit communiquées à son Parlement. Cette restitution donna de nouvelles esperances aux Allemans, que les Hollandois voyant cette importante place rentrer au pouvoir de la France, en seroient d'autant moins disposez à la Paix. Ce fut cette esperance, qui soutenoit pendant quelque tems les Negociations, qui peut-être auroient été dès-lors precipitées à des accords separez, (comme elles firent à la fin) si les Imperiaux ne se fussent pas flâtez, d'avoir les Etats Generaux, comme plus vivement interessez dans cette affaire-là, pour Compagnons d'armes dans la continuation de la guerre. Peut-être aussi les Etats auroient-ils concouru sincèrement dans cette resolution, s'ils n'avoient pas craint, que s'ils continuoient la guerre, pendant que les Anglois seroient en Paix avec deux Couronnes unies, tout le Commerce ne tombât dans les mains de ceux-ci, au grand prejudice des Negotians Hollandois,

dois, qui pour se soutenir auroient été contraints de passer par toutes les conditions, qu'on auroit voulu leur imposer.

C'est de cette crainte (dont les Ministres Imperiaux n'étoient pas assez persuadés, peut-être parcequ'on travailloit expressement à la leur dissimuler) que le Comte de Straffort voulut apparemment les guérir, lorsqu'ayant reçu ordre de la Reine de se porter à Londres, il eut des grandes Conférences avec eux, avant que de partir, dont on n'eut pas alors assez de connoissance. Mais voyant toutes les démarches de la Cour d'Angleterre tournées à les détacher du reste des Alliez, on crût facilement, que ces pour-parlers ne pouvoient avoir d'autre but, que celui-là: & ce fut pour cette raison, & pour en empêcher l'effet, que les Ministres de l'Empereur passerent à la Haie, afin de détourner, autant qu'ils pourroient, les Etats de cette Resolution. On apprit dans la suite, que les Etats avoient envoyé à cette occasion à la Reine les articles, moyennant lesquels ils donneroient les mains à la Paix.

L'An-

L'Angleterre de son côté poussant sa pointe retira les Troupes & les pensions qu'elle donnoit au Roi de Portugal, sous pretexte, que la Chambre des Communes s'étoit plaint des mauvais usages qu'on faisoit des deniers de la Reine, & que les Alliez ne satisfaisoient point aux engagemens qu'ils avoient pris. Ce refus de continuer les subsides à ce Prince, & de tenir sur pié une partie de Troupes en Italie, ne fut pas d'abord entier. Premièrement le Conseil de la Reine de la Grande Bretagne protestoit, de ne retirer ses subsides, qu'à proportion de ce que les Alliez faisoient de moins : ce qu'il fit, sous pretexte que les autres Alliez ne satisfaisoient qu'à une partie de leurs obligations ; au reste se montrant disposé à continuer sa quote-part de la maniere, qu'il supposoit, que les autres en ussoient. Par ce chemin il arrivoit à son but, aussi bien que par l'autre : puisque le retrenchement d'une partie du subside arrêtoit le cours de la guerre, tout de même que si on l'avoit refusé entièrement. C'est pourquoi les Etats prirent alors leur parti (& peut-être l'avoient-ils déjà pris long
tems

tems auparavant) & commencerent à se montrer ouvertement disposez à la Paix, jusque là, qu'ils trouverent de la convenance à se desaisir de la ville de Lille & d'une partie des conquêtes qu'ils avoient fait, justifiant cette disposition par la necessité, où ils disoient se trouver, de faire la Paix à ces conditions-la. Neantmoins ce mot de necessité ne trouva point de place, lorsque les Deputez des Etats s'en servirent dans une des Assemblées ordinaires: car un des Ministres de l'Empereur le relevat & dit en montrant une lettre qu'il avoit reçue sur ce sujet de Paris-même, " que ce n'étoit pas tant „ la necessité, qu'une *volonté assez libre*, „ qui les dispoit à la Paix, puisqu'on „ sçavoit, qu'ils en negocioient depuis „ quelque tems les conditions auprès du „ Roi de France. ". Mais cette espece de reproche ne produisit rien: & les choses auroient peut être dès-lors pris une pente plus rapide vers la Conclusion des Traitez, s'il ne fût survenu un contraste ou contrariété de sentimens entre les deux premiers Ministres de la Reine de la Grande Bretagne, au sujet de quelques conditions de la Paix, qui
paru-

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 381
parurent les aliéner, & accrocher pour
un tems les Negociations.

Le Duc de St. Pierre arriva à Utrecht
au mois de Novembre avec Madame son
Epouse, Sœur de Mons. le Marquis de
Torci & avec un train assez considera-
ble. Cependant il n'entra pas d'abord
dans la ville, mais il alla loger durant
quelques semaines à Rosendal, belle mai-
son d'un riche Juif, qui par un accou-
plement assez rare s'est marié avec une
Chrétienne, qu'il a amenée de Bruxel-
les, où elle jouïoit autrefois dans la Co-
medie Françoise: au reste chacun d'eux
vît selon sa Religion, & comme la
femme est Catholique Romaine, le mari
la laisse même élever ses enfans dans cet-
te foi. Le Duc venoit exprès pour ses
propres interêts, & pour solliciter au
nom de la Reine Douairiere d'Espagne
la continuation des appointemens assignez
à cette Princesse sur les revenus des
Païs-bas Espagnols. Il ne fit pas d'abord
connoître cette derniere Commis-
sion, & ne prétendit pas pour cela de
jouir des Immunités des Ministres re-
connus, pour agir au nom de quelque
Puissance. Il ne produisit même dans
la

la suite au Congrès, que les représentations de ce qui le regardoit en particulier, sçavoir, touchant la restitution de plusieurs sommes considerables qu'il pretendoit de l'Empereur, en partie pour avoir saisi les revenus du Duc, dans le Royaume de Naples & le Duché de Milan, & en partie pour n'avoir pas accompli l'achat du Duché de Sabionète situé dans la Lombardie, que le Duc avoit contracté quelques ans auparavant avec S. M. Imp.

Le Comte de Consbruk second Ministre de l'Empereur mourut à Utrecht pendant le mois de Novembre: l'air de ce pais ne s'étant pas trouvé propre à la conservation de sa santé, qui n'étoit déjà pas trop vigoureuse. C'étoit un Ministre habile & fort modéré, & qui n'étant pas encore d'un âge fort avancé, on ne peut pas douter, que l'Empereur n'ait perdu en lui un bon sujet.

Le Prince Eugene passant par Utrecht, y fut quelques jours fêtoyé par les Ministres de quelquesuns des Alliez. Mais ce qui tenoit l'attention du public en suspens, ce fut la réponse que le Comte de Straffort rapporteroit de

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 383
de Londres. Les Etats seuls l'avoient
chargé de leurs Commissions, ce fut
aussi à eux seuls, qu'il en rendit conte.
Et comme la réponse que la Reine leur
fit, entraînoit en partie le dessein des
autres Alliez, on le raporterà ici toute
entière, & telle qu'il la leur commu-
niqua. Le Comte fut de retour le 1.
Decembre, & ce même jour il voulut
être ouï, afin de ne pas differer la bon-
ne fortune qu'il venoit annoncer aux
Provinces Unies. Voici le discours qu'il
tint à LL. HH. PP. tel que leurs Regî-
tres le rapportent.

Que comme les choses qu'il avoit à leur propo-
ser tendoient à procurer une bonne Paix à toute
l'Europe, & une ferme seüreté & augmentation à
l'Etat, le susdit Comte ne doutoit pas, qu'elles ne
contribuassent à affermir une bonne amitié & cor-
respondance entre S. M. & la Republ. de LL. HH.
PP. Que le refus qu'ils avoient fait, d'agréer
l'Armistice, selon la proposition de S. M. ayant dé-
jà tourné presque à la ruïne de l'Etat, & leur ayant
déjà coûté si cher, il y auroit encore à craindre
davantage, en cas qu'ils refusassent de prendre à
l'heure même la resolution de signer la Paix ensen-
ble avec S. M. de laquelle lui Comte tenoit ordre
de répondre à leurs dernières Propositions ou ou-
vertures faites par eux au sujet de la Paix, lesquel-
les étoient en quelques points contraires aux enga-
gemens, où S. M. étoit déjà entrée auparavant:
Sçavoir, que la Sicile devoit demeurer au Seigneur
Duc

Duc de Savoye : & qu'il se rencontroit des obstacles devenus insurmontables à quelques autres, & qui auroient pû être surmontez, si on ne s'étoit pas si fort opposé aux mesures de S. M. & si on ne l'avoit pas forcée de faire un Armistice à part. Qu'il n'y avoit personne qui ne fût convaincu, que les irresolutions de l'Etat avoient été cause de funestes accidens; & qu'ainsi S. M. Britannique verroit volontiers, que l'Etat vînt enfin à se fixer à des propositions, qui fussent raisonnables en elles-mêmes, & de telle nature, qu'on les pût obtenir de la France dans la situation fâcheuse, où se trouvoient les affaires. C'est ce que S. M. avoit trouvé bon de donner en réponse aux propositions faites en dernier lieu par les Etats. Qu'au surplus la Reine lui avoit donné permission de dire, que S. M. étoit résolue d'insister, & même d'obtenir de la France la cession de Tournai, pour renforcer la Barrière de l'Etat par une place d'aussi grande conséquence, que celle là. Mais que la conduite de S. M. dépendroit à cet egard entièrement de celle de l'Etat, & que si elle faisoit une démarche si considérable en faveur de l'Etat, elle attendoit aussi, que l'Etat de son côté concourroit aussi-tôt avec S. M. à la conclusion de la Paix, sans chercher de nouvelles objections, & sans faire d'autres demandes; & cela aussi promptement, que l'Etat voudra se déclarer d'une maniere authentique, de sorte que S. M. puisse faire fond là-dessus: parce qu'alors S. M. fera déclarer en plein Congrès, que l'article de la Cession de Tournai seroit parmi les conditions de la paix une condition, *sine qua non*. Qu'il avoit aussi à faire sçavoir aux Etats, que le Roi de France faisoit de très-fortes instances en faveur de son Allié l'Electeur de Baviere, & que le moins que S. M. pretendoit demander pour lui, étoit, que l'Electeur

1712. *Et de la Paix d'Utrecht.* 385
lecteur demeurât en possession de Luxembourg,
Namur & Charleroi, sujets neantmoins aux termes
de la Barriere pour l'Etat, jusqu'à ce que le dit
Electeur fût rétabli dans son Electorat de Baviere
(à l'Exclusion du haut-Palatinat) & mis dans le
rang & dignité de neuvième Electeur.

Qu'outre cela le Roi de France remontroit, qu'il
fût donné audit Sr. Electeur le Royaume de Sar-
daigne, afin d'éteindre par le titre de Roi la honte
& la degradation du rang d'Electeur. Que Sa
Maj. jugeoit, que ces points pouvoient être accor-
dez, & que par là la possession de Tournai pour-
roit être assurée à l'Etat, avec une Paix seure &
durable.

Il proposoit encore de la part de la Reine, d'a-
bolir sans perte de tems tout ce qui pouvoit paroî-
tre être gagné par l'Etat, soit au prejudice immé-
diat, ou au danger pour l'avenir pour les interêts
& Royaumes de Sa Majesté. Qu'à cette occasion
il avoit apporté le projet d'un nouveau Traité pour
la Garantie de la Succession & de la Barriere: &
qu'il avoit ordre d'insister sur ce que ce Traité fût
conclu avant la conclusion de la Paix. Que lui
Comte montreroit aux Deputez de LL. HH. PP.
dans l'examen de chaque Article en particulier du-
dit Projet, qu'on avoit laissé dans ce Plan plusieurs
choses, qui étoient regardées en Angleterre com-
me desavantageuses aux sujets de S. M. qu'on ne
pouvoit soutenir ni au pié de la lettre, ni selon le
but de la Grande Alliance, & qui n'étoient confor-
mes à aucun principe, sur lequel la Confederation
présente avoit été formée, & sur lequel on avoit
commencé la présente guerre. Qu'il montreroit,
que les changemens, additions & omissions n'é-
toient autres, que ceux qui étoient nécessaires pour
rectifier les méprises, pour expliquer ce qui avoit
été

été laissé douteux, & qui devoit être reglé dans une autre Convention, enfin pour ôter quelques empêchemens portez par là au Commerce de la Grande Bretagne, & pour remedier à de plus grands maux, qu'on n'avoit que trop de raison d'apprehender. Que la Garantie reciproque de la Succession & de la Barriere, ainsi expliquée & corrigée seroit non seulement une seureté pour les deux Nations, mais un lien d'amitié plus étroit : au lieu que subsistant dans sa premiere teneur, elle ne serviroit que d'occasion de jalousie & de mesintelligence entre les deux Nations. Que les conditions du nouveau Projet convenoient dans le IV. Art. du premier Traité, que S. M. consentoit, que l'Etat pût mettre, tenir, augmenter & diminuer, comme il le trouveroit à propos, ses Garnisons dans les places de Furnes, le Fort de la Knocque, Ypres, Menin, ville & château de Dam, les Forts de Gand, la Perle, Philippe & Damme : que le Fort de St. Donat attaché aux Fortifications de l'Ecluse, passât en propriété à l'Etat, & que le Fort de Rodenhuisen fût démoli.

Que pour le IX. Art. tous les Revenus des Places cedées par la France, & qui n'ont pas appartenu à la Couronne d'Espagne du tems de la mort de Charles II, resteroient à l'Etat pour le maintien de la Barriere, excepté ce qui est necessaire au Gouvernement Civil des dites places, villes & châtellenies : & que l'Etat tireroit aussi annuellement un Million de Florins des revenus les plus clairs du reste des Pais-bas ; & que pour ce qui regardoit Bonne, Hui & Liège, cela se regleroit avec les Ministres de l'Empereur & de l'Empire. Que cependant le sentiment de la Reine étoit, que la premiere de ces places eût Garnison Imperiale, & les autres celle de l'Etat.

Qu'en-

Qu'enfin la Reine declaroit, qu'après avoir bien voulu differer & suspendre les Negociations, (ce qui peut être étoit contre les Regles de la bonne Politique) les ôfres qu'elle faisoit alors, étoient sa derniere volonté, à laquelle elle ne changeroit rien: & qu'au cas, que l'Etat voulût encore former ou demander de nouvelles remises, c'étoit la derniere fois, qu'elle s'adresseroit à lui.

Que Sa Maj. pour témoigner la parfaite confiance, qu'elle vouloit avoir en LL. HH. PP. leur faisoit sçavoir, qu'elle se trouvoit obligée, non-seulement selon la bonne Politique, mais aussi en consideration des grands services, que le Duc de Savoie avoit rendus à la Cause commune, & du peril qu'il avoit essuyé à cet egard par sa Constance, d'avoir soin non-seulement de sa sûreté, mais aussi de lui faire avoir en dedommagement de ses pertes la Sicile & les Pais en deçà les Alpes, necessaires pour mettre à couvert les places d'Exiles & Fenestrelles, & pour couvrir le Piémont. Que sa Succession après le Roi Philippe étoit reconnue par les Renonciations, & que S. M. requeroit la concurrence de l'Etat à tout ce qui étoit promis à S. A. R. demandant en même tems, que l'Etat se joignît à S. M. pour obliger l'Empereur à une Neutralité pour l'Italie: & que S. M. étoit resolue d'en faire une condition, par raport au transport des Troupes Imperiales de Catalogne; ce que S. M. faisoit parce, que sans cette Neutralité l'Empereur inquiéteroit toute l'Italie, & particulièrement le Duc de Savoie, ce qui engageroit certainement la Reine & l'Etat dans des troubles & dans une guerre d'Italie.

Sur cela le Comte de Straffort lut devant les Deputez la réponse que la Reine

ne avoit donnée au dernier Memoire du Ministre de l'Empereur à Londres: par laquelle les sentimens de S. M. exprimez-ici se trouvoient confirmez. Puis il ajoûta:

Que S. M. ayant appris les desordres survenus dans les Pais-bas, avoit renvoyé le Comte d'Orre-ri, pour y remedier de concert avec l'Etat: le Comte ayant des ordres precis, de ne rien faire, sans la participation & la concurrence des Ministres de Leurs Hautes Puissances.

Enfin le Comte de Straffort leur fit une recapitulation de l'essentiel de son discours, consistant en ce, " que la
„Reine demandoit une prompte resolu-
„tion, si l'Etat étoit porté, ou non, à
„signer immédiatement la Paix sans plus
„de délai. Que S. M. seroit obligée
„de signer la sienne sans l'Etat, s'il at-
„tendoit plus long-tems de deux ou
„trois semaines. Que S. M. étant as-
„sûrée, que l'Etat ne tarderoit pas de
„signer la Paix avec Elle, promet-
„troit de procurer à l'Etat la ville de
„Tournai, laquelle avec beaucoup d'au-
„tres places ne seroient plus à esperer
„du côté de la France, en cas que la
„Reine signât la Paix séparément. Que
„le Plan de Paix que le Comte venoit
„de

1712. & de la Paix d'Utrecht. 389

„de proposer, étoit à peu près celui
„qui est compris dans la Harangue de
„S. M. ajoutant, que S. M. avoit jugé
„nécessaire pour plus grande seureté
„de la Barriere, que l'Etat eût Garni-
„son à Mons, comme aussi dans les au-
„tres places de la Barriere.

„Que S. M. avoit taché de disposer
„la France à ceder Condé, mais que
„ses efforts avoient été infructueux.
„Qu'à l'égard de l'Empire, il n'y au-
„roit aucun changement en ce qui étoit
„compris dans la Harangue de la Rei-
„ne, ni à l'égard de l'Empereur, si-
„non que la Sardaigne devoit être don-
„née à l'Electeur de Baviere: que le
„Duc de Savoie devoit avoir la Sicile,
„& que S. M. requéroit la concurrence
„de l'Etat en tout ce qui regarde l'E-
„lecteur de Baviere, & à obliger l'Em-
„pereur à consentir à la Neutralité pour
„l'Italie, & à retirer ses Troupes de
„Catalogne.

„Qu'il demandoit de plus, que les
„Plenipotentiaires de l'Etat à Utrecht
„fussent pourvus de Plein-pouvoirs,
„pour pouvoir d'abord conclurre le nou-
„veau Traité de Barriere: & que S. M.

R 3

„deman-

„demandoit sur tout une prompte & positive resolution & réponse de LL. HH. PP. pour pouvoir terminer cette grande Negociation.”.

Le Comte delivra ensuite au Greffier Fagel la Copie du Projet du nouveau Traité de Garantie pour la Succession & pour la Barriere, declarant, quant aux Articles separez du dit Traité, qu'on avoit entièrement ôté le premier, parce que les Etats mêmes s'en étoient desistez par une Declaration donnée du tems que le Roi de Prusse étoit en Hollande : & que, quant au second, la Reine vouloit, qu'il passât tel qu'il étoit.

Jusqu'à cette Declaration du Comte de Straffort, on n'avoit pas crû la paix aussi avancée, qu'elle l'étoit en effet : la pluspart des pratiques qui s'étoient faites, pour l'amener à ce point, ayant été secretes, & si secretes, que très peu de personnes en avoient connoissance. L'on gardoit le silence particulièrement sur les Renonciations du Roi Philipe & des Ducs de Berri & d'Orleans, sur lesquelles le Conseil de la Reine pensoit appuyer le fondement le plus solide de la

1712. & de la Paix d'Utrecht. 391

la Paix : comme si ces Renonciations fussent d'autre nature, que celle des Pyrénées, que le Roi de France avoit conté pour rien, désqu'il vit jour de pouvoir tirer le Royaume d'Espagne dans sa Maison. Les Etats en particulier par la Réponse qu'ils donnerent à la Reine, sur cette Declaration du Comte de Straffort, parurent eux-mêmes disposez à tout ce que le Conseil de la Reine souhaitoit. Puisqu'encore qu'ils fissent faire quelques Propositions à cette Princesse, touchant des choses qu'ils croyoient pouvoir être changées, ils s'en remirent neantmoins entièrement à son jugement, témoignans d'accepter le Plan de Paix, tel que le Comte l'avoit proposé: comme le Lecteur verra par la Lettre ci-jointe.

MADAME,

Si nous avons pris quelque tems, pour deliberer sur les Propositions, que le Comte de Straffort Vôte Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire nous a faites après son retour ici, nous espérons, que la constitution de nôtre Gouvernement, aussi bien que l'importance des affaires, dont il s'agit, nous servira d'excuse, & que le peu de retardement qui pourroit être causé par nos deliberations, sera abondamment compensé par la droiture

R 4

de

de nos sentimens, & par la Resolution que nous venons de prendre, de nous attacher plus fortement, que jamais, à Votre Majesté.

Avant toutes choses nous nous trouvons obligez de remercier V. M. des ouvertures, qu'Elle nous a fait donner par le dit Comte de Straffort, & des assurances non moins obligeantes, que fortes, qu'il y a ajoutées, tant du desir de V. M. de procurer une bonne Paix pour toute l'Europe, comme aussi pour la seureté, & même pour l'augmentation de nôtre Etat, que de Son intention d'établir une bonne, ferme & durable amitié & correspondance, pour Elle & Ses Successeurs avec nôtre République. Ces assurances nous ont été entièrement agréables, puisque nous ne souhaitons, que la Paix, telle que toute l'Europe en puisse jouir, par le rétablissement & l'assurance de son repos: d'autant que dans cette Paix nous n'avons pour nôtre Etat en vûe, que la conservation de nos Droits, & nôtre sûreté, & point d'autre augmentation & aggrandissement, que celui qui nous est nécessaire pour cette conservation & sûreté.

Et puisque sur tout nous n'avons rien si fortement à cœur, (comme nous l'avons témoigné ci-devant, à V. M. & le repetons encore) que de serrer plus fortement, qu'il sera possible, les noeuds d'une bonne amitié & union entre V. M. Ses Successeurs & nôtre République, pour les rendre indissolubles & perpetuels: nous avons crû, n'en pouvoir donner aucune preuve plus éclatante, ni plus essentielle, qu'en declarant, ainsi que nous le declarons presentement, que nous sommes resolu de nous joindre à V. M. pour entrer dans les mesures qu'Elle a prises pour la Paix, & de la conclurre & signer conjointement en même tems avec Elle, comme aussi de prendre avec V. M. de nouveaux enga-

engagemens sur la Succession & la Barriere, d'en faire un nouveau Traité, de le conclurre & signer en même tems avant la Paix.

Nous ne doutons point, qu'après cette Declaration solennelle V. M. ne soit convaincue de la sincerité de nos sentimens, tant à l'égard de la Paix, qu'à l'égard des liaisons qui nous peuvent unir plus fortement à Elle. Cependant nous espérons, MADAME, que Vous voudrez permettre, que nous ayons pensé à quelques conditions de la Paix à faire, lesquelles nous croyons nécessaires, les unes pour servir d'éclaircissement, & les autres pour la solidité de la Paix & de nôtre sûreté. Nous avons chargé nos Plenipotentiaires à Utrecht, de communiquer nos considerations & remarques à ceux de V. M. d'en conférer avec eux, & de les ajuster tant qu'ils pourront. Mais comme il se pourroit faire, que les Plenipotentiaires de V. M. ne fussent pas assez instruits ni autorisés à terminer de la maniere, que nous le souhaiterions, tous les points, sur lesquels nous avons formé nos remarques, & que nous croyons nécessaires: & comme cependant nous avons envie de ménager le tems, autant qu'il est possible, & que nous voulons agir en toutes manieres ouvertement avec Vôtre Majesté, nous avons crû, ne pouvoir mieux faire, que d'envoyer nos considerations sur tous ces sujets, au Sieur van Borselen nôtre Envoyé Extraordinaire, pour qu'il ait l'honneur d'en faire part à V. M. ou aux Commissaires qu'il Lui plaira d'ordonner. Et afin que V. M. puisse être persuadée, que nôtre intention n'est nullement, de differer, bien moins d'arrêter la conclusion de la Paix, en formant des difficultez. Et afin que nous fassions voir en même tems la grande & entière confiance, que nous mettons en V. Maj. nous soumettons nos sentimens dans

ces affaires (quelques importantes & de quelque conséquence qu'elles soient) à ceux de V. M. mettant nos intérêts entre Ses mains, & prians très-humblement V. M. de vouloir examiner nos considérations & remarques, & d'envoyer le plus promptement, qu'il sera possible, là-dessus Ses Ordres & Instructions à Ses Plenipotentiaires à Utrecht, pour autant qu'ils pourroient n'être pas encore instruits sur quelquesuns des points & articles qui sont le sujet de nos remarques. Et puisque nous nous confions entièrement en la grande Sagesse de V. M. en Son Zèle pour le bien public, & en Son Affection pour nous & pour nôtre Republique, nous nous conformerons au sentiment de V. M. sur ces points, sitôt que Ses Plenipotentiaires les auront declarez au nôtres.

Après cette marque de confiance nous ne pouvons pas douter, que V. M. ne veuille prendre nos Interêts à cœur. Nous croyons, qu'il seroit superflu, de renouveler à V. M. les assurances de nôtre desir ardent pour la Paix, de nos veritables intentions de nous joindre à Elle, & d'entrer dans Ses Mesures, comme aussi de nôtre ferme resolution de nous unir à V. M. par un attachement inalterable: puisque tout nôtre desir est de faire connoître le tout par les effets.

Cependant nous prions Dieu, MADAME, de répandre ses benedictions sur les mesures que V. M. a prises, & sur celles que nous voulons prendre avec Elle, & de combler Son Regne de bonheur & de gloire, en conservant Sa Personne Sacrée un grand nombre d'années en santé & toute prosperité. A la Haie le 23. Decemb. 1712.

Une réponse si humble & si soumise en un tems, où les demarches apparentes d'une toute autre Resolution, qu'on avoit vû faire les Etats (car on les

les croyoit entièrement disposez à la continuation de la guerre) ne put manquer de plaire beaucoup au Conseil de la Reine, qui sans cette Resolution des Provinces Unies auroit vû tous ses pas & ses avances inutiles. C'est pourquoi il fit en sorte, que la Reine ne tarda pas de leur en témoigner sa joie & sa reconnoissance, par une lettre toute remplie de douceurs. En voici les expressions:

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,
NOS BONS AMIS, ALLIEZ ET
CONFEDEREZ,

Par les marques réelles & solides, que Nous avons données de Nôtre Amitié pour Vôtre Etat, par les efforts conjoints que Nous n'avons pas cessé de faire, pour traverser les Intrigues de ceux qui portez par leurs passions & par leurs intérêts, ont tâché de Vous desunir d'avec Nous: & enfin par cette douleur, dont Nous avons été faïste, quand quelque atteinte a paru être donnée à la bonne Harmonie, qui subsistoit entre Nous & Vôtre Republique, il vous sera facile de juger de la joie que Vôtre Lettre du 23. du mois passé nous a fait ressentir. Nôtre conduite a toujourns roulé sur le même principe d'un desir siacere, de conserver l'équilibre dans l'Europe, & de procurer non-seulement la sûreté de Vôtre Etat, mais aussi son augmentation. c'a été le principal motif, qui Nous a portée à soutenir une Guerre aussi longue & aussi onereuse, que celle dont Nous esperons d'être à la veille de sortir, lorsque par les evenemens, que la Sage disposition de la Providence Divine fait naître, il Nous a paru plus que jamais necessaire, d'écouter les Ouvertures faïtes par la France, pour parvenir à une Paix generale. Le même desir Nous a por-

tée avant toutes choses à Vous donner communication de Nôtre dessein, & à tâcher dans une crise si importante, de serrer les Nœuds de Nôtre Union, s'il étoit possible, plus étroitement que jamais. Les assurances donc, que vous venez de recevoir du Comte de Straffort, & qui vous ont été si agréables, ne sont que la répétition de celles que ce même Ministre Vous a données de Nôtre part en tant d'autres occasions. Ce sont des assurances qui ne Vous ont jamais trompez & qui ne Vous tromperont jamais, puisqu'elles partent du cœur d'une véritable Amie, qui fait consister ses propres intérêts & ceux de la Religion en soutenant les Vôtres, & qui est également incapable de Vous inviter à la Paix, ou de Vous animer à la Guerre, dans aucun autre esprit. Votre Résolution de prendre avec Nous des nouveaux engagements sur la Succession & sur la Barrière, d'en faire un nouveau Traité, de le conclure & signer avant la Paix, ne peut manquer de produire les meilleurs effets: & quand tout sujet de dispute sur les intérêts reciproques des deux Nations, sera une fois levé, Nous ferons alors en état de concert avec Vous de veiller à ceux de Nos Alliez, & de traiter plus utilement avec les Puissances, contre lesquelles Nous avons fait la guerre. La Saison de l'année & la conjoncture présente des affaires, (dont les difficultez doivent être attribuées à l'inaction, dans laquelle on a demeuré au Congrès d'Utrecht, pendant que les Armées ont agi en Campagne) ne donne que très-peu de tems pour les reglemens de ces points, qui doivent être ajustées avant la Conclusion de la Paix. C'est pourquoi Nos Ministres ont été instruits de Vous ôtrir simplement le Projet d'un nouveau Traité, qui ne contenant que des Articles très-souvent discutez, & sur lesquels les
sentia-

sentimens de part & d'autre sont très-bien connus, Nous avons crû, qu'il pourroit être accepté & approuvé sans aucune contestation. C'est aussi par la même raison, que dans la Réponse que Nos Ministres ont ordre de donner aux Remarques sur le Projet du Traité de la Succession & de la Barrière, Nous avons trouvé à propos de renvoyer à une autre Convention tous les points, qui Nous paroissent d'une trop longue discussion, pour être insérez dans celle-ci.

C'est dequoi Nous esperons, que Vous serez contents: puisque Nous ne doutons pas, que Vous ne soyez sincerement resolu de maintenir dorénavant avec Nous une Intelligence, Amitié & Union parfaite. Vous ne devez point douter, que Nous n'apportassions tous Nos soins pour faire terminer ce qui regarde Votre Barrière, de la maniere la plus juste & la plus convenable à Vos Interêts.

La Declaration que Vous venez de faire, que Vous êtes resolu de Vous joindre à Nous, d'entrer dans les mesures que Nous avons prises pour la Paix, de la conclurre & signer conjointement & en même tems avec Nous, de dédommager en quelque façon la Cause commune des grands malheurs qui sont déjà provenus de la desunion des Alliez, & de la garantir de ceux, qu'il y auroit lieu de craindre à l'avenir.

De nôtre côté Nous Vous prions d'être fermement persuadé, que Nous ne perdrons jamais de vûe l'Exemple de la Sage Conduite de cette Grande Reine. Nôtre Predécesseur, qui a tant contribué au soutien de Votre Republique, dans le tems, que Vos braves Ancêtres en ont jeté les premiers fondemens: & que Nous trouvons comme une des plus grandes Gloires de Nôtre Regne, que Nous ayons non seulement imité, mais même surpassé

tout ce que cette Princesse a fait pour l'établissement de Votre Pouvoir.

C'est aussi ce que Nous continuerons de faire. Nous prendrons Vos Intérêts à cœur également avec les Nôtres, & Nous travaillerons avec le plus grand empressement à les avancer, autantqu'il sera possible: bien fâchée de n'être pas en état de soutenir tant les Vôtres, que ceux de Nos Alliez communs, aussi avantageusement, que Nous aurions pû faire dans le Printems passé. Surquoi Nous prions Dieu, qu'il Vous ait, HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS, NOS BONS AMIS, ALLIEZ ET CONFEDEREZ, en Sa Sainte & Divine Garde. Ecrit en Nôtre Cour de St. James le $\frac{28}{7}$. Janvier 17 $\frac{12}{13}$ & de Nôtre Regne le Onzième.

Votre bonne Amie

ANNE REINE.

Ce ne fut pas sans une grande surprise, que l'on vit les Etats Generaux se livrer ainsi au Conseil de la Reine d'Angleterre, non-seulement pour les conditions de leur Paix particuliere, mais encore pour la Barriere: sans même vouloir s'informer, en quoi consisteroit le changement, qu'on pretendoit y faire. Ce changement ne concernoit pas tant le nombre ou la qualité des places qui leur devoient demeurer, que la qualité des moyens qui devoient être employés.

1713. *É. de la Paix d'Utrecht.* 399
employez, pour assurer la Succession à
la Couronne de la Grande Bretagne : les
deux seuls sujets de la matiere de ce fa-
meux Traité. Jusqu'alors on avoit pu-
blié, que cette Succession regardoit la
Famille d'Hanovre & les interêts de la
Religion Protestante. La Reine & ses
Ministres en parloient, comme du seul
but, pour l'exécution duquel les An-
glois demandoient le concours des Pro-
vinces Unies. Mais on eut lieu d'en
douter, lorsqu'on vit les termes du nou-
veau Traité, & certaines expressions qui
liotent & determinoient ce concours à
des conjonctures qui le rendoient inuti-
le, & qui même empêchoient les Hollan-
dois de s'en mêler. Voici la substance
de ce Traité, & en particulier les ter-
mes misterieux, qui le faisoient chan-
ger de nature, & pour lesquels le Con-
seil de la Reine & ceux qui en faisoient
jouer les ressorts, avoient voulu qu'on
le changeât.

Puisque par le Traité fait le 29. d'Octob. 1709.
entre la Serenissime Reine de la Grande Bretagne
& les Etats Generaux des Provinces Unies, tou-
chant la Succession à la Couronne de la Grande
Bretagne, & ce qu'on appelle vulgairement la Bar-
riere, beaucoup d'Articles & de Clausés ont be-
soin.

soin d'une plus grande explication, & paroissent maintenant déshonorables aux sujets de S. M. & d'une conséquence dangereuse, tant à present, qu'à venir, & prejudiciables à leur commodité & à leurs Interêts, si on n'y fait quelques changemens selon l'équité dans ces Articles, entre lesquels il y en a aussi, qui ne sont plus convenables, & qui sont devenus inutiles, depuis que ce Traité a été conclu &c la dite Reine & les Etats Generaux considerant serieusement, combien il est necessaire, qu'il ne reste plus aucune imperfection ni obscurité dans un Traité si important à chacune des deux Nations &c. Ils ont jugé qu'il seroit utile de faire un Nouveau Traité & les Ministres de part & d'autre sont convenus I. Que le premier Traité conclu à la Haie le 29. d'Octob. 1709. n'auroit plus à l'avenir aucune force, comme étant revoqué & déclaré nul. II. Qu'ayant été déclaré & ordonné par une Loix faite dans le Parlement la 12. & dernière année du Regne du Roi Guillaume III. intitulée: *Acte de la dernière limitation de la Couronne, &c de la meilleure sûreté des Droits &c des Libertez des Sujets &c.* portant, qu'après la mort du dit Roi & de la Reine maintenant regnante, qu'on nommoit en ce tems-là la Princesse ANNE de Danemarck, si elle ne laissoit point d'enfans, non-plus que le dit Roi, la Couronne . . . écheroit & apartiendrait à la Princesse SOPHIE Electrice & Duchesse Douairiere d'Hanovre & à ses Heritiers Protestans. . . . Ce qui a été ordonné & confirmé par plusieurs Parlemens d'Angleterre & d'Ecosse afin que tous ceux de la Communion de Rome, & tous ceux & celles qui ont contracté mariage avec des Papistes, fussent exclus de la Couronne de la Grande Bretagne & des Etats qui en dependent. . . . ce Reglement provisionel
fait

1713. *Et de la Paix d'Utrecht.* 401

fait par divers Actes du Parlement, touchant la Succession, a été confirmé ensuite & établi par une certaine *Loi faite dans le Parlement de la Gr. Br. l'an 6. du Regne de S. M. . . .* laquelle Loi est intitulée: *Acte pour la Seureté de la Personne Et du Gouvernement de S. M. Et de la Succession à la Couronne de la Gr. Bret. dans la Ligne Protestante.* Et parcequ'aucune Puissance Etrangère, ni qui que ce soit autre, n'a pas le Droit de revoquer en doute la Constitution faite par le Parlement de la Grande Bretagne, ou de s'y opposer pour la Devolution, Limitation & l'Heritage de la Couronne du même Royaume, & s'il arrivoit, que quelque Puissance . . . voulussent s'opposer, sous quelque pre-texte, de quelle Nature qu'il puisse être, soit directement, soit indirectement, par une Guerre déclarée, ou par une Conspiration, ou par Trahison, à la Succession des Heritiers de S. M. après sa mort, ou au défaut d'Heritiers de son Sang, au Droit à la Succession de la Princesse SOPHIE, ou de ses Heritiers, quels qu'ils soient . . . les SS. Etats Generaux des Provinces Unies promettent & s'engagent, de secourir la dite Reine Serenissime en toute sorte d'occasions . . . & s'engagent d'agir selon la requisition, les tems, la maniere & la proportion des forces par mer & par terre, qui seront expliquées.

III. Puisqu'il fut trouvé bon & resolu dans le V.^e Article de l'Alliance faite à la Haie le 7. jour de Septemb. de l'an 1701. entre le Serenissime Empereur des Romains LEOPOLD, le Serenissime Roi de la Grande Bretagne GUILLAUME III. & les Seigneurs ETATS GENERAUX des Provinces Unies, que lesdits Alliez feroient tous leurs plus grands efforts, pour recouvrer les Provinces de la Flandre Espagnole, afinqu'elles servissent de rem-
part,

part, appelé communement la *Barriere*, separant & éloignant la France d'avec les Provinces Unies, pour la sûreté des Etats Generaux, comme elles ont toujours été employées pour cela, jusqu'à ce que le Roi T. C. s'en est emparé, en y faisant entrer ses Troupes: on est convenu maintenant & résolu, que la Reine employera tous ses efforts dans le Traité de Paix qu'on doit faire, non seulement, afin que les Provinces de la Flandre Espagnole, mais aussi les villes & les autres places conquises par la force des armes, ou qui ne sont pas encore prises, & lesquelles on jugera devoir être cedées aux Etats Generaux, servent pour former leur Barriere.

IV. Pour cet effet on est convenu & arrêté, que les SS. Etats Gener. pourront mettre, tenir, augmenter, ou diminuer leurs Garnisons selon ce qui leur paroîtra necessaire, dans les Places suivantes, sçavoir: Furnes, le Fort de Knocque, Ypres, Menin, la ville & Citadelle de Tournai, Mons, Charleroi, la ville & le château de Namur, le château de Gand, les forts nommez la Perle, Philippe & Damme: comme aussi dans le fort de St. Donat, entièrement attaché aux fortifications de l'Ecluse, duquel la propriété est accordée auxdits Etats Generaux, & que le fort appelé Rodenhuizen en dedans de Gand, sera démoli.

V. S'il arrive, que lesdits Etats Generaux soient actuellement engagez à faire la guerre contre la France, ou qu'il paroisse manifestement, que la France soit sur le point de les attaquer, il leur sera permis en ce cas, d'envoyer un aussi grand nombre de Troupes, qu'ils le jugeront necessaire, dans ces Villes, Places & Fortereses des Provinces de la Flandre Espagnole, pour y maintenir leurs Droits, suivant les differentes occurrences des affaires de la Guerre.

VI. Ils

VI. Ils pourront faire voiturer dans les dites Places, Villes, & Forts, où ils auront des Garnisons, les Vivres, Munitions de guerre, Armes, grosse Artillerie, la matiere necessaire pour en fabriquer, & generalement tout ce qui sera necessaire ou convenable pour les dites Garnisons, sans payer aucun Doüanne, ni aucun péage. . . .

VII. Ils pourront mettre dans toutes les Places, où ils auront Garnison, tels Gouverneurs, Commandans, Majors, & autres Officiers, qu'ils voudront choisir, qui ne seront soumis à qui que ce soit autre, qu'au seul & unique pouvoir des Etats Generaux, pour ce qui concerne la sûreté des dites Places, & les Loix ou coûtumes militaires: sans prejudice neantmoins des Droits & Privileges, tant Ecclesiastiques, que Politiques du Serenissime Empereur Charles VI.

VIII. Il leur sera permis de munir les susdites Villes d'en renouveler les Munitions . . . & de faire tout ce qui leur semblera pouvoir être utile pour la conservation desdites Places.

IX. Ayant été convenu, que la propriété & Souverain Domaine des Provinces de la Flandre Espagnole apartiendra à Sa Maj. Imp. (tant de celles que le dernier Roi d'Espagne Charles II. possédoit dans le tems de sa mort, que de celles dont il n'avoit point eu la possession, & que la France rendra par le Traité de la Paix qu'on fera) il sera necessaire, qu'il y ait une Stipulation, comme celle-ci, par laquelle on est convenu & demeuré d'accord, que tous les Revenus (excepté ceux dont on aura besoin pour l'entretien du Gouvernement Civil des Villes, Bourgades, Châteaux & autres Lieux de leur dependance, qui doivent faire une partie de la Barriere dont il s'agit, & qui n'appartenoient pas au dernier Roi d'Espagne Charles II.

quand

quand il mourut) seront attribuez desormais aux Seign. Etats Generaux & eux-mêmes les recevront pour l'usage & l'entretien des Garnisons, pour les fournitures des Magazins, des Arcenaux, & pour payer les fraix des autres choses: sous cette condition speciale, que les Etats Generaux ne s'attribueront jamais l'autorité, (en vertu de cet Article, ou sous quelque autre pretension, que ce puisse être) d'établir de nouveaux Impôts, ni d'augmenter ou de diminuer les anciens, dans les sus-dits Lieux. Il a été convenu outre cela & arrêté sous la même condition, & non pas autrement, que pour subvenir aux dites dépenses, on donnera aux SS. Etats Gener. un Million de Florins tous les ans, ou cent mille Rixdalers tous les trois mois des Revenus les plus assurés & les meilleurs de cette partie des Provinces de la Flandre Espagnole, dont le dernier Roi d'Espagne étoit en possession du tems de sa mort.

X. Aucune Ville, Bourgade, ni aucun Forteresse ou Territoire dans la Flandre Espagnole, ne pourront être cedez, transferez, donnez ni écheoir à la Couronne de France, ni à aucun de la Lignée des Rois de la Monarchie Françoisse: soit que cela se fasse en vertu de quelque Donation, Vente, Echange, Contrât de Mariage, Heritage, Succession, Testament, ou *ab Intestato* &c.

XI. Ayant été stipulé dans le IX. Art. de la susdite Alliance du 7. de Sept. 1701. que dans le tems, qu'on regleroit les affaires de la Paix, les Alliez conviendroient entr'eux, de quelle manière les SS. Etats Gener. feroient mis en sûreté par le moyen de la dite Barriere: la Reine promet en vertu de ce Traité, de faire tout ce qu'Elle pourra, pour porter S. M. I. à faire une Convention avec lesdits Etats, qui soit conforme en toutes choses à ce qu'on

1713. *Et de la Paix d'Utrecht.* 405

qu'on a réglé ci-dessus touchant cette Barriere....
& la Reine promet d'en assurer l'observation, en
donnant sa Garantie, quand il sera fait.

XII. Et parceque la Reine & les Etats ont eu
Garnison dans la plus-part des Villes & Fortereses
de lad. Flandre, désqu'elles ont été conquises sur
l'Ennemi: il a été convenu & réglé, que le Gou-
vernement de ces-mêmes Provinces ne sera point
changé, & que les Troupes qui les gardent, ne
sortiront d'aucune des dit. Places, jusqu'à ce que le
Negoce & les Interêts des Sujets de la Gr. Bret.
soient reglez, selon l'intention de S. M. & celui
des Sujets des Prov. Unies selon l'intention de LL.
HH. Puiss.

XIII. Que les Sujets de la Gr. Br. jouïront des
mêmes Privileges dans leur Negoce, que ceux des
Etats, dans toutes les Places des Pais-bas, & mê-
me dans celles qui seront cedées, pour former la
Barriere.

XIV. Que pour les secours stipulez, que la Gr.
Bret. doit fournir pour la seureté de la Barriere,
Elle ne les donneroit, que quand Elle en seroit re-
quise par les Etats Generaux, & non pas autre-
ment: de même que ceux, que les Etats promet-
tent pour la Garantie de la Succession, ne seront
fournis, que quand ils en seront requis par S. M.
ou de la part du plus proche heritier de son sang,
après qu'Elle sera decedée; ou s'il n'y en avoit
point, ils les donneroient, quand la requisition leur
en seroit faite par le plus proche Successeur Prote-
stant, qui aura en ce tems-là le titre à la Couron-
ne, en vertu des Actes & des Statuts de la Gran-
de Bretagne, & non pas autrement. . . . Fait à
Utrecht le 29. du mois de Janvier 1713.

Désque

Désque ce Traité fut souscrit, & que les Etats Generaux se furent declarez de vouloir se conformer en tout aux dispositions du Conseil de la Reine, l'Empereur put conter pour perdus tous les soins qu'il prendroit pour soutenir ses interêts : demeurant lui seul dans la presse & à contester avec ses principaux Alliez qui avoient fait leur accord avec la France, Il fâlut donc traiter avec les Ministres de cette Couronne, ce que les Imperiaux n'avoient pas encore fait, dautantque tout ce qui avoit été negocié, le fut par voie de Mediation. Le premier Traité fut l'Evacuation de la Catalogne & la Paix d'Italie : celle-là devenoit necessaire, puisque les Puissances Maritimes abandonnoient la dite Principauté, qui par là fut mise hors d'état de recevoir du secours & de se soutenir contre les Espagnols; & l'Empereur qui se trouva en personne à Barcelone, demeuroit exposé lui-même à la merci de ses ennemis.

Le Duc de Savoie gagné par la Cession du Royaume de Sicile que les Anglois avoient abandonné à ses instantes solli-

1713. & de la Paix d'Utrecht. / 407
solicitations , avoit besoin de la Paix,
pour s'assûrer contre les Troupes Impe-
riales , qui étoient en Italie. La Fran-
ce trouvoit aussi son conte à cette Cessa-
tion d'hostilitez , car le Duc étant prêt
de faire sa paix avec elle , ou l'ayant
même déjà fait , les François auroient
été obligez de le secourir contre les
Imperiaux , si la guerre avoit duré plus
long tems en ces Provinces. Le Trai-
té , auquel les Imperiaux furent con-
traints de donner les mains , fut conclu
le 14. de Mars , & contenoit en sub-
stance ,

Qu'afin que la guerre fût terminée au plûtôt , on
avoit trouvé à propos & crû utile de convenir sur
l'évacuation de la Principauté de Catalogne & des
Isles de Majorque & d'Yvica , & sur l'établissement
d'un Armistice dans toute l'Italie & aux Isles situées
dans la Mer Mediterranée , ainsi que dans les Etats
de Son Alt. Roy. le Duc de Savoie ; ce qui (après
plusieurs Conférences tenues entre les Ministres
Plenipotentiaires des Parties Belligerantes , & prin-
cipalement par les soins infatigables des Ministres
Plenipotentiaires de Sa Maj. Britannique) avoit été
enfin fait en la maniere qui suit :

I. Toutes les Troupes Allemandes & Alliées se-
ront transportées hors de la Principauté de Cata-
logne & des Isles Majorque & Yvica : & afin que
cela se fasse plus promptement & avec plus de seu-
reté , il y aura une pleine & entiere Cessation d'ar-
mes & de toutes hostilitez dans les lieux mention-
nez ,

nez , à commencer 15. jours aprèsqu'on y aura connoissance de la presente Convention. Que Barcelone , ou Tarragone (au choix de la Puissance qui fait l'évacuation) sera remise entre les mains de l'autre Puissance, à qui devra se faire cette Remise, pour être gardée jusqu'à la fin de l'Evacuation, & jusqu'à ce que la Cour qui fait presentement son séjour en Catalogne, toute sa suite & autres personnes, qui voudront la suivre, de quelque condition & Nation qu'elles soient, Espagnols ou autres, Militaires ou non, avec leurs effets, ainsi que les Troupes dont il a été parlé ci-dessus, en soient entièrement sorties.

II. Le dit transport de la Cour & des Troupes commencera & finira sans aucun retardement, & le plus promptement, que faire se pourra. . . .

III. La dite Cour & toute sa suite, ainsi que ceux qui la voudront accompagner, comme aussi les Troupes ci-dessus mentionnées, pourront passer en toute sûreté de Catalogne en Italie, avec leurs effets, bagages, armes, Canons & instrumens de guerre: à l'exception des canons & instrumens de guerre, qui se sont trouvez sur les lieux, quand ils ont été occupez, & de ceux qui se trouveront marquez aux Armes de France. . . . Le trajet de Catalogne en Italie se fera sous le Convoi de la Flote de S. M. Britannique, sans que la France & ses Alliez. . . . y puissent apporter aucun empêchement, & en cas que quelquesuns des vaisseaux F. . . . fussent contraints par tempête ou autrement, de relâcher dans les Ports ou Côtes de France, ils n'y pourront pas être detenus ou arrêtés. . . .

IV. Personne ne pourra être arrêté pour dettes; mais pour la sûreté des Créanciers on est convenu de nommer de part & d'autre des Commissaires qui

1713. *Et de la Paix d'Utrecht.* 409
qui statueront sur les Dettes & sur les ôtages qui
en seront donnez pour sûreté.

V. Les Malades & Bleffez de toute condition,
& nommément les Ecclesiastiques, pourront re-
ster en Catalogne à leurs dépens en toute sûreté,
jusqu'à leur guérison, & pourront après ce'a se
retirer par mer ou par terre avec passeports, où
il leur plaira....

VI. Tous les Prisonniers de part & d'autre faits
dans la guerre d'Espagne seront rendus.

VII. Il sera convenu entre les Commandans de
part & d'autre de tout ce qui sera necessaire pour
la sûreté du séjour de la Cour & des Troupes de...
jusques à l'entière evacuation....

VIII. Lorsque l'evacuation commencera, il se-
ra accordé & publié en faveur de tous les sujets &
habitans de Catalogne, Seculiers & Ecclesiastiques...
une Amnestie Generale & un Oubli perpetuel de
tout ce qui a été fait par eux pendant cette guer-
re. . . . En sorte que pour ces causes ils ne puis-
sent en general ni en particulier, ouvertement ou
secrettement, par voie de Droit, ou de fait, être
molestez mais que toutes les injures, vio-
lences, hostilités, dommages causez tant
pendant la guerre, qu'à son occasion, par paroles,
écrits ou faits, soient entièrement oubliez.

IX. Et d'autantque les Ministres Plenipotentiai-
res de la Puissance qui retire ses Troupes de la Ca-
talogne, ont encore insisté pour obtenir avant l'e-
vacuation la jouissance des Privileges des Catalans,
& que du côté de la France & de ses Alliez on a
remis cette affaire en tout son entier à la Conclu-
sion de la Paix future, S. M. Brit. a fait une De-
claration réitérée, qu'Elle employeroit ses offices
les plus efficaces, tant à la Cour de France, que
par tout ailleurs, où il en feroit besoin, afinque
S dans

dans la suite les Catalans puissent jouir de leurs Privileges ; à quoi les sus-dits Ministres Plenipotentiaires de la Puissance qui evacüe la Catalogne ont acquiescé d'autant plus volontiers , que le Roi T. C. lui-même avoit fait declarer par ses Ministres Plenipotentiaires , qu'il concourroit à la même fin.

X. Comme en traitant cette Convention on avoit débattu quelques autres points, sçavoir : L'Amnestie Generale, la conservation des Biens, Benefices, Charges, Pensions & autres avantages , tant en faveur des Italiens & des Flamans qui jusqu'à present ont adhéré à l'un des deux Partis , & voudroient dans la suite leur adhérer : mais qu'il n'a pas été jugé convenable , de mêler la discussion de ces points dans la Convention qui se fait pour l'Evacuation de la Catalogne , on a trouvé bon de les remettre au Traité de Paix ; S. M. Britannique ayant déclaré avant toutes choses , qu'Elle emploiera ses Offices les plus efficaces , afin qu'on en convienne reciproquement, & qu'il soit statué sur les dits points à la Conclusion de la Paix.

XI. Il est encore convenu & accordé entre les Parties Contractantes avec le secours de S. A. R. le Duc de Savoie, que jusqu'à la Paix Generale à faire, & quatre semaines après la signature du present Traité, il y aura un Armistice entier & Cessation de toute sorte d'hostilitez par mer & par terre, sous quelque nom, pretexte & en quelque occasion qu'elles puissent s'exercer dans toute l'Italie & dans toutes les Isles de la Mer Mediterranée comme dans tous les Etats de S. A. R. le Duc de Savoie il est encore déclaré, que durant l'Armistice toutes Contributions militaires cesseront dans les Etats de S. A. R. . . . bien entendu, que toutes les conditions de cet Armistice auront lieu par toutes les Provinces de France, qui

1713. & de la Paix d'Utrecht. } 411
qui touchent les Etats de S. A. R. le Duc de Savoie.

XII. Les choses demeureront en Italie pendant le present Armistice dans l'état où elles sont presentement, & on remet à les ajuster à la Negotiation de la Paix.

XIII. Et d'autantque les Exhortations affectueuses de S. M. Brit. ont beaucoup contribué à la dite Convention, & qu'il a paru necessaire, afin d'en assurer l'entière Execution, que Sadite Maj. y prit part & s'y engageât, S. M. Brit. se fondant sur l'assurance que Lui a donnée le Roi T. C. tant en son nom, qu'au nom de ses Alliez, par la presente stipulation qui aura force d'un Traité solennel fait entre Leurs Majestez Royal. que lui le Roi T. C. & ses Alliez accompliront de bonne foi & dans leur entier tous & chacun des Articles de cette Convention; Elle veut bien se rendre Garante du present Traité, ainsi que prendre sur soi & promettre, que les Parties contractantes ci-dessus mentionnées observeront de bonne foi & accompliront pleinement tous & chacun des Articles d'icelui.

La presente Convention sera ratifiée . . . & les Ratiications échangées à Utrecht dans le terme de quatre semaines. En foi dequoi. . . A Utrecht le 14. de Mars 1713.

Le même jour, que ce Traité fut signé, le Roi T. C. declara la suspension d'Armes avec le Duc de Savoie, & comme dans une pleine assurance, que la Paix Generale devoit bientôt suivre, S. M. fit aussi publier les Renonciations des Princes de son Sang à la Monarchie

de France , dont nous avons parlé dans le précédent. On affecta même de dire qu'on ne tarδοit de publier la Paix que le Roi avoit conclue avec la plupart des Alliez , que pour faire de nouvelles & dernieres tentatives , pour y attirer les autres Alliez , afin de rendre Generale cette paix.

La Reine d'Angleterre prorogeoit aussi son Parlement , pour avoir lieu (dit-on) d'y annoncer la Paix Generale , n'aimant point de voir ce qui s'étoit passé , soumis à l'examen & à la decision d'un nouveau Parlement ; car l'ancien devoit être dissous en peu de tems. Cependant S. M. desarmoit continuellement. Cette conduite sembloit peu politique & peu propre pour soutenir la gageure jusqu'à la fin ; pendant que d'autres , qui pouvoient avoir promis quelque chose à contre-cœur , ne relâchoient rien de leurs meilleures forces , bien résolus de ne s'en plus tenir au marché , désqu'ils n'auroient plus à craindre d'y être obligez par l'Angleterre. Mais ce qui rassûra la Reine , fut que le Parti Pacifique parmi ses sujέts defendit hautement cette Paix , avec une approba-
tion

1713. & de la Paix d'Utrecht. § 413
tion & une condescendance ouverte
pour ceux qui en étoient les Ouvriers ;
ce qui apparemment a fait croire à S. M.
que rien étoit capable de L'en démen-
tir, & de faire retracter ce qu'on Lui
avoit promis. En effet ce Parti Pacifi-
que le prenoit d'un ton si élevé sur cet-
te affaire, non-seulement dans ses dis-
cours familiers, mais même dans ses A-
dressés publiques, que pour en arrêter
la fougue, la Cour fut obligée d'en
renvoyer & de desapprouver quelques-
unes, qui ressembloient plutôt à des Sá-
tyres & à des reproches les plus effrontez,
envers ceux qui n'entroient point dans
les sentimens & mesures de ces Parti-
sans de la Paix, qu'à des Remontran-
ces & des acquiescemens raisonnables
aux procedez de la Cour. Mais quoi-
que celle-ci en fit, elle ne laissa pas de
trouver sans cesse en plusieurs endroits
& à Londres même une infinité de gens
qui s'opposoient aux empressements qu'on
témoignoit pour une Paix qui n'étoit
pas generale, & contre laquelle tant
des Alliez se recrioient si hautement.
Comme le nombre des mécontens étoit
grand, il falut se contenter d'en abaisser

les principaux, en les privant de leurs Charges & de toute distinction, sans se mettre en peine de ce qui en pourroit arriver, pourvûque le Ministère gagnât la partie.

L'affaire étoit si bien prête, que dès le commencement de l'année la Cour fit des grands preparatifs pour en chommer la fête avec une pompe extraordinaire : elle fit venir les plus habiles Musiciens qui en Action de graces pour cette celebre Paix chanteroient le *Te Deum* d'une Symphonie, dont on n'avoit jamais entendu la pareille; peutêtre parceque la Paix qu'on venoit de conclurre, étoit d'une espece tout à fait inouïe & singuliere, & que les Traitez s'en étoient fait d'une maniere, qui n'avoit point d'exemples.

Cependant les Ministres du Roi Philippe & de la Maison de Baviere n'avoient pas encore été reçûs au Congrès, & ce ne fut, qu'après la signature des autres Traitez, qu'ils y furent admis. En attendant on étoit en dispute sur la forme des Passeports qu'on devoit leur envoyer, parceque les Etats pretendoient, qu'on devoit donner au Roi Philippe simplement.

1713. *Et de la Paix d'Utrecht.* 415
plement le titre de *Roi*, sans y spécifier,
d'Espagne, pour ne pas paroître aban-
donner entièrement l'Empereur, qu'ils
avoient reconnu pour legitime Roi d'E-
spagne. Mais comme on étoit convenu
du principal, ces disputes ne furent
point soutenues, & les Passports fu-
rent expediez tels qu'on les souhai-
toit.

Non seulement les Ministres de l'Em-
pereur avoient fait ce qu'ils avoient pû,
pour soutenir les pretensions de leur
Maître, mais aussi les Deputez des 4.
Cercles Associez de l'Empire avoient
fait leurs Representations particulieres
aux Ministres de la Reine de la Grande
Bretagne, au sujet de leurs interêts par-
ticuliers, qui étoient tout à fait aban-
donnez dans le Projet de Paix qu'on al-
loit signer : puisque le Roi de France
pretendoit, que tout ce qui seroit ren-
du à l'Empire au delà du Rhin, de-
meurât sans aucune fortification, pen-
dantqu'il garderoit fortifiées toutes les
places qu'on lui y laissoit. Voici les
Representations des dits 4. Cercles, a-
dressées aux Ministres de la Reine, com-
me à ceux qui paroissent disposer de

S. 4. tout,

tout, sur le Plan formé au Cabinet de
Witchal.

M Y L O R D S,

Il est connu, que feu S. M. le Roi Guillaume d'Angleterre invita les 4. Cercles à vouloir entrer dans la Grande Alliance faite entre S. M. Imp. S. M. de la Grande Bretagne & les SS. Etats Generaux des Provinces Unies. De même il est connu, que les dits Cercles y ont donné les mains & en sont convenus à Nordlingue avec les Ministres de Sadite Maj. par un Traité solennel. Il est connu, que S. M. la Reine d'à present a ratifié ledit Traité, & y a fait apposer le Seau du Royaume. Il est aussi constant, que les Cercles depuis le premier moment de l'Alliance conclue, jusqu'à present, ont accompli toutes les conditions, auxquelles le Traité de Nordlingue les a obligez, & qu'ils ont soutenus les grands chocs de l'ennemi, & souffert toutes les incommoditez du monde, qu'on peut attendre d'une guerre si sanglante & si ruineuse, & d'un Ennemi si puissant: & cela à leurs propres depens, & sans incommoder S. M. par un seul sou de subside, avec une fermeté inébranlable & avec une entiere confiance, que S. M. (comme Elle a toujours témoigné du plaisir & du contentement de la fermeté & de la conduite des Cercles) ne manqueroit pas de se souvenir des bons services qu'ils ont rendus au Public, & qu'ils tireroient des fruits de leurs Depenses, de leurs incommoditez & de leurs travaux, en vertu des assurances, que S. M. a eu la bonté de leur donner par un Traité si solennel, que celui de Nordlingue. Non-obstant cela nous apprenons avec douleur, que S. M. persiste dans l'opinion, qu'une Paix universelle se devroit

devroit & se pourroit faire, sans que les Cercles en tiraient la moindre consolation & le moindre effet de l'Alliance. Point de Redintegration, point de Barrière, point de Sûreté: ce qui mettroit les Cercles dans la dernière desolation, & laisseroit un funeste souvenir à la Postérité. C'est pourquoi, MYLORDS, nous prenons nôtre recours à la Justice & à la Bonté de S. M. à la Sagesse de ses Ministres et à la Generosité de toute la Nation, de ne pas abandonner des Alliez si bons et si fideles, et de ne les point laisser dans la malheureuse situation, dans laquelle les Paix precedentes les ont plongez. Il y va de la Gloire de S. M. de sauver ses Assurances publiques et solennelles. Il y va de la Prudence et de l'Equité du Ministère de sauver *Sacrum Verbum Regis*, et de sauver *Sacram Fidem* du Grand Seau du Royaume, afinqu'il ne reste point dans l'Archive pour une triste memoire. Il y va de l'Honneur et de l'Interêt de toute la Nation Angloise, que ses fideles Alliez cueillent aussi quelque fruit de tant de Millions, qu'elle a depensez pour avoir une Paix juste et raisonnable. MYLORDS, nous ne manquerons pas de donner encore d'autres Memoires de ce qu'on represente ici. Nous Vous prions d'avoir la bonté d'en faire rapport à S. M. la Reine, et nous Vous prions très-instamment, de l'appuyer de la sorte, que nous puissions esperer une Instruction consolante pour nos Cercles et nos Principaux. Du reste, etc.

Toutes ces representations ne firent aucun effet, & la satisfaction particulière des Cercles fut, dit-on, reservée aux Traitez qu'on feroit avec l'Empereur & l'Empire. Au contraire les Pa-

cifiques & les Pacifiez allerent leur train, declarans leur Traité conclu. On faisoit sans doute grand fond sur la Revolution arrivée dès le commencement de l'année dans les affaires du Nord, où le Roi de Danemarck avec ses Alliez se servant de l'absence du Roi de Suede, lui avoit déclaré la guerre. D'un autre côté les Turcs paroïssoient remuer en faveur de ce Prince contre la Moscovie & la Pologne; ce qui fit penser, que sans doute ces nouveaux troubles obligeroient l'Empereur de passer par dessus bien de considerations qui l'avoient jusqu'alors retenu de donner les mains à la Paix avec la France & de faire, si bien qu'il pourroit, son accord avec elle, pour veiller à sa sûreté dans l'Orient: ne pouvant point soutenir tant d'affaires à la fois. Il est vrai que S. M. I. voulut bien s'accommoder au tems & faire la Paix, mais Elle le voulut sans renoncer expressement à ses Droits & pretensions à la Monarchie d'Espagne: quoique ses ennemis s'opposassent fort à cette Cession conditionnelle, qui en effet auroit été une cause necessaire d'une nouvelle guerre, dèsque l'une ou l'autre

1713. *de la Paix d'Utrecht.* 419
tre des deux parties se seroit vûe en état
de l'entreprendre. On sembla faire gra-
ce à l'Empereur, que de lui permettre
de retirer ses Troupes de la Catalogne,
où la France & l'Espagne les auroient
infailliblement fait prisonnières, si S.
M. I. avoit continué la guerre en ce
païs-là sans le secours des Puissances
Maritimes. On lui fit encore esperer,
que (bienque parmi les conditions de
l'Armistice d'Italie il fût expressement
stipulé, que toutes les choses de ce Pais-
là seroient remises dans l'état, où elles
avoient été avant la guerre, c'est à dire,
que l'Empereur seroit obligé de resti-
tuer Mantoue & Comachio) on con-
viendroit à l'amiable & de gré à gré de
ces Restitutions, aprèsque la Paix en
general auroit été conclue, & que si S.
M. I. y consentoit, on avoit envie de
conclurre une Paix Generale. Mais El-
le tint ferme dans l'esperance, que quel-
cune des Puissances prêtes à signer se
retracteroit de son engagement, & qu'il
y surviendrait des incidens qui change-
roient la face des affaires. Et d'ailleurs
S. M. I. consideroit peut être, qu'on ne
témoignoit un si grand empressement

pour la Paix , que parcequ'on n'étoit plus en état de continuer une guerre si longue & si onereuse, les Finances de la France en étant terriblement derangées, & que comme le Roi T. C. (le premier Mobile de tous les Traitez) étoit sur le déclin de l'âge, on craignoit que sa mort ne fît tourner la chance. Cependant cette esperance & ces considerations furent infructueuses, comme on va voir dans la suite du discours.

La Reine d'Angleterre, dont le Ministère le premier gagné pressoit le plus vivement la Paix, différoit de jour à autre la convocation de son Parlement, n'osant en quelque façon y paroître, sans lui apporter la nouvelle d'une Paix Generale, qu'elle lui avoit tant de fois promise, avec cette assurance expresse, *de n'abandonner jamais l'Interêt de Ses Allies.* Les Etats Generaux sembloient aussi prêter l'oreille à divers bruits qui couroient, que le puissant armement que le nouveau Roi de Prusse faisoit, ne pouvoit avoir d'autres vûes que d'apporter du changement aux affaires: puis qu'il n'y avoit aucune apparence, qu'il se jettât dans le parti qui étoit déjà le plus

1713. *Et de la Paix d'Utrecht.* 421
plus fort, & avec qui il n'y avoit rien à
gagner.

Le Traité de Barriere, de même que
les engagements qu'on y prenoit (du
moins en apparence) de maintenir la
Succession Protestante dans la Maison
d'Hanovre, firent grand bruit : quoi-
que cet engagement fût conçu en des
termes assez equivoques ; ce qui fit croi-
re que désque ce Traité seroit rendu
public, il fourniroit une grande matie-
re de division parmi les Anglois. Car
comme quelquesuns d'entr'eux l'enten-
droient dans le sens literal, d'autres dans
le sens de ceux qu'on croyoit avoir d'au-
tres pensées, & qui selon les apparen-
ces auroient pour eux la Cour, la divi-
sion pourroit éclater assez-tôt, pour ap-
porter ce changement & cette revolu-
tion dans la Nation Angloise, avant-
que les concerts qu'on faisoit avec tant
de secret & d'empressement, fussent as-
sez établis, pour confondre toutes les
esperances contraires.

Il y a de l'apparence, que si la Cour
de Vienne esperoit cette Revolution,
elle ne réfléchissoit pas sans chagrin sur
la maniere dont elle avoit agi avec la

Cour d'Angleterre. Les hauteurs du Comte de Gallas, & l'éclat avec lequel il avoit voulu faire connoître le procédé de certains Ministres de cette Cour, qu'il croyoit tendre directement à la ruine de la Grande Alliance, & à violer les engagements pris pour avoir une Paix sûre & honorable, & qui rendît justice aux prétensions de l'Empereur : ces hauteurs là, dis-je, avoient extrêmement aigris les Esprits de la dite Cour. L'on disoit même, que le ressentiment en avoit porté quelquesuns à protester, qu'ils traiteroient l'Empereur sans aucun ménagement : pour gage de quoi on avoit obligé le Comte à sortir de Londres. Rien n'a plus de pouvoir sur l'esprit de ceux qui se voient revêtus d'une grande autorité, que le ressentiment d'un outrage, soit vrai ou faux : quoiqu'un tel ait peut-être mérité la honte & le reproche par sa mauvaise conduite. On peut voir aisément, que les choses étant venues si loin, ceux qui les y avoient menées, voudroient soutenir leurs premières démarches (parceque leur propre salut & réputation en dependoient) contre les
recher-

1713. & de la Paix d'Utrecht. 423
recherches qu'on en pourroit faire avec
le tems. Mais les moyens d'en revenir
& de ramener les choses au point & à
la premiere harmonie, avec laquelle on
avoit agi dans la Grande Alliance, man-
quoient absolument à l'Empereur : étant
plus que vrai-semblable, que ce qui
avoit dérangé l'Union, étoit un ressort
secret que chacun n'est pas en état d'em-
ployer, & que tous les Corps, quel-
ques grands & puissans qu'ils soient, ne
sont pas tous également fournis de ces
nerfs qui font réussir les plus grandes
entreprises, combien peu fondées qu'el-
les soient sur l'équité & sur la raison ;
au lieu que ce ressort inconnu a la force
d'élever ou de détruire tout ce qu'il
veut dans l'ordre des établissemens hu-
mains.

L'Empereur avoit trop conté sur la
justice des engagements qu'on avoit pris
avec lui, pour prétendre d'obliger tous
ses Alliez par la seule force de la raison,
à lui demeurer unis : & les reproches
d'une conduite contraire à ces engage-
mens n'étoient propres qu'à effaroucher
& à animer davantage à la revolte ceux
qui negligeoient leur devoir. Les se-
conds

conds Alliez qui échapoient à la Grande Alliance, n'en agissoient pas à la vérité avec tant de hauteur : mais les complimens & les insinuations d'honneur & de gloire qu'il y a à demeurer ferme, en dépit de tous les dangers, dans l'exécution d'une entreprise raisonnable, n'étoient non-plus capables de rassûrer contre la crainte ceux qui prévoyoyent toutes les suites de la premiere Separation d'un des principaux Membres de la Grande Alliance des interêts communs.

La Paix étant donc resolüe, à laquelle non-seulement les Anglois & les Hollandois donnerent la main, mais aussi les Rois de Portugal & de Prusse (à l'égard de ses Etats qui ne font pas partie de l'Empire) & le Duc de Savoie : le Roi de France, pour montrer qu'il avoit du panchant de la faire aussi avec l'Empereur, en fit proposer le 11. d'Avril un Plan aux Ministres de S. M. Imperiale, par l'entremise des Plenipotentiaires de la Reine d'Angleterre, avec declaration, qu'on leur donnoit le tems jusqu'au premier de Juin, pour l'examiner & pour sçavoir là-dessus les sentimens de la Cour de Vienne : toutefois
sans

1713. *de la Paix d'Utrecht.* 425

sans differer la Conclusion des Traitez avec les autres Alliez, qui étoient déjà prêts de signer. D'abord la Gazette de Paris ayant publié ce Plan de Paix particuliere avec l'Empereur, tout le monde en eut connoissance. Cependant on vît qu'il differoit en quelques Articles du Plan que les Ministres Anglois proposerent à ceux de l'Empereur, & par consequent il étoit plus dur que le premier, En voici la teneur :

Le Roi promet & s'engage à faire la Paix avec la Maison d'Autriche, aux conditions spécifiées ci-après, pourvûqu'elles soient acceptées avant le premier de Juin prochain, après lequel tems Sa Maj. ne sera plus tenue à aucun engagement.

Le Roi reconnoitra dans l'Empire, après la Signature de la Paix, tous les Tâtres qu'il n'y a pas encore reconnus, nommément le Duc d'Hanovre en qualité d'Electeur avec les Droits & Prerogatives attachez à cette Dignité.

Le Traité conclu à Ryswik au mois d'Octobre 1697. sera rétabli, & le Rhin servira de Barriere entre la France & l'Empire. Ainsi le Roi gardera tout ce qu'il possède actuellement en deçà de ce Fleuve, & rendra ou fera démolir les Places qui lui apartiennent au delà, ou dans le cours du Rhin.

S. M. remettra à la Maison d'Autriche la ville du vieux Brisac avec toutes les Dependances situées à la droite du Rhin : conservant celles qui sont à la gauche, entre autres le Fort appelé le Mortier ; le tout conformément à la disposition faite par le Traité de Ryswik.

S. M.

S. M. remettra pareillement à la Maison d'Autriche & à l'Empire le Fort de Kehl.

Quant aux autres Forteresses construites au delà du Rhin, le Roi fera démolir l'Ouvrage à corne bâti vis à vis de Huningue, sur la rive droite de ce Fleuve: de même qu'un autre Ouvrage à Corne construit dans une Isle devant Huningue.

Sa Maj fera pareillement démolir sous Strasbourg le Fort du Rhin situé dans une Isle à la droite du Pont de Strasbourg, un allant au Fort de Kehl, & le Fort de Telle sur le Pont, entre le Fort du Rhin & le Fort de Kehl.

Le Fort-Louis qui est dans l'Isle du Rhin, sera rasé, aussi bien que l'Ouvrage à Corne fait dans l'Isle appelée Marquisat, vis à vis le dit Fort, de même que quelques Redoutes & quelques Retranchemens dans la même Isle.

Le Fort de Sellingen sur la Riviere de Stolhoven situé au delà du Rhin vis à vis du Fort-Louis, sera démoli. Les Fortifications faites à Hombourg & à Bitsch seront pareillement rasées suivant & conformément à l'Article XXX. du Traité de Ryf-wik.

Landau demeurera à la Maison d'Autriche, dans l'état où cette Place est présentement.

La dite Maison d'Autriche aura de plus le Royaume de Naples, le Duché de Milan, à l'exception de tout ce qui a été cédé du dit Duché au Duc de Savoie par le Traité conclu entre l'Empereur Leopold & ledit Duc en 1703. nommément la ville & le Pais de Vigevano: à moins que l'équivalent n'ait été remis avant la Conclusion de la Paix.

Les États & Places d'Italie qui ne dépendent point du Royaume de Naples, ni du Duché de Milan, seront remis à ceux, à qui ils appartiennent légitimement.

Les

Les quatre Places appartenantes à l'Espagne sur la Côte de Toscane, du nombre desquelles est Portolongone, seront données à la Maison d'Autriche.

Les Pais-bas Espagnols (à l'exception de ce qui sera spécifié ci-dessous) apartiendront à la Maison d'Autriche : comme les Places & Pais que le Roi cede; & le tout sera remis à la dite Maison, aux conditions dont elle conviendra avec les Etats Generaux des Provinces Unies.

Tout ce que la Prusse possède dans la Province de *Gueldre*, & les Baillages de *Kessel* & de *Keeskenberg*, avec leurs Dependances, lui seront cedez.

Comme le Roi d'Espagne en cedant les Pais-bas à l'Electeur de Baviere, s'est reservé le Droit de choisir dans l'une des Provinces qui les composent, une Terre produisant Trente-mille Ecus de Revenus, pour l'eriger en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins, cette même reserve aura lieu.

L'Electeur de Cologne sera rétabli dans tous ses Etats, Benefices, Dignitez, Séances, Revenus, Meubles, Pierreries & generalement dans tous les biens & prerogatives, dont ce Prince a été privé pendant le cours de cette guerre.

Le même rétablissement se fera en faveur de ses Officiers & Domestiques proscrits, & dont les biens ont été confisquezz, pour avoir suivi leur Maître.

Il pourra y avoir Garnison Hollandoise dans la Citadelle de *Liège* & dans la ville & château de *Hui*. Les Fortifications de *Bonne* seront rasées.

Le Diocèse & le Chapitre de *Hildesheim* seront rétablis dans l'état, où ils doivent être conformément à la teneur des Traitez de Westphalie.

L'Electeur de Baviere sera rétabli generalement dans

dans tous les Etats qu'il possédoit avant la guerre présente, à l'exception du *Haut-Palatinat*, qui doit être laissé à l'Electeur Palatin, avec le Rang dans le Collège Electoral, qui y est attaché : pour en jouir lui & le Prince Charles de Neubourg seulement pendant leur vie ; & le *Haut-Palatinat* avec le Rang dans le Collège Electoral, que l'Electeur de Baviere avoit devant la guerre, reviendront à leur défaut au dit Electeur de Baviere, ou à ses Descendants. Cependant il sera créé en sa faveur un Neuvième Electorat.

Le Royaume de Sardaigne sera donné à l'Electeur de Baviere, avec le titre de Roi.

Ce Prince jouira en toute Souveraineté du Duché & de la ville de *Luxembourg*, de la ville & Comté de *Namur*, de la ville de *Charleroi*, & de toutes leurs Dependances, jusqu'à ce qu'il soit rétabli dans tous ses Etats (à l'exception du *Haut-Palatinat*) & mis en possession du Royaume de *Sardaigne* & du Titre de Roi.

De plus l'Electeur de Baviere demeurera en possession de la Souveraineté de la ville & du Duché de *Luxembourg* & de leurs dependances, jusqu'à ce qu'il ait été dedommagé des pertes qu'il a faites au Traité d'Ilbersheim, & ce dedommagement sera réglé par des Arbitres desintéressés, dont la Reine de la Grande Bretagne accepte d'être une.

Cependant les Etats Generaux mettront Garnison immédiatement après leur Paix faite avec le Roi, dans la ville de *Luxembourg*, & dans la ville & château de *Namur*, comme aussi dans la ville de *Charleroi*.

Les Princes enfans de l'Electeur de Baviere lui feront rendus, comme aussi l'Artillerie, les meubles, pierreries, & generalement tous les effets enlevés à ce Prince.

Tous.

1713. & de la Paix d'Utrecht. 429

Tous les Officiers & Domestiques de l'Electeur de Baviere pros crits, pour avoir suivi leur Maître, seront rétablis comme ceux de l'Electeur de Cologne. Aussitôt que l'Electeur de Baviere aura été mis en possession du Royaume de Sardaigne & du Titre de Roi, & que tous ses Etats generalement, (à l'exception du Haut-Palatinat) lui auront été restituez, il cederà la Souveraineté de *Namur* & de *Charleroi*, & de leurs dependances : & lorsqu'il aura été dedommagé des pertes qu'il a souffert par les infractions faites au Traité d'Ilbersheim, il cederà aussi la Souveraineté du Duché de *Luxembourg*.

Il y aura une Amnestie Generale pour tous les Espagnols, Italiens ou autres qui ont suivi l'un ou l'autre parti, & leurs biens leur seront restituez tant en Espagne qu'en Italie.

Il sera donné une entiere satisfaction au Duc de St. Pierre par le payement de toutes les avances qu'il a faites pour *Sabionéte*, & des interêts des dites avances : & tous ceux de ses biens qui ont été confisquez ou retenus, lui seront generalement rendus, comme aussi les Revenus des mêmes biens confisquez sans cause legitime. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

d'Huxelles. Ménager.

En pleine foi de ce que ces Articles étoient ceux que le Roi de France proposoit, les Ministres de la Reine d'Angleterre les souscrivirent en les communiquant au Comte de Sinzendorff & à son Collegue, qui ne trouvant pas, que leurs Plein-pouvoirs les autorisassent à
les

les accepter, refuserent d'y donner leur consentement : ce qui n'empêcha pas que les Ministres des Puissances qui étoient convenus de leurs Traitez particuliers, ne les signassent le même jour. Les Plenipotentiaires de France s'étant trouvez à deux heures après midi chez l'Evêque de Bristol (où le Comte de Straffort se rendit aussi) y signerent les Traitez de Paix & de Commerce entre la Grande Bretagne & la France ; & comme les Ministres de Savoie y étoient survenus, ils signerent en même tems celui de Son Altesse Royale avec la France.

Le Comte de Straffort ayant ce jour là invité à diner les Ministres des Rois de Portugal & de Prusse, avec ceux des Etats Generaux, & ayant pris avec soi ceuy qui se trouvoient chez l'Evêque avec l'Evêque même, tous allerent à l'Hôtel du Comte. Personne ne sçait ni ce qui s'étoit passé chez l'Evêque, ni ce qu'on alloit faire chez le Comte. Le Public considere ce repas comme un de ceux que les Ministres avoient coûtume de se donner mutuellement chez eux, & personne n'avoit entendu dire

1713. *de la Paix d'Utrecht.* 431

dire que la Paix fût si prête à être signée. Cependant elle le fut par ceux qui s'étoient trouvez chez l'Evêque de Bristol & par les autres après le dîné chez le Comte de Straffort. Les Portugais la signerent sur les 8. heures du soir & les Ministres du Roi de Prusse à 11. heures. Mais comme ceux des Etats Generaux avoient à collationner deux Traitez fort longs & étendus, sçavoir celui de Paix & celui de Commerce, leur Signature ne se fit qu'à 2. heures après minuit dans le même lieu. On avoit publié dès le commencement du Congrès, que tous les Ministres prendroient le Titre & l'Equipage d'Ambassadeurs, aussitôt qu'il s'agiroit de signer la Paix: n'ayant pas été jugé à propos de le faire dès l'ouverture du Congrès, tant pour éviter toute dispute pour le rang, qui seroit survenue infailliblement, si chacun s'étoit d'abord fait reconnoître dans ce caractère, que pour épargner les dépens excessifs qu'ils auroient été obligez de faire en entretenant durant tout le tems du Congrès une Cour magnifique & digne d'un pareil rang. Naturellement cette Signature

ture auroit dû se faire à la Maison de Ville, où les Conférences s'étoient tenues: & cela au Son des Trompettes & avec l'Eclat, que demandoit une Action si importante. Mais on n'en fit rien du tout, & les Domestiques ordinaires des Ambassadeurs (qui seuls accompagnerent leurs Maîtres aux lieux de la Signature) étoient aussi peu informez que le Public de ce qu'on alloit faire & de ce qui s'étoit fait. Quelque tems après la Signature des Traitez les Ambassadeurs le publièrent eux-mêmes.

Enfin sur les 10. heures du matin on fît par la decharge de quelques petits canons à bras (qu'on garde au Palais où s'assembloient les Etats de la Province) que la Paix étoit faite entre la France & les Etats Generaux, au nom desquels la ville d'Utrecht expliquoit ses sentimens, ne s'étant vû ni le jour, ni le soir & la nuit qui suivirent, aucune illumination ni marque de joie aux Hôtels des Ministres qui avoient signé, pas même à ceux des Plénipotentiaires de France, qui avoient tant de sujet d'en faire.

La nouvelle de cette Paix ayant été portée

1713. *de la Paix d'Utrecht.* 433
portée le 14. à Londres, y causa des
sentimens plus vifs. Le Parti de la Cour
la souhaitoit avec le dernier empresse-
ment: c'est pourquoi la Reine, de qui
on vouloit que cette Paix fût l'Ouvra-
ge, l'annonça à son Parlement avec des
reserves qu'un pareil mystere demandoit.
Ce fut le 20. du même mois d'Avril,
que S. M. s'étant rendue à la Chambre
Haute, où les Communes furent appel-
lées, elle fit la Harangue qui suit.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Je terminerai la Session precedente par Mes sin-
ceres remerciemens des assurances solennelles que
Vous M'aviez données & qui M'ont mise en état
de surmonter les difficultez qu'on avoit fait naître,
afinque d'empêcher la Paix Generale.

J'ai différé l'ouverture de cette Session jusqu'à
present, à cause du desir que J'avois de Vous com-
muniquer à votre premiere Assemblée le succès de
cette importante affaire: & c'est avec un grand
plaisir, que Je Vous dis, que le Traité est signé,
& que les Ratifications en seront échangées en
peu de jours.

La Negociation a été tellement tirée en longueur,
que tous Nos Alliez ont eu suffisamment du tems,
pour ajuster leurs differens Interêts: quoique les De-
penses publiques aient été par là considerablement
augmentées. Mais J'espère que Mes Sujets les sup-
porteront aisément, puisque Nous avons heureuse-
ment obtenu la fin que Nous Nous avions propo-
sée.

Ce que J'ai fait pour assurer la Succession Protestante & la parfaite Amitié qu'il y a entre Moi & la Maison d'Hanovre, peut convaincre tous ceux qui souhaitent le bien de l'une & de l'autre, combien tous les efforts pour Nous diviser sont vains: & ceux qui voudroient se faire un mérite de separer Nos Interêts, ne viendront jamais à bout de leurs mauvais desseins.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES,

On a fait tout le progrès à reduire la Depense publique à des règles que la situation des affaires a pû permettre.

Je laisse entièrement à Mon Parlement à regler, quelles forces pourront être necessaires pour assurer Nôtre Commerce par mer, & pour les Gardes & Garnisons.

Faites ce qui est necessaire pour Vôtre sûreté, & Je serai contente.

Après la Protection de la Providence Divine, Je me confie à la fidelité & à l'affection de mes sujets.

Je ne desire point d'autre Garant.

Je recommande à Vôtre soin ces braves Gens qui ont bien servi par mer ou par terre dans cette Guerre, & qui ne pourront pas être employez en tems de Paix.

Je Vous prie de pourvoir aux Subsidés que Vous jugerez necessaires, avec toute l'expedition convenable à Vôtre propre commodité & au service public.

MYLORDS ET MESSIEURS,

Les avantages que J'ai obtenus en grand nombre pour Mes Sujets, ont causé beaucoup d'opposition & de délai à cette Paix.

Ce M'est une grande satisfaction de voir, que Mes Sujets auront dans leur pouvoir de reparer peu à peu ce qu'ils ont souffert pendant une Guerre si longue & si onereuse.

Une des choses qui merite V^{otre} attention, c'est de faciliter N^{ôtre} Commerce de dehors, autant que cela est compatible avec le credit public;

Comme aussi de trouver les moyens propres à encourager & à cultiver N^{ôtre} Commerce dans le Pais, & Nos Manufactures, particulièrement la Pêche, laquelle étant bien cultivée pourra bien occuper tous ceux qui ne le font point, & être extrêmement avantageuse, même aux extremitez les plus reculées de ce Royaume.

Plusieurs choses ont été proposées dans V^{otre} dernière Session, que l'importance & le grand nombre d'autres affaires ne Vous ont pas permis d'achever. J'espère que Vous trouverez une occasion commode, pour les prendre en consideration.

Cependant Je ne sçaurois m'empêcher de Vous faire connoître particulièrement le grand déplaisir que me fait la licence sans pareille qu'on se donne de publier des libelles scandaleux & seditieux.

L'impunité de cette pratique a encouragé des Gens à blasphêmer contre tout ce qu'il y a de plus sacré, & à avancer des opinions qui tendent à renverser toute Religion & Gouvernement.

On a ordonné des poursuites là-dessus: mais il y aura besoin de quelque nouvelle Loi, pour arrêter le cours de ce mal; & il faudroit que chacun de Vous dans Vos emplois respectifs fit de son mieux pour le reprimer.

La pratique impie des Duels demande quelque remède prompt & efficace.

Puisque Nous avons presentement la Paix au dehors, Je Vous conjure tous de faire tous Vos ef-

forts, pour calmer les esprits au dedans, afin qu'on puisse cultiver les Arts de la Paix.

Que les jalousies sans fondement semées par une Faction, & fomentées par la rage de parti, ne puissent jamais effectuer ce que Nos Ennemis au dehors n'ont pû faire.

Je prie Dieu, qu'il dirige toutes Vos deliberations pour Sa Gloire & pour le Bien de Mes Sujets.

Comme c'est la coutume en Angleterre de remercier le Souverain toutes les fois qu'il harangue son Parlement, il fut proposé après le départ de la Reine de lui faire un remerciement. Mais il s'éleva une forte contestation sur ce sujet, tant dans la Chambre Haute, que dans la Basse, & plusieurs voulurent qu'on ne remerciât point jusqu'à ce qu'on scût, de quoi il s'agissoit, & quelles étoient les conditions, sous lesquelles cette Paix avoit été conclue. On ajoûtoit encore, que la Reine & ses Ministres ayant toujours fait esperer une Paix Generale, il ne paroïssoit pas par la voix publique & par la Harangue même, qu'elle fût telle. A quoi les Partisans de la Cour répondirent, qu'on devoit néanmoins l'appeller telle, parce que la plupart des Alliez l'avoient souscrite, & que le peu de ceux qui ne l'a-

voient

1713. *Et de la Paix d'Utrecht.* 437
voient pas voulu faire, ne ſçauoit empêcher, qu'elle ne fût Generale: quoique point Univerſelle.

On propoſa auſſi avantque d'en venir au remerciement, de prier la Reine, qu'elle communiquât aux Chambres le Traité de Paix que S. M. venoit de conclure, afinqu'elles connoiſſant mieux les avantages qu'elles s'en pouvoient promettre, puſſent faire leur Remerciement avec d'autant plus de joie & d'affection. Mais le Parti contraire gagna encore le deſſus, voulant, qu'on n'eût point d'égard à cette condition là: ainſi l'Adreſſe de Remerciement paſſa & fut préſentée à la Reine. Cependant comme les Parlemens ont un droit acquis de ſe faire communiquer les Traitez de Paix & de Commerce qui engagent la Nation, on remit deux jours après ſur le tapis la demande de cette communication: & comme il n'y eut pas moyen de ſ'y oppoſer directement, on laiffa paſſer l'Adreſſe qui la demandoit. Mais on ſe contenta de ce que la Reine y répondit, "qu'elle entendoit bien de
„communiquer à ſon Parlement les
„Traitez de Paix & de Commerce, qui
T 3 „avoient

„avoient été faits, mais que cela se fe-
„roit dés-qu'il seroit possible.

Outre les demonstrations publiques qui d'ordinaire se font en ces occasions, on peut dire, que ni en Hollande, ni en Angleterre on ne vit presque point d'eslor de joie pour la Paix qu'on avoit conclue. Mons. le Duc d'Aumont étoit arrivé à Londres dès l'entrée de l'an, (c'est à dire, long tems avant la Signature de la Paix) avec le caractère d'Ambassadeur de France, qu'il souïtenoit avec tout l'éclat & magnificence possible. Cependant il fut exposé à des déboires très-fâcheux, & insulté par la populace, par des lettres de menace & par l'incendie de sa maison, à l'occasion d'un Regal qu'il donnoit à plusieurs personnes de qualité : quoiqu'on voulût que cet incendie étoit arrivé par la negligence du confiturier de S. Alt. Il n'étoit pas difficile de conclurre par là, que le genie de la Nation n'étoit pas trop porté à la Paix avec la France, aux conditions qu'elle alloit être faite.

Avant que les Ministres de l'Empereur partissent d'Utrecht, ils eurent une Conference avec ceux de la Grande
Brc-

1713. & de la Paix d'Utrecht. 439

Bretagne & des Etats Generaux, au sujet des affaires des Pais-bas, dont la direction étoit entre les mains de ces deux Puissances. Ils leur declarerent, qu'ils partiroient le 15. du mois, c'est à dire, 3. jours après cette derniere Conference, ne pouvans plus se trouver en un lieu, où ils avoient le regret de voir les Interêts de S. M. I. si cruellement abandonnez. Pourtant avant que de partir ils laisserent au Public une *Deduction des raisons*, pour lesquelles S. M. I. ne pouvoit point souscrire à cette Paix, & des *prejudices* qu'elle Lui causoit. Ces raisons se reduisoient à trois Chefs, sçavoir, " I. „ à la nature des engagements que l'Angleterre avoit pris avec l'Empereur & „ l'Empire. II. A l'exorbitance des conditions qu'on pretendoit Lui imposer, „ & III. aux circonstances de la conduite qu'on avoit tenue à Son égard.

Les *Engagemens* étoient exprimez dans le Traité d'Alliance conclu à la Haie au mois de Septembre 1701. entre l'Empereur et la Grande Bretagne. Après cela on dit, qu'encoreque ce Traité ait été signé par feu le Roi Guillaume, neantmoins la Reine Anne dès son avènement à la Couronne l'avoit ratifié en toutes ses parties, & en avoit promis une entiere execution. Qu'un de ses Articles les plus essentiels étoit, qu'on ne feroit point de Paix avec

l'Ennemi, à moins que ce ne fût conjointement & avec participation des autres Alliez, & qu'on n'ait obtenu pour S. M. Imp. une satisfaction juste & raisonnable: *juste* par rapport à l'étendue de ses droits sur toute la Monarchie d'Espagne, *raisonnable* par rapport au plus ou au moins qu'on en pourroit reconquerir. Mais que bien loin de là on partageoit à ses yeux toute la Monarchie d'Espagne, on la demembroit & on la déchiroit en pièces, lesquelles on distribuoit aux Amis & aux Ennemis: à des Princes qui n'y avoient aucun droit, & qui n'y avoient jamais formé aucune prétension.

Qu'on ne pouvoit pas chicaner sur les termes du Traité qui engageoit l'Angleterre à procurer une satisfaction juste & raisonnable: puisque dans les diverses Adresses du Parlement, qui étoient spécifiées dans cet Ecrit, & dans les Harangues mêmes que la Reine avoit prononcées devant le dit corps pendant toute la suite de cette dernière guerre, cette Satisfaction avoit été expliquée & entendue de la Restitution entière de la Monarchie d'Espagne à S. M. Imperiale. Que le Roi de France lui-même avoit offert cette Restitution par ses Preliminaires de l'an 1709. & 1710. proposez par ses ordres pour servir de fondement aux Negociations de Gertrudenberg, & après par la declaration expresse que les Plenipotentiaires d'Angleterre conjointement avec ceux des Etats Generaux, avoient donnée à Utrecht le 5. Mars 1712.

Après avoir déduit les obligations où étoit l'Angleterre, (laquelle s'érigea alors en Arbitre des conditions de la Paix) on marquoit les *Griefs* & les *Lesions* qui resuetoient des dernieres conditions.

1713. & de la Paix d'Utrecht. 44^r
tions ôfertes & demandées par le Roi de
France, pour faire la Paix avec la Mai-
son d'Autriche & avec l'Empire: fans
parler des pretensions réservées & non-
expliquées pour le rétablissement des
Electeurs de Cologne & de Baviere.

Qu'ainfi (1.) la Cause commune étoit abandon-
née, & la liberté de l'Europe anéantie: (2.) les
Constitutions de l'Empire méprisées, (3.) les Ju-
gemens rendus au Tribunal infirmez & alterez au
gré des Etrangers, & l'Empereur & l'Empire obli-
gez de donner satisfaction à ceux qui avoient été
justement condannez. (4.) Que l'Empire, les
Cercles Affociez & Alliez, & les Etats du Rhin
qui avoient tant souffert par cette guerre, étoient
delaisséz, & qu'il ne leur étoit fait aucune restitu-
tion pour les dommages infinis qu'ils avoient sou-
ferts. (5.) Que la France étoit & demeuroit cou-
verte de son côté par les Provinces & les Places
fortes qu'elle avoit conquises ou fortifiées: pen-
dantque l'Empire demeuroit exposé par la démo-
lition des Places fortes situées de son côté. Fina-
lement, que cette manière d'agir en imposant
des Loix à d'Etrangers qui ne relevent point de
Nous, est une entreprise que la plus petite Repu-
blique du monde trouveroit insupportable.

Comme le reste de cet Ecrit regarde
les *circonstances* en un recit naïf de la con-
duite tenue par le Parti de la Cour de
Londres dans l'affaire des Negociations
de Paix: & que cela étant purement
personel ne touche point les raisons qui

T 5

ont

ont porté l'Empereur à refuser de signer la Paix, on ne touchera point ces circonstances, que par l'endroit le plus notable. Dèsque les divisions commencerent à naître en Angleterre au sujet de la Paix, il sembla, que le Conseil de la Reine avoit pris son parti, qu'il alloit à ses fins par des voies qui n'étoient pas équivoques, & qu'il ne ménageoit rien qu'il crut capable ou intentionné de s'opposer à ses mesures. On vit alors une revolution totale des affaires, une persecution obstinée contre tous ceux qu'on soupçonna n'être pas favorables au Parti nouveau: on les vit privez de toutes leur charges, afinque leur credit ne pût nuire; enfin un devoüement sans reserve de tous ceux qui aspireroient à quelque chose, aux volonteze du Ministre qu'on crut prevenu en faveur de la Paix, & qui étoit monté à ce pouvoir par adresse & sur les ruines du Duc de Marlborough disgracié.

Ce Duc étoit parti de Londres à la fin de l'année precedente, & la Duchesse son Epouse le suivit peu après, sous pretexte d'aller voir les biens en Allemagne, que l'Empereur avoit donnez

1713. & de la Paix d'Utrecht. 443
nez à son Epoux. Il y a bien de l'apparance, que les désagrémens qu'elle recevoit continuellement en Angleterre & la vûe de nouveaux creve-cœurs contribuerent beaucoup à cette resolution. Les ennemis ou les envieux du Duc non-contens de le voir fuir, lui suscitèrent encore une autre avanie, en tâchant d'aigrir l'esprit de la Reine contre lui, comme si son voyage en Allemagne n'avoit d'autre but que d'éloigner l'Empereur de la Paix, & qu'en cela le Duc déservoit par une entreprise formelle les desseins de S. M. Britannique qui témoignoit tant de passion pour la Paix. Ils lui avoient déjà auparavant fait un Procès au sujet de quelques sommes qu'il avoit tirées sur les Subsidés qu'on payoit aux Troupes étrangères : ce qu'ils pretendoient faire passer pour *crime de Péculat*. Mais la honte de poursuivre avec tant d'acharnement une affaire, qu'on n'avoit jamais trouvée mauvaise dans les Généraux qui l'avoient précédé, fit que l'Action demeura au croc & qu'on ne la poursuivit plus : & le Duc s'étant retiré en Flandre ôta encore cette occasion

à ses ennemis de l'accuser, qu'il déser-
voit la Reine, en dissuadant à l'Empe-
reur d'accepter la Paix, que S. M. Brit.
Lui faisoit offrir.

On pretend qu'il y eut des Protesta-
tions contre la Paix conclue à Utrecht,
mais comme les Traitez s'étoient faits
sans Mediateurs reconnus en cette qua-
lité, (quoique les Ministres Anglois sem-
blassent la donner à leur Reine) on ne
voit pas, qui auroit reçu ces Protesta-
tions. Et d'ailleurs il est certain, que
les Ministres des Puissances Neutres pre-
sents à Utrecht, n'eurent point d'occa-
sion d'en faire, parcequ'ils ne furent
point écoulez, & qu'on ne traita aucunes
de leurs prétensions dans les Conferen-
ces. La seule Protestation qui ait été
rendu publique, fut celle du prétendu
Roi d'Angleterre Jaques III. ou du
moins du Prince reconnu pour tel jus-
qu'alors par le Roi de France qui par
sa Paix avec la Reine Anne la reconnut
aussi en cette qualité. Tous les Pleni-
potentiaires reçurent chacun sous l'en-
velope de ses lettres un Imprimé de la
teneur suivante:

JACQUES

JAQUES III. par la Grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, de France & d'Irlande, Défenseur de la Foi, à tous Rois, Princes, Républiques, &c.

Comme après une guerre si longue & si fatale à toute la Chrétienté tout paroît disposé de part & d'autre à traiter de la Paix & à la conclurre incessamment, sans avoir aucun égard à Nos Interêts, Nous avons jugé convenable & nécessaire de pourvoir par cette solennelle Protestation à la sécurité de Notre Droit indubitable contre tout ce qui pourroit généralement être fait à sa diminution & à Notre prejudice.

Notre intention n'est pas de faire un ample détail de la suite des Injustices commises contre Nous, parceque s'étant passées à la vûe de tout le monde, elles sont trop connûes, pour avoir besoin d'être rappellées. D'ailleurs Nous ne pouvons pas croire, qu'il y ait des gens qui doutent de la Justice de Notre Cause.

Et certes Nous ne sommes pas seulement touchés de l'état de Nos affaires: L'amour que Nous avons pour les Citoyens Nos Sujets, étant incapable de changer, fait encore, que Nous ne pouvons voir sans une très-vive douleur, que jusqu'à présent on n'épargne ni leur sang, ni leurs biens, pour soutenir l'extrême injure qu'on Nous a faite, & qu'ils sont enfin réduits à ce point, que si la Paix se conclut sans Nous, il faut de nécessité, qu'ils deviennent la proie des Etrangers, & qu'enfin ils soient assujétis à leur Domaine.

Et comme Nous apprenons, que les Princes Alliez n'ont aucun égard pour Notre Droit, Nous Nous estimons très-particulièrement obligés tant envers Nous-mêmes, qu'envers Notre Posterité & Nos Sujets, d'empêcher autant qu'il est en Notre Pouvoir, que Notre silence ne puisse passer pour

un consentement tacite à ce qui pourra être conclu au prejudice de Nous & des Heritiers legitimes de nos Royaumes.

C'est pourquoi Nous protestons solennellement & dans la meilleure forme que faire se peut, contre tout ce qui pourra être generalement statue ou stipulé à Nôtre prejudice, comme étant nul de plein droit, par le défaut d'autorité legitime.

Nous protestons aussi & declaron, que les défauts de cette Protestation (s'il s'en rencontre quelcun dans la forme) ne pourront nuire, ni prejudicier ni à Nous, ni à Nos Heritiers Legitimes, non plus qu'à Nos Royaumes, ni à Nos sujets. Et par ces presentes scellées de Nôtre Grand Seau Nous Nous reservons tous Nos Droits & Actions en leur entier, & Nous declaron, qu'elles demeurent & demeureront saufs & entiers.

Nous protestons enfin devant Dieu, que Nous serons exemts de toute faute ou blâme, & qu'on ne pourra point rejeter sur Nous la Cause des malheurs que les Injustices en Nous commises, ou qu'on Nous fera ci après, pourront attirer sur Nos Royaumes & sur toute la Chrétienté. Donné à St. Germain le 25. d'Avril, l'an de Nôtre Seigneur 1712. & de Nôtre Regne le Onzième.

Signé de la propre main du Roi

J. R.

L'execution de cette Paix que la France suscrivoit seule avec les Puissances qui étoient d'accord avec elle, (& dont on renvoye les Traitez à un Livre à part) dependoit de quelques conditions sujettes à des difficultez. Les Anglois n'étoient

1713. & de la Paix d'Utrecht. 447
n'étoient pas contens du VIII. & IX.
Articles de leur Traité de Commerce,
& le Parlement, quoique d'ailleurs très-
devoüé aux services de la Reine, de-
manda pendant un assez long tems,
qu'on changeât ces Articles qui lui pa-
roissoient prejudiciables aux intérêts de
sa Nation. On presenta sur ce sujet
plusieurs Adresses à S. M. mais elles
n'empêcherent pas, que ce Traité ne
passât pour parfait & incontestable. Ce-
pendant les affaires en demeuroient dans
une suspension, qui ne put point être
decidée du vivant de la Reine, & qui
demeura ainsi comme douteuse, c'est à
dire, que les Anglois demanderent tou-
jours cette correction jusqu'à sa mort.

Les Hollandois devoient recevoir en
vertu de leur Traité la direction de tous
les Pais-bas Catholiques, où le Duc de
Baviere possédoit encore quelques pla-
ces: mais celui-ci ne se montroit point
disposé à lâcher prise, à moinsqu'il ne
vît sa paix faite avec l'Empereur, à qui
les Pais-bas devoient demeurer en pro-
pre, selon les ófres du Roi de France
& par sa paix faite avec S. M. Imp. Le
Roi Philipe avoit fait un Don de ces
Pais.

Pais-là au dit Duc, comme on a vû, & par consequent le Duc en devoit faire une Renonciation solennelle. Il le fit quelque tems après, mais sans terminer toutes les difficultez.

Il y avoit encore une difficulté qui demeuroid sur le tapis, & qui retardoit assez long tems la Paix des Etats Generaux avec l'Espagne, puisque cette Paix ne fut signée que le 26. de Juin de l'année 1714. Madame la Princesse des Ursins s'étoit fait donner par le Roi Philipe une Principauté d'un Revenu annuel de trente-mille Ecus à lever sur les Pais-bas : & les François aussi bien que les Espagnols vouloient obliger les Etats Gener. de reconnoître quelques Seigneuries qu'on leur proposoit, chargées de ce payement, entantque terres qui devoient appartenir en toute propriété & souveraineté à cette Princesse. On pretendoit encore, que LL. HH. PP. promissent de ne se defaire de ces Provinces, ni de les rendre à l'Empereur, que celui-ci ne les reçût avec l'obligation de laisser jouir la dite Princesse de l'indépendance & propriété de cette Principauté. Les Etats s'excusoient d'un
pareil

pareil engagement, sur ce que les Pais-bas ne leur appartenant point en propre, ils ne pouvoient pas les charger ou retenir chargez de cette Obligation, qu'ils renvoyoient au Traité qui seroit fait avec l'Empereur même, qui étant propriétaire de ces Provinces, pourroit en disposer, comme bon lui sembleroit. Mais quoiqu'à la fin le Traité de Paix avec les Provinces Unies fût signé, à l'exclusion de la fuscite condition, on ne se râlentit pas d'en faire la poursuite par un Envoyé exprès, qui de la part de la Princesse des Ursins unit ses instances sur cette affaire-là à celles des Ministres du Roi Philipe, qui furent admis au Congrès, dèsque ceux de l'Empereur l'eurent quité.

S. M. Imp. avoit laissé Son Epouse & ses Troupes en Catalogne: & quand S. M. se vit abandonnée de ses Alliez, Elle fut obligée de donner les mains à un Traité conclu & signé le 14. Mars par les Ministres du Roi de France & de la Reine d'Angleterre. Ce fut donc en vertu de ce Traité, que l'Imperatrice, sa Cour & les Troupes furent transportées en Italie. Voici les Conditions

aux-

auxquelles cette Paix a été conclue.

Afinque la guerre & les malheurs dont elle est suivie, soient au plûtôt terminez, & pour avancer l'Ouvrage de la Paix, on a trouvé à propos & crû utile de convenir sur l'evacuation de la Principauté de Catalogne & des Isles de Majorque & d'Yvica, comme aussi sur l'établissement d'un Armistice dans toute l'Italie & les Isles adjacentes & situées dans la Mer Mediterranée, ainfi que dans les Etats de S. A. R. le Duc de Savoie; ce qui après plusieurs Conferences tenues entre les Ministres Plenipotentiaires des Parties Belligerantes, principalement par les soins infatigables des Ministres Plenipotentiaires de S. M. Britannique, avoit été enfin fait de la maniere suivante.

I. Toutes les Troupes Allemandes & Alliées seront transportées hors de la Principauté de Catalogne & hors des Isles de Majorque & d'Yvica: & afinque cela se fasse plus promptement & avec plus de seureté, il y aura entre les Parties Belligerantes, leurs Armées, Troupes & Sujets, dans tous les lieux ci-dessus mentionnez une pleine & entiere Cessation d'armes & de toutes hostilitez, tant par mer que par terre, laquelle commencera 15. jours après qu'on y aura eu connoissance de la presente Convention. Le jour que lad. Cessation commencera, la Puissance qui fait l'Evacuation, remettra entre les mains des autres Puissances Belligerantes Barcelone, ou bien Tarragone: le choix en demeurera à la Puissance qui fait la remise, laquelle des dites villes elle voudra garder jusqu'à l'entiere Evacuation. Cette suspension d'armes durera & sera observée de bonne foy, jusqu'à ce que la Cour qui fait presentement son séjour en Catalogne, toute sa suite & autres personnes qui voudront la sui-

vre, de quelque condition & nation qu'elles soient, Militaires ou non, soit Espagnols ou autres, avec leurs effets, ainsi que les Troupes dont il a été parlé ci-dessus, en soient entièrement sorties & arrivées en Italie. Et d'autantque tout ce monde n'en peut pas sortir que par mer, il est convenu, que ceux qui demeureront, pourront après le départ des premiers, & jusqu'à ce qu'ils aient trouvé les vaisseaux nécessaires pour leur Transport, y rester en seureté & dans les lieux commodes, suivant ce qui est stipulé dans l'Art. VII. à condition de remettre à l'autre Puissance les endroits encore occupez dans le même état, à mesure qu'ils en sortiront.

II. Le susdit Transport de ladite Cour & des Troupes commencera & se finira sans aucun retardement: & pour l'avancer & achever le plus promptement qu'il se pourra, le Commandant de la Flôte Angloise qui est dans ces mers, déterminera le tout, après avoir conféré là-dessus avec les Commandans en Chef, ou avec les Commissaires nommez par l'une & l'autre Partie Belligerante.

III. La susdite Cour & toute sa suite, ainsi que tous ceux qui la voudront accompagner, comme aussi les Troupes ci-dessus mentionnées, pourront passer en toute seureté de Catalogne en Italie avec leurs effets, bagages, armes, canons & instrumens de guerre: à l'exception toutefois des Canons & instrumens de guerre qui se sont trouvez sur les lieux, quand ils ont été occupez, & de ceux qui se trouveront marquez aux Armées de France, qui seront remis à l'autre partie. Le Trajet de Catalogne en Italie se fera sous le Convoi de la Flôte de S. M. Brit. & sans que la France, les Alliez & leurs Armées, places & sujets y puissent apporter aucun empêchement. Et en cas que quelquesuns
des

des Vaisseaux & autres Bâtimens servans à ce Transport fussent contraints par tempête ou autrement, de relâcher dans les Ports ou sur les Côtes de France ou de ses Alliez, lesd. Vaisseaux, les personnes & choses embarquées dessus n'y pourront être retenus ni arrêtez: au contraire il leur sera donné toute sorte d'assistance.

IV. Il ne sera permis d'arrêter pour dettes ceux qui voudront s'en aller; mais on est tombé d'accord pour la sûreté des Creanciers, de nommer de part & d'autre des Commissaires qui statueront sur les dettes & sur les ôtages qui seront donnez pour sûreté.

V. Il sera permis aux malades & aux blesez, tant gens de guerre, que de toute autre condition, & nommément aux Ecclesiastiques, de rester en Catalogne, en toute sûreté jusqu'au recouvrement de leur santé, à leur depens: & d'en sortir ensuite, pour se retirer où & par où bon leur semblera, soit par terre, soit par mer: & il leur sera accordé des Passeports nécessaires sur leur requisition.

VI. Tous les prisonniers faits dans la guerre d'Espagne seront rendus de part & d'autre.

VII. Quant aux autres choses qui ont été jugées convenables pour accélérer & mettre à fin la présente affaire avec toute sorte de sûreté, principalement ce qui regarde les lieux que les armées & Troupes des deux Parties Belligerantes devront occuper jusqu'à l'entière Evacuation de la Catalogne & desd. Iles: comme ce qui regarde le séjour commode de la Cour, de sa suite & des Troupes & leur sûreté contre toute sorte d'insultes; il est statué, que les Commandans en Chef de chaque Partie Belligerante en conviendront entr'eux, & ce qu'ils régleront entr'eux à cet egard, sera observé, comme s'il avoit été stipulé.

VIII. Lors-

VIII. Lorsque l'Evacuation commencera, il sera accordé & publié en faveur de tous les sujets & habitans de Catalogne & desd. Isles, Seculiers & Ecclesiastiques, & de quelque condition qu'ils soient, une Amnestie generale & oubli perpetuel de tout ce qui a été fait par eux pendant cette guerre & à son occasion, en quelque lieu & en quelque maniere que ce soit, contre les parties en guerre; en sorte que pour ces causes ou semblables ils ne puissent en general ou en particulier, ouvertement ou secrettement, directement ou indirectement, par voie de droit ou de fait être molestez, ni souffrir aucun dommage ou inimitié, tant en leurs personnes qu'en leurs biens, reputation, & sûreté, mais que toutes les injures, violences, hostilités & dommages causez tant pendant la guerre, qu'à son occasion, par paroles, écrits ou faits soient entièrement oubliez & abolis sans aucune distinction de personnes ou de choses, & qu'il ne puisse être fait à cet egard aucune recherche contre les Catalans, ni contre les habitans & sujets desd. Isles.

IX. Et d'autantque les Ministres Plenipotentiaires de la Puissance qui retire ses Troupes de la Catalogne & desd. Isles ont encore insisté pour obtenir avant l'Evacuation la jouissance des Privileges des Catalans & des sujets & habitans des Isles de Majorque & d'Yvica, & que du côté de la France et de ses Alliez on a remis à la conclusion de la Paix cette affaire en tout son entier, S. M. Britannique a fait une declaration reiterée, qu'elle emploieroit ses offices les plus efficaces par tout où il en seroit besoin, afinque dans la suite les Catalans, les sujets et habitans desd. Isles puissent jouir de leurs Privileges, à quoi les dits Ministres Plenipotentiaires ont enfin acquiescé, d'autantque le Roi T. C. a fait declarer par ses Ministres Plenipotentiaires,

naires, qu'il concourroit à la même fin.

X. D'autantqu'en reduisant la presente Convention, quelques autres points ont été debatus, sçavoir l'Amnestie Generale, la conservation des biens, benefices, charges, pensions et autres avantages, tant en faveur de tous les Espagnols, qu'en faveur des Italiens et des Flamans, qui jusqu'à present ont adhéré à l'un des deux parties, et voudroient dans la suite y adhérer, et qu'il n'a point été jugé convenable de mêler la discussion de ces points dans la Convention qui se fait principalement pour l'Evacuation de la Catalogne, on a trouvé bon de les remettre au Traité de Paix: S. M. Brit. ayant déclaré, qu'elle employera ses offices les plus efficaces, afinqu'on convienne reciproquement, et qu'il soit statué sur lesd. points lors de la conclusion de la Paix.

XI. Il est en outre convenu et accordé entre les Parties Contractantes avec le concours de S. A. R. le Duc de Savoie, que jusqu'à la Paix Generale à faire, et 4. semaines après la signature du present Traité il y aura un Armistice entier et Cessation de toute sorte d'hostilitez par mer et par terre, sous quelque nom, pretexte, ou en quelque occasion qu'elles puissent s'exercer dans toute l'Italie et dans toutes les Isles de la Mer Mediterranée respectivement possédées par les Parties Belligerantes, comme dans tous les Etats de S. A. R. le Duc de Savoie, situez tant en deçà qu'au delà des Alpes; & cet Armistice aura lieu sans reserve ni exception d'aucun endroit compris sous la domination d'Italie, des Isles de la Mer Mediterranée & des Etats de S. A. R. le Duc de Savoie. Ledit Armistice sera observé par les Armées, Soldats & sujets des Parties contractantes ci-dessus mentionnées, qui enverront sans délai les ordres necessaires aux
Comman-

Commandans en Chef & autres Officiers, afin que la presente Convention en soit plus promptement mise en execution ; de maniere que toutes les Contreventions faites au present Armistice, après qu'il aura commencé, & pendant sa durée, tant de l'un que de l'autre côté, seront (en quelque façon & en quelque lieu que la chose avienne) redressées incontinent, annullées & réparées de bonne foi. Il est encore expressement statué & déclaré, que durant l'Armistice toutes les Contributions militaires cesseront dans les Etats de S. A. R. le Duc de Savoie, qui sont presentement possédez par la France, & on n'y pourra absolument rien exiger au delà des Revenus ordinaires & accoutumés. Bien-entendu, que toutes les Conditions de cet Armistice auront lieu par toutes les Provinces de la France, qui touchent les Etats de S. A. R. le Duc de Savoie. Il sera permis reciproquement aux Sujets, de commercer ensemble durant l'Armistice.

XII. Les choses demeureront en Italie pendant le present Armistice en l'état, où elles sont presentement : & l'on remet à les ajuster à la Negociation de la Paix.

XIII. Et d'autant que les exhortations affectueuses de S. M. Brit. ont beaucoup contribué à la presente Convention, & qu'il a paru necessaire, afin d'en assurer l'entière execution, que Sad. Maj. y prît part et s'y engageât, S. M. Brit. se fondant sur l'assurance que lui donne le Roi T. C. tant en son nom, qu'au nom de ses Alliez, par la presente stipulation qui aura la force d'un Traité solennellement fait entre Leurs Maj. Royales, que lui Roi T. C. et ses Alliez accompliront de bonne foi et dans leur entier tous et chacun des Articles de cette Convention, Elle veut bien se rendre Garant
du

du présent Traité, ainsi que prendre sur soi et promettre, que les Parties contractantes ci-dessus mentionnées observeront de bonne foi et accompliront pleinement tous et chacun des Articles d'icelui.

XIV. La presente Convention sera ratifiée par Leurs Majestez Royales, & les Ratifications en seront échangées à Utrecht, dans le terme de 4. semaines, ou plutôt, si faire se peut. En foi dequoy les Plenipotentiaires de S. M. T. C. & de S. Maj. Britannique ont signé la presente Convention & y ont fait opposer le Cachet de Leurs Armes. Fait à Utrecht le 14. Mars 1713.

Le même jour les Ministres de France signerent avec ceux du Duc de Savoie une pareille Convention ou Traité d'Armistice, que les Troupes de ces deux Puissances observeroient entr'elles, afinque le repos qu'on procuroit à l'Italie, fût assuré de tous côtez.

La Reine d'Angleterre & le Duc de Savoie furent les premiers qui signerent leur Paix avec l'Espagne le 13. de Juillet, c'est à dire, quatre mois après celle que tous les Alliez avoient signée avec la France. Car ce ne fut qu'après que les Ministres de l'Empereur se furent retirez du Congrès, que le Duc d'Osone & le Marquis de Monteleone Plenipotentiaires du Roi Philipe y furent

1713. *Et de la Paix d'Utrecht.* 457
rent reçûs ; quoiqu'on puisse dire, que
tout avoit été réglé avec les Ministres
de S. M. T. C. qui dispoſoit des inter-
êts de ſon Petit-fils. Comme tout al-
loit d'accord entre la France & le Con-
ſeil de la Reine d'Angleterre, la Paix des
Anglois & des Eſpagnols ne trouva
point de difficulté. Le Lord Lexington
étant allé à Madrid au commencement
de la dernière année, pour aſſiſter à l'A-
cte de Renonciation du Roi Philippe à
ſes Droits ſur la Couronne de France,
en preſence des Etats de tous les Royau-
mes d'Eſpagne, il y reçût au mois de
Mars de l'année preſente auſſi la Ceſ-
ſion que ce même Prince fit de l'Iſle de
Minorque & de la place de Gibraltar à
la Couronne d'Angleterre. La Paix du
Roi Philippe avec le Duc de Savoie ne
fut ſignée de la part de S. A. R. qu'avec
des proteſtations contre deux Articles
de cette Paix, qui ſembloient vendre
un peu trop cher la Ceſſion que le Roi
lui fit du Royaume de Sicile. En voici
les Articles.

I. Que le Duc s'engageroit le plus ſolennelle-
ment qu'il ſeroit poſſible, à ne s'oppoſer jamais di-
rectement ni indirectement aux pretenſions que le
V. Rei

Roi d'Espagne a sur les Etats d'Italie dependans de la Monarchie d'Espagne, jusqu'à la Paix Generale. Qu'il ne s'opposeroit non plus, si le Roi d'Espagne se trouvoit forcé de les attaquer lui-même, ou de les faire attaquer en son nom, pour l'inobservation du Traité de Neutralité signé à Utrecht le 14. de Mars au nom de la Cour de Vienne. Et que la Cession du dit Royaume de Sicile dependroit tellement de cet Article, qu'il en seroit une condition *sine quâ non*.

II. Le Roi Philippe protestoit de ne ceder le dit Royaume au Duc de Savoie, qu'à condition qu'il y auroit désormais une Alliance perpetuelle entre S. A. R. & ses Successeurs, avec le Roi d'Espagne & ses Successeurs, & qu'en vertu de cette Alliance qui devoit être la plus parfaite & la plus sincere, le Duc de Savoie ne s'engageât pas seulement de n'entrer en aucun engagement prejudiciable ou désagréable au Roi Cathol. directement ni indirectement: mais qu'il promît aussi d'y aider S. M. contre tous ceux qui voudroient lui disputer ce que les Traitez de Paix conclus à Utrecht lui avoient cédé. Que le Duc de Savoie promît encore, de ne faire aucune Alliance avec quelque Puissance que ce fût, sans en avertir préalablement & sincerement le Roi d'Espagne, & sans en attendre l'approbation. Que tous les biens confisquez par le Roi d'Espagne en Sicile, appartenans à ceux qui avoient suivi la Maison d'Autriche, resteroient confisquez jusqu'à la Paix Generale au profit du Roi d'Espagne. Qu'en outre le dit Roi d'Espagne eût en Sicile des Juges independans du Duc de Savoie & de sa Regence, pour y juger les differens qui pourroient naître entre les sujets du dit Roi, sans que le Duc de Savoie ou son Ministere en pussent prendre connoissance. Que toutes les Aliénations
qui

qui se sont faites des biens de la Couronne, soit par le Roi d'Espagne à present regnant, soit par les Rois ses Predecesseurs, restassent valides & bien faites, sans que le Duc de Savoie & ses Successeurs pussent en examiner les Titres de possession, soit par don, Action ou Vente, pour les réunir à la Couronne, ou sous pretexte de contrevention aux Loix du Royaume, ou sous pretexte de Lésion. En cas que le Duc de Savoie ne ratifioit pas cet Article, la Cession du dit Royaume de Sicile seroit reputée pour nulle & pour non-faite: de sorte que cet Article seroit encore une Condition *sine quâ non*.

Non-obstant ces Protestations la Paix ne laissa pas d'être signée, & le Duc d'aller prendre possession du Royaume de Sicile, où les Peuples lui témoignèrent assez de bonne volonté, quoiqu'ils eussent fait protester auparavant à la Cour du Roi d'Espagne, qu'ils souhaitoient de demeurer unis à ce Royaume & de vivre sujéts du Roi Philipe.

La Paix des Etats Generaux avec ce Prince ne fut conclue & ratifiée qu'un an après. Nous avons déjà parlé des causes de ce retardement, sçavoir, parceque LL. HH. PP. ne voulurent pas descendre aux instances qu'on avoit fait de la part du Roi Philipe, de demembrer du Corps des Pais-bas Catholiques une

Principauté de trente-mille Ecus de revenu, pour la Princesse des Ursins: ni promettre de ne pas consigner ces Provinces à l'Empereur, s'il ne les acceptoit à cette charge & ratification de ce demembrement; car on pretendoit, que cette Principauté seroit souveraine & ne releveroit en aucune maniere du Souverain des Pais-bas.

L'autre cause de ce retardement doit être attribuée aux difficultez, que fit naître le retablissement du Commerce que les Hollandois demandoient aux mêmes conditions avantageuses qui avoient été accordées aux Nations les plus favorisées. Il n'y eut pas dequoi s'étonner, que le Roi de France ayant mis la Couronne d'Espagne sur la tête de son Petit-fils, eût stipulé & procuré pour les sujets des avantages, auxquels il sembloit que les autres Nations ne devoient pas s'attendre. D'ailleurs comme les Anglois avoient été les premiers à reconnoître Philippe pour Roi d'Espagne & à faire la Paix avec lui, celui-ci en recompense de ce plaisir leur avoit accordé la permission ou le Droit d'envoyer tous les ans aux Indes Espagnoles en leur propre nom
un

1714. *Et de la Paix d'Utrecht.* 461

un Vaisseau chargé de marchandises de leur païs, pour en faire le trafic que bon leur sembleroit. Mais comme cette distinction rendoit inégaux les avantages du Commerce, elle ne pouvoit ne pas y causer une grande jalousie & embâras, au prejudice même de la Nation Dominante. Déjà on entendoit murmurer les Négocians Hollandois sur cette conduite du Roi Philipe, & ils lui en firent tant de representations, qu'enfin il leur octroya cette demande, bien resolu, de regarder désormais en fait de Commerce tous les peuples indifferément, & de les laisser jouir des mêmes avantages. Dés-lors il traita les Hollandois d'une maniere aussi favorable, que les Nations ses plus favoris. Enfin il remit le Commerce dans tous ses Etats, tant en Europe qu'en Amerique, sur le pié, où il avoit été sous le Regne du dernier Roi de la Maison d'Autriche Charles II. excluant également toutes les Nations du droit de trafiquer immédiatement dans les Indes, où tout le Commerce se fait aujourd'hui par les Espagnols naturels, avec lesquels toutes les autres Nations doivent s'entendre pour le trafic de leurs propres marchandises.

ies. On peut bien croire, sans trop s'égarer de la vérité, que les Anglois jouissant depuis leur Paix signée de tout le Commerce de l'Espagne, & étant bien dans l'esprit des Espagnols, ne les pouvoient pas fort à achever leur Traité avec la Hollande, afin de profiter plus long tems d'un avantage, qu'ils ne se crurent pas obligez de partager avec leurs rivaux.

Monf. le Marquis de Château-neuf qui après la Paix fut envoyé le premier Ambassadeur du Roi T. C en Hollande, fit dans sa Harangue aux Etats Generaux à son Maître un merite "de leur avoir procuré la Paix avec l'Espagne, dans le tems qu'ils la souhaitoient avec le plus d'empressement.". Cela fait voir, qu'il y avoit eu de grands obstacles qui avoient empêché cet Ouvrage de Paix, puisque pour la procurer il a fallu, qu'un si Grand Roi employât ses bons offices auprès du Roi son Petit-fils, sur l'esprit de qui S. M. T. C. seule avoit tout pouvoir.

En parlant de ces obstacles, ou des causes du retardement de la conclusion de cette Paix, nous avons oublié de dire quelque chose de l'arrivée en Hollande du
Baron

1714. & de la Paix d'Utrecht. 463
Baron de Caprès, Lieutenant General des
Armées du Roi Philipe, qui vint expref-
fement de Madrid pour reclamer les biens
des Flamans qui demeuroient au service
d'Espagne: lui-même étant intereffé dans
cette affaire, comme ayant des biens dans
le Duché de Luxembourg. Comme les
Païs-bas Catholiques paffoient au Domai-
ne de l'Empereur, ces biens-là demeu-
roient confifquez au profit de S. M. Imp.
tant que la guerre dureroit entr'Elle & le
Roi Philipe, & tantqu'Elle n'auroit pas
fait fa paix avec lui. Car la coûtume
veut, que le propriétaire perde ce qu'il
poffede dans l'Etat ennemi de son Maî-
tre. Et comme les Païs-bas étoient en-
core és mains & au pouvoir des Etats
Generaux, le Roi Philipe en faifant la
Paix avec eux, pretendoit les obliger à
laisfer jouir de leurs biens tous les Fla-
mans qui étoient dans fon parti. Mais
Leurs Hautes Puiffances qui entantque
Administrateurs & Depositaires de ces
païs-là étoient obligez d'en tenir conte de
tous les Revenus à S. M. Imp. refufoient
à bon droit un pareil accord, ne voulant
pas difpofer contre la volonté de l'Empe-
reur, de cette confifcation que les droits

de la Guerre Lui attribuent. Aussi voit-on, que dans le Traité de Paix fait entre l'Espagne & la Hollande il n'est rien statué sur ce fait particulier : ce qui fait croire, que les instances du Baron de Capres furent infructueuses, & qu'on s'en est tenu à l'usage pratiqué en de semblables occasions.

L'Empereur ne s'étant pas pû résoudre d'accepter la Paix, & ses Ministres s'étant retirez d'Utrecht & par consequent ayant coupé court à toute sorte de Negotiation, le Roi de France se disposa à pousser la guerre contre l'Empire : ce qu'il pouvoit faire avec d'autant plus d'avantage, qu'il n'avoit que cette seule guerre à soutenir, & que l'Empire étoit abandonné de ses Alliez. Les François firent d'abord courir le bruit, qu'ils vouloient penetrer par la Forêt-Noire dans le cœur de l'Empire & jusqu'aux Païs hereditaires de l'Empereur : mais le Maréchal de Villars qui avoit d'autres vûes, se tourna du côté de Landau, & pour faire subsister les Troupes aux depens des Allemans, se saisit presque sans resistance d'un grand Païs qu'il soumit à de grosses Contributions. Spire, Worms, Kei-
fers.

1713. & de la Paix d'Utrecht. 465
ferslautern, Waldstein, Kirn & d'autres
lieux ouverts se voyant menacez de fer
& de feu, se soumirent à la discrétion
des Vainqueurs. Cependant on ouvrit
la Tranchée devant Landau le 24. de Juin
& on poussa le siège de la vigueur dont
on en agit aujourd'hui, c'est à dire, avec
toute la force & diligence possible. Le
Maréchal changea trois fois d'Assiégeans,
de sorte qu'en certaine façon la ville fut
attaquée par trois Armées différentes, qui
ne donnerent aucun relâche à la Gaanison
qui fut contrainte le 20. d'Août à se ren-
dre prisonniere de guerre.

La saison étant encore favorable pour
faire un nouveau siège, le Maréchal fit
passer le Rhin à son Armée le 16. de Sept.
& alla investir Fribourg en Brisgow. Cet-
te ville ne se defendit pas avec moins de
courage que Landau & soutint, comme
celle-ci, le siège près de deux mois en-
tiers, ne s'étant rendue que le 16. de
Novemb. & cela avec tous les honneurs
militaires, & sans demeurer prisonniere
de guerre. Il y auroit peut-être de quoi
s'étonner de ce que le Prince Eugène ne
tenta point le secours ni de l'une ni de
l'autre place, si on ne sçavoit, qu'il étoit

non-seulement de beaucoup inferieur en monde au Maréchal, mais aussi qu'une grande partie de la Cavalerie de quelques Princes d'Allemagne ne put ou ne voulut point agir de concert avec le reste de l'Armée, suivant un ordre contraire de leurs Maîtres, qui pour prix de leur secours avoient pretendu à S. M. Imp. des graces qu'elle ne crut pas leur devoir accorder. C'est le destin de ce grand Corps de l'Empire d'ailleurs si redoutable, d'être desuni & brouillé dans les besoins les plus pressans, par des interêts & des vûes différentes de ses Membres, qui souvent à contre-tems se prevalant de leur independance & immunité particuliere, font les difficiles à fournir leur contingent, & retardent ainsi le bien & l'Interêt public. Je ne dis rien des ordres que les Troupes, particulièrement celles des Cercles, reçoivent souvent immédiatement, de ne se point laisser separer, ou de ne point avancer au delà de tel ou tel District, quelque besoin ou quelle convenance qu'il y ait, d'agir autrement. Un tel ménage rompt ou retarde souvent les mesures des Generaux, au grand prejudice de la Cause commune.

Non.

Non-obstant ces avantages que le Roi de France avoit remportez , & non-obstant l'esperance qu'il pouvoit avoir , de faire d'autres conquêtes en poursuivant la guerre , S. M. T. C. ne laissa pas de proposer encore la Paix & d'offrir d'en vouloir renouer les Traitez. Elle reconnut plus qu'aucun autre , le besoin qu'en avoient ses propres sujets , attendu le grand épuisement d'hommes & d'argent , que la continuation d'une si longue & si sanglante guerre caufoit dans son Royaume , & qui à la fin pouvoit devenir telle , que la conquête de quelques places qu'il pouvoit encore se promettre au dehors , ne seroit pas capable de balancer cette perte interieure. D'ailleurs la saison ne pouvoit pas être meilleure pour faire la Paix , l'Empereur & l'Empire en ayant également besoin , & se trouvant en un état , où la resolution de continuer la guerre pouvoit leur attirer de plus grands desavantages , que ceux de ceder quelque chose , pour en avoir une autre plus pretieuse , sçavoir , la Paix. L'Empereur s'étoit à la verité resolu de vendre aux Génois la Place de Final , pour avoir de l'argent , nerf le plus puissant & absolument

nécessaire pour faire la guerre avec avantage. On avoit établi à la Diète de Ratisbonne quantité de Reglemens, pour reprimer la licence que beaucoup de François de toute condition se donnent de courir par l'Allemagne, & d'y aliener les esprits des dispositions nécessaires pour conserver la tranquillité & la bonne union du Corps Teutonique. On avoit renouvelé toutes les Avocatoires contre les sujets de l'Empereur & de l'Empire, qui se trouvoient au service de l'Ennemi ou de ses Adhérens. Mais comme il y a des moyens d'eluder l'effét des meilleures dispositions d'un païs, où chacun & les Princes en particulier se croient libres & pensent pouvoir tout faire, il n'y avoit pas lieu de se promettre grand' chose de toutes ces precautions: l'experience ayant fait voir, que la France a cent ressources & cent moyens secrets de deconcerter toutes les mesures de ses ennemis, sous un Roi & un Ministere qui n'épargne aucune chose pour cela, de quelque nature qu'elle soit.

Ce fut après la prise de Fribourg & sur la fin du mois de Novembre, que le Baron de Hundheim Ministre de S. A. E.

Pala-

1713. *Et de la Paix d'Utrecht.* 469

Palatine & Mons. de la Houffaye Intendant de l'Alsace, après quelques pourparlers & après quelques allées & venues auprès des Generaux des deux Armées le Prince Eugène & le Maréchal de Villars, avoient fait si bien, que ceux-ci se rendirent tous deux en même tems à Rastadt (Château ou lieu de l'ancienne Residence des Princes de Bade) où ils commencerent à conferer sur les moyens de faire une Paix. Le Prince Eugène insistoit sur ce qu'on cedât à l'Empereur non-seulement tout ce qu'on lui avoit offert dans les Conferences d'Utrecht, mais encore d'autres choses qui étoient de sa convenance & necessaires pour la seureté de l'Empire. Le Maréchal au contraire vouloit rabatre beaucoup des premières propositions sous le nom de nouvelles conquêtes, qu'il avoit fait, & en dedommagement des dépenses que le Roi T. C. auroit dû faire dans la poursuite de la guerre. Cette conduite n'a rien de merveilleux : puisqu'il n'y a rien de plus naturel, que de demander tous les avantages qu'on peut esperer, & dont on a besoin pour assûrer son Etat, ou de les refuser, quand on est sur l'avantage & qu'on

ient n'y pouvoir pas être forcé, quelque justice ou convenance qu'il y ait d'ailleurs de se relâcher sur quelque chose.

Comme on affectoit un secret extraordinaire, & que les Generaux seuls conféroient ensemble, ce n'est pas merveille, que le Public ait ignoré les particularitez de leur Traité. Les Secretaires mêmes n'en eurent pas assez de connoissance, n'y ayant eu que très-peu de chose à écrire & à enregistrer, parcequ'on n'y convint quasi de rien, hormis la seule Barriere de l'Empire, & que ces Ministres refuserent d'admettre d'autres propositions ou suppliques, que de ce qui regardoit la Paix de S. M. Imp. & de l'Empire avec la France. Cependant la plupart des Ministres étrangers (sçavoir ceux des Puissances qui n'avoient point d'interêt particulier aux demêlez de l'Empire avec la France) comme ceux du Pape, du Duc de Lorraine & des Princes Italiens, se trouverent à Bade, où le Congrès de Rastadt fut transferé, lorsqu'on avoit été convenu de la Paix entre l'Empereur & la France.

On en convint en effet, aprèsque le Maréchal eut fait beaucoup d'efforts inutiles,

tiles, pour obliger le Pr. Eugène à comprendre dans le Traité de Paix les affaires du Roi Philippe. Mais avant qu'on eut entamé la Negociation S. M. Imp. s'étoit déclarée, de ne pas vouloir traiter avec ce Prince, ni avec le Duc de Savoie, contre lesquels Elle vouloit se réserver toutes les raisons qui l'en retenoient & qui l'obligeoient de faire sa Paix avec la France seule. Ainsi il ne fut rien proposé de leur part, & ce dont on convint à Rastadt, ne regarda que les intérêts de l'Empereur & de l'Empire.

On eut même assez long tems la pensée, que l'Empereur ne traitoit, que de ses intérêts particuliers; ce qui fut cause que le Prince Eugène écrivit plusieurs lettres au Commissaire Principal de S. M. Imperiale residant à Augsbourg (où l'Assemblée des Deputez de l'Empire s'étoit transferée, crainte de Contagion qui s'étoit mise dans cette derniere ville) pour assurer la Diète du contraire, & pour la guérir d'un soupçon sans fondement; puisque à dire la verité, on ne pût conclurre avec la France rien d'avantageux ni pour l'Empereur, ni pour l'Empire, vû les propositions qu'elle leur faisoit, intolerables & incom-

incompatibles avec l'honneur & la sûreté de l'un & l'autre. C'est pourquoi le Prince leur dit dans une de ses lettres, "qu'il
,, croyoit, que l'unique moyen pour ob-
,, tenir des conditions plus favorables,
,, c'étoit de se mettre en état de pouvoir
,, continuer la guerre avec plus de vi-
,, gueur, qu'on n'avoit fait jusqu'alors.

En une autre datée du 24. de Decemb. il donna avis au dit Commissaire Imperial, "que sur le refus que S. A. avoit
,, fait des conditions proposées par le
,, Maréchal de Villars, avec protestation
,, qu'elle romproit toute negotiation &
,, s'en iroit, s'il n'en avoit point d'autres
,, à proposer,

,, le dit Maréchal avoit dépêché vers son Maî-
,, tre un Courier qui étoit revenu, mais sans apor-
,, ter aucun adoucissement: au contraire le Roi a-
,, voit renouvelé l'ordre au Maréchal, *d'insister sur*
,, *les dures conditions qu'il avoit proposées.* Que
,, quand le Maréchal avoit fait cette notification à
,, Son Altesse, elle lui avoit de son côté *notifié sa*
,, *resolution de partir:* mais que cependant elle a-
,, voit *differé son depart* sur l'esperance & la pro-
,, messe que le Maréchal lui avoit données, *qu'il at-*
,, *tendoit un autre Courier avec de nouveaux or-*
,, *dres:*

,, Et comme au lieu de *meilleures propositions,*
,, on en faisoit à l'heure qu'il étoit de *pires* que
,, l'Empereur & l'Empire ne scauroient en aucune
,, maniere

„maniere accepter, lui Prince ne voyoit pas, com-
 „ment il pourroit répondre de son séjour à Rastadt;
 „s'il y demeurait plus long tems; puisque c'étoit
 „déjà la troisième semaine, qu'il y étoit, sans a-
 „voir plus avancé que le premier jour. Qu'il s'en-
 „iroit avec la satisfaction de voir convaincus non-
 „seulement les personnes non-intéressées, mais aussi
 „les Peuples de France, qu'il n'avoit point tenu à
 „l'Empereur & à l'Empire, que cette longue &
 „onéreuse guerre ne soit terminée par une Paix sû-
 „re: au contraire qu'ils y avoient apporté tous leurs
 „soins possibles; pour preuve de quoi S. A. ne de-
 „mandoit autre témoin, que le Maréchal de Vil-
 „lars qui pourroit dire, combien elle y avoit contri-
 „bué, n'ayant manqué jusqu'alors ni de patience,
 „ni de moderation.”

„Qu'il auroit déjà exécuté la résolution qu'il
 „avoit prise de partir, si le Maréchal ne lui a-
 „voit encore demandé huit jours, pour attendre
 „le retour d'un Courier qu'il alloit dépêcher, &
 „qui apparemment lui apporteroit d'autres ordres.
 „Qu'il avoit eu d'autant plus de peine à y con-
 „sentir, qu'il étoit non-seulement fort douteux,
 „que la Cour de France en vint à des sentimens
 „plus moderez, mais aussi parceque dans le tems
 „où on étoit, la perte d'un jour étoit plus pretieu-
 „se, que celle de semaines entières en d'autres occa-
 „sions; puisqu'il étoit facile, qu'une apparence de
 „Paix si peu fondée ne retardât les résolutions ne-
 „cessaires pour la continuation de la guerre. Que
 „néanmoins pour ôter tout pretexte aux ennemis,
 „& pour disculper entièrement l'Empereur & l'Em-
 „pire de tout blâme & des malheurs qui en pour-
 „roient s'ensuivre. Ici l'r. avoit consenti d'attendre
 „encore cette huitaine, dans la résolution, que si
 „le Maréchal de Villars ne recevoit pas alors des
 „instru-

„instructions mieux convenables pour regler la
„Paix, S. A. partiroit d'abord.”

Enfin le Courier revint, mais sans apporter de plus douces conditions de Paix, que le Roi n'en avoit fait proposer jusqu'alors: étant vraisemblable, que la France ne faisoit durer les Conférences, que pour gagner du tems & pour faire perdre à l'Empereur & à l'Empire l'occasion de se preparer à la continuation de la guerre. En effet la Diète apprit par une autre lettre du Pr. Eugène datée du 30. Decembre, „que la France continuoit à
„faire des offres encore plus dures, que
„celles qu'elle avoit fait jusqu'alors, ne
„voulant point rendre Landau, le Fort
„de Kehl, le Vieux-Brisac & Fribourg
„autres que démolis, & prétendant l'en-
„tier rétablissement du Duc de Baviere,
„avec un dedommagement de toutes les
„pertes qu'il avoit fait.

Ce fut alors que le Pr. Eugène voyant qu'on ne cherchoit qu'à amuser le tapis, écrivit lui-même les conditions, auxquelles l'Empereur pouvoit faire la Paix: & il les consigna au Maréchal, protestant en même tems, que c'étoit la dernière volonté de S. M. Imperiale, & le priant de

1714. *Ô de la Paix d'Utrecht.* 475
de les accepter, s'il pouvoit, ou de les
envoyer au Roi, pour sçavoir son der-
nier sentiment là-dessus.

Cette résolution & peut-être aussi la
disposition des Etats de l'Empire (qui
par une deliberation prise sur les remon-
trances du Pr. Eugène & de S. M. Imp.
„ qu'on continuât la guerre avec toute la
„ vigueur possible, pour empêcher l'en-
„ nemi de penetrer plus avant dans l'Em-
„ pire, consentirent à la levée de 5. Mi-
„ lions nouveaux fraix, dont les princi-
„ paux Membres de l'Empire seroient
„ obligez de payer leur quote-part, & à
„ quoi le College Electoral donna son con-
„ sentement particulier) jointes à l'absence
„ du Prince Eugène qui quitta la ville de
„ Rastadt & s'en alla conferer avec le Duc
„ de Wurtemberg, furent cause, qu'au-
„ bout de quelque tems le Maréchal fit
„ prier le Prince d'y revenir. Dés-lors
„ on entendit, que le Roi de France
„ commençoit à se relâcher: puisqu'il se de-
„ sistoit du Royaume de Sardaigne & des de-
„ dommagemens qu'il avoit demandez pour
l'Electeur de Baviere, & qu'il ófroît de
restituer une partie de ce qu'il vouloit au-
paravant absolument retenir pour lui. En-
fin

fin on scût, que les Articles Preliminaires (qui ne furent signez que le 6. de Mars) consistoient en ce, „ que la Sardaigne & les autres Etats d'Italie, lesquels l'Empereur possedoit alors, lui demeureroient, aussi bien que les Pais-bas : & qu'on ne parleroit plus de la Principauté qu'on pretendoit pour la Princesse des Ursins. Que les Electeurs de la Maison de Baviere seroient entièrement rétablis dans leurs Etats. Que Fribourg, le vieux Brisac & le fort de Kehl seroient rendus à S. M. Imp. & que pour le reste de la Barriere à faire entre l'Empire & la France, on s'en tiendrait au Traité de Riswick.

Il fut convenu, qu'à Bade en Ergow on tiendrait de nouvelles Conferences avec des Ministres subalternes, pour achever le reglement des interêts particuliers des Etats de l'Empire. Ces Conferences commencerent en effet le 10. de Juin entre les Plenipotentiaires deputez de la part de Sa Maj. Imp. les Comtes de Goes & de Seilern, & le Comte du Luc & Mons. de St. Contest, Plenipotentiaires de France. Comme on avoit long
tems.

1714. & de la Paix d'Utrecht. 477
tems attendu ces Ministres (car il falut
avoir la Ratification de ce qui avoit été
conclu à Rastadt) il s'en trouva beau-
coup d'autres dès le commencement des
Conferences, qui n'ayant pû obtenir à
Utrecht ni à Rastadt, qu'on mît les in-
térêts de leurs Maîtres sur le tapis, ve-
noient insister sur la même chose. Ce-
pendant ils n'eurent point lieu d'être plus
satisfaits à Bade, qu'ils avoient été ail-
leurs: ils n'y firent que perdre leurs pas
& peine. Ces Ministres étoient ceux du
Pape, du Duc de Lorraine & de quel-
ques Princes d'Italie, des pretensions des-
quels on parlera ci-après.

Le Baron de Karig Ministre de l'Ele-
cteur de Cologne, & le Bar. de Mal-
knecht de la part de celui de Baviere ne
furent admis au Congrès de Bade, non
plus que les precedens, & encore moins
le Comte Beretti qui venoit de la part
du Roi Philipe. Ce Ministre se tint
toujours *incognito*, pour des raisons qu'il
n'est pas difficile de deviner. Ces Mes-
sieurs ayant cependant toute liberté de
traiter avec les Plenipotentiaires de France,
le défaut de leurs personnes dans les Con-
ferences Gener. ne retarda point la Nego-
ciation,

ciation, laquelle dura près de trois mois entiers en bien d'altercations & de disputes : non-obstantqu'on eût renvoyé quantité de matieres qui s'étoient presentées au Congrès, pour y être traitées.

Quoique la Reine d'Angleterre eût résolu, aussi bien que d'autres Puissances, d'envoyer pareillement des Ministres à Bade, & que même le bruit eût couru, que le Comte de Straffort qui étoit à Utrecht, s'y rendroit de la part de cette Princesse. Cependant comme l'Empereur avoit fait connoître, qu'il ne souhaitoit nullement, que ses differens avec la France fussent traitez par d'autres mains, que par celles de ses propres Ministres, cet envoi n'eut point de lieu, non plus que celui d'autres Ministres qui devoient venir de la part de la Suede, de la Hollande, de Savoie & d'autres Puissances qui faisoient état d'envoyer pareillement leurs Ministres à Bade.

Comme les Traitez de Westphalie, de Nimégue & de Riswik avoient été le fondement de celui de Rastadt, ainsi celui-ci le fut de ce qui se traitoit à Bade, & ceci en étoit la suite. Les Ministres des Princes Protestans avoient déjà présenté

1714. *& de la Paix d'Utrecht.* 479

senté des Memoires & fait des instances très-vives à Utrecht & à Rastadt, afin- que le IV. Article de la Paix de Riswik (touchant le rétablissement de la Reli- gion Protestante en tous les lieux, où el- le avoit été permise par la Paix de West- phalie) fût abolie. Mais il semble, qu'on n'y a eu point d'égard, puisque par le III. Art. du Traité de Bade il est expres- sement déclaré, " que toutes choses dans „l'Empire (s'il y étoit arrivé quelque „changement) feroient remises dans l'é- „tat, où elles devroient être selon le Trai- „té de Riswik ”.

Après la designation de la Frontiere entre l'Empire & la France, & après qu'on eut été d'accord des villes que le Roi T. C. devoit restituer, la plus im- portante difficulté restoit à être réglée, sçavoir, en quelle forme les Electeurs de la Maison de Baviere dussent être réta- blis. Il ne fut plus question des Royau- mes & Etats qu'on avoit promis à l'Ele- ctteur de Baviere, pour le détacher du parti de l'Empereur : on ne se mit plus en peine de l'Isle de Sardaigne que le Roi de France & la Reine d'Angleterre a- voient demandée pour l'Electeur au Con- grès

grès d'Utrecht. Toute la difficulté fut, de quelle maniere le rétablir aux Etats de la Maison, qu'on prétendoit lui devoir être restituez en leur entier, avec les honneurs & prerogatives qui y sont attachez, & avec des dedommagemens proportionnez aux pertes qu'il avoit faites pendant le cours de la guerre. L'Empereur avoit donné le Haut-Palatinat à la Maison Palatine, à qui il avoit autrefois appartenu, mais dont elle avoit été privée à l'occasion de la guerre que l'Electeur Frederic V. fit à l'Empereur Ferdinand II. pour se saisir de la Couronne de Bohême. Cette alienation avoit été agréée à la Diète de l'Empire : c'est pourquoi l'Electeur Palatin insistoit d'y être maintenu, ou qu'on lui accordât un equivalent qui lui pût tenir lieu de cet Etat. Et comme cet Equivalent fut demandé à l'Empereur seul, ce fut aussi à lui seul de contenter S. A. Elect. Palatine : de sorte que la pleniere Restitution de l'Electeur de Baviere fut conclue, mais sans y ajouter aucun dedommagement, à cela près, que le Roi de France promit, de ne point s'opposer, si l'Electeur voudroit transférer de quelquesuns de ses Etats, pour
les

1714. & de la Paix d'Utrecht. 481
les échanger contre d'autres qui seroient
mieux à sa bienfiance.

La Restitution de l'Archevêché de Co-
logne fut aussi stipulée pour le Prince
Clement, mais "avec une Reserve ex-
,, presse des Privileges du Chapitre Me-
,, tropolitain de Cologne, obtenus &
,, possédez par icelui en vertu des Trai-
,, tez, Unions & Constitutions reçues.
,, De plus il fut arrêté, que la ville de
,, Bonne n'auroit point de Garnison en
,, tems de paix, & qu'en tems de guerre
,, ce seroit à l'Empereur & à l'Empire d'y
,, en mettre telle, qu'ils jugeroient à
,, propos & selon que le besoin le de-
,, manderoit: & que même l'Electeur con-
,, viendrait avec l'Empereur & l'Empire
,, du nombre des Soldats, que S. A. E.
,, pourroit avoir pour sa garde."

Il y eut encore quelque difficulté sur la
restitution des Meubles & Pierreries en-
levés des Palais de ces Electeurs: mais
on convint enfin, qu'on les leur ren-
droit sur la foi des Inventaires justifiez
& reconnus, & que si quelquesuns ne se
trouvoient pas, on leur en payeroit la
valeur.

Outre la Restitution generale que le
X Roi

Roi T. C. avoit promis de procurer aux Electeurs , de tout ce qu'il crut leur appartenir , & de rendre aux Princes de l'Empire tout ce qu'il tenoit d'eux , il s'engagea aussi "de faire executer de „bonne foi tous & chacun les Articles „de la Paix de Riswik, qui regardoient „le Duc de Lorraine. Et parcequ'il ne fut pas possible de terminer dans l'espace du tems fixé tous les autres differens, dont toutefois la discussion avoit été réservée au Congrès de Bade, l'on demeura d'accord "d'en faire l'examen en „une autre Assemblée, à qui le tems ne „fût point prescrit, & de les faire terminer par les Ministres de l'une & de „l'autre Puissance.

Il arriva deux choses pendant le cours des Conferences de Bade, qu'on craignit devoir apporter du retardement à la Paix, sçavoir, la Mort de la Reine Anne qui mourut le 12. d'Août, & le Mariage du Roi Philipe avec la Princesse de Parme, Nièce du Duc & heritiere presomtive de son Etat, lequel Mariage le Roi declara lui-même dans son Conseil à Madrid le 13. du dit mois. Cependant il n'arriva point de mal de ces deux evenemens. Il est

1714. *Et de la Paix d'Utrecht.* 483
est bien probable, que si la Mort de la
Reine & la Proclamation de l'Electeur
d'Hanovre étoient arrivées pendant les
Conferences d'Utrecht & avantque les
Traitez eussent été signez, les choses au-
roient pris un autre train, puisque tout
se fit alors par les puissantes & continuel-
les sollicitations de cette Princesse, & il
ne parut pas, que le Roi son Successeur
les prît fort à cœur, du moins pas tant
qu'elle avoit fait. Mais l'accord de S. M.
Imp. avec le Roi T. C. étant déjà telle-
ment avancé, qu'il eût fâlu ou tout rom-
pre & recommencer la guerre, ou ter-
miner le peu qui restoit à regler, les af-
faires allerent leur train & la Paix fut
conclue.

Le mariage du Roi Philipe avec une
Princesse Italienne, qui pouvoit transfe-
rer ses Pretensions à un Prince que les
autres Etats de la Lombardie ne verroient
pas volontiers s'établir parmi eux, fut en-
core une chose capable de susciter de nou-
velles broüilleries. L'Empereur ne vît
pas sans chagrin que le Duc de Parme
eut traité ce mariage de sa Nièce. (fille
d'une Tante de S. M. Imperiale) sans
lui en avoir rien communiqué. Il y a

de l'apparence, que le Duc l'a fait à son insçu, pour n'en être pas deconseillé, & pour ne pas trouver des obstacles à une Alliance si illustre. L'Empereur avoit plus d'interêt, que tous les autres Princes d'Italie à ne voir pas de bon œil l'établissement qui pouvoit avec le tems arriver d'une Puissance considerable auprès de l'Etat de Milan, Puissance qui tiendrait toujours celui-ci en jalousie & en défiance, si le Duché de Parme tomboit au pouvoir de la Maison de Bourbon. Car enfin comme le Duc n'a point d'autre héritier, que cette Princesse qui est fille du Prince Odoard son Frère, dont il a épousé la Veuve, & que le Prince Antoine, troisième Frère de S. A. ne montre pas grande envie de se marier, pour donner des Successeurs mâles à l'Etat, cette Princesse porte necessairement par son Mariage la Succession du Duché de Parme à un Prince, avec qui l'Empereur étoit en guerre, & avec qui, ni avec sa posterité il n'y a guère d'apparence, que la Maison d'Autriche vive jamais en bonne union & intelligence, attendu, qu'il lui a enlevé la Succession d'Espagne. Ce fut pourquoi on a interdit la Cour Impériale

1714. *Et de la Paix d'Utrecht.* 485
riale au Ministre du Duc de Parme, &
les Plenipotentiaires de l'Empereur à Ba-
de ne voulurent avoir aucun commerce
avec celui que le Duc y avoit envoyé.

Le Traité de Bade ayant été arrêté &
conclu après plusieurs envois & renvois
des Couriers à Paris & à Vienne, les
deux Generaux de l'Empereur & du Roi
de France qui avoient conclu celui de
Rastadt (dont celui-ci n'étoit considéré
que comme une suite) se rendirent à
Bade pour le signer. Le Prince Eugène
y arriva le 5. de Sept. & le Maréchal de
Villars le 6. Le 7. le Traité fut signé.
Comme ce Traité mettoit fin à de gran-
des dissensions, les Ministres passerent
quelques jours à se fêter & à se cares-
ser. Mons. le Comte de Goes les traita
tous ensemble le même jour de la signa-
ture, Mons. le Comte du Luc le 8. Mons.
le Comte de Scilern le 9. & Mons. de
St. Contest le 10. Le 11. du mois tous
partirent de Bade, excepté les Secretai-
res d'Ambassade, qui demeurèrent pour
faire l'échange des Ratifications, qui de-
voient être apportées dans 6. semaines
au plus tard, & l'Evacuation des places
devoit se faire un mois après la Ratifi-
cation.

cation. Le Comte de Rabutin porta le Traité à Vienne, dèsqu'il fut signé, & le Marquis du Luc fils du Comte de ce nom qui l'avoit négocié, le porta à Paris. Dieu veuille que cette Paix soit de longue durée, pour la consolation & le bien des Peuples qui depuis tant d'années & non-obstant tant de Traitez n'ont pas laissé de voir & de souffrir tant de guerres!

Nous avons dit, que plusieurs Puissances qui n'avoient aucun intérêt particulier à la Succession d'Espagne, ne laisserent pas d'envoyer des Ministres à Utrecht & à Bude, pour y ménager d'autres intérêts qui les regardoient en particulier. Le Comte ou l'Abbé Passionei se trouva à l'un & l'autre desdits lieux, & y fit ce qu'il put, pour obtenir une décision favorable au sujet de Comachio, petite ville forte & pais aux confins de la Legation de Ferrare, dont les Troupes Impériales se saisirent en 1708. pendant le cours de la guerre d'Italie. Ce petit pais autrefois connu sous le titre de Comté étoit possédé par le Pape, ou par la Chambre Apostolique, depuis que Clement VIII. avoit réuni le Duché de Ferrare à l'Egli.

1714. & de la Paix d'Utrecht. 487

l'Eglise, sous pretexte, qu'Alphonse II. n'avoit point d'heritier legitime, & il unit cet Etat à la Legation de Ferrare. Mais la Maison d'Este qui subsistoit en la personne de Don Cæsar, petit-fils du Duc Alphonse I. à qui l'Empereur Rodolphe II. avoit continué l'investiture du Duché de Modène & des autres Fiefs que sa Maison tenoit de l'Empire, avoit depuis quelque tems reclamé & le Duché de Ferrare & ce petit Comté en particulier, dont elle s'étoit toujours fait donner les Investitures à part, pretendait, que Comachio étoit un Fief Imperial, & nullement partie du Duché de Ferrare: & que quand même ce Duché eût été legitimement reüni à l'Eglise, le Comté de Comachio ne devoit point subir cette condition, pour les raisons qu'on vient d'alléguer. Le Duc de Modène avoit été mortifié par les François qui dès l'an 1703. l'avoient chassé de son Etat, parceque ce Duc, Beaufrère de Joseph alors Roi des Romains, fit par son Ministre à Vienne reconnoître la nomination que l'Empereur Leopold avoit fait de l'Archiduc Charles son second Fils pour Roi d'Espagne. Il sembla à Joseph (depuis la

mort de son Père devenu Empereur) que le Pape témoignoit beaucoup plus de penchant pour la France, que pour sa Maison : & comme ses Troupes en Italie commencerent à gagner le dessus, S. M. I. voulut faire ressentir au Pape le contre-coup de sa partialité, en se saisissant de Comachio, & elle menaça quelque tems la ville de Ferrare même. Le Pape ne manqua pas de bonne volonté de repousser la force par la force, & il fit pour cela des armemens ; mais reconnoissant à la fin, qu'il pourroit aisément arriver, qu'il n'y gagneroit qu'une plus grande desolation de son Etat Ecclesiastique, il prit le parti de s'en tenir aux remontrances, qu'il n'a point manqué d'employer dès le commencement des troubles, pour qu'on lui restituât la ville de Comachio : mais ce fut peine perdue, puisque l'Empereur Charles VI. aujourd'hui regnant le retient encore, dans l'intention (à ce qu'on croit) de le faire ájuger au Duc de Modène.

Cependant le Comte Passionei redoubla ses instances à Utrecht & à Bade auprès des Ministres François, pour qu'ils voulussent porter ceux de l'Empereur à
cette

cette Restitution : mais comme les Imperiaux n'avoient aucun ordre ni instruction pour traiter cette affaire, ils n'eurent pas raison de lui rien faire esperer sur ce sujet. Au contraire comme S. M. I. s'est saisi de ce petit Etat, comme d'un Fief de l'Empire, Elle en a voulu remettre l'examen à la Diète de l'Empire. Le Ministere du Pape s'y est toujours opposé au nom de S. S. qui a même refusé d'en passer par le Jugement du Conseil Aulique, ne voulant admettre que des Arbitres agréés de part & d'autre, pour decider ce different ; mais à l'heure qu'il est on n'est pas encore venu au choix de ces Arbitres, & l'affaire demeure indecise.

La Republique de Venise envoya le Chevalier Ruzzini à Utrecht pour plus d'une raison, ainsi qu'il fut crû. On ne sçauroit nier, que les sujets de cette Republ. n'ayent souffert de très-grands dommages du passage & séjour des deux Armées en Lombardie, tantque la guerre a duré en ces quartiers-là. Rien n'est plus naturel & plus juste, que de demander des dedommagemens, quand on a été injustement lésé. Mais on sçait la

justice que les Grands rendent aux petits, quand ceux-ci ont quelque chose à prétendre à eux. Bien loin de leur faire réparation exacte des pertes qu'ils ont reçues par les broüilleries des Grands, ce sont les petits qui d'ordinaire payent les pots cassez. En tout tems ç'a été un privilège, (qui par prescription immémoriale a passé en loi, qui se pratique presque toujours avec la dernière rigueur entre les Grands & les petits) que ceux-ci sont obligez de rendre conte aux autres de ce qu'ils veulent, & par-dessus de leur remercier souvent de la discretion qu'ils ont eüe de n'avoir pas fait aux petits tout le mal qu'ils auroient pû faire, s'ils se fussent servis de leur toute-puissance. On croit avec assez de vraisemblance, que la Republique de Venise se feroit contentée, si pour toute réparation de tant de dommages, les Parties qui se sont fait chez elle la guerre, lui eussent fait l'honneur de la choisir pour Mediatrice de leur accord & reconciliation. Cela sembloit non seulement juste, mais même nécessaire. Mais on aimâ mieux de faire les Traitez entre la France & l'Empire sans Mediateur, de la manière qu'on

qu'on l'a vû : au lieu que si on avoit choisi pour Mediatrice une Puissance respectable, comme celle-là, les choses en seroient peut-être mieux allées.

On ne sçait guere bien ce que le Grand-Duc de Toscane avoit à représenter au Congrès. Tout ce qu'on en dit, c'est qu'il avoit voulu interesser les Puissances à ce que l'Empereur en usât avec plus de modération en exigeant des subsides de S. A. R. qui à la verité a fourni pendant tout le cours de la guerre en Italie de très-grandes sommes à S. M. Imp. Mais le Marquis de Rinuccini Ministre de S. A. R. n'eut point d'occasion, non plus que ceux des Etats qui n'étoient point en guerre, de se présenter au Congrès d'Utrecht, où ce Ministre se trouva & où il demeura durant toutes les Conférences. On suppose, que tous ses soins se reduisirent à faire inserer dans un Projet pour la Paix d'Italie (qui n'eut point de suite) un Article où il fut dit, *que l'Empereur ne pourroit plus exiger des Contributions des Princes d'Italie.*

Les Ministres du Duc de Lorraine firent connoître par des Ecrits rendus publics les pretensions de leur Principal :

c'est de quoi nous avons déjà parlé dans le passé de nôtre Histoire. Ces prétentions regardoient les Duchez de Mantoue & du Montferrat, que le Duc vouloit lui être devolus par la mort du dernier Duc de Mantoue, comme au Petit-fils de l'Imperatrice Eleonore de Gonzage, Epouse de l'Empereur Ferdinand III. & Fille de Charles II. Prince de Mantoue mort avant son Pere Charles I. les autres enfans duquel n'eurent point de lignée. Comme l'Empereur Leopold I. avoit disposé de la partie du Montferrat qui appartenoit au Duc de Mantoue, en faveur du Duc de Savoie, avec promesse d'en dedommager le Duc de Lorraine, les Ministres de celui-ci insistoient à ce que ce dedommagement fût déclaré & spécifié dans quelques Etats dont on ajugeât la possession à leur Maître. Mais comme l'Empereur ne conclut point de Paix à Utrecht, & qu'à Bade il ne la fit qu'avec la France, ces prétentions ont été renvoyées à un Traité particulier, que le Duc de Lorraine pourroit faire sur ce sujet avec S. M. Imperiale. Ce qu'il y a eu de fâcheux pour S. A. R. c'est que le Roi de France se saisit aussi-tôt que la
der.

derniere guerre a commencé, de son Etat, où il a tenu telle quantité de Troupes qu'il lui a plû; quoiqu'on eût permis & promis au Duc, de le laisser jouir d'une entière Neutralité entre les deux parties qui se faisoient la guerre. Et peut-être est-ce à cet egard, que le Roi de France s'est engagé à l'entière execution du Traité de Riswik, en ce qui regarde S. A. R. & pour autant qu'il n'avoit pas encore été accompli à son egard.

Le Duc de Modène avoit envoyé au Congrès d'Utrecht & envoya aussi à Bade son Ministre, pour demander un dédommagement de la perte qu'il avoit fait de son Etat, que le Roi de France avoit fait occuper: S. M. T. C. ayant joui non seulement de tous les revenus du Duc pendant 4. ans qu'il avoit retenu son pais, mais elle avoit aussi enlevé l'Artillerie & les Munitions de ses Arcenaux; dequoi tout elle en a usé en toute maniere comme d'un pais de conquête.

Le Duc de Parme entantque propriétaire de l'Isle de Ponza située aux rivages de l'Etat Ecclesiastique & du Royaume de Naples, la reclamoit. Le Roi Charles II. y avoit mis quelques Troupes,

pour empêcher que les François ne s'en faussent, comme le bruit avoit couru, même avant la mort de ce Prince : ce qu'ils vouloient faire du consentement du Pape Innocent XII. En tout tems, principalement pendant cette dernière Guerre, le Saint Siege (d'ailleurs assez chancelant) a été attaché avec le plus de fermeté aux intérêts du Roi T. C. ce Fils Aîné de l'Eglise & son plus puissant appui : il n'y a caresses ni récompense qu'il n'ait mis en usage, pour retenir ce redoutable Fils dans la devotion. Certes il n'a pas tenu au bon Pere Innocent, ni à son Successeur Clement XI. que la France ne soit à l'heure qu'il est en possession du Royaume de Naples : au moins on croit, qu'ils l'avoient flatée de lui en faciliter la conquête, sur laquelle les François avoient conté longtems avant la mort du Roi Charles II. Cependant ce friand morceau leur est échappé. Aussi depuis ce tems-là a-t-on vu le credit du Pape grandement diminué auprès d'eux, lorsqu'ils l'abandonnerent au plus chaud des derniers troubles d'Italie, comme pour venger sur lui un manque de coup, qui n'étoit qu'une pure fatalité.

Reve-

Revenons aux pretensions du Duc de Parme : elles demeurèrent sur le tapis. Car si on étoit entré en une discussion plus particulière de toutes celles que les Princes d'Italie firent proposer au Congrès : on y auroit proposé de la part de ce Prince une autre pretension qui auroit fait plus de bruit que celle d'une Isle de Ponza.

Le Duc de Guastalle avoit aussi envoyé un Ministre , pour faire connoître ses raisons sur le Duché de Mantoue , qui sembloit lui être dévolu par la mort du dernier Duc , qui n'a pas laissé d'héritiers : & cela en vertu des Pactes de Succession reciproque établis dans leurs familles , & par le Droit de sang , comme étant d'une même maison. Peut-être que l'Empereur n'en disconviendroit pas , si la chose devoit être décidée selon les titres que le Duc pourroit produire. Mais comme S. M. I. avoit reconnu à son très-grand dommage , combien il importe à ses intérêts , que l'Etat ou du moins la ville de Mantoue , soit entre les mains & au pouvoir d'un Prince affectionné à l'Empire , duquel ce Duc est réputé membre : & puisque les François ont rendu
cette

cette place, (dont la Cession que le dernier Duc de Mantoue leur avoit fait, avoit rendu si difficile la conquête du Duché de Milan) desorte que l'Empereur en est aujourd'hui en possession, S. M. ne donnera pas si facilement cette Ville importante à un Prince Etranger, quand même elle accorderoit tout le reste dudit Duché au Duc de Guastalle ; d'autant plus que s'étant desaisie en faveur du Duc de Savoie d'une partie très-considérable du Duché de Milan, il semble, qu'elle voudra par convenance & pour conserver à ce Duché la reputation du plus beau des Duchez de l'Europe, lui agréger cette importante place de Mantoue.

On n'entendit point parler pendant toute la suite du Congrès d'Utrecht de ce que les Ministres des Republiques de Genes & des Grisons venoient proposer, sinon que (comme les Grands Princes faisant leur Paix ne se soucient pas beaucoup des interêts des moindres, qu'ils sacrifient souvent à leur besoin, ou à leur convenance particuliere) on peut croire, que ces Messieurs furent envoyez pour veiller à l'indemnité de leurs Republiques,

bliques, & pour avoir soin de détourner en toute maniere ce qui pourroit leur être defavantageux, en cas que le cours des Negociations leur donnât lieu de le craindre.

Les Ministres du Roi de Portugal (qui parurent avec éclat) virent d'abord par les grandes difficultez qu'ils rencontroient dans leur negociation, qu'ils ne pourroient conclurre la Paix avec l'Espagne en même tems que ceux des autres Puissances la concludoient. Quand il plut à la Reine de la Grande Bretagne de faire sa paix particuliere, & de forcer ou l'obliger par là autantque fut en elle, tous les autres Alliez à en passer par tout ce qui-lui plût, S. M. Britannique promit solennellement aux Ministres de Portugal, de procurer à leur Roi la Paix avec les Couronnes de France & d'Espagne. Il est vrai, qu'elle les aida en quelque façon dans l'accommodement avec la France: mais comme les projets (quelque autorité qu'elle se donnât dans ces Traitez) ne tendoient pas au reglement des affaires, parceque les Couronnes Unies ne jugerent pas encore à propos d'accorder la Paix entre le Portugal & le Roi Philipe,

pe, toutes les instances desdits Ministres furent inutiles, pour obliger le Conseil de la Reine à concourir & à faire conclurre cette Paix. Ainsi les affaires demeurèrent suspendues jusqu'à la mort de cette Princesse.

Les articles débatus entre l'Espagne & le Portugal concernoient la propriété d'une Colonie appelée *de la Conception* dans les Indes Occidentales, & le dedommagement de deux Vaisseaux Espagnols pris par les Portugais avant la declaration de la guerre, ou du moins avant le tems que les hostilitez sont permises. Les moyens de racommoder ces differens ne sont (comme on peut voir) ni impossibles ni difficiles. Cependant le Conseil d'Espagne n'en est venu jusqu'à present à aucune conclusion: quoiqu'on ait souvent publié, que cet accommodement étoit en termes d'être bien-tôt réglé. Ce qui est assez vraisemblable, est que S. M. Imp. n'ayant point encore fait sa Paix avec le Roi Philipe, l'Espagne voudroit impliquer ces deux Paix & les faire toutes deux à la fois. Cependant elle demeure armée, sous le pretexte de la guerre qui dure encore avec le Portugal, quoiqu'il se

se fût fait à Utrecht une suspension d'armes entre ces deux Couronnes, laquelle a dû durer jusqu'à la fin de l'année 1714. L'Europe est curieuse de voir le denoüement de cette affaire, que le nouveau Roi d'Angleterre semble prendre à cœur. En effet il la sollicite par ses bons offices auprès des deux Rois de France & d'Espagne, avec qui S. M. paroît être d'accord. Neantmoins, comme la situation où Elle se trouve au commencement de son Regne, ne lui permet pas de faire valoir ses sollicitations autant que S. M. feroit peut-être en un autre tems, il faut avouer, qu'on ne sçait pas encore ce qu'on en peut attendre.

Ce qui est assez vraisemblable, est, que comme S. M. Imperiale n'a encore fait aucune Paix avec le Roi Philippe, le Conseil d'Espagne croyoit pouvoir impliquer les deux Traitez, & faire en même tems la Paix avec l'Empereur & le Roi de Portugal: se fondant peut-être sur le credit que la Reine de Portugal a auprès de l'Empereur son frere, qu'elle pouroit porter à donner les mains à la Paix avec l'Espagne, comme à un moyen de procurer ensuite celle de Portugal.

L'on

L'on peut croire, que c'est dans cette vûe, que le Roi Philippe s'est toujours tenu armé, quoiqu'il y eût entre lui & le Portugal une suspension d'Armes, qui doit durer jusqu'à la fin de l'an 1714. & même jusqu'à la Conclusion de leur Paix, dont de la Garantie la Reine Anne s'étoit chargée dans son propre Traité avec la France & l'Espagne. Cependant on peut douter, que ce soit un moyen suffisant pour procurer la Paix avec S.M. Imperiale: puisqu'il peut bien naturellement arriver, que quand on differe davantage la Paix avec le Portugal, celui-ci fourniroit à l'Empereur & à ceux qu'il pourroit attirer dans son alliance, de grandes facilitez de recommencer la guerre en Espagne; d'autantque la chose ne seraplus reduite à une seule place, comme elle le fut pendant le siege de Barcelone, mais toute l'étendue des frontieres qui divisent les deux Etats, ouvriront aux Alliez de Portugal le chemin de l'une & l'autre Castille.

L'Espagne avoit d'autantplus de sujet de craindre, que le different qu'il y a entre l'Angleterre & la France touchant le nouveau port de Mardik, n'éclatât en une

1715. & de la Paix d'Utrecht. 501
une nouvelle guerre qui rallumant les
premiers feux, auroit rendu fort incer-
tain l'établissement du Roi Philippe sur le
Throne d'Espagne, & autre qu'il l'avoit
été, lorsque la Reine d'Angleterre trou-
va à propos de finir la guerre & de cou-
per le cours aux conquêtes des Alliez.

Aussi peut-on croire, que la conside-
ration de ce danger est le motif qui a
principalement disposé la Cour de Madrid
à conclurre enfin son Traité avec le Por-
tugal. Et comme il ne s'agissoit entr'eux,
que de quelques dedommagemens & d'un
petit établissement aux Indes, la chose
n'a pas eu grande difficulté, quoiqu'elle
ait été la matière de la plus longue Nego-
ciation.

Ce qu'il y a d'étrange dans la conclu-
sion de ce Traité, est, que quand le
Duc d'Osborne avoit reçu l'ordre de le
signer (car le Marquis de Monteleone
Second Plenipotentiaire du Roi Philippe
avoit déjà passé en Angleterre) il y mit
de nouvelles difficultez, & dépêcha pour
cela un Courier vers la Cour de France.
Cependant il n'y put rien changer, car
les ordres qu'il avoit reçûs, étoient pre-
cis; ainsi le Duc voulut bien signer le
Traité

Traité le 6. de Fevrier 1715. mais cela se fit en secret & de concert avec les Ministres Portugais, qui avoient promis de ne pas publier cette signature. Elle s'est faite au Mail de la ville d'Utrecht, où les Ministres des deux Couronnes s'étoient rencontrés, comme par hazard. Là après quelques tours de promenade étant descendus de leurs carosses, (qu'ils firent partir avec leurs suites) ils signèrent le Traité sur un des bancs qui sont des deux côtez du Mail.

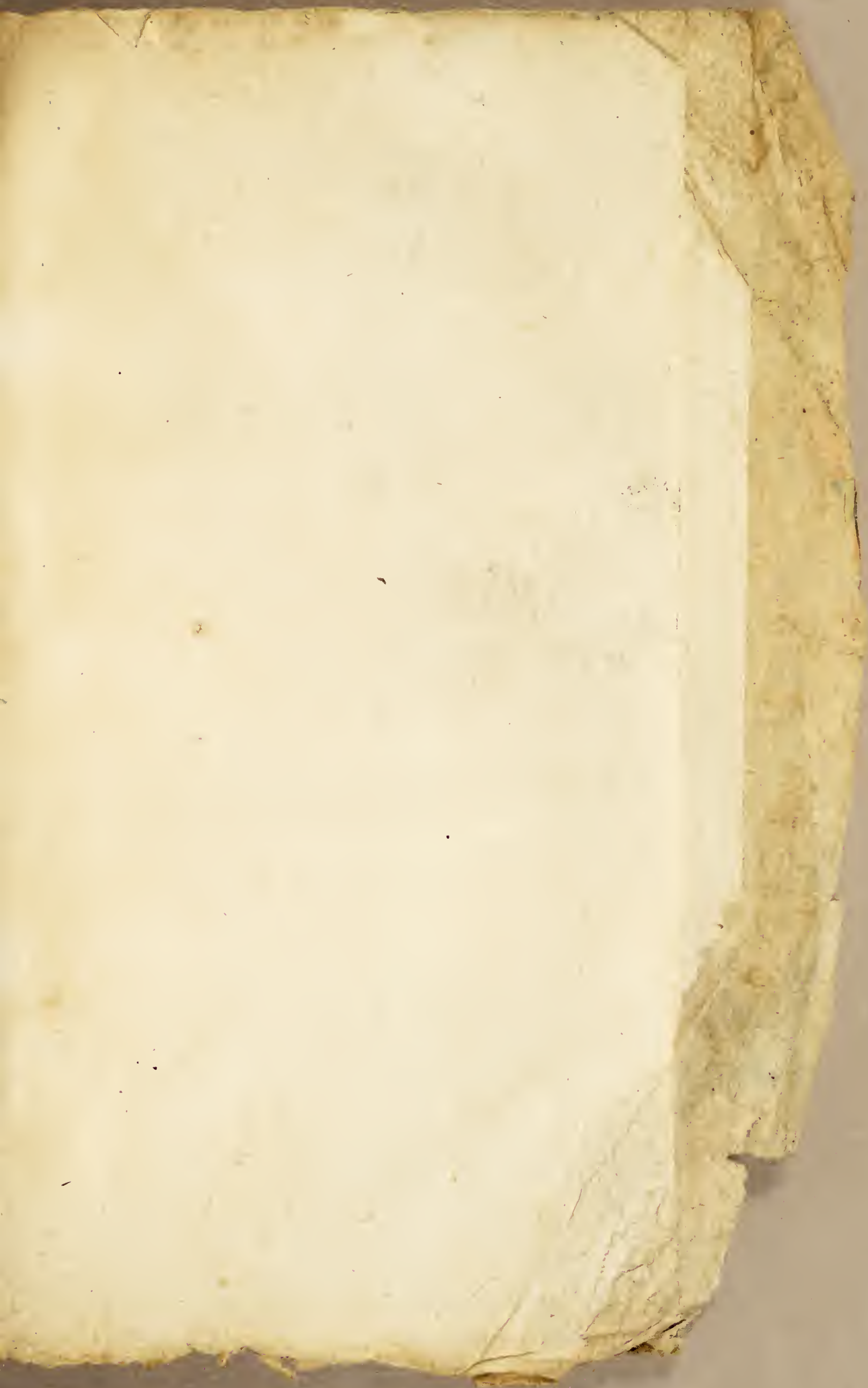
Le Duc & les Plenipotentiaires de Portugal envoyerent ces Traitez par des Exprez à Madrid & à Lisbonne, pour y être ratifiez par leurs Maîtres : & quand les Exprez en furent de retour avec les Ratifications, cette Paix fut enfin rendu publicque avec aussi peu d'éclat & de solennité, que les autres. Les Ratifications s'en étoient faites avec autant de mystère, qu'on avoit gardé en signant le Traité. Car les dits Plenipotentiaires d'Espagne & de Portugal s'étoient pour la deuxième fois rencontrés sur une chaussée qui est au sortir de la Porte Blanche, où sous l'apparence de se complimenter ils avoient fait l'échange de ces Ratifications.

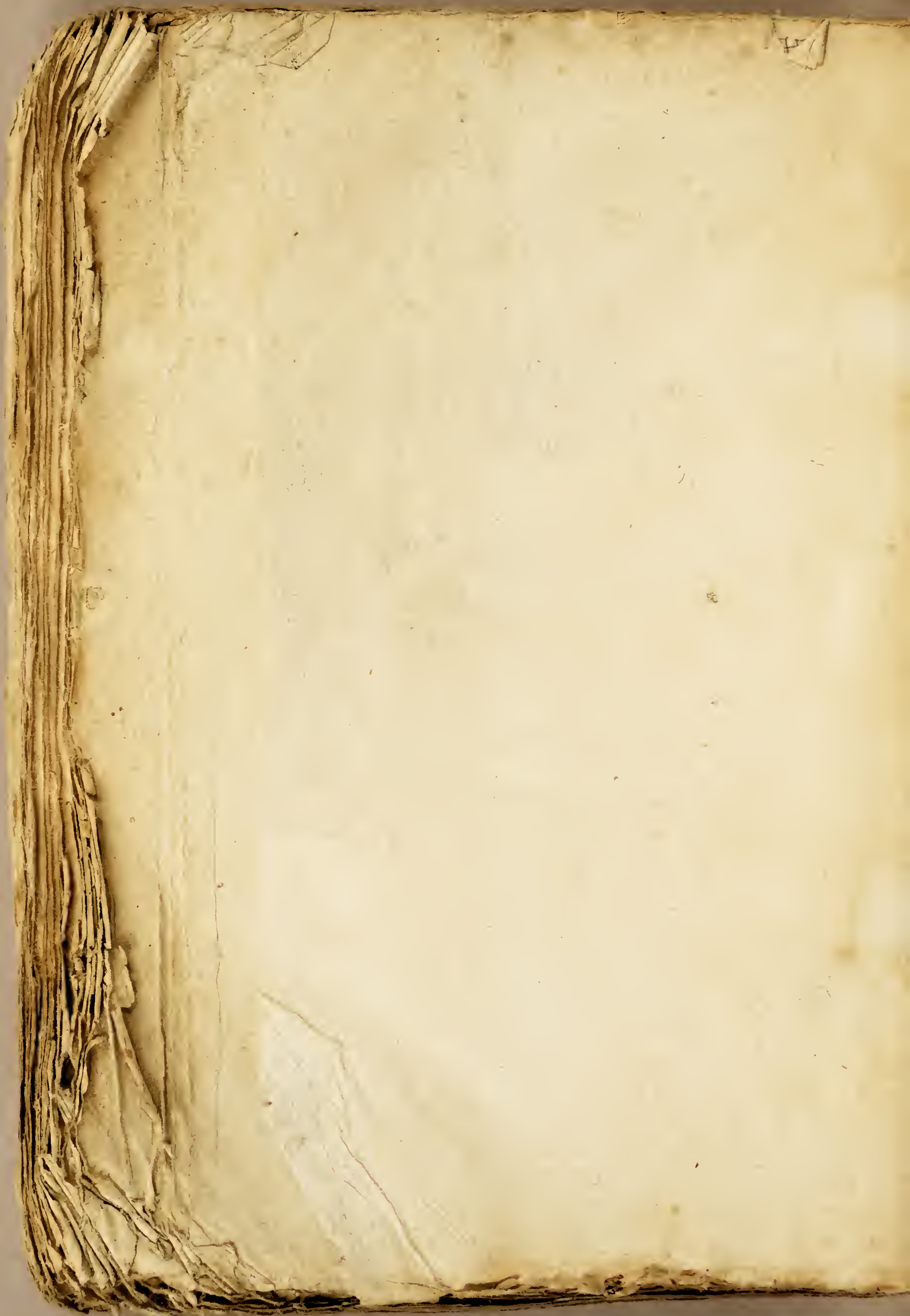
1715. *Œ de la Paix d'Utrecht.* 503
tions. On peut voir par la lecture du
Traité même, combien peu il fâloit de
tant dilations & de mistères.

Les Traitez de Bade & quelques au-
tres dont nous avons fait mention depuis
la 13^{ème} année de ce siècle, devroient a-
voir ici leur place : mais comme on les
trouve tout au long dans un Recueil in-
titulé : *Actes & Memoires touchant la Paix
d'Utrecht*, nous y renvoyons le Lecteur,
ne voulant pas grossir cet Ouvrage au de-
là les bornes d'une Histoire du plus es-
sentiel de ce qui s'est passé au dit Congrès;
& d'autantque nous croyons les avoir at-
teintes, nous en sommes arrivé à la

F I N.

75-313
Notebaart
15 May '78





E716

F884h

